



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES AGRONOMIQUES
ECOLE DOCTORALE GESTION DES RESSOURCES
NATURELLES ET DEVELOPPEMENT
EQUIPE D'ACCUEIL : EA AM2DT

THESE DE DOCTORAT EN SCIENCES AGRONOMIQUES ET
ENVIRONNEMENTALES

**REGARD DES CITOYENS SUR NOS
DIRIGEANTS DEPUIS L'INDEPENDANCE**

Présentée par : Jean Xavier RAKOTONDRAJONA

Soutenue le : 31 Octobre 2018

Devant le jury composé de :

Président : Bruno Salomon RAMAMONJISOA, Professeur Titulaire, ED GRND

Rapporteur interne : Jean de Neupomuscène RAKOTOZANDRINY, Professeur Titulaire, ED GRND

Rapporteur externe : Rolland RAZAFINDRAIBE, Professeur Titulaire, FOFIFA

Directeur de thèse : Sylvain RAMANANARIVO, Professeur Titulaire, ED GRND

Co-directeur de thèse : Marie-Laure RAKOTOARIVELO, Géographe, Directeur de recherche au CIDST

Examineurs : Romaine RAMANANARIVO, Professeur Titulaire, ED GRND
RABEARIMANANA Lucile Soloniaina, Historienne, Professeur Titulaire



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES AGRONOMIQUES
ECOLE DOCTORALE GESTION DES RESSOURCES
NATURELLES ET DEVELOPPEMENT
EQUIPE D'ACCUEIL : EA AM2DT

THESE DE DOCTORAT EN SCIENCES AGRONOMIQUES ET
ENVIRONNEMENTALES

Année 2018

**REGARD DES CITOYENS SUR NOS
DIRIGEANTS DEPUIS L'INDEPENDANCE**

Présentée par : Jean Xavier RAKOTONDRAJAONA

Soutenue le : 31 Octobre 2018

Nom des membres du Comité de thèse :

Jean de Neupomuscène RAKOTOZANDRINY, Professeur Titulaire, ED GRND

Rolland RAZAFINDRAIBE, Professeur Titulaire, FOFIFA

Sylvain RAMANANARIVO, Professeur Titulaire, ED GRND

Marie-Laure RAKOTOARIVELO, Géographe, Directeur de recherche au CIDST

Romaine RAMANANARIVO, Professeur Titulaire, ED GRND

RABEARIMANANA Lucile Soloniaina, Historienne, Professeur Titulaire

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux personnes ci-après :

- Monsieur Bruno Salomon RAMAMONJISOA, Professeur Titulaire, Directeur de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, d'avoir accepté de siéger comme Président de membre de jury,
- Messieurs Jean de Neupomuscène RAKOTOZANDRINY, Professeur Titulaire, ED GRND, et Rolland RAZAFINDRAIBE, Professeur Titulaire, FOFIFA, d'avoir l'amabilité de rapporter le contenu et les concepts tournant autour de ce livre,
- Monsieur Sylvain RAMANANARIVO, Professeur Titulaire, ED GRND, Directeur de thèse et Madame Marie-Laure RAKOTOARIVELO, Directeur de recherche au CIDST, Co-directeur de thèse, qui ont guidé dans la conduite de la recherche, et qui ont accepté d'épauler le long de la réalisation de ce travail ;
- Mesdames Romaine RAMANANARIVO, Professeur Titulaire, ED GRND, et RABEARIMANANA Lucile Soloniaina, Professeur Titulaire, qui ont aidé dans l'amélioration de la conduite de recherche, et qui ont accepté d'examiner ce travail de recherche.

J'adresse également mes vifs remerciements à tous ceux qui ont rendu possible ce travail, particulièrement :

- L'Equipe d'Accueil Agro-Management, Développement Durable et Territoires (AM2DT) de l'ED GRND pour leur contribution dans l'amélioration du contenu de la recherche,
- Tous les facilitateurs et les enquêteurs,
- Tous les interviewés d'avoir la gentillesse d'écouter et de répondre afin de réaliser ce travail,
- Ma femme et mes enfants, toute ma famille et mes amis, pour leur soutien, leur patience et leur dévouement au cours de mes recherches,
- Tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de cette thèse.

RESUME

Les Malgaches remuent trop le passé, or le souvenir du passé n'apporte que douleur, regret, déception et esprit revanchard. Les crises cycliques ont aggravé la situation socioéconomique à Madagascar, mais les Malgaches se posent des questions depuis toujours sur leur destin, car le développement et sa promotion sont d'abord une question de volonté de la part du dirigeant. Cette dernière implique un changement, véhicule une nouvelle culture, de nouvelles pratiques et une nouvelle mentalité. Elle vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, d'où le thème *Regard des citoyens sur nos dirigeants depuis l'Indépendance*. L'analyse des données recueillies auprès des 358 citoyens de 20 Régions de Madagascar parmi les 22 montre que jusqu'ici, non seulement, nos dirigeants n'avaient pas de vision claire pour Madagascar, mais qu'ils n'ont pas encore appris des leçons sur les erreurs de leurs prédécesseurs. Etant convaincu que l'homme est à la fois promoteur et bénéficiaire de tout développement, le but est que toutes les forces vives de la nation contribuent davantage au redressement de ce pays qui se trouve au bord du chaos. Mais ce qui manque à tous, c'est de veiller à ce que la parole donnée et les décisions prises soient respectées. Il est vrai que la gouvernance des affaires nationales se dégrade alors que le peuple malgache est en quête du développement reposant sur la transmission et le partage équitables des ressources ainsi que sur des bienfaits qui en découlent, facilités et promus par les dirigeants. Cette dégradation est le reflet des souhaits, aspirations et rêves des Malgaches qui ne convergent pas avec ceux des dirigeants. Ainsi, en cette ère de globalisation et surtout face à la misère qui ronge les Malgaches, des adaptations majeures sont nécessaires si l'on veut réussir et rejoindre le rang des pays émergents.

Mots-clés

Pauvreté - Gouvernance - Pratiques politiques –Développement - Vision - Nouvelles culture et pratiques.

ABSTRACT

Malagasy people stir up past situations, but past memories bring pain, regret, disappointment and revanchist spirit. Cyclic crises worsened socio-economic situation of Madagascar, however Malagasy people wonder on its fate, and the promotion of development is initially on behalf of the leader. The leader's political will implies changes, conveys a new culture, new practices and new mentality. It aims at unceasingly improving the wellbeing of the whole population and each person. That's the interest of the topic *Regard des citoyens sur nos dirigeants depuis l'Indépendance* (The citizens' point of view on our leaders from the Independence). The analysis of the information given by 358 citizens from 20 regions of Madagascar among the 22 shows that until now, not only did our leaders not have clear vision for Madagascar, but also, they did not learn from the lessons from their predecessors' errors. Being convinced that each person is at the same time the promoter and recipient of any development, the goal is that all the sharp forces of the nation contribute in the rectification of the country which is at the edge of chaos situation. But the lack is to take care that the words given and the decisions taken are respected. Admittedly, the governance of national businesses is degraded whereas Malagasy people are seeking for the development based on equitable transmission and division of available resources and the benefits which result from this, facilitated and promoted by the leaders. This degradation is the reflection of the wishes, aspirations and dreams of Malagasy people which do not converge with those of the leaders. Therefore, in globalization area and especially in front of poverty which worries Malagasy people, adaptations are mandatory if we want to succeed and join the emergent countries.

Keywords

Poverty - Governance – Political practices - Development - Vision - New cultures and practices.

FAMINTINANA

Mitamberina ao an-tsain'ny Malagasy mazàna ny lasany, kanefa izany dia mahatonga fahadisoam-panantenana, fanenenana, fijaliana, ary valifaty. Ireo kirizy politika niverimberina dia nanome vahana ny tsy fahatomombanana ara-tsosialy sy ara-toe-karena teto Madagasikara, kanefa ny Malagasy dia mitady fatratra izay ho zara fandrosoany, satria ny fampandrosoana, ny firosoana ho amin'ny fampandrosoana dia miatomboka amin'ny finiavan'ny mpitondra ihany. Io finiavana io no mitarika ho any amin'ny fanovana, mivohy kolotsaina vao, fomba fanao sy foto-pisainana vaovao. Izy io no mikatsaka hatrany ny fanatsarana ny fiainam-bahoaka sy ny tsirairay. Izany no nisafidianana ny loha hevitra hoe *Regard des citoyens sur nos dirigeants depuis l'Indépendance*. Ny fandalinana ireo vokatry azo tamin'ny fanadihadiana natao tamin'ireo olom-pirenena miisa 358 tao anatin'ny Faritra 20 amin'ireo 22 eto Madagasikara dia maneho fa hatreto aloha, dia tsy mbola nisy nanana vina mazava ho an'i Madagasikara ireo mpitondra nifandimby. Manampy izany dia tsy nisintona lesona tamin'ny ireo tsy nety nataon'ireo teo alohany izy ireo. Ekena arak'izany fa ny olona dia sady mpampandroso no mpisitraka ny vokatry ny fandrosoana, ka ny tanjona dia ny mba handraisana ireo hery velona rehetra anjara misimisy kokoa amin'ny fanarenana ity firenena izay efa manamorona ny kizo. Fa ny tsy ampy dia ny finiavana hanatanteraka ireo teny nomena sy fanapahan-kevitra noraisina. Tsapa fa mitotongana ny fitantanana ny raharaham-pirenena kanefa ny vahoaka malagasy dia eo ampicatsahana ny fampandrosoana mifototra amin'ny fampitana sy fizarana ara-drariny ireo loharanon-karena sy ireo tombontsoa azo avy amin'izany, hamoraina sy sahanin'ireo mpitondra. Izany fitontonganana izany dia taratr'ireo hetaheta, faniriana lalina ary nofinofin'ireo Malagasy izay tsy tafahaona amin'ny an'ireo mpitondra. Arak'izany, amin'izao andron'ny fanatontoloana izao, ary indrindra eo anatrehan'ny fahantrana lalina mikiky ireo Malagasy dia maro ireo fanitsiana goavana mifanaraka amin'ny toetr'andro tokony hatao raha tiana ny hahomby sy hilahatra amin'ireo firenena misongadina.

Teny fanala hidy

Fahantrana – Fitantanana - Fanao ara-politika – Fandrosoana - Vina - Kolotsaina vaovao.

<u>TABLE DES MATIERES</u>	v
REMERCIEMENTS	i
RESUME.....	ii
TABLE DES MATIERES	v
LISTE DES CARTES	xii
LISTE DES TABLEAUX	xii
LISTE DES GRAPHES	xii
LISTE DES ACRONYMES	xiv
INTRODUCTION GENERALE	1
CONTEXTE GENERAL	1
CONTEXTE DE MADAGASCAR.....	2
REALITES CONTRADICTOIRES.....	4
PROBLEMATIQUE ET QUESTIONS DE RECHERCHE	5
OBJECTIFS GLOBAL ET SPECIFIQUES	5
HYPOTHESES ET RESULTATS ATTENDUS	6
I - ETAT DE L'ART ET METHODOLOGIE	1
INTRODUCTION	8
I.1 CONCEPT ET ETAT DE L'ART	8
I.1.1 PERCEPTION SUR LES DIRIGEANTS	9
I.1.1.1 Concept de Vision.....	9
a - Vision	9
b - Concrétisation de la vision.....	10
I.1.1.2 Concept de Gouvernance	11
a - Ethique et sens de la morale	11
b - Gouvernance	12
c- Bonne gouvernance.....	14
I.1.1.3 Pratiques politiques	15
a - Trafics et intérêt personnel	16
b - Corruption et impunité	17
I.1.2 PERCEPTION SUR LA SITUATION DE MADAGASCAR ET DES MALGACHES	17
I.1.2.1 Ressources humaines	18
a - Monde éducatif	18
b - Population jeune	20
I.1.2.2 Environnements sociaux	21
a - Insécurité	21

b - Sécurité sociale	23
I.1.2.3 Opportunités économiques.....	26
a - Potentiels agricoles	26
b - Culture entrepreneuriale	28
I.2 METHODOLOGIE	29
I.2.1 CHOIX DU SUJET	29
I.2.1.1 Interêt de l'étude	29
I.2.1.2 Choix des dirigeants et les concitoyens dans la promotion du développement 30	
I.2.2 METHODOLOGIE GENERALE.....	32
I.2.2.1 Recherche bibliographique	32
I.2.2.2 Démarche méthodologique globale	32
a - Collecte des données	32
b - Analyse des données	36
I.2.2.3 Limites de l'étude	37
a. Lors de l'enquête	37
b. Lors du traitement des données	37
CONCLUSION PARTIELLE	39
II - CONDUITE ET PRATIQUES POLITIQUES DES DIRIGEANTS	1
INTRODUCTION	40
II.1 MATERIELS ET METHODES	42
II.1.1 Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 1 :	42
II.1.1.1 Démarche adoptée.....	42
II.1.1.2 Variables	43
II.1.1.3 Finalités.....	43
II.1.2 Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 2 :	43
II.1.2.1 Démarche adoptée.....	43
II.1.2.2 Variables	43
II.1.2.3 Finalités.....	44
II.1.3 Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 3 :	44
II.1.3.1 Démarche adoptée.....	44
II.1.3.2 Variables	44
II.1.3.3 Finalités.....	45
II.1.4 Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 4 :	45
II.1.4.1 Démarche adoptée.....	45
II.1.4.2 Variables	45
II.1.4.3 Finalités.....	45

II.2	RESULTATS.....	47
II.2.1	DIRIGEANTS SUCCESSIFS ET VISION DU DEVELOPPEMENT	47
II.2.1.1	Dirigeants pendant les régimes successifs	47
II.2.1.2	Visions, objectifs, plans d'actions et stratégies de développement des dirigeants successifs	49
II.2.1.3	Grands projets ou particularités des dirigeants successifs	50
II.2.2	DIRIGEANTS ET ERREURS DE LEURS PREDECESSEURS.....	52
II.2.2.1	Répétition des erreurs	52
II.2.2.2	Apprentissage sur les erreurs des prédécesseurs	55
II.2.3	IMAGE DES DIRIGEANTS	57
II.2.3.1	Images envers les citoyens.....	57
II.2.3.2	Possibilité de corriger les dirigeants	59
II.2.4	DIRIGEANTS ET PRATIQUES	61
II.2.4.1	Non respect de la parole donnée	62
	a - Raison du non-respect de la parole donnée de la part des dirigeants	62
	b - Paroles non tenues par les dirigeants successifs	63
	c - Paroles données non respectées par les dirigeants actuels	64
II.2.4.2	Des pratiques douteuses et inconvenables	66
	a - Pratiques douteuses des dirigeants	66
	b - Raisons et conséquences des mauvaises pratiques	68
II.3	DISCUSSIONS	70
II.3.1	DIRIGEANTS SANS REELS PROJETS DE DEVELOPPEMENT	70
II.3.1.1	Vision et stratégies de développement des dirigeants successifs.....	70
II.3.1.2	Grands projets ou particularités des dirigeants successifs	71
II.3.2	QUALITES D'UN BON DIRIGEANT	71
II.3.2.1	Répétition des erreurs	71
II.3.2.2	Apprentissage sur les erreurs	72
II.3.3	LA POLITIQUE : UNE PRATIQUE NEGATIVE	73
II.3.3.1	Mauvais images envers les citoyens	73
II.3.3.2	Possibilité de corriger les dirigeants	74
II.3.4	PRATIQUES POLITIQUES INDESIRABLES	75
II.3.4.1	Non respect de la parole donnée et l'Etat de droit	75
II.3.4.2	Des pratiques douteuses et inconvenables	76
	CONCLUSION PARTIELLE.....	79
III	- GOUVERNANCE DES AFFAIRES NATIONALES	1
	INTRODUCTION.....	80
III.1	MATERIELS ET METHODES	83

III.1.1	Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 1 :	83
III.1.1.1	Démarche adoptée	83
III.1.1.2	Variables	83
III.1.1.3	Finalités	83
III.1.2	Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 2 :	84
III.1.2.1	Démarche adoptée	84
III.1.2.2	Variables	84
III.1.2.3	Finalités	84
III.1.3	Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 3 :	85
III.1.3.1	Démarche adoptée	85
III.1.3.2	Variables	85
III.1.3.3	Finalités	86
III.2	RESULTATS	87
III.2.1	PAUVRETE ET DROITS BAFOUES	87
III.2.1.1	Pauvreté à Madagascar	87
III.2.1.2	Droits de l'homme bafoués à cause de la pauvreté	88
III.2.2	PREMIERE PREOCCUPATION, SOUHAITS, ASPIRATIONS, REVES DES MALGACHE ET DES DIRIGEANTS	90
III.2.2.1	Souhaits, aspirations, rêves des Malgaches et des dirigeants	90
III.2.2.2	Première préoccupation des Malgaches et des dirigeants	91
	a - Préoccupations du peuple	91
	b - Problèmes des dirigeants	93
III.2.3	GOUVERNANCE A MADAGASCAR	95
III.2.3.1	Indépendance et devoir de rendre-compte	95
	a - Indépendance des dirigeants	95
	b - Devoir de rendre compte	96
III.2.3.2	Respect de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit	99
	a - Respect de la bonne gouvernance	99
	b - Respect de l'Etat de droit	101
III.3	DISCUSSIONS	103
III.3.1	PAUVRETE ET RESPECT DU DROIT AU DEVELOPPEMENT	103
III.3.1.1	Pauvreté à Madagascar	103
III.3.1.2	Droits de l'homme bafoués à cause de la pauvreté	104
III.3.2	CONFIANCE RECIPROQUE DIRIGEANTS-DIRIGES	105
III.3.2.1	Première préoccupation	105
III.3.2.2	Souhaits, aspirations et rêves	106
III.3.3	PROMOTION DE DEVELOPPEMENT ET DE CHANGEMENT	108

III.3.3.1	Indépendance et devoir de rendre-compte	108
III.3.3.2	Changement	109
III.3.3.3	Implication de tous	110
CONCLUSION PARTIELLE		112
IV –RELATIONS ENTRE DIRIGEANTS ET DIRIGES		1
INTRODUCTION		113
IV.1	MATERIELS ET METHODES	116
IV.1.1	Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 1 :	116
IV.1.1.1	Démarche adoptée	116
IV.1.1.2	Variables	116
IV.1.1.3	Finalités	117
IV.1.2	Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 2 :	117
IV.1.2.1	Démarche adoptée	117
IV.1.2.2	Variables	118
IV.1.2.3	Finalités	118
IV.1.3	Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 3 :	118
IV.1.3.1	Démarche adoptée	118
IV.1.3.2	Variables	118
IV.1.3.3	Finalités	118
IV.1.4	Démarche spécifique de vérification de l'hypothèse 4 :	118
IV.1.4.1	Démarche adoptée	118
IV.1.4.2	Variables	119
IV.1.4.3	Finalités	119
IV.2	RESULTATS	120
IV.2.1	PARTICULARITE ET PREPARATION A LA GOUVERNANCE	120
IV.2.1.1	Différence entre dirigeants et simples citoyens	120
IV.2.1.2	Préparation à la gouvernance	122
	a- Se préparer avant de gouverner	123
	b - Temps, genre de préparation et expériences requises avant de gouverner	123
	c - Formation, renforcement de capacité des dirigeants	124
IV.2.2	ECART ENTRE CITOYENS ET DIRIGEANTS	126
IV.2.2.1	Pauvreté et responsabilité des dirigeants	126
IV.2.2.2	Ecart entre peuple et dirigeants	126
IV.2.3	MUTUALITE ENTRE CITOYENS ET DIRIGEANTS	127
IV.2.3.1	Existence ou non de la mutualité	127
IV.2.3.2	Comparaison des deux mutualités	128

IV.2.4	DIRIGEANTS ET CITOYENS : DEVOIRS, OBLIGATIONS ET ATTENTES	129
IV.2.4.1	Devoirs et obligations	129
IV.2.4.2	Attentes	130
IV.3	DISCUSSIONS	132
IV.3.1	STATUT D'UN DIRIGEANT	132
IV.3.1.1	Particularité des dirigeants	132
IV.3.1.2	Préparation à la gouvernance	133
IV.3.2	REUSSITE COLLECTIVE.....	134
IV.3.2.1	Rôle de l'Etat	134
IV.3.2.2	Volonté politique	136
IV.3.3	RESPONSABILITE PARTAGEE	137
IV.3.3.1	Citoyens	137
IV.3.3.2	Dirigeants	138
IV.3.4	DEVELOPPEMENTTRES DES DEVOIRS, OBLIGATIONS ET ATTENTES DES DIRIGEANTS ET DIRIGES	139
IV.3.4.1	Attentes	139
IV.3.4.2	Devoirs et obligations	140
	CONCLUSION PARTIELLE	143
V	- DISCUSSIONS GENERALES	1
	INTRODUCTION	145
V.1	ENGAGEMENT DES DIRIGEANTS	147
V.1.1	VOULOIR SORTIR DE LA PAUVRETE	147
V.1.1.1	Concept de pauvreté :	147
V.1.1.2	Attitude politique	148
V.1.2	SOUTENIR LA BONNE GOUVERNANCE.....	150
V.1.2.1	Respecter la bonne gouvernance	150
V.1.2.2	Réaliser la vision de développement.....	151
V.1.3	ADOPTER DE NOUVELLES PRATIQUES.....	152
V.1.3.1	Apprendre des erreurs des prédécesseurs.....	152
V.1.3.2	Éviter les pratiques douteuses et inconvenables	153
V.2	MOBILISATION DES POTENTIELS HUMAINS ET SOCIAUX.....	154
V.2.1	ENGAGER LES CONCITOYENS	154
V.2.1.1	Raffermir certaines valeurs	154
V.2.1.2	Eduquer les enfants	155
V.2.1.3	Former les jeunes	156
V.2.1.4	Renforcer le civisme	157
V.2.2	LAISSER CHAQUE ENTITE JOUER SON ROLE	158

V.2.2.1	Renforcer la responsabilité de la société civile	158
V.2.2.2	Améliorer l'image des politiques.....	160
V.2.2.3	Valoriser la société et la famille.....	162
V.3	REORIENTATION DE LA RELANCE ECONOMIQUE	163
V.3.1	RENFORCER L'INTERACTION GOUVERNANT-GOUVERNE.....	163
V.3.1.1	Lutter pour la même raison	163
V.3.1.2	Agir dans l'intérêt de la nation.....	164
V.3.2	PROMOUVOIR LA CONTRIBUTION DE TOUS AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT.....	165
V.3.2.1	S'unir dans la diversité.....	165
V.3.2.2	Converger souhaits, aspirations et rêves des Malgaches et des dirigeants ..	166
V.3.3	OPTER POUR UNE NOUVELLE ORIENTATION ECONOMIQUE	167
V.3.3.1	Chercher une nouvelle relance	167
V.3.3.2	Renforcer l'indépendance	169
	CONCLUSION PARTIELLE	171
	CONCLUSION GENERALE	1
	BIBLIOGRAPHIE	- 176 -
1	OUVRAGES	- 176 -
2	ARTICLES, REVUES, RAPPORTS ET MEMOIRES	- 178 -
	WEBOGRAPHIE.....	- 182 -
	LISTE DES ANNEXES	- 1 -
	ANNEXES	- 2 -
	ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE	- 3 -
	ANNEXE 2 : LISTE DES INTERVIEWES	- 7 -
	ANNEXE 3 : REPONSES DES INTERVIEWES	- 21 -
	ANNEXE 4 : SEFAFI.....	- 51 -
	ANNEXE 5 : ELECTION PRESIDENTIELLE 2013 SELON LA HCC.....	- 52 -

<u>LISTE DES CARTES</u>	xii
Carte 1. Les 22 Régions de Madagascar	34

<u>LISTE DES TABLEAUX</u>	xii
Tableau 1. Répartition des enquêtés par région	35
Tableau 2. Répartition par tranche d'âge	35
Tableau 3. Plans d'actions et stratégies de développement des dirigeants successifs	50
Tableau 4. Grands projets ou particularités des dirigeants	51
Tableau 5. Erreurs et apprentissage	54
Tableau 6. Conséquences des mêmes erreurs répétées par les dirigeants	56
Tableau 7. Qualificatifs des dirigeants selon les aspects fondamentaux d'un être humain	57
Tableau 8. Respect de la parole donnée des dirigeants	62
Tableau 9. Mutualité entre peuple, entre peuple et dirigeants	127
Tableau 10. Devoirs et obligations des citoyens et des dirigeants	130
Tableau 11. Attentes des citoyens et des dirigeants	131

<u>LISTE DES GRAPHES</u>	xii
Graphe 1. Connaissance des dirigeants successifs à Madagascar par les citoyens	48
Graphe 2. Connaissance des dirigeants successifs en pourcentage	48
Graphe 3. Visions, objectifs, plans d'actions et stratégie de développement des dirigeants successifs	49
Graphe 4. Répétition des erreurs des dirigeants	52
Graphe 5. Erreurs des dirigeants	53
Graphe 6. Leçons sur les erreurs des prédécesseurs	55
Graphe 7 Conséquences des erreurs répétées par les dirigeants	55
Graphe 8. Image des dirigeants envers ses concitoyens	58
Graphe 9. Sens du mot « dirigeant » pour les citoyens	58
Graphe 10. Possibilité de corriger les dirigeants	59
Graphe 11. Correction des dirigeants	60
Graphe 12. Genre de correction des dirigeants	61
Graphe 13. Répartition des opinions sur la raison du non respect des paroles données	63
Graphe 14. Paroles non respectées par les dirigeants successifs	64
Graphe 15. Paroles non respectées par les dirigeants actuels	65

Graphe 16. Promesses non tenues par les dirigeants actuels.....	65
Graphe 17: Pratiques des dirigeants	66
Graphe 18 : Avis sur les mauvaises pratiques des dirigeants.....	67
Graphe 19. Opinion sur les raisons et conséquences des mauvaises pratiques des dirigeants.....	68
Graphe 20. Raisons et conséquences des mauvaises pratiques	69
Graphe 21. Premier responsable de la pauvreté	87
Graphe 22. Détermination du premier responsable de la pauvreté	88
Graphe 23. Droits bafoués à cause de la pauvreté.....	89
Graphe 24. Convergence des souhaits, aspirations, rêves des dirigeants et des malgaches.....	90
Graphe 25. Souhaits, aspirations, rêves des Malgaches	91
Graphe 26. Classification des individus selon leurs réponses sur le problème fondamental des Malgaches.....	92
Graphe 27. Problème fondamental, celui qui préoccupe le plus le peuple malgache	93
Graphe 28. Problème fondamental des dirigeants.....	94
Graphe 29. Problème fondamental préoccupant les dirigeants malgaches	95
Graphe 30. Indépendance des dirigeants et gestion des affaires nationales	96
Graphe 31. Dirigeants et devoir de rendre compte.....	96
Graphe 32. Genre de compte-rendu que le dirigeant doit apporter	97
Graphe 33. Compte-rendu que le dirigeant doit apporter à son peuple.....	98
Graphe 34. Répartition des opinions des citoyens sur les causes à ne pas faire des compte-rendu	98
Graphe 35. Causes poussant les dirigeants à ne pas faire de compte-rendu	99
Graphe 36. Dirigeants et bonne gouvernance	100
Graphe 37. Opinions sur la définition de la bonne gouvernance	100
Graphe 38. Définition de la bonne gouvernance.....	101
Graphe 39. Dirigeants et respect de l'Etat de droit	101
Graphe 40. Différence entre dirigeants et simples citoyens	120
Graphe 41. Classification des réponses sur la différence entre dirigeant et simple citoyen	121
Graphe 42. Différence entre dirigeants et simple citoyen	122
Graphe 43. Préparation à la gouvernance.....	123
Graphe 44. Réponses à propos du temps, genre de préparation et expériences requis avant de gouverner.....	124
Graphe 45. Renforcement de capacité des dirigeants	125
Graphe 46. Nécessité des dirigeants de suivre des formations et de renforcement de capacité.....	125

Graphe 47. Pauvreté et responsabilité des dirigeants	126
Graphe 48. Ecart entre peuple et dirigeants	127
Graphe 49. Avis sur la mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple.....	128
Graphe 50. Mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple.....	129

LISTE DES ACRONYMES xiv

AGOA	: Africa Growth and Opportunity Act
AN	: Assemblée Nationale
AVG	: Alliance Voahary Gasy
BAD	: Banque Africaine pour le Développement
BANI	: Base aéronavale d'Ivato
BIANCO	: Bureau Indépendant Anticorruption
BM	: Banque Mondiale
CAJAC	: Centre d'Assistance Juridique et d'Action ne
CEMGAM	: Chef de l'Etat-major Général de l'Armée Malagasy
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CIDST	: Centre d'Information et de Documentation Scientifique et Technique
CIRD	: Centre Interuniversitaire de Recherche et de Documentation
CMED	: Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement
COI	: Commission de l'Océan Indien
CPS	: Cadre de Politique Sociale
CRAC	: Cercle de Réflexion des Administrateurs Civils
CSP	: Centre de Surveillance de Pêche
CST	: Conseil Supérieur de la Transition
CT	: Congrès de la Transition
CTD	: Collectivité Territoriale Décentralisée
CUA	: Commune Urbaine d'Antananarivo
DATA	: <i>Donak'Afon'ny Tanora</i>
DEA	: Diplôme d'Etudes Approfondies
DST	: Direction de la Sécurité du Territoire
DUDH	: Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
EDBM	: Economic Development Board of Madagascar
EPM	: Enquête Périodique des Ménages

ESSA	: Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques
FES	: Friedrich-Ebert-Stiftung
FAO	: Food and Agriculture Organization
FCR	: Facilité de Crédit Rapide
FFM	: <i>Filankevitra ny Fampihavanana Malagasy</i>
FIGN	Forces d'intervention de la Gendarmerie nationale
FIM	: Foire Internationale de Madagascar
FMI	: Fond Monétaire International
FOFIFA	: <i>Foibe-pirenena momba ny Fikarohana ampiharina amin'ny Fampandrosoana ny Ambanivohitra</i> (Centre National de la Recherche Appliquée au Développement Rural)
GEM	: Gouvernance Economique Mondiale
HCC	: Haute Cour Constitutionnelle
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IDH	: Indicateurs de Développement Humain
IHEM	: Institut des Hautes Etudes de Management
INSTAT	: Institut National de la Statistique
JIRAMA	: <i>Jiro sy Rano Malagasy</i> (eau et électricité)
MAPAR	: <i>Miaraka Amin'i Président Andry Rajoelina</i> (groupement avec l'ancien Président de la Transition)
MNP	: Madagascar National Parks
NTIC	: Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ODD	: Objectifs du Développement Durable
OIT	: Organisation Internationale du Travail
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisme Non Gouvernemental
ONTM	: Office National du Tourisme de Madagascar
ONU	: Organisation des Nations Unies
ONUDI	: Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PDS	: Président de la Délégation Spéciale
PEA	: Perspectives Economiques en Afrique
PGE	: Politique Générale de l'Etat

PIB	: Produit Intérieur Brut
PM	: Premier Ministre
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PMP	: Plateforme pour la Majorité Présidentielle
PNB	: Produit National Brut
PNDR	: Programme National du Développement Rural
PNF	: Programme National Foncier
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPN	: Produits de Première Nécessité
PPP	: Partenariat Public Privé
PREA	: Programme de Réforme pour l'Efficacité de l'Administration
PRM	: Président de la République de Madagascar
RAPP	: Réseau des Académiciens des Partis Politiques
1er RFI	: Régiment des Forces d'Intervention
RPM	: Parti Rassemblement pour Madagascar
SADC	: Communauté de Développement d'Afrique Australe
SEFAFI	: <i>Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena</i> (Observatoire de la Vie Publique)
SRC	: Section de Recherches Criminelles
TI	: Transparency International
TI-IM	: Transparency International-Initiative Madagascar
UA	: Union Africaine
UCM	: Université Catholique de Madagascar
UNDAF	: Plan cadre des Nations unies pour l'assistance au développement
USA	: Etats-Unis d'Amérique
WIO	: Ouest de l'Océan Indien
YLTP	: Youth Leadership Training Program

INTRODUCTION GENERALE

CONTEXTE GENERAL

La relance économique ne se décrète pas, elle se construit. Plusieurs déterminants influent pour remettre un système économique en croissance, surtout quand le pays est en construction, quand les « systèmes » social, économique et politique ont été bouleversés, et doivent être refondés. Il est à rappeler toutefois que l'égalité des chances en matière de développement est une prérogative aussi bien des nations que des individus qui les composent. La Déclaration des Nations Unies sur le droit au développement de l'Assemblée Générale du 04 décembre 1986, dans son Article premier stipule que « Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement. ». De plus, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, dans son Article 25 stipule également que « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant [...] ». ».

Les pays les plus développés au sens humain sont aussi les plus développés au sens économique. D'après le communiqué du SeFaFi, qui date de Septembre 2015, il est dit que : « Un des paramètres du développement veut que le taux de croissance économique soit plus élevé que le taux de croissance démographique ». Mais, les pays à forte croissance n'améliorent pas nécessairement la qualité de vie de la population, et restent donc humainement peu développés. Les individus sont la première richesse d'une nation. Dans ce sens, le PNUD agit en publiant pour la première fois en 1990 le Rapport sur le développement humain, pour accentuer le développement humain, particulièrement dans les pays en voie de développement (PNUD, 1990). Ce dit rapport constitue un outil important pour appeler l'attention sur le développement humain dans le monde.

Indubitablement, toute politique de développement implique une politique conjointe de l'homme, c'est-à-dire une politique mettant chaque individu à sa place, car il peut s'épanouir grâce à son cerveau en perpétuel évolution. A part la possession de la mémoire et des automatismes, il a de l'imagination, de la création, de l'innovation, de l'adaptation à une situation nouvelle vis-à-vis de l'environnement. Cette politique devrait inciter également les citoyens à apporter leur contribution à la promotion du développement, prônant la répartition des pouvoirs et respectant le principe de subsidiarité, c'est-à-dire la répartition des pouvoirs entre les différentes couches et catégories socioprofessionnelles qui suit une approche ascendante : au niveau local/national, puis régional et enfin mondial. Tous les pouvoirs restent au niveau local et sont dévolus vers le haut quand c'est nécessaire (Stiftung, 2010). La stratégie

à l'échelle de la planète s'accompagne du besoin d'un élargissement de l'autonomie de la vie régionale, « nationale », communale, ce qui ne constitue pas une contradiction, mais au contraire, une complémentarité fondamentale (Robin, 1975), car à l'heure actuelle, les facteurs de richesse et de pauvreté se présentent sous différents niveaux dans les pays du monde, et conduisent aux extrêmes de la surabondance ou de la pénurie.

La surabondance est enregistrée dans les pays développés, les pays émergents, les pays exportateurs de pétrole. Le « Quart Monde » comptant les deux tiers de la population mondiale, surtout localisés dans les régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine endure la pénurie. Il incombe en effet au chef suprême de la nation de créer les conditions favorables au développement du pays, de refonder l'économie, de choisir les partenaires étrangers qui souhaitent collaborer avec le pays, et de faire très attention pour la réussite de cet objectif car « les égoïsmes nationaux sont patents, multiformes et rétablissent la loi de la jungle dans les rapports internationaux » (Robin, *ibid*). Dans ce monde de plus en plus globalisé, qualifié de « société planétaire » (Robin, *ibid*), la tendance est d'engager des relations multilatérales car tous les pays sont interdépendants. L'ouverture de notre économie aux capitaux étrangers est inéluctable. Les exemples des pays émergents comme la Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hongkong, la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, le Brésil et l'Argentine montrent que les miracles économiques sont fondés notamment sur l'ouverture vers l'extérieur et la division du travail. Leurs gouvernements adaptent leurs structures internes aux transformations économiques, les politiques industrielles volontaristes et la formation du capital humain par la croissance des dépenses d'éducation (Robin, *ibid*).

CONTEXTE DE MADAGASCAR

En ce qui concerne Madagascar, il demeure l'un des pays les plus pauvres du monde¹. C'est un pays en difficulté, en crise. « Le peuple étouffe ! La nation est tombée dans l'abîme ! ». ² « Plus que jamais, Madagascar vit dans l'anarchie et la corruption (...). Notre société ne dispose plus aujourd'hui d'aucun point de repère... » ³. Les indicateurs du bien être de la population ne s'y sont guère améliorés au cours des dernières années (Osborne, 2014) . En parlant du classement de Madagascar en terme d'Indicateur de développement humain, l'île de l'Océan indien figure en 158e position (sur 188)⁴. L'échec est encore plus grand si on compare Madagascar aux pays qui jouissaient d'un niveau comparable au nôtre en 1960, tels que la

¹ <http://documents.worldbank.org/curated/en/117991490012667566/Changements-de-fortune>, consulté en mars 2018

² Dans le communiqué du SeFaFi du 15 Juin 2009.

³ Dans le communiqué du SeFaFi du 09 Juillet 2011.

⁴ <http://blog.selfrance.org/madagascar-comprendre-pauvrete>, consulté en mars 2018

Corée du Sud ou notre voisine l'île Maurice⁵. Ainsi, la pauvreté n'a jamais reculé d'une manière significative. Au contraire, elle gagne rapidement du terrain. Madagascar fait partie des pays de l'ouest de l'Océan Indien, vulnérables et susceptibles de tomber dans la trappe de la pauvreté (Cinner, 2012). Le quotidien est pour la majorité une question de survie. L'insécurité qui augmente un peu plus chaque jour, la malnutrition qui sévit, le nombre accru des sans-abris cherchant un toit dans les petits recoins de la ville, ou encore la dégradation de toutes les infrastructures, prouvent la dégradation du pouvoir d'achat. A noter que Madagascar est l'un des rares pays à s'être appauvri depuis son indépendance⁶.

Les crises cycliques constituent les causes fondamentales de cette pauvreté pour les Malgaches. Au cours de ces quinze dernières années, la population de Madagascar a été confrontée à deux crises politiques qui ont ralenti la croissance économique, a subi des désastres climatiques sévères, et a encaissé la hausse mondiale des prix des produits alimentaires⁷. Dans ce contexte, il est peu surprenant qu'en 2012, les Malgaches n'avaient pas vu d'amélioration sensible de leur bien-être : 70,7 pourcent d'entre eux vivaient dans la pauvreté⁸. Depuis la crise de 2009, les indicateurs économiques sont descendus au plus bas⁹. Le fossé qui sépare les riches et les pauvres ne cesse pas de se creuser. Le niveau de vie des 10% des riches est six fois plus élevé de ceux des pauvres¹⁰. Le rapport de la Banque mondiale du 05 juillet 2013¹¹, est alarmant car note que 9 Malgaches sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté. La Banque estimait qu'en 2017 près de 80 % de la population malgache vivait sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,90 \$ par jour et par personne¹². Alors que Amartya Sen, dans son étude sur la cause des famines, aboutit au constat que les famines ne proviennent pas d'un manque de nourriture disponible, mais bien de l'incapacité des personnes à accéder à la nourriture¹³. La situation de régression économique fait de Madagascar le pays le moins performant parmi tous les pays du monde qui sont en paix, selon ledit rapport. Toutefois, les aspirations à sortir de cette crise profonde au plan politique, économique et social demeurent.

⁵Dans le communiqué du SeFaFi du 07 Juin 2010.

⁶ <http://blog.selfrance.org/madagascar-comprendre-pauvrete>, consulté en mars 2018

⁷ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>, consulté en mars 2018

⁸ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>, consulté en mars 2018

⁹Dans La Gazette de la Grande Ile n° 3005, du 21 février 2013.

¹⁰Dans Lakroa n°i Madagasikara n° 3858, du 09 mars 2014.

¹¹www.banquemondiale.com, consulté en mars 2014

¹² <http://blog.selfrance.org/madagascar-comprendre-pauvrete>, consulté en mars 2018

¹³<http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Bonne.gouv.prealable.fin.int.contraire.pdf>

La pénurie d'hommes convaincus, sérieux et motivés, d'hommes politiques dignes de ce nom ronge notre pays. Non seulement l'économie est malade mais les citoyens et les politiciens également. Le pillage de grands magasins se faisait sans problèmes à Antananarivo lors des manifestations populaires, en date du 25 janvier 2009, le fameux lundi noir. L'effort concentré seulement sur la refondation économique et sociale n'est pas suffisant. La refondation politique qui s'impose en ce moment dicte également les réflexions sur les orientations économiques à développer. Certes, Madagascar a un grand avenir. Après cinquante huit ans d'indépendance, le moment est venu de tirer les leçons des échecs du passé, et de construire une société à la fois efficace et respectueuse de certaines pratiques propices au développement économique et social. Madagascar est avide de dirigeants porteurs d'espoirs, des hommes d'Etat sachant satisfaire les besoins et exécuter les aspirations de la population, tout en cherchant à donner de l'espoir à la jeune génération et se souciant des prochaines générations. Les Malgaches sont à la recherche de dirigeants capables de mobiliser et de susciter l'ambition de la population à ne plus vivre dans la pauvreté, c'est-à-dire de dirigeants ayant pour vocation de changer leur vie en stimulant leur désir de progresser. Le quotidien des Malgaches exige l'incarnation des leaders capables d'unir tous les Malgaches, d'instaurer une valeur commune, de réinstaurer les valeurs Malgaches. Notre devoir, à tous, est de bâtir un Madagascar en développement et prospère à partir d'une politique économique pertinente et réfléchie.

Le choix du thème a donc été motivé, après mure réflexion sur la façon de voir et sur le jugement des citoyens par rapport aux conduites, pratiques et la gouvernance des dirigeants ; il est possible d'aboutir à des pistes de développement qui pourraient faire sortir Madagascar de cette misère, car de formation étatique en formation étatique, depuis l'Etat colonial aux Etats républicains en passant par les Etats transitoires, des opinions publiques se forment et apportent leur influence sur les comportements des dirigeants. Par la suite, les détenteurs du pouvoir seraient responsables et en mesure de décider au nom et dans l'intérêt de tous. Ils trouveraient la volonté et la motivation de réussir, et de transmettre ces valeurs au peuple pour qu'ensemble, ils se mobilisent pour transformer un « non » en un « oui ».

REALITES CONTRADICTOIRES

Les réalités contradictoires constatées sont la conscience collective (de la population) alimentée par un sentiment d'incompréhension de leur pauvreté paradoxale aux riches ressources du pays, ainsi que l'immobilisme et l'assoupissement des dirigeants. Le pays est potentiellement riche, mais les Malgaches n'en ont encore retiré aucun bénéfice. Et ce n'est pas la première fois qu'on entend dire que Madagascar est une île pleine de richesses, et celles-ci ne risquent pas de s'épuiser de sitôt. Mais comme le disent les économistes, la richesse ne se

mesure pas en fonction des ressources naturelles mais avec l'argent que chacun possède. Le pays a des potentiels, sa croissance évolue mais son peuple est écarté de ce développement. Il est possible d'évoquer les perspectives et les potentialités économiques de la Grande île. Parmi les arguments figurent le capital humain compétitif, la vaste surface cultivable, les ressources minières et pétrolières, les énergies renouvelables, la biodiversité unique qui n'attendent qu'à être valorisés par l'intermédiaire des investissements. Mais à cause des politiques, le manque du sens de vision, de responsabilité, de créativité, de prise d'initiative et souci du bien commun des dirigeants, Madagascar tombe dans l'extrême pauvreté, et est parmi les pays les plus pauvres au monde.

PROBLEMATIQUE ET QUESTIONS DE RECHERCHE

Depuis 1960, Madagascar cherche son chemin. Il a besoin d'un nouveau souffle, d'un nouvel espoir. Même si les ressources naturelles de Madagascar peuvent aider à alimenter plusieurs décennies de croissance économique, les dirigeants politiques ne sont pas encore conscients et perdent leurs temps dans les tergiversations et la lutte pour le pouvoir¹⁴, conséquence, le nombre de pauvres a abondamment augmenté. Face à la situation socio-économique qui prévaut, nos dirigeants sont-ils capables d'identifier les mécanismes efficaces pour soutenir les couches sociales les plus vulnérables ? Ont-ils l'humilité de les assister dans le souci de promouvoir leur résilience et réduire les effets néfastes des crises sur leurs conditions de vie ? Ainsi, et pour couronner le tout, comment avoir une perception globale des citoyens malgaches sur les dirigeants et la situation à Madagascar ? C'est la problématique que la présente étude tente de cerner. Cette problématique engendre trois questions de recherche, à savoir :

- Les conduites et pratiques politiques des dirigeants successifs sont-elles convaincantes pour les Malgaches ?
- Est-il vrai de dire que la gouvernance des affaires nationales est en dégradation ?
- Les dirigeants arrivent-ils à développer Madagascar sans leurs concitoyens ?

OBJECTIFS GLOBAL ET SPECIFIQUES

Cette étude tente de démontrer les raisons liées à cette situation de pauvreté, de répondre au pourquoi des échecs malgré les potentialités humaines comme naturelles qui existent. L'objet global est de relater la perception des citoyens sur leurs dirigeants et sur Madagascar, de promouvoir la contribution des dirigés comme des dirigeants à la promotion du développement.

¹⁴ Ady seza

Les objectifs spécifiques sont :

- de vérifier si les conduites et pratiques politiques des dirigeants successifs rendent les Malgaches perplexes ;
- d'apprécier si la gouvernance des affaires nationales est en dégradant ; et
- de réfléchir sur la relation entre dirigeants et dirigés.

HYPOTHESES ET RESULTATS ATTENDUS

Les hypothèses avancées sont formulées ci-après :

- Les conduites et pratiques politiques des dirigeants successifs rendent les Malgaches perplexes ;
- La gouvernance des affaires nationales se dégrade ;
- La relation entre dirigeants et dirigés est à entretenir.

Les résultats attendus sont :

- La conduite et les pratiques politiques des dirigeants successifs seront développées.
- La gouvernance des affaires nationales sera analysée.
- La relation entre dirigeants et dirigés sera étudiée.

Le document comporte :

- L'état de l'art et la méthodologie. L'état de l'art est axé surtout sur l'étude de la vie politique, économique et sociale à Madagascar depuis 1960. Hormis les ouvrages, les rapports et les revues, cette étude considère également les journaux et communiqués de la société civile pour avoir la perception des groupements socioprofessionnels. La spécificité de la méthodologie est l'analyse de l'opinion des citoyens. Pour avoir plus de représentativité, l'approche choisie est la descente sur terrain dans les différentes Régions de Madagascar. L'étude considère tous les interviewés comme de simples citoyens, y compris les dirigeants.
- La révélation sur les conduites et pratiques politiques des dirigeants successifs, les traces, souvenirs ou héritages laissés par chaque régime pour le peuple malgache et pour Madagascar.
- La conscientisation sur la situation de Madagascar, le constat du quotidien du peuple et des dirigeants, l'analyse de la gouvernance à Madagascar.
- La réflexion sur la particularité des dirigeants, la précision sur l'utilité de la préparation à la gouvernance et le renforcement de capacités des dirigeants, l'étude de l'écart entre les dirigeants et les dirigés, la nécessité du renforcement de la confiance réciproque, de l'interaction gouvernant-gouverné constituent donc le contenu.

Le document apporte des éclaircissements sur le rapport entre la conduite des dirigeants, les pratiques politiques depuis l'indépendance et la dégradation de la gouvernance, ainsi que la pauvreté à Madagascar.

- La discussion générale souligne, dans un premier temps, l'importance de l'implication et l'engagement des dirigeants dans la promotion du développement en tant que premiers responsables. Ensuite, l'étude se focalise sur l'homme qui est à la fois promoteur et bénéficiaire de tout développement, et la discussion générale met en exergue la nécessité de mobilisation du potentiel humain et social qui constitue une des bases de toute promotion de développement. La proposition des pistes de réflexions pour la promotion de ce développement termine l'étude.

I - ETAT DE L'ART ET METHODOLOGIE

INTRODUCTION

Dans la vie d'une nation, les bons citoyens ne sont pas que de simples spectateurs, mais participent à la vie de la nation. En tant que citoyens engagés, ils ne se contentent plus de survivre, ils veulent réussir. Un dirigeant, quant à lui, est sensé avoir une vision. Cette dernière ressemble à un rêve qui, pour pouvoir être réalisé, nécessite l'implication d'une multitude d'acteurs. Sa réticence à formuler une vision est un refus d'assumer la responsabilité pour notre propre avenir. Le gouvernement sera jugé par son efficacité. En cas d'échec ou de succès de la mission gouvernementale, la faute ou la grâce, incombe aux deux personnalités dont le destin est lié : le Président de la République et le Premier ministre. Ainsi, la promotion du développement dépend à la fois du dirigeant et des dirigés. L'Etat a le devoir de donner du travail aux citoyens pour qu'ils puissent agir et y contribuer. Il est légitime d'affirmer qu'une politique volontariste axée sur la promotion de l'emploi productif et décent reflète les attentes et les aspirations de la population malgache et constitue le moyen le plus pertinent de combattre la pauvreté, de détruire les inégalités et de garantir durablement la cohésion et la justice sociales, dans le respect des valeurs et de la dignité humaine.

Malheureusement, les dirigeants, les politiciens n'accordent pas d'importance aux intellectuels et n'écoutent pas le peuple. Il est difficile pour certains d'écouter, alors qu'ils sont sensés savoir ce que ses concitoyens font et attendent d'eux. Les citoyens, en retour, sont plus motivés s'ils comprennent mieux ce que leurs dirigeants pensent et ce qu'ils attendent d'eux. Le peuple malgache est invité à s'inscrire dans le nécessaire élan national qui pourrait nous gratifier d'un saut qualitatif vers un meilleur avenir car c'est déshonorant de voir les Malgaches, pauvres, vivant dans un pays riche en ressources. En 2013, le taux de pauvreté à Madagascar est de 92%¹⁵, alors que les opportunités d'investissements sont à découvrir. Ainsi, le concept et état de l'art définissent et expliquent les concepts qui gravitent autour du dirigeant et de la gouvernance et de la situation qui prévaut.

I.1 CONCEPT ET ETAT DE L'ART

Tout dirigeant et futur dirigeant doit apprendre à mettre en valeur ce qu'il y a de naturel et d'inné dans sa personnalité, cultiver ce qui germe déjà en lui, car diriger une nation ne s'improvise pas, on l'apprend. Il doit être capable de représenter un futur qu'il souhaite réaliser

¹⁵Selon le rapport de la BM en juillet 2013, « Au cours des quatre dernières années, il y a 4 millions de personnes pauvres supplémentaires ». www.banquemonddiale.com, consulté en mars 2014

de façon à la fois rationnelle et intuitive, englobante et prospective. Il doit montrer sa détermination à faire sortir Madagascar de cette misère.

I.1.1 PERCEPTION SUR LES DIRIGEANTS

La classe dirigeante doit avoir le sens et le respect des principes éthiques, qui devraient également réguler le fonctionnement de la société. Tout politicien doit avoir la volonté de se soumettre et respecter le sens de l'expression "Pouvoir pour Servir", car sans cette conviction, il est impossible de s'attaquer et lutter contre la pauvreté.

I.1.1.1 CONCEPT DE VISION

Pour le redressement de Madagascar, le dirigeant est condamné à avoir une vision, il est de son devoir de tracer les défis à relever, comme dit le proverbe malgache « Si l'arbre est bon pour en faire une pirogue, c'est qu'était bonne la terre où il a poussé »¹⁶. En concertation avec les parties prenantes y compris la société civile, le gouvernement procède petit à petit aux réformes identifiées dans le cadre du PND. Et le chef de gouvernement joue à son tour le rôle de coordination et d'arbitrage.

a - Vision

Dans un pays démocratique surgissent des groupes qui ont l'ambition de diriger les affaires de l'Etat. Chacun de ces groupes ou partis cherche à conquérir le pouvoir s'il ne gouverne pas, et à le conserver s'il gouverne. C'est la politique des partis. Pour être ou en tant que dirigeants, ils sont sensés avoir une vision. Cette vision est toujours positive et si elle est absente, il n'est pas étonnant que l'ensemble de la société vive dans un marasme permanent. Comme le dit si bien Karl Von Clausewitz en 1987, « Celui qui ne prévoit pas les choses lointaines s'expose à des malheurs prochains. ». La vision amène à répondre à la question « Qu'est ce que je veux réellement ? ». La vision réclame la décision à suivre. Quand un dirigeant a une vision, il sait. Tout en étant réaliste, connaissant le possible et le réalisable, qu'il ose rêver car rêver peut aboutir à une grande révolution, puisque le départ de tout accomplissement est d'abord un rêve, et une vision du futur. Même chaque citoyen doit avoir une vision personnelle, car elle suscite un engagement. Elle influencera la plupart des décisions à prendre. Grâce à la vision, chacun est capable de décider de qui il est. Il sait et est ce qu'il croit être. Il croit en lui-même.

Mais le communiqué du SeFaFi du 07 Février 2015 parle « du manque de vision globale de l'action de l'Etat ». Alors que le peuple attend le vrai commencement de la relance qu'on doit

¹⁶Proverbe malgache –Ny hazo no vanon-kolakana dia ny tany naniriany no tsara. -

entreprendre. Cela nécessite la mise en place d'une politique de développement acceptée et suivie par tous. Alors, les questions qui se posent sont les suivantes : Nos dirigeants, osent-ils, ont-ils l'humilité et l'ambition de réaliser leur vision ? Sans priorité, sans vision, le gouvernement ne gouverne pas. Sont-ils capables de faire ce qui doit être fait, pour éviter l'anarchie, l'incohérence et l'absence de solidarité, car personne ne saura ce qu'ils valent tant qu'ils n'auront pas fait leurs preuves. Sont-ils dotés du sens de l'initiative, face à un problème à résoudre ou à un défi à relever, car « ... la stratégie n'est jamais appliquée, mais qu'il faut toujours prévoir. », disait le président Eisenhower¹⁷. Savent-ils anticiper, car l'anticipation permet de prendre le dessus. Comme l'a dit Warren Buffet (2001), un célèbre investisseur américain : « Noé n'a pas attendu la pluie pour commencer à construire son arche. ». La prévoyance est autant synonyme de réussite que son absence est synonyme d'échec.

b - Concrétisation de la vision

Le leader, sachant ce qu'il veut faire, s'assure de se munir des bons outils, aiguiser les compétences et se donne l'expérience nécessaire à la réalisation de son projet. Il sort de la routine, garde l'esprit ouvert et doit avoir une vue d'ensemble de la situation. Ce qui requiert de prendre du recul. Ce qu'il lui faut, c'est rêver ... et réaliser. Afin d'asseoir sa légitimité, l'estime de soi, la maturité, une attitude sereine et ferme (pas autoritaire) seront nécessaires (Rafitoson, 2012). Il suit le parcours du combattant. Face à un obstacle, il s'assure d'avoir le courage de poursuivre et de tout risquer. Il comprend que le risque fait partie des conditions de départ, et que pour réussir, il doit surmonter sa peur. Il ne se laisse pas retenir par la peur, il se laisse guider par la volonté de réussir et de changer. Il se déplace et effectue des voyages afin de renouer les liens et relations, s'il le faut. Après une erreur de sa part, un coup tordu qu'on lui a joué ou simplement une tuile qui lui est tombée dessus, il ne joue pas les victimes, ni rend coup pour coup, mais accueille l'adversité pour ce qu'elle est véritablement : un bienfait. D'ailleurs, il n'y a pas de mal à admettre ses erreurs, si le but est d'aider, de modifier, de rectifier et de renforcer les performances et les résultats obtenus. Il sait que reconnaître l'échec et en tirer les leçons est un signe d'honnêteté et de force. Il a de l'abnégation, il persévère et n'abandonne pas trop vite. Il fait confiance à la raison d'être de la valeur humaine, à la coexistence des membres d'une même communauté, d'une même société, d'un même pays, et d'une même planète. Ce n'est peut-être pas évident au début. Mais il n'oublie pas que ce contexte relationnel suscite le concept de valeur chez l'homme. Par conséquent, même si de nombreuses personnes aspirent à devenir Président, ou y rester et laisser un bon souvenir, les

¹⁷ Et « Tu fonctionnes sur front tout en continuant de réfléchir à ce qui va t'aider dans la bataille suivante. ».

compétences et les qualités nécessaires pour relever ces défis, ne sont pas forcément en adéquation avec la personnalité et le parcours de chacun. L'exercice du pouvoir ne s'improvise pas¹⁸. Il est le fruit d'une expérience pratique et doit respecter une éthique, ainsi que les procédures et les règles qui existent. En suivant les explications du Mintzberg, un dirigeant doit assumer les rôles décisionnels, les rôles interpersonnels. Il est le symbole, l'agent de liaison. C'est un observateur actif et le porte-parole. Il assume les rôles informationnels, prend et approuve les décisions importantes¹⁹.

1.1.1.2 CONCEPT DE GOUVERNANCE

La mauvaise gouvernance constitue l'obstacle fondamental au développement, car elle pérennise la pauvreté et engendre les crises cycliques. Ces crises proviennent en partie des défaillances structurelles de la gouvernance²⁰. Alors, pour comprendre, puis guérir, une crise notamment politique, il faut en cerner les causes. C'est l'Etat qui épaula la lourde tâche, celle d'utiliser à bon escient l'argent public, d'instaurer l'Etat de droit, de garantir la séparation des pouvoirs.

a - Ethique et sens de la morale

Les Malgaches cherchent des dirigeants responsables, qui osent s'engager pour une vision, sans chercher une contrepartie. Ils sont en quête des dirigeants ayant éthique et morale²¹. D'après Rahariniaina Marie Frédeline, lors de son intervention dans le programme YLTP 2012, l'éthique est reliée à trois notions, à savoir l'homme dans son authenticité (différent de l'animal), la vie en communauté et le sens de la valeur. C'est un terme relatif à tout ce que l'homme considère comme valeur (justice, courage, vertu, vérité, etc.) et qui, de ce fait, va dans la direction de ce qui est bien pour la vie, contrairement à tout ce qui est négation de la Vie. Le concept d'éthique est inséparable des notions d'identité et de valeur humaines. L'homme ne peut se passer de l'éthique, c'est-à-dire de ce qui est bien conformément à ce qu'il est. L'éthique est une sorte de cadre d'action et d'esprit menant vers l'accomplissement de la personne. En tant que telle, elle s'impose à l'humanité de façon universelle. L'éthique s'impose de façon universelle à toute forme de société humaine : de la première cellule sociale qu'est la famille jusqu'à la forme de société plus vaste qu'est le pays ou le cadre des relations

¹⁸ Communiqué du SeFaFi du 20 Août 2016.

¹⁹ Un dirigeant responsable assume à la fois « les rôles d'entrepreneur, de régulateur, de répartiteur de ressources, et de négociateur » H. Mintzberg, The nature of managerial work, Tableau 2, pp. 92-93.

²⁰ Communiqué du SeFaFi du 22 Juin 2015.

²¹ Si l'éthique peut être saisie comme un principe directeur de nos agissements, se rapportant à l'ensemble de nos agissements et conduites dans une perspective de vie meilleure, d'une existence significative, par opposition à une existence brute ou objective ; par définition, la morale représente l'ensemble de nos règles de conduite relatives au bien et au mal.

internationales (Oyvind, 1999). Nous parlons de morale lorsqu'il s'agit de juger une action ponctuelle si elle conduit ou non, à ce que la société admet comme bien, en fonction des normes et préceptes moraux (Oyvind, 1999). Les notions d'éthique et de morale sont relatives à nos conduites ainsi qu'à nos comportements vis-à-vis des membres de la communauté à laquelle nous appartenons²². Elles se rapportent à la dimension relationnelle de l'homme. La notion d'éthique et de morale sert de balise, nous pousse vers l'accomplissement convenable à la digne finalité de l'homme. L'éthique et morale sont inséparables, car l'éthique ne prend corps que dans les pratiques morales. Si l'éthique se rapporte particulièrement à la vertu comme mode d'être qui réalise en elle-même son œuvre, c'est-à-dire homme qui sait accomplir l'œuvre qui lui est propre ; la morale est ce qui nous rend bon, ce qui nous rend homme de bien. En parlant d'éthique politique, c'est bien de voir deux concurrents dans une élection se rencontrer ou avoir un tête-à-tête. Mais, peut-on parler d'éthique politique ou de pratiques politiques exemplaires si, juste après les élections de 2013, Ravalomanana Marc et les pro-Ravalomanana, membres de la PMP, soutiennent le régime Hery Rajaonarimampianina, et Rajoelina Andry ainsi que le MAPAR dans l'opposition.

b - Gouvernance

Initialement, le concept de "gouvernance" est utilisé pour désigner la manière dont un gouvernement exerce son autorité économique, politique et administrative et gère les ressources d'un pays en vue de son développement²³. Désormais, la « gouvernance » fixe les règles et les principes du « gouvernement », elle définit la manière de « gouverner ». Et Jean-Christophe Mathias dénonce l'abandon du terme « gouvernement » au profit de celui de « gouvernance » en expliquant qu'il s'agit là d'une rupture du pouvoir décisionnaire de l'État garant de la souveraineté populaire, remplacé par une démocratie participative n'ayant - selon lui - aucun attribut réellement *politique* (Mathias, 2009). Le concept de gouvernance cherche à répondre à l'éternelle question de la prise de décision efficace au sein d'organisation toujours plus complexe, où l'on ne cerne plus très bien la répartition des pouvoirs, ni les motivations de ceux qui le détiennent, où le processus décisionnel est surtout caractérisé par la confusion due au foisonnement d'intérêts divergents (Gaudin, 2002). La gouvernance en quelques mots n'est autre que la mise en œuvre d'un ensemble de dispositifs (règles, normes, protocoles, conventions, contrats...) pour assurer une meilleure coordination des parties prenantes d'une

²²D'après Rahariniaina Marie Frédeline.

²³ <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-9075.html>, consulté en avril 2018

organisation, chacune détenant une parcelle de pouvoir, afin de prendre des décisions consensuelles et de lancer des actions concertées (Leach, 2001).

Le rapport du PNUD sur la pauvreté (PNUD, 2000a) concentre son attention sur les réformes en matière de « gouvernance » (soit les structures politiques et institutionnelles des pays). Pour le PNUD, la gouvernance est la clef de voûte des politiques nationales de lutte contre la pauvreté. Elle relève de trois principes : la maîtrise (ou la participation des pauvres aux processus de décision politique), l'équité (l'égalité des chances) et la responsabilité (le degré de « transparence » des structures politiques, leur mode de fonctionnement, leur caractère « comptable » ou « responsable » face aux citoyens) (Benicourt, 2001). La Banque mondiale, en 1990, utilise ce vocable pour définir des politiques de libéralisme et de désengagement de l'Etat²⁴. Cette Institution considère également la « gouvernance » comme un élément central de la nouvelle politique de développement²⁵. Pour elle, la gouvernance recouvre les normes, traditions et institutions à travers lesquelles un pays exerce son autorité sur le bien commun, dans une optique de développement. Le système onusien porte le concept de gouvernance mondiale de plusieurs manières²⁶ :

- ✓ une conception de la paix à toujours construire et non comme simple trêve ;
- ✓ une conception multilatérale d'une démocratie participative, associant à égalité trois pôles : le monde dans sa totalité représenté par l'ONU, les États, et des individus ou groupes d'individus, « chacun des trois se trouvant sous le contrôle des deux autres » (Defarges, 2003) ;
- ✓ une situation entre démocratie et puissance, entre idéal égalitaire et universaliste s'inscrivant dans un monde « d'États souverains et inégaux, dont la légitimité repose sur un territoire et une population bien délimités » (Defarges, 2003) ;
- ✓ en faisant de la survie de l'humanité et de la protection de l'environnement qui en est une condition, une question politique transversale et universelle.

La gouvernance est également une théorie de la régulation sociale, qui pour fonctionner doit être déclinée à toutes les échelles de gouvernement. Ainsi on parle de gouvernance locale, de gouvernance urbaine, de gouvernance territoriale, de gouvernance européenne, et de gouvernance mondiale : il n'y a pas un modèle unique de gouvernance mais bien des *systèmes de gouvernance*²⁷. L'expression *gouvernance européenne* désigne, à titre

²⁴ <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-9075.html>, consulté en avril 2018

²⁵ <https://journals.openedition.org/etudesrurales/68>, consulté en mars 2018

²⁶ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernance>, consulté en avril 2018

²⁷ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernance>, consulté en avril 2018

d'exemple, les règles, les processus et les comportements qui influent sur l'exercice des pouvoirs au niveau européen, particulièrement du point de vue de l'ouverture, de la participation, de la responsabilité, de l'efficacité et de la cohérence (Delcourt, 2004). Ces cinq « principes de la bonne gouvernance » renforcent ceux de subsidiarité et de proportionnalité (Commission européenne, 2001).

La gouvernance a "pour but de fournir l'orientation stratégique, de s'assurer que les objectifs sont atteints, que les risques sont gérés comme il faut et que les ressources sont utilisées dans un esprit responsable". Elle veille en priorité au respect des intérêts des "ayants droits" (citoyens, pouvoirs publics, partenaires, actionnaires...) et à faire en sorte que leurs voix soient entendues dans la conduite des affaires²⁸. En quelques mots, la gouvernance est une forme de pilotage multi parties prenantes (stakeholders). Les décisions ne sont plus le fait d'un unique décideur (ou groupe de décideurs) omnipotent, mais bien le fruit de la concertation après avoir soigneusement pesé le pour et le contre selon les différents intérêts des parties prenantes. L'échange entre les différentes parties prenantes est plus le fruit de la négociation que d'un rapport de force²⁹. En effet, on distingue deux principaux types de gouvernance : la gouvernance d'entreprise pour le secteur privé et la gouvernance politique pour la pensée politique et administrative. La notion de gouvernance est un élément central de la stratégie de lutte contre la pauvreté (PNUD, 2000a).

c- Bonne gouvernance

La transparence, l'accès à l'information, l'État de droit, la responsabilisation, et la gestion (taille) du secteur public sont toutes des caractéristiques liées à une bonne gouvernance (World bank, 1992). La *bonne gouvernance* recouvre aussi bien la capacité du gouvernement à gérer efficacement ses ressources, à mettre en œuvre des politiques pertinentes, que le respect des citoyens et de l'État pour les institutions, ainsi que l'existence d'un contrôle démocratique sur les agents chargés de l'autorité (Banque mondiale, 1999). La Banque mondiale comme le PNUD admettent que la cause essentielle de la pauvreté est d'ordre politique (Benicourt, 2001). La structure et le fonctionnement des institutions publiques seraient un frein fondamental à son éradication ou, du moins, à sa réduction³⁰. Certes, Madagascar, pour son développement, et les Malgaches, pour leur épanouissement, méritent un dirigeant ayant la volonté de persévérer dans ses efforts pour restaurer les principes de la bonne gouvernance et l'état de Droit. Le peuple a

²⁸ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Gouvernance.htm>, consulté en avril 2018

²⁹ <https://www.piloter.org/gouvernance-entreprise/definition-gouvernance.htm>, consulté en avril 2018

³⁰ <https://journals.openedition.org/etudesrurales/68>, consulté en mars 2018

besoin d'un dirigeant qui aime et sait écouter, d'un homme conscient de l'importance de la redevabilité et vecteur du devoir de rendre compte. Ecouter ne veut pas dire accepter à tort et à travers les opinions de ceux qui montent le ton. La capacité de gérer ce genre de situation fait la grandeur du dirigeant ainsi que la singularité de sa gouvernance. La redevabilité est un moyen efficace pour éviter que les dirigeants décident et procèdent unilatéralement. L'obligation de rendre compte découle de la confiance octroyée au détenteur du pouvoir politique par la population, s'il a été élu, ou par ses supérieurs, s'il a été désigné. Quelquefois, c'est le manque de volonté politique qui empêche la mise en pratique de la bonne gouvernance. Les carences dans la gouvernance proviennent également de l'incapacité technique, d'un manque d'honnêteté intellectuelle et de courage d'agir, de mentalités et comportements pleins d'arrogance. Le SeFaFi dans son communiqué du 20 Août 2016 « dénonce les dysfonctionnements et les aberrations de la gouvernance du pays ». L'inertie et la docilité des Malgaches facilitent le travail de certains responsables qui ne veulent rien devoir à la population. Certes, pour un développement harmonieux et durable, la décision prise doit être adaptée aux réalités. La réalité est pourtant que Madagascar est encore loin du développement partant de la base. C'est encore le pouvoir central qui gère la majeure partie du budget de l'Etat soit 95%. Seulement 1,5% pour les 22 régions et 3,5% pour les 1 549 communes³¹. Le budget géré par les CTD est de ce fait extrêmement réduit. Or ceux qui détiennent l'argent détiennent le pouvoir. Et ce n'est pas étonnant si l'Etat central dicte et pense seul la gouvernance du pays. Pour terminer, les dirigeants successifs ignorent les conseils et les mises en garde de la société civile.

1.1.1.3 PRATIQUES POLITIQUES

Les mauvaises pratiques ont un impact sur le climat politique et les espoirs de développement économique. Madagascar n'a cessé de changer de constitution et d'institutions depuis plus d'un demi-siècle, sans aucun effet positif. Les problèmes tiennent au mauvais usage du pouvoir, plus soucieux de leurs intérêts personnels que du bien commun³². Le communiqué du 20 Août 2016 avance que victime impuissante, la population n'a d'autres solutions que de se révolter périodiquement contre une classe politique qui la paupérise et qui la méprise. Et depuis l'indépendance, quatre mouvements populaires ont marqué l'histoire de Madagascar et ont fait

³¹ Ce chiffre atteint 15 jusqu'à 30% pour la plupart des communes africaines. Dans Lakroa n'i Madagasikara n° 3863, le 13 avril 2014.

³² Dans le communiqué du SeFaFi du 02 Juin 2015.

l'objet de répressions sanglantes par les forces armées³³. Certes, tant que ces mœurs politiques ne changeront pas, la situation ne s'améliorera pas.

a - Trafics et intérêt personnel

La vraie politique vise les biens et intérêts communs. Mais c'est peut être le contraire que tout le monde voit et constate. Au niveau du monde politique, la quête des intérêts communs reste jusqu'ici floue. Il est du devoir des dirigeants de faire comprendre que dans la vie, tout ce qui est matériel est utile mais éphémère et que seules les valeurs morales durent. Mais les dirigeants s'efforcent d'être écoutés, mais ne veulent pas entendre les opinions des autres, les revendications du peuple³⁴. Or, pour avancer, ils ont besoin d'entendre les critiques constructives et de prêter l'oreille aux opinions de la majorité. Aux yeux des citoyens, certains responsables veulent s'enrichir rapidement, et optent pour les mauvaises pratiques à l'instar des trafics en tous genres (bois de rose³⁵, pierres précieuses, or, etc.), abus de biens sociaux et détournements d'argent public. Les hauts responsables étatiques, étant complices ou ayant participé, l'institutionnalisent. Travailler dans la transparence devient difficile. Or la transparence évite la propagation des faux bruits qui désinforment, manipulent ou dénigrent. Malgré le succès des efforts accomplis, force est de constater et de déplorer que, jusqu'à présent, la recrudescence des trafics est manifeste. L'exportation illicite de bois de rose se poursuit³⁶. Pourtant, le décret 2010-141, adopté en mars 2010, interdit la coupe, le transport, l'exploitation et l'exportation illicite de bois de rose. La collecte et l'exportation de bois de rose a créé dans la région SAVA une nouvelle race d'opérateurs, corrupteurs avérés, prêts à tout pour arriver à livrer leurs énormes stocks de rondins à des négociants également sans

³³-le 1er avril 1971, insurrection dans le Sud réclamant plus de justice sociale,

- le 13 mai 1972 à Antananarivo, révolte des étudiants et des intellectuels, dénonçant les accords de coopération franco-malgaches et réclamant la malgachisation ainsi que le Fanjakan'ny madinika,

- le 10 août 1991, « marche de la liberté » vers le palais d'Iavoloha,

- le 7 février 2009, tuerie devant le Palais d'Ambohitsorohitra.

« Les pratiques politiques et les moyens d'accéder au pouvoir depuis 1972 », communiqué du SeFaFi, 17 Février 2009.

³⁴D'après Lakroa n°i Madagasikara n° 3863, journal paru du 13 avril 2014.

³⁵ Le communiqué du SeFaFi, en date du 24 Mai 2012 raconte la genèse d'un désastre : 6 avril 2004, le cyclone tropical intense Gafilo, avec des vents atteignant 315 km/h, frappe le district d'Antalaha. Les dégâts dans la ville sont importants ; en brousse, les champs de vanille sont détruits ; les forêts du sud du district, y compris une partie du parc Masoala, sont dévastées. La circonscription locale des Eaux et Forêts ne put empêcher la collecte des grumes abattues par le cataclysme. Une vaste opération de collecte de bois précieux commença mais les coupeurs, ne se contentèrent pas de récupérer les arbres abattus, ils s'adonnèrent à des coupes systématiques d'arbres sur pied.

³⁶Dans MADAGASCAR laza n° 2828, paru le 16 avril 2014.

scrupules³⁷. Ce genre de corruption, une fois institutionnalisée, contamine l'économie entière, car les exportations illicites n'ont bénéficié qu'à quelques individus.

b - Corruption et impunité

Selon les institutions comme la Banque mondiale la corruption est le cancer des pays en développement (Banque mondiale, 2000), et Madagascar n'échappe pas à la règle. Dans la conjoncture économique actuelle, les corrupteurs ne s'en tiennent plus aux actes isolés comme ceux pratiqués au niveau des services publics mais tendent de plus en plus à devenir une organisation bien huilée, presque assimilable à une petite mafia³⁸. Les réseaux mafieux ont pour objectif de voler et spolier des biens publics³⁹. Ils ont toujours régenté les secteurs juteux de l'économie dont les secteurs souterrains comme les trafics illicites, les trucages de gros marchés publics, les détournements de deniers publics, etc. Les bandits qui tournent souvent autour du pouvoir en place ont sévi sous tous les régimes qui se sont succédé dans le pays. Il sera difficile de les éliminer. Certes, la corruption constitue un vrai fléau économique à éradiquer (Banque mondiale, 2000). La lutte est volumineuse car ce sont le secteur judiciaire, la Police et la Fonction Publique (autorités publiques et fonctionnaires) qui sont cités comme les secteurs les plus corrompus. Les premiers responsables des trafics, des appels d'offres truqués, des détournements de fonds publics, de l'insécurité et des exécutions sommaires sous prétexte de maintien de l'ordre, sont apparemment bien protégés d'en haut, au détriment de l'État de droit⁴⁰. Pour s'en sortir, il faut une volonté politique ferme, car le vrai problème est l'absence de sanction. Les Malgaches, pour pouvoir vivre paisiblement, et Madagascar, pour son redressement, ne veulent plus que certains crimes présumés restent impunis. Il faut punir les coupables. Il faut oser tourner la page et que personne ne puisse échapper à la justice. Il faut avouer qu'il est difficile de traiter des dossiers concernant une haute personnalité. Les facteurs de blocage sont nombreux et méritent d'être étudiés.

1.1.2 PERCEPTION SUR LA SITUATION DE MADAGASCAR ET DES MALGACHES

A Madagascar, la misère s'étend. Le pays s'enfonce dans la pauvreté absolue et les autorités restent incompetentes devant la situation. Il fait partie des 3 derniers pays les plus pauvres dans le monde. Madagascar est parmi les pays les plus pauvres avec un taux de 82.4%,

³⁷Dans le communiqué du SeFaFi du 24 Mai 2012.

³⁸LES NOUVELLES n° 3097, dans sa parution du 26 mai 2014.

³⁹Dans Lakroa n°i Madagasikara n° 3858, du 09 mars 2014.

⁴⁰Dans le communiqué du SeFaFi du 07 Février 2015.

devant seulement deux pays que sont le Congo et le Libéria⁴¹. Les pères et mères de famille ne trouvent plus le moyen de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, alors qu'un terrain, un toit et un travail constituent le minimum vital pour un individu. Le Pape François à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), le 9 juillet 2015 revendique. « Les fameux trois “T”, terre, toit et travail pour tous nos frères et sœurs (...) : ce sont des droits sacrés ».

1.1.2.1 **RESSOURCES HUMAINES**

Les enfants représentent l'avenir. Ils façonneront la société de demain. La jeunesse de Madagascar pourrait devenir un pilier du développement durable et de changement positif (Vintsy, 2013). Il importe alors d'apprendre aux jeunes à rendre service à ses concitoyens et à vivre pleinement.

a - Monde éducatif

Nos enfants représentent l'avenir (Altesman, 1994). S'occuper des enfants est la meilleure garantie d'un développement durable de la société⁴². Laetitia Hallyday, Marraine de l'Unicef France, en visite à Madagascar en 2007 avance que nous pouvons redonner le sourire aux enfants et faire avancer l'humanité. Le proverbe malgache dit « Les enfants sont comme l'eau dans un lit de sable, ils suivent les chemins tracés »⁴³. Donner à nos enfants un bon départ dans la vie est une promesse pour l'avenir, une contribution pour le futur du pays⁴⁴. Il n'est pas besoin de rappeler que l'éducation est la base du développement de toute société, tant sur le plan humain qu'économique. Selon M. Nelson Mandela, « l'éducation est l'arme la plus puissante pour lutter contre la pauvreté, ... pour changer le monde ». Cette réflexion est particulièrement pertinente pour le cas de Madagascar, dans la mesure où il est avéré que les lacunes de l'éducation est un des déterminants de la pauvreté. On constate ces dernières années que la période durant laquelle la pauvreté recule coïncide avec celle où l'éducation progresse. Madagascar assiste à une baisse du taux de scolarisation, expliquée principalement par la perte d'emplois de bon nombre de parents et la diminution du pouvoir d'achat. Pourtant, le taux de scolarisation reste un défi toujours titanesque pour Madagascar. Envoyer tous les enfants à l'école est l'un des principaux défis de Madagascar. Mais ceci ne signifie pas seulement envoyer le plus grand nombre d'enfants à l'école. Il s'agit également de donner aux enfants un enseignement de qualité, répondant aux besoins de leur pays. Ce sont deux choses qui ne sont

⁴¹<http://documents.worldbank.org/curated/en/117991490012667566/Changements-de-fortune>, consulté en mars 2018

⁴²www.unicef.org/madagascar, consulté en mars 2016

⁴³—Ny zaza toy ny rano am-paisa, izay amiliana azy no andehanany. -

⁴⁴www.unicef.org/madagascar, consulté en mars 2016

pas irréalisables. Le taux prévu par l'OMD n'est pas acquis (PNUD, 1999). Prévu à 100% à la fin de la réalisation des OMD, seuls 60% des enfants bénéficient actuellement d'une éducation de base à travers le pays. La corrélation éducation-pauvreté constitue en quelque sorte un cercle vicieux : un meilleur accès à l'éducation permet d'avoir plus de chances de sortir de la pauvreté, et la situation de pauvreté réduit l'accès à une éducation de qualité. Faute de moyens et de volonté politique, si l'éducation demeure un secteur clé pour le développement, les pays en voie de développement, tel que Madagascar, ne lui accordent pas la place qu'elle devrait occuper dans les politiques de développement⁴⁵. Au-delà des aspects financiers, les chantiers relatifs à l'éducation sont colossaux si l'on veut mettre en place un système en mesure de catalyser de manière pérenne et performante le développement.

L'éducation doit rester un thème urgent à tout moment car elle contribue au développement du pays. Mais ceci nécessite le développement d'un système éducatif performant: marqué particulièrement par la qualification du personnel enseignant et le contenu pédagogique, accessible et répondant aux besoins du marché du travail et à l'évolution du contexte international. Malheureusement, ce système est fortement handicapé par l'insuffisance et la faible qualification du personnel enseignant, maillon essentiel dans la chaîne du développement, ainsi que leurs conditions de travail déplorables. Dans le pays, un enfant sur quatre n'a pas accès aux écoles primaires. Deux tiers des enseignants n'ont reçu aucune formation officielle⁴⁶. Un enseignement de qualité restera une utopie tant que la profession d'enseignant reste déconsidérée et sous-estimée⁴⁷. Le contenu pédagogique doit être adapté aux besoins économiques du pays. Le programme scolaire est un domaine que Madagascar a toujours eu du mal à maîtriser. Le programme scolaire de 1997 que les enseignants utilisent actuellement doit être remis à jour. Il importe de changer le contenu pédagogique pour qu'il rime avec la réalité actuelle. Le contenu pédagogique doit être adapté aux besoins économiques du pays. Ainsi, pour répondre aux exigences et défis à relever, le ministère de tutelle doit créer de nouvelles matières où la créativité et le sens de la prise de risque seront mis en avant, produire des manuels scolaires plus adaptés aux réalités locales, mettre en place un système d'enseignement technique et professionnel répondant aux besoins des entreprises, mais aussi conformes à la vision économique de l'Etat. Pour développer la Grande île et promouvoir une

⁴⁵ Madagascar dépense en moyenne 76 USD par élève par année pour le cycle primaire, alors que pour le Sénégal, cette somme s'élève à 376 USD, 2803 USD pour les Seychelles, 5234 USD pour la France et 8242 USD pour les Etats-Unis (PNUD, 2000b).

⁴⁶ www.unicef.org/madagascar, consulté en mars 2013

⁴⁷ Dans l'Express de Madagascar, Edition Spéciale du jeudi 21 et vendredi 28 Juin 2012.

nation prospère, l'éducation doit être l'une des priorités de l'Etat. En investissant dans une éducation de qualité, l'Etat ne peut que récolter la croissance⁴⁸.

b - Population jeune

Les jeunes de 15 à 24 ans représentent 3,8 millions soit 18% de la population malgache⁴⁹. Et d'ici 2025, leur nombre aura doublé (Vintsy, 2013). Mais jusqu'à aujourd'hui, ils font encore face à plusieurs défis pour pouvoir s'épanouir et devenir engagés et responsables : déscolarisation, accès à l'emploi difficile, accès limités aux services sociaux et services de santé, D'après les analyses de la BM, à Madagascar, ce sont les jeunes moins de 30 ans qui sont les premières victimes de la pauvreté extrême : La plupart des jeunes malgaches entrent directement dans la vie active avec peu de qualification⁵⁰. Les qualifications sont essentielles pour avoir accès à des bonnes situations professionnelles, une rémunération suffisante pour le confort existentiel souhaité par la plupart des jeunes. Près de 26% des jeunes de 10-14 ans et 64% des jeunes de 15-19 ans sont déjà actifs à Madagascar (UNICEF, 2011). Une autre réalité est que l'accès au travail est plus difficile sans qualification, alors que les jeunes qualifiés ne trouvent pas de travail ... Ce dilemme est symptomatique de la contradiction entre le système éducatif et le marché du travail. Le taux de chômage touche presque trois fois plus les jeunes qui ont achevé le primaire que les jeunes qui n'ont pas fréquenté l'école⁵¹. Les jeunes sortants des Universités malgaches qui, malgré des diplômes censés être d'études supérieures, baignent dans le sous-emploi, ne trouvant pas d'emploi dans le secteur pour lequel ils se sont formés. Dès l'éducation de base, l'enseignement demeure trop théorique, et les élèves ont du mal à comprendre à quoi certaines notions qu'ils apprennent en classe pourraient leur servir dans la vie de tous les jours, et dans la vie professionnelle qu'ils entendent embrasser. Quand les grandes sociétés préfèrent recruter des expatriés pour des postes qui pourraient être à la portée des locaux, c'est toujours le savoir-faire et les connaissances de ces derniers qui sont mis en avant pour justifier cette situation. Les entreprises sont toujours réticentes à embaucher de jeunes diplômés, invoquant leur manque d'expertises techniques et d'expériences professionnelles⁵². En bref, leur situation professionnelle est critique. Le salaire et l'emploi stables restent un rêve inaccessible pour la majorité. Pourtant, la poursuite des études est faite pour avoir un bon travail et assurer l'avenir

⁴⁸Dans l'Express de Madagascar, Edition Spéciale du jeudi 21 et vendredi 28 Juin 2012.

⁴⁹www.wwf.mg/fr, consulté en mars 2017

⁵⁰<http://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>

⁵¹www.wwf.mg/fr, consulté en mars 2017

⁵²Dans Le COURRIER DE MADAGASCAR n° 1377, paru le 14 mars 2014.

de la famille. C'est le moyen le plus efficace et assuré pour éliminer l'extrême pauvreté et la faim. Finalement, les villes abritent des bandes de jeunes délinquants.

Le désintérêt et le désengagement des jeunes sont également des facteurs à prendre en compte, car statistiquement, les jeunes (15-24 ans) sont ceux qui participent peu ou très faiblement aux prises de décisions concernant la nation (Vintsy, 2013). Seuls 17,8% des jeunes se déclarent impliqués dans des prises de décision au niveau local (Fokontany, commune, ...) (Miaraminta, 2012). Pourtant, les jeunes représentent un potentiel démographique donc social et économique qui ne demande qu'à être valorisé. Avec leurs rêves et leurs ambitions, les jeunes représentent une force de changement. Ils sont à la base des transformations qui tournent vers une société plus harmonieuse, plus équitable. Le développement exige l'émergence d'une jeunesse forte et responsable, depuis le petit village jusqu'aux chefs lieux de Régions et la Capitale. Un jeune seul bien motivé pourra agir et mobiliser plus de jeunes s'il intègre des associations ou des réseaux existants (Univers Vintsy, JCI, Tambabintsy, Scouts, ...) ⁵³. La jeunesse peut dans la famille, la communauté, et avec l'ensemble de la société civile, véhiculer le développement de notre pays. La volonté de faire est l'ingrédient principal pour entreprendre, les autres aspects viendront au fur et à mesure.

1.1.2.2 ENVIRONNEMENTS SOCIAUX

Madagascar a échoué dans ses tentatives à réduire le nombre de pauvres ou extrêmement pauvres au sein de la population. Les mots ne sont pas assez forts pour décrire la réalité car ce qui se passe autour de nous, le quotidien de nos concitoyens, nous interpelle à chaque instant ⁵⁴. C'est un constat, dans certaines régions, il y a des routes, plusieurs infrastructures sont construites, mais les malgaches sont encore affamés, encore chômeurs et vivent médiocrement.

a - Insécurité

Madagascar assiste à une dégradation générale de la sécurité. Cette dernière fait partie des aspects qui préoccupent le plus la population Malgache. Le communiqué du SeFaFi du 31 Décembre 2014 publie que « Dans le sud, les dahalo continuaient à dépouiller les paysans de leurs bœufs, l'opération *tandroka* de l'année précédente ne les ayant pas neutralisés. Une nouvelle opération, *coup de poing*, tua officiellement 573 personnes, dont 445 dahalo, 115 citoyens et 13 éléments des forces de l'ordre ». Pourtant, le SeFaFi ne cache pas son souci à propos de l'opération en disant que « Nul ne sait si d'honnêtes citoyens n'ont pas été pris pour

⁵³www.wwf.mg/fr, consulté en mars 2017

⁵⁴Le taux de pauvreté de cette île est « estimé à plus de 70%, dont 56% dans l'extrême pauvreté » est de notoriété mondiale.

des *dahalo*, dans quelles conditions ils ont été tués et quels dédommagements ont reçu leurs familles. Le nombre élevé de victimes civiles et militaires témoigne de l'amateurisme des opérations militaires, et de l'indifférence générale à la mort de concitoyens »⁵⁵. L'insécurité règne dans tout Madagascar, surtout avec la propagation d'armes. « Les armes ont été découvertes dans un fourgon arrivé au port de Toamasina en avril (2014). L'inventaire a permis de recenser 360 crosses et 339 canons de fabrication russe de marque Baïkal, ainsi que 4.417 munitions d'origine espagnole, dont 3.292 sont de calibre 12. Les 225 autres munitions, sont de calibre 16 »⁵⁶. Tous les jours, des cas de vol et/ou de meurtre sont à la une des journaux. « Des vols successifs de bœufs ont été constatés dans la Commune Rurale d'Antsoantany, district d'Antsirabe II. En un mois, cinq étables ont été attaquées (...). »⁵⁷. Lors des attaques, les bandits sont bien équipés et armés. Aux 67 Ha, deux maisons ont été attaquées par quatre bandits en cagoule portant des armes, à l'instar de kalachnikov, en une heure, la nuit du 21 mai 2013⁵⁸. Ils n'ont plus aucune pitié et moralité. Vendredi 12 juillet 2013 dernier, dans la Commune Rurale de Feramanga, district d'Ambatondrazaka, Région Alaotra Mangoro, un jeune homme de 17 ans a été abattu lors de tirs effectués par des bandits et la somme de 270 000 Ariary a été saccagée⁵⁹. L'insécurité juridique et le trafic de drogue accentuent cette insécurité. A Anosizato, 63 sacs de cannabis pesant 1260 kilos, venant de Tuléar à destination d'Itaosy, sont saisis par la police et trois personnes sont arrêtées⁶⁰. Pourtant, la sécurité fait partie des piliers du développement. « Avec la recrudescence de l'insécurité, le taux de fréquentation du marché a essuyé une baisse significative, au détriment des commerçants, qui voient leurs chiffres d'affaires chuter de manière alarmante. Les marchés constituent pour les malfaiteurs des zones de prédilection, notamment les jours de marché hebdomadaire et qu'un flux non négligeable de transactions s'y effectue. »⁶¹. Ces dernières décennies, les Malgaches subissent le vol d'ossements humains. « Les vols d'ossement ont pris de l'ampleur à Madagascar depuis une vingtaine d'année. C'est, en effet, au début de la troisième République que ces faits étranges sont apparus pour ne plus s'arrêter jusqu'à aujourd'hui. Ce phénomène s'aggrave aujourd'hui car ces ossements se transportent par camion. »⁶². Personne n'a jamais pu remonter la filière et la destination de ces ossements reste inconnue. Aucune enquête n'a pu remonter aux cerveaux

⁵⁵Dans le communiqué du SeFaFi du 07 Février 2015.

⁵⁶Dans le journal LES NOUVELLES n° 3097, du 26 mai 2014.

⁵⁷Dans MADAGASCAR laza n° 2602, le 16 juillet 2013.

⁵⁸Dans le journal AoRaha n° 2324, paru le 23 mai 2013.

⁵⁹Dans MADAGASCAR laza n° 2602, du 16 juillet 2013.

⁶⁰Dans le journal MADAGASCAR laza n° 2602, paru le 16 juillet 2013.

⁶¹Dans MADAGASCAR laza n° 2845, du 08 mai 2014.

⁶²Dans le journal Lakroa n° i Madagasikara n° 3863, paru le 13 avril 2014.

du trafic (...). Régulièrement, les journaux relatent l'arrestation de pilliers de tombes ou la découverte de sacs remplis d'ossements : Huit individus dont un mineur de 14 ans et 3 jeunes femmes ont été appréhendés avec, en tout 150 kg d'ossements humains (...)⁶³.

La population ne fait plus confiance aux forces de l'ordre car elles oublient leur mission fondamentale qui est d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Une des conséquences est que « Deux présumés bandits (dahalo) sont abattus par la population à Tsarahasina, district de Mampikony, le 8 mai 2013 »⁶⁴. L'imprudence et l'irresponsabilité des forces de l'ordre mettent en danger la sécurité et la vie des citoyens. « A Ambodirano, Commune Rurale Ivato Firaiana, un garçon de 14 ans a été tué par l'explosion d'une balle d'une arme dangereuse "soute à bombe" égarée, le mercredi 22 mai 2013. »⁶⁵. Elles perdent leur temps à s'immiscer dans la mêlée politique. Le communiqué du SeFaFi, en date du 17 Septembre 2012 annonce que : « L'armée a pris goût au pouvoir. ». Ce dit communiqué poursuit : « Cette armée a joué un rôle significatif, voire décisif, dans chacune des crises politiques qui ont secoué le pays depuis 1972. Le fait que le président de la République soit le chef suprême des armées y est également pour quelque chose. A l'évidence, les Présidents successifs ont toujours pris un soin particulier à ne jamais contrarier l'armée. ». Pour s'en sortir, il est urgent de rétablir la confiance entre population et Forces de sécurité. Et que l'Armée et la police multiplient les efforts menés pour instaurer la paix.

b - Sécurité sociale

Il est dur pour les Malgaches de supporter le coût de la vie. La situation politique et économique difficile du pays pousse les familles à sacrifier leurs enfants pour pouvoir survivre. Elles les laissent quitter le domicile familial sans savoir exactement ce qu'ils deviendront. L'éducation joue un rôle très important car plus l'enfant reste à l'école, plus il est éloigné des dangers de la rue, plus il acquiert des connaissances qui lui permettent d'avoir un travail. Près d'un quart de la population malgache, environ 5 millions de personnes, vivent dans des zones à risques⁶⁶. En effet, le renforcement en matière de protection sociale est très important à Madagascar. « Avec un taux de vulnérabilité de 81% et une extrême pauvreté pour 57% de la population. Les 80% des Malgaches actifs n'ont accès à aucune couverture sociale et seules, moins de 20% des personnes du troisième âge bénéficient d'une retraite ou d'une pension de

⁶³Dans MADAGASCAR laza n° 2794, du 06 mars 2014.

⁶⁴Dans le journal Ao Raha n° 2315, du 11 mai 2013.

⁶⁵Dans Ao Raha n° 2324, paru le 23 mai 2013.

⁶⁶www.unicef.org/madagascar, consulté en mars 2013.

vieillesse. »⁶⁷. La pauvreté du pays handicape toute extension de sécurité sociale, et une sécurité sociale au rabais maintient la population dans sa pauvreté⁶⁸. Cette impasse ne pourra être surmontée que par une action volontaire et constante des pouvoirs publics. Il leur revient de sélectionner quelques secteurs par lesquels commencerait à fonctionner une sécurité sociale pour tous : à titre d'exemple, assurer une retraite minimale aux agriculteurs et aux artisans à partir de 60 ans. Ces services minima seraient ensuite progressivement étendus et généralisés... Le rapport du PNUD en 2012 souligne que de 68% en 2008, le nombre de la population qui vit avec moins de 1 dollar US par jour, est passé à 76% en 2012⁶⁹. Et toujours selon ce rapport, à cause de la pauvreté, 76% de la population sont en situation de malnutrition. En d'autres termes, trois malgaches sur quatre vivent dans l'extrême pauvreté. Plus de la moitié de la population malgache n'a pas accès à l'eau potable. Seulement une personne sur sept utilise des installations sanitaires adéquates. Et la maladie liée à l'eau est la cause principale de mortalité des enfants de moins de 5 ans⁷⁰. En effet, la mortalité infantile reste un grand défi à Madagascar. La moitié des enfants de moins de 5 ans du pays souffrent de malnutrition chronique, classant Madagascar au sixième rang des pays présentant des taux de retard de croissance les plus élevés dans le monde⁷¹. L'emploi est précaire. « Le salaire médian d'un travailleur est de 17 dollars par mois, soit 34 000 Ariary par mois. Le taux de sous emploi reste élevé, car le marché du travail est vraiment très serré actuellement à cause de l'insuffisance des offres d'emploi. » (Banque mondiale, 2012). Le taux d'activité est élevé à Madagascar : 60,6% pour l'année 2012⁷². Mais la réalité n'est pas proportionnelle à ce faible taux de chômage car le travail n'assure pas la survie. Un travailleur est donc dans l'obligation d'assumer deux ou plusieurs emplois afin de pouvoir boucler ses fins du mois. Un travailleur sur quatre est employé à temps partiel, tandis que les 2/3 de la population en âge de travailler est sous-occupée ou est à la recherche d'emploi⁷³.

L'on sait très bien que le développement économique et social d'un pays repose essentiellement sur ses capacités à créer des richesses et à en assurer une répartition équitable parmi la population. Les mécanismes de répartition sont la clé du développement social. La

⁶⁷Dans MADAGASCAR laza n° 2845, du 08 mai 2014.

⁶⁸Dans le communiqué du SeFaFi du 17 Novembre 2006.

⁶⁹ Que peut-on faire avec moins de 1 dollar (moins de 2 000 Ariary) quand le kilo du riz par exemple, coûte 1 500 Ariary et le litre d'huile 4 000 Ariary ? Les statistiques officielles semblent théoriques, mais la réalité le reflète bien.

Dans Lakroa n°i Madagasikara n° 3858, du 9 mars 2014.

⁷⁰www.unicef.org/madagascar, consulté en mars 2013.

⁷¹www.youtube.com/unicefmadagascar, consulté en mars 2013.

⁷²Dans Lakroa n°i Madagasikara n° 3858, paru le 09 mars 2014.

⁷³Dans le journal L'Express de Madagascar, Edition Spéciale du 21 et 22 Juin 2012.

répartition des richesses ne se fait pas automatiquement en proportion de la croissance, elle implique un fort volontarisme politique, et la mise en œuvre de mesures adaptées⁷⁴. Ainsi, la répartition de la richesse nationale ne va pas de soi, mais suppose de la part des dirigeants une conscience sociale. Sans elle, l'adhésion des citoyens à quelque projet de développement que ce soit ne sera jamais véritablement acquise. Trop souvent, le « social » est dévalorisé par les politiques et les décideurs. Les dirigeants successifs étaient taxés de ne pas accorder suffisamment d'attention aux conditions de vie de la population et aux conditions sociales des Malgaches⁷⁵. Ainsi, la base devrait toujours être l'emploi pour une raison évidente que c'est par le biais de l'emploi que l'on crée des richesses et c'est également à travers l'emploi que la redistribution des richesses peut se faire. Dans les pays en développement, les emplois sont la pierre angulaire du développement et ont un impact bien au-delà des revenus qu'ils procurent (Banque mondiale, 2013). Ils sont essentiels à la réduction de la pauvreté, au fonctionnement des villes et à l'ouverture aux jeunes de perspectives autres que la violence. « L'emploi est synonyme d'espoir. L'espoir est synonyme de paix. L'emploi peut aider des pays fragiles à se stabiliser. », explique le Président du Groupe de la Banque Mondiale, Jim Young Kim.

L'emploi décent reste une aspiration nationale et une vision partagée afin de rehausser la dignité du peuple malgache, parce qu'« Un bon emploi peut transformer la vie d'un être humain, et des emplois qui importent peuvent transformer des sociétés entières. Les pays ont besoin de faire de l'emploi leur priorité pour promouvoir la prospérité et lutter contre la pauvreté » explique encore le Président du Groupe de la BM, Jim Young Kim. Mais créer des emplois veut dire sécuriser les investissements, améliorer l'environnement des affaires car il ne peut y avoir d'emplois sans investisseurs. Mais il ne faut pas se contenter des façons de donner du travail, il faut également identifier les secteurs porteurs en matière de développement économique, puis cibler les investisseurs potentiels afin de maximiser les bénéfices. Selon une étude réalisée en 2008 par l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), les investissements directs étrangers (IDE) constituent un outil efficace pour créer des emplois. Mais les investissements locaux ne doivent pas également être sous-estimés dans leur capacité à créer des emplois. L'exécution des programmes au niveau des départements ministériels ou des CTD peut être appuyée par des opérateurs locaux. Certes, l'Etat a besoin de rassurer au plus vite les investisseurs, s'il veut redresser la situation de Madagascar qui a besoin d'aides. Il ne peut pas échapper au financement extérieur car tous les Etats sont interdépendants.

⁷⁴Dans le communiqué du SeFaFi du 17 Novembre 2006.

⁷⁵Dans le journal La Nation n° 00570, paru le 08 mai 2014.

1.1.2.3 OPPORTUNITES ECONOMIQUES

Les cinq ans de crise politique de la transition de 2009-2013 ont eu des conséquences très sévères sur les indicateurs économiques et sociaux de Madagascar⁷⁶. Avant la crise, la croissance économique de Madagascar était en moyenne de 5% par an. Lors de l'avènement de la IV^e République, les malgaches espèrent un nouveau chapitre qui s'ouvre dans l'histoire du pays, sensé apporter une stabilité et une croissance. Mais la proportion de citoyens vivant en dessous du seuil de pauvreté n'a pas diminué. Et parallèlement, les riches se sont encore enrichis⁷⁷. Ainsi, l'homme représente le risque suprême : mais l'avenir est à sa mesure⁷⁸. Il est tenu d'assumer le développement du vivant dans ce monde et capable d'assurer l'avenir des générations suivantes.

a - Potentiels agricoles

Les crises politiques à Madagascar semblent être un frein à la croissance. Elles sont facteurs de pauvreté dans le secteur agricole. De Ratsiraka à Rajoelina, l'on constate que ce phénomène de crises cycliques s'accompagne d'une augmentation de pauvreté⁷⁹. Les deux dernières, celle de 2002 et de 2009, montrent à quel point les personnes vivant de l'agriculture et la classe moyenne ont été touchée. L'étude menée par la Banque mondiale, publiée en mars 2014, relatif à l'évaluation de la pauvreté à Madagascar atteste du fait que ce phénomène socio-économique de 2001 à 2010 a subi une augmentation des plus effectives, passant de 77,5% de la population malgache sous le seuil de pauvreté à 82,4%. Pourtant, Madagascar est un pays à vocation agricole et l'agriculture présente de grandes opportunités. A Madagascar, les surfaces cultivables sont très vastes et seule une infime partie est exploitée. Mais avec l'évolution sur le marché international de denrées alimentaires, les opérateurs de la Grande Ile ont intérêt à exploiter cette grande opportunité agricole car même les investisseurs étrangers commencent à y investir. L'agriculture est un secteur ayant un potentiel des plus promoteurs. Selon une étude réalisée en 2009 par Agropolis, une association française axant ses recherches dans le secteur agricole, alimentaire et environnementale, Madagascar a une superficie cultivable de plus de 30 millions d'hectares pour seulement moins de 10% exploitées⁸⁰. Dans la mesure où 75,4 % de la population active à Madagascar sont dans le secteur agricole (Banque mondiale, 2015), il est possible de rehausser la production. Mais ils sont majoritairement des petits exploitants

⁷⁶ Communiqué du SeFaFi du 17 novembre 2006 rappelle que depuis 1999, la moyenne de la croissance annuelle est de 5% ; elle est plus élevée que la croissance démographique.

⁷⁷ Communiqué du SeFaFi du 17 Novembre 2006.

⁷⁸ http://grit-transversales.org/article.php3?id_article=211, consulté en décembre 2017

⁷⁹ Dans le journal la Nation n° 00550, paru le 12 avril 2014.

⁸⁰ Dans la Nation n° 00550, paru le 12 avril 2014,

agricoles, disposant de petits lopins de terre, généralement inférieur à 2 ha. Donc il y a nécessité d'améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être. Ainsi, il revient aux pouvoirs publics de permettre aux citoyens de mettre en valeur le potentiel agricole de leurs terres, et de vendre les produits récoltés à ceux qui souhaiteraient en acquérir⁸¹. Il revient aux gouvernants de mettre en œuvre des politiques de modernisation de l'agriculture, de sorte que leur pays n'ait pas à importer sa nourriture, et encore moins à faire travailler ses terres avec de la main d'œuvre et des capitaux venus d'ailleurs. Certes, Madagascar a besoin de projets qui permettraient aux paysans, aux petits exploitants agricoles dépendant des écosystèmes naturels, d'augmenter la productivité de leurs exploitations donc d'améliorer leurs conditions de vie, des projets de réhabilitation des plaines de Madagascar, notamment les greniers à riz, offrant aussi des possibilités de cultures de contre-saisons, pour certaines régions.

L'agriculture est reconnue comme le principal secteur fournissant des moyens d'existence et des possibilités d'emploi pour les jeunes en Afrique, et donc à Madagascar. Cependant, de nombreux jeunes ne sont pas attirés par le monde agricole en raison de son image, de sa précarité, de son manque de compétitivité et de soutien. La relance du secteur touche également le domaine foncier, c'est-à-dire répondre à la demande massive de sécurisation foncière, dans de brefs délais, avec des coûts abordables. Selon les dernières statistiques, depuis 2005 près de 100 000 certificats fonciers ont été délivrés soit le ¼ des certificats fonciers produits à Madagascar pendant un siècle d'exercice des services fonciers⁸². Ainsi, en dépit de la progression et du rythme actuel, il faudra encore 75 à 500 ans pour certifier ou enregistrer tous les terrains de Madagascar. La vente de terre aux étrangers risque d'aboutir à une pénurie pour la population malgache qui croît rapidement. La promotion de ce secteur implique pareillement la préservation de l'environnement⁸³. La collaboration avec d'autres pays étrangers importe pour le redressement du secteur, dans la perspective d'aider la Grande île à devenir le grenier de l'Océan Indien⁸⁴.

⁸¹ « Comment gérer nos terres ? », communiqué du SeFaFi, 08 Décembre 2008.

⁸² Dans MADAGASCAR laza n° 2807, paru le 21 mars 2014.

⁸³ Madagascar est réputé pour sa richesse en faune et en flore, malheureusement depuis quelques années une forte dégradation a été constatée telle que la pollution des eaux, des villes, la déforestation.

⁸⁴ C'est encourageant à titre d'exemples d'apprendre que le Japon fait de Madagascar un pays prioritaire dans la mise en œuvre de son programme d'appui au développement rural. Le Japon à travers la JICA investit dans le développement du Centre de Formation et d'Apprentissage Agricole d'Antsirabe. L'objectif étant de transformer le centre, un fer de lance du développement agricole et rural, en une véritable référence dans l'Océan Indien, voire dans toute l'Afrique.

b - Culture entrepreneuriale

La réussite n'est pas qu'une question d'argent. C'est d'abord une question de volonté. Il est irresponsable de penser qu'il faut toujours avoir de l'argent pour commencer car c'est le raisonnement des jeunes d'aujourd'hui. L'esprit que doit avoir les jeunes qui veulent entreprendre, c'est « Prendre des initiatives, oser agir, croire en ce que nous faisons et n'abandonner jamais », confie Serge Razafindraibe, Président de la JCI. Tout repose dans la prise d'initiatives et de responsabilités. Avec cet esprit il est possible d'être entrepreneur ou « intrapreneur »⁸⁵. Une personne ayant la culture de l'entrepreneuriat ose investir car l'investissement joue un rôle capital en économie, ose commencer ses projets à partir de rien. Cet homme n'aborde pas les projets par les problèmes. Etant convaincu que le développement de la société passe d'abord par le développement de l'individu, il est capable d'impliquer son entourage à prendre part dans ses projets car l'entreprise est d'abord une structure qui regroupe des moyens humains. La première force c'est l'esprit humain : le pouvoir de prendre des initiatives, de s'engager, d'écrire un projet, de motiver les autres à nous suivre, de fédérer les gens et trouver des partenaires qui ont la même vision pour avancer ensemble (Vintsy, 2013). En effet, il importe d'initier nos enfants à l'insertion sociale, d'inciter nos jeunes à participer au développement de leur société. Le développement exige de nos jeunes une utilisation à bon escient de leur temps. Notre ère offre à nos jeunes l'opportunité d'élargir leur horizon culturel afin qu'ils puissent contribuer au développement de leur collectivité, leur région par le biais d'actions citoyennes. Le besoin de développer les moyens de subsistance nécessite, à titre d'exemple, l'implication des jeunes entrepreneurs dans le domaine de l'agriculture. D'après le rapport de la BM sur le chômage des jeunes en Afrique, selon l'envergure de la tranche d'âge des jeunes, le taux de chômage varie de 11 % à au moins 40 % en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2013). Alors, faciliter, favoriser leurs premiers pas dans l'entrepreneuriat veut dire promouvoir le développement économique. D'ailleurs, le secteur privé, qui est à l'origine de 90% de tous les emplois, d'après le Président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Young Kim, constitue le levier du développement de Madagascar.

⁸⁵L' « intrapreneur » est une personne qui prend des initiatives pour faire avancer les choses sans attendre les dirigeants, les chefs ou les supérieurs (Vintsy, 2013).

I.2 METHODOLOGIE

Aujourd'hui, les minimes résultats de l'interventionnisme public face à la crise et ses séquelles, notamment en matière sociale, nourrissent une réflexion sur les contraintes auxquelles sont soumises les dirigeants et leurs décisions politiques. Le social et la politique sociale, l'économie et la politique économique, cadrés par les décisions politiques ne sont pas un ensemble de mesures isolées mais un système de décision intégrant les différentes variables sur lesquelles il est possible d'intervenir afin de promouvoir le développement.

I.2.1 CHOIX DU SUJET

Située au sommet, la politique étatique ou la PGE définit la manière de diriger les affaires de l'Etat. Mais, la conjoncture politique des vingt dernières années et actuelle est instable et traduit des phénomènes spécifiques, extraordinaires, lesquels sont vécus quotidiennement par la société malgache. Cette société, dans l'ensemble de toutes ses catégories, subit, conçoit, fait et transforme la politique en sa structure et en interaction avec les autres structures de la vie : le social, l'économie, le culturel et le psychique. Ainsi, cette partie est consacrée à la justification de l'intérêt de l'étude, du choix des dirigeants et leurs concitoyens dans la promotion du développement.

I.2.1.1 INTERET DE L'ETUDE

Le développement est « un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie » (Latouche, 2004). Malheureusement, la recherche relative aux valeurs humaines est rare et peu exploitée, surtout quand on les assimile aux processus de développement. Alors que le développement, en tant que processus, libère les populations de peur du besoin, de l'exploitation et fait reculer l'oppression politique, économique et sociale. La vulnérabilité, les inégalités, la présence de trappes à pauvreté ou des situations d'exclusion sociale suscitent les risques de conflits et d'explosion sociale. Ainsi, la capacité et la bonne gestion des ressources réduisent la vulnérabilité et diminuent les inégalités. A travers l'entretien des valeurs et par des efforts de dépassement constants, l'homme se construit sur le talent, la motivation et la passion. L'épanouissement des êtres humains est non seulement possible, mais c'est un droit. Il est à la fois cause et conséquence du développement, étant donnée que « la présence d'inégalités est source de frustration et de révoltes » (Sen, 1997). C'est par le développement que l'indépendance politique acquiert son sens véritable. Il se présente comme un processus de croissance, un mouvement qui trouve sa source première dans la société qui est elle-même en train d'évoluer. Ainsi, afin de parvenir au bout du problème du développement, il importe en effet de réfléchir sur la gouvernance à Madagascar, les crises et ses impacts économiques,

sociaux, culturels et politiques- qui ne cessent de s'empirer. Grâce à cette étude, il est également possible de savoir si les dirigeants sont conscient de leurs responsabilités et devoirs. A travers leurs conduites et pratiques, leurs actions et visions sur Madagascar, il est possible d'apprécier s'ils sont responsables de la pauvreté du pays. Pour s'en sortir, et pour que le processus du développement ne soit pas entaché, les dirigeants et le peuple, étant interdépendants, doivent unir leur force. Ce travail permet encore de savoir si les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches convergent ou non avec ceux des dirigeants. Mais, pour avoir la capacité de résoudre tant de problèmes, les dirigeants doivent appartenir à une nouvelle génération d'idées, maîtrisant le monde politique et économique, mais également être aptes à intervenir dans le monde socioculturel⁸⁶. Bref, ce travail est considéré comme un feedback de la part des citoyens pour les dirigeants.

1.2.1.2 CHOIX DES DIRIGEANTS ET LES CONCITOYENS DANS LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT

Parmi toutes les ressources, celles humaines, c'est-à-dire le capital humain et le capital social individuels comme collectifs, constituent les forces maitresses de tout développement. L'Article 2 de la Déclaration sur le droit au développement confirme que « l'être humain est le sujet central du développement et doit donc être le participant actif et le bénéficiaire du droit au développement ». C'est la raison pour laquelle, cette étude inclut tous les citoyens dans le processus du développement. La refondation est un effort collectif. Ce sont les citoyens et les politiciens qui devront être au centre. Il est difficile de se développer quand personne ne se sent responsable. Un bilan de la situation montre que les politiciens n'ont pas suffisamment assumé leurs rôle et responsabilités. Le communiqué du SeFaFi, en date du 07 Février 2015, cite que « Voilà 50 ans que nos dirigeants nous promettent le paradis. Socialiste ou libéral, il est annoncé après chaque crise, au début de chaque nouvelle prise de pouvoir : la pauvreté sera vaincue et la sécurité rétablie, les malades seront soignés et les enfants éduqués, les sans-abris auront un toit et les chômeurs du travail. Des promesses vite oubliées, tandis que la misère continue à croître, et qu'une nouvelle crise remplace l'homme providentiel par un autre. ». Il est souvent dit que le blocage du développement d'un pays est son dirigeant. « Chaque jour, le délire de la classe politique prend plus d'ampleur. Plus que jamais, les citoyens sont pris en otage par quelques centaines de politiciens égoïstes, incompetents et pleins de mépris de la loi. »⁸⁷. En fait, c'est le Président qui trace les grandes lignes de développement et les politiques à suivre, ainsi que les stratégies à adopter pour atteindre les objectifs prédéfinis. A partir des ressources disponibles (renouvelables et non renouvelables, humaines, financières et

⁸⁶Connait le social et la culture

⁸⁷Dans le communiqué du SeFaFi du 19 Juin 2013.

matérielles), c'est le Président qui conçoit et fait adopter le régime économique. Il lui appartient, en tant que premier responsable, de faire participer toutes les couches, les classes et catégories sociales, les pôles de développement, c'est à dire solliciter la contribution de tous dans le processus du développement et susciter la volonté collective de réussir. Etant crédible, il est la seule personne capable de tout mobiliser. Pour y arriver, il doit avoir une bonne vision de la direction de son pays, et savoir la partager afin d'inciter la contribution de tous dans sa réalisation. Il est de son devoir de faire en sorte que tous les citoyens sans exception, mais surtout les plus vulnérables, participent réellement à la vie politique, économie et bénéficient d'un développement socioculturel. Pour la cause commune et ayant la capacité à ménager simultanément rêve et réalité, qu'il soit convaincu au plus profond de son âme qu'il est possible de changer et d'améliorer les choses.

Jusqu'ici, les gouvernements successifs ont failli à leur mission de développement et ceux qui suivront, auront fort à faire. La paupérisation et l'insécurité gagnent du terrain. Le pouvoir asservit le peuple, alors qu'il est tenu de le servir⁸⁸. La question qui se pose est la suivante : comment faire pour lutter contre la pauvreté et que le peuple travaille et vive dans un environnement propice et protégé ? La première chose à faire est d'abord d'éviter une nouvelle crise car les premières victimes sont toujours les plus pauvres, soit la grande majorité des Malagasy. A côté de cette misère, Madagascar est d'une extrême richesse que les autres pays exploitent sans que la population locale en profite autant. C'est la raison pour laquelle, il est envisageable d'opter pour le développement conçu par les citoyens eux-mêmes, donc un développement partant de la base c'est-à-dire des aspirations du peuple. Et il appartient aux dirigeants de trouver une politique qui permettra au pays de renouer avec la croissance et le développement, c'est à dire répondre à ces aspirations et de l'exécuter. Ainsi, dirigeants et dirigés sont coresponsables, donc engagés dans la réalisation des programmes élaborés par le gouvernement. Aucune classe ou couche ou catégorie ne se sentirait exclue du processus du développement car la politique vise leurs besoins et essaie de guérir leurs maux. Il est encore temps de lancer un appel aux cadres, aux politiciens et aux différents responsables, à toute la nation, pour plus de solidarité, dans le but de redresser Madagascar. Ainsi, la confiance entre dirigeants et dirigés est rétablie et l'entraide entre citoyens redémarre. On entend par « dirigeants » ici, le Président de la République et son STAFF, le Premier Ministre et son STAFF, les Ministres et leurs équipes, les parlementaires (les Sénateurs et les Députés), les membres de la CENI, les membres de la HCC (...).

⁸⁸Dans le communiqué du SeFaFi du 20 Août 2016.

1.2.2 METHODOLOGIE GENERALE

Après avoir cerné le problème et défini la question de recherche, il importe de procéder à la revue de la littérature existante, une étape très importante et indispensable dans la conduite d'une recherche. La fiabilité de la recherche exige non seulement le tri des données appropriées à l'analyse du problème à étudier, mais également la conscientisation sur les limites des données utilisées. Tout en se souvenant que le choix et la précision des données collectées vont énormément influencer la pertinence des conclusions de l'étude, et que la collecte de données est très importante pour la réalisation d'un travail de recherche. Donc, elle doit être menée minutieusement car l'analyse et les résultats de l'étude dépendront énormément du soin et de la qualité des données collectées.

1.2.2.1 RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE

La ligne directrice de cette étude réitère que chaque individu est doté d'un droit fondamental, le droit au développement. Sen envisage ce développement comme « un processus d'expansion des libertés réelles dont les personnes peuvent jouir. De cette façon, l'expansion des libertés constitue à la fois la fin première et le moyen principal du développement » (Sen, 2000). Il s'agit de développer des communautés capables de devenir des cellules de vie autonome et créatrice, facilitatrices de la refondation nationale et la relance de l'économie. L'objectif est également d'obtenir une égalisation de chance dans la contribution au développement ainsi que la distribution des ressources, des revenus à l'échelle locale et nationale. Ainsi, les ouvrages, articles et autres documents exploités ont aidé à connaître les conduites et pratiques des dirigeants à Madagascar, à comprendre leurs causes et conséquences. Grâce toujours à ces ouvrages, aux rapports, aux articles et aux communiqués de la société civile, il est possible d'appréhender le quotidien des Malgaches et la situation socio-économique à Madagascar.

1.2.2.2 DEMARCHE METHODOLOGIQUE GLOBALE

L'approche auprès des citoyens à enquêter dans chaque Région est facilitée par des personnes ressources locales, soit des étudiants, soit des employés des Régions. Ces derniers contribuent à l'identification des personnes à interviewer et la rencontre entre l'enquêté et l'enquêteur. Certains d'entre eux sont également des enquêteurs.

a - Collecte des données

Dans le cadre de cette étude, les questions utilisées sont :

- Binaire ou dichotomique, donnant à l'enquêté le choix entre deux possibilités de réponses, généralement *oui* ou *non* ;
- A options multiples avec un éventail de réponses ;

Ouverte, sollicitant une réponse libre de la part de l'enquêté.

L'étude menée prend la forme d'analyse des discours, plus précisément une analyse des opinions, des propos des citoyens sur nos dirigeants. Le sondage est une enquête menée auprès des citoyens malgaches dans les 22 Régions de Madagascar. En effet, l'enquête se base sur la population de plus de 18 ans, c'est-à-dire les électeurs ou les inscrits dans la liste électorale malgache. Des individus qui ont 18 ans en âge révolu pendant la période de recensement sont donc retenus comme population cible.

Ainsi, après les recherches bibliographiques, il a été possible d'élaborer un sondage adapté, par une observation et un entretien direct avec les parties prenantes possibles. Et pour échapper à d'éventuels problèmes de distribution d'échantillonnage, il est prudent d'appliquer à la fois la méthode probabiliste, ainsi que l'échantillonnage aléatoire stratifié par rapport aux 22 Régions cibles afin de recouvrir toute la population et d'avoir une représentativité. Ces méthodes ont permis de choisir les échantillons après avoir identifié la population de façon à ce que les informations collectées auprès de l'échantillon retenu soient identiques à celles de la population.

La méthode probabiliste consiste à choisir un individu préjugé comme éligible en fonction de son âge. Les nombres des électeurs recensés, c'est-à-dire les inscrits dans la liste électorale s'élèvent à 7 839 268, sur la base de référence de l'année 2013 selon la HCC⁸⁹. Statistiquement, pour que le nombre d'échantillon soit représentatif, la présente étude fait recours au calcul d'approximation de la loi binomiale et l'estimation par un intervalle de confiance.

Le calcul d'échantillon revient donc à déterminer la marge d'erreur de l'intervalle de confiance. En utilisant la formule ci-après, les résultats sont les suivants :

$$n = \frac{Z^2 p(1-p)}{e^2} : \text{Nombre d'échantillons}$$

Avec $p = 36,85\%$ proportion de la population électeur par rapport à la population totale ;
 $e = 0,05\%$ marge d'erreur ; $Z = 1,96$. Z statistiques de Student. A $e = 0,05\%$, la lecture de la table statistique de Student donne 1,96

Z^2	3,8416
e^2	0,0025

Les données de base sont présentées ci-après :

Inscrits (2013)	7 839 268
Nb Population (2012)	21 273 879

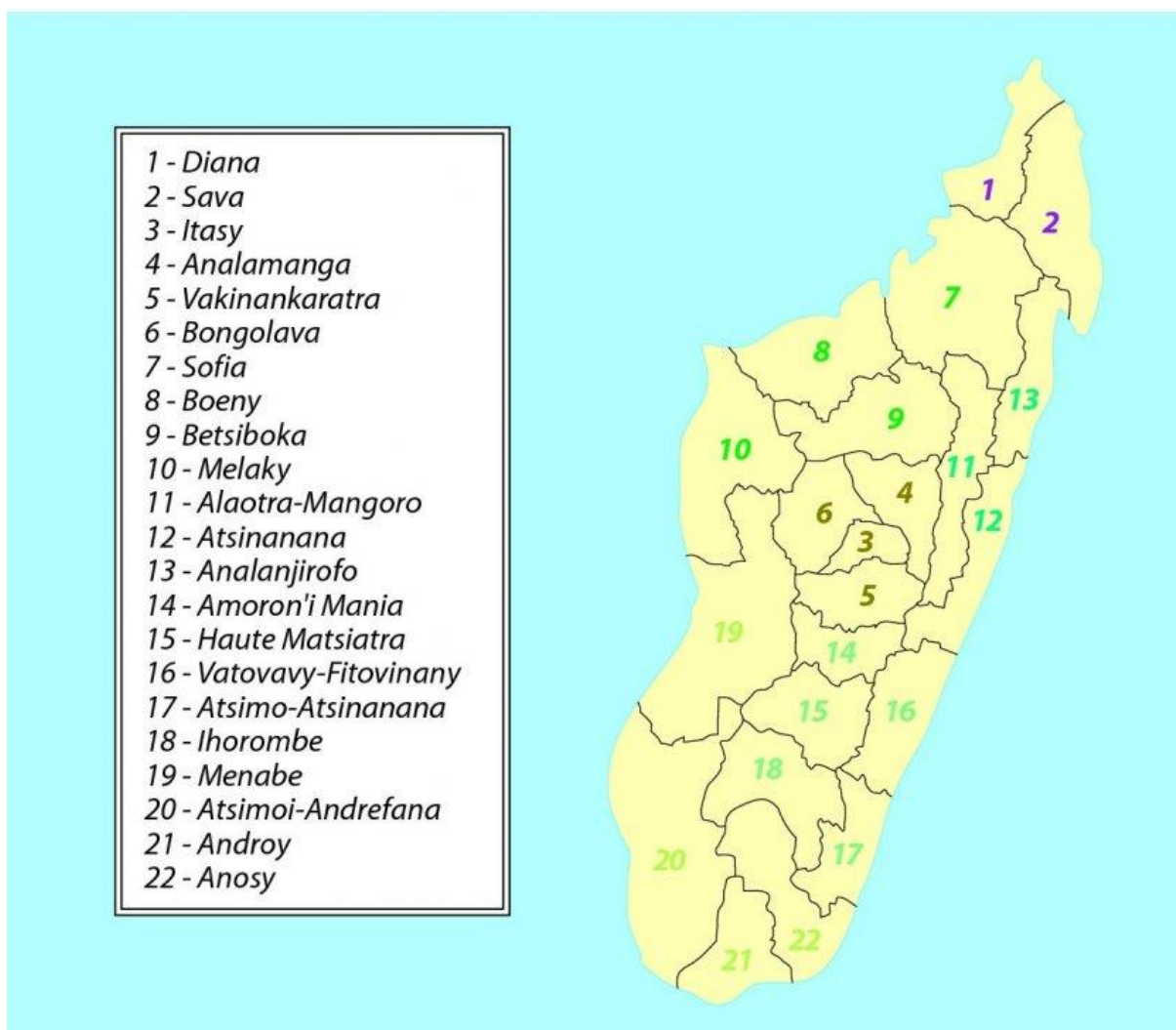
⁸⁹<http://www.hcc.gov.mg/elections/president2013/mada>, consulté en janvier 2014.

Proportion (p %)	36,85
Echantillon (n)	358

Le calcul trouve **358 citoyens**.

Puisqu'il s'agit d'une analyse approfondie des opinions des électeurs, il est conseillé de descendre auprès de chaque Région afin de réaliser les enquêtes. Et finalement, les enquêtes ont été effectuées auprès de vingt (20) Régions de Madagascar des vingt deux.

Voici une carte qui présente les 22 Régions de Madagascar.



Carte 1. Les 22 Régions de Madagascar

Source : <https://www.google.mg/search?q=22+region+de+madagascar&rlz>

Le tableau n°1 ci-après présente la liste des Régions et les effectifs par Région des citoyens qui ont participé au remplissage du questionnaire.

Tableau 1. Répartition des enquêtés par région

<u>N°</u>	<u>REGION</u>	<u>TOTAL</u>	<u>POURCENTAGE</u>
1	ALAOTRA MANGORO	24	6,7
2	AMORON'I MANIA	9	2,5
3	ANALAMANGA	40	11,2
4	ANALANJIROFO	12	3,3
5	ANDROY	1	0,3
6	ANOSY	26	7,3
7	ANTSINANANA	11	3,1
8	BETSIBOKA	2	0,6
9	BOENY	13	3,6
10	BONGOLAVA	40	11,2
11	DIANA	13	3,6
12	HAUTE MATSIATRA	11	3,1
13	ITASY	43	12,0
14	MELAKY	6	1,7
15	SAVA	2	0,6
16	SOFIA	2	0,6
17	SUD EST	6	1,7
18	SUD OUEST	17	4,6
19	V7V	72	20,1
20	VAKINANKARATRA	8	2,2
	TOTAL	358	100,0

Deux cent neuf citoyens, soit 58,4% des interviewés sont des hommes et 149 citoyens, soit 41,6% des interviewés sont des femmes. Le tableau n°2 clarifie la répartition par tranche d'âge des citoyens enquêtés lors de notre descente auprès des Régions.

Tableau 2. Répartition par tranche d'âge

<u>TRANCHE D'AGE</u>	<u>TOTAL</u>	<u>POURCENTAGE</u>
Inferieur à 20 ans	54	15,1
20 à 24 ans	149	41,6
25 à 29 ans	75	20,9
30 à 34 ans	23	6,4
35 à 39 ans	22	6,2
40 à 44 ans	16	4,5
45 ans et plus	19	5,3
TOTAL	358	100,0

b - Analyse des données

L'analyse des données obtenues est particulière. Le traitement des données collectées en général traite toutes les variables qualitatives ou quantitatives. Et l'analyse factorielle des correspondances « AFC » traite seulement les discours, propos ou opinions des concitoyens, c'est-à-dire les réponses aux questions ouvertes. Ainsi, les résultats des enquêtes effectuées auprès des 358 citoyens, par rapport aux 25 questions posées, sont traités par l'intermédiaire du logiciel Microsoft Excel. Le traitement d'une partie des résultats, c'est-à-dire les questions fermées, les questions au choix multiple (QCM), pour avoir un tableau ou une figure, se fait seulement à partir de l'insertion tableau ou graphique. Alors que le traitement des questions ouvertes obtient un tableau croisé dynamique présentant tous les mots clés (ligne du tableau) témoignant les réponses de chaque individu par rapport aux colonnes du tableau (R1 à R358). Le tableau croisé dynamique est ensuite analysé par le logiciel XLSTAT dans le but de regrouper les individus en bloc d'individus représentant une mentalité de réponses plus ou moins homogène. Par ailleurs, le graphe des composantes principales des réponses représente la situation de chaque individu par rapport à l'ensemble.

Les résultats de l'analyse sont des tableaux de chiffres et des graphiques. Deux plans principaux ont été retenus pour cette analyse. Ils représentent sur la même figure les individus ainsi que les réponses. Le nuage des points-relevés montre dans l'analyse une structuration indépendante de la valeur des réponses, ce qui atteste bien l'objectivité de l'AFC.

Les représentations graphiques sont les projections du nuage de points sur les axes principaux. Les premiers axes (F1 et F2) représentent le mieux le nuage (DERVIN, 1988). Les pourcentages d'inertie associés aux axes permettent d'évaluer le nombre d'axes à prendre en considération. L'interprétation des résultats de l'AFC repose sur l'examen des différents renseignements fournis à l'issue du traitement, à savoir :

- La contribution relative (CR) mesure la participation d'un individu ou d'une variable à l'inertie d'un axe.
- Les valeurs propres correspondent à l'inertie du nuage de point le long de l'axe absorbant le maximum d'inertie du nuage.
- Le taux d'inertie correspond au pourcentage de chaque valeur propre par rapport à l'inertie totale du nuage et le cumul d'inertie.

Une AFC globale sur l'ensemble des données permet de connaître la quantité d'information expliquée par quelques axes factoriels indépendants et de dégager les relations essentielles entre les réponses des enquêtées et le nombre d'individu. A partir des données d'enquêtes issues des différents types de questionnaires, il est possible de mettre en évidence dans l'espace

factoriel des successions de groupements de réponses en relation avec les grands gradients de mentalités des individus.

I.2.2.3 LIMITES DE L'ETUDE

Si l'enquête a été effectuée auprès de 358 citoyens, se répartissant seulement dans vingt (20) Régions de Madagascar sur vingt deux, les deux Régions manquantes sont Ihorombe et Menabe. Les difficultés méthodologiques rencontrées au cours de la réalisation des entretiens sont regroupées en deux temps : lors de l'enquête et lors du traitement des données.

a. Lors de l'enquête

Un degré de confiance s'établit entre les personnes qui fournissent l'information (les personnes enquêtées) et celles qui la captent (les enquêteurs) par rapport à la qualité des entretiens et des informations révélées. Cela a été très apparent dans le cas de certaines régions cibles où la population était assez réticente et méfiante. Toutefois, la prise de contact avec des antennes travaillant ou étudiant dans les régions cibles, par leur intervention a facilité l'introduction de l'enquête. Leur soutien a été très bénéfique car leur présence durant les enquêtes nous a permis de nouer une relation de confiance entre nous et les enquêtés. Ainsi, il est possible de créer un véritable climat de confiance et les personnes enquêtées ont semblé beaucoup plus ouvertes. Il est important de souligner la teneur du temps de la rencontre qui détermine le climat global de la mission. Néanmoins, beaucoup d'éléments restent encore à jouer au moment de l'entretien proprement dit. En général, la présence d'une personne locale (autorité ou simple connaissance) est nécessaire, voire primordiale pendant les descentes sur terrain.

Des lacunes ont été identifiées au niveau de l'échantillon qui présentait un nombre insuffisant. La proportion des enquêtés au niveau de chaque région devrait être proportionnelle au nombre d'électeurs. À cause de la disparité de nombre d'échantillons par région, une représentativité devrait être remise en cause, même si le critère d'échantillonnage était basé sur la liste électorale. Malgré ce problème d'échantillons, le nombre minimal requis pour un travail de recherche de doctorat est respecté. Par ailleurs, certaines informations non fournies par les enquêtés absents pour différentes raisons ont été remplacées, dans la mesure du possible, par des données équivalentes, donc par d'autres personnes.

b. Lors du traitement des données

Au cours des enquêtes, il arrive que la formulation des questions et des relances peuvent être déformées, et que de ce fait, les réponses des enquêtés peuvent être biaisées. Ces risques

sont flagrants dans les régions qui ne parlent pas le Malagasy officiel. Par conséquent, une perte d'information ou même la déformation de l'information est constatée. Afin d'éviter que ce problème ne s'étende, la problématique et la méthode de recherche doit être longuement discutée avec les autres enquêteurs afin de mieux cerner les informations pertinentes et respecter la logique particulière de l'entretien. A l'exception des aspects directement liés au contexte de production des données, les spécificités de l'échantillon permettent de donner une idée du pouvoir de généralisation des résultats. Les résultats des enquêtes sont rendus soit en français, soit en malgache. Donc, lors du traitement, les données collectées sont traitées de la même manière.

D'autres limites, perçues lors du traitement des données récoltées par l'enquête :

- Les réponses sont vagues : la qualité de l'étude dépend de la qualité des données récoltées. C'est ainsi que les réponses imprécises obtenues auprès des individus (mots vagues, redondances de mots, réponses hors sujets, etc.) sont triées ou précisées lors du traitement des données pour avoir des réponses appropriées par rapport aux questions analysées.
- Le nombre des réponses RAS est élevé : Le nombre de réponses « Rien à signaler » n'est pas négligeable. Ceci peut s'expliquer par l'indécision des enquêtées, la peur d'être repris et jugé si les réponses sont inadéquates (mentalité des enquêtés), la peur de s'exprimer par manque de confiance en soi, ou la méfiance vis-à-vis des enquêteurs.

CONCLUSION PARTIELLE

La protection sociale est un domaine qui est par nature en rapport avec le développement durable, puisqu'elle met en jeu la solidarité entre les êtres humains, et en particulier entre les générations. Le pilier du développement durable le plus concerné dans la protection sociale est surtout le pilier social. Selon l'approche keynésienne, la protection sociale, outre son rôle de réduction des inégalités et de maintien de la cohésion sociale, garant d'une paix sociale, permet de soutenir la demande, considérée par cette théorie comme un moteur de la croissance. Jusqu'ici, la question se pose « Comment assurer la légitimité des dirigeants ? » car Madagascar a besoin d'un rassemblement pour arriver à une refondation saine et concertée de la Nation malgache, à commencer par celle de la classe politique. Le pays vient de traverser une crise. Alors, il importe de se soucier d'analyser le passé pour tirer la leçon des échecs subis, et se projeter davantage dans le futur, pour faire les prévisions indispensables à l'organisation de l'action collective. C'est la particularité de cette approche, de cette méthodologie. Les épreuves sont des moments pareils qui nous rappellent que nous pouvons tout perdre⁹⁰. Pour être prêt à être un bon leader, tout dirigeant doit être capable de prendre ce recul car en ce moment, la conception du pouvoir devient embarrassante. Etre le chef est tenu pour un état plus que pour une fonction, un honneur plus qu'une responsabilité. C'est une grave erreur de ne pas laisser les autres s'exprimer et d'être à leur écoute. Le développement veut la redistribution des bénéfices tirés des recettes issues des ressources naturelles au moyen de dépenses publiques équitables. Il exige des citoyens engagés qui travaillent avec humilité et une volonté politique ferme afin que les dirigeants prêtent attention aux prélèvements abusifs de l'argent public et les détournements de tout genre. De plus, la corruption est considérée comme un fléau en vogue de notre ère. Elle touche toutes les catégories sociales, alors qu'elle ébranle la stabilité sociale et politique. Il importe alors de placer la transparence et la responsabilité au cœur des politiques en matière de gestion des ressources naturelles et de l'administration publique. Pour terminer, le dirigeant endosse une grande responsabilité, celle de réinventer des rapports sociaux sur la base de la compréhension mutuelle, du respect réciproque, l'implication citoyenne ainsi que la quête des intérêts communs. Il est de son devoir d'élaborer et d'appliquer un Plan de relance économique, de maintenir la stabilité et l'unité nationale.

⁹⁰ « Dès que tu crois être arrivé et avoir mérité la place au top, Dieu te rappelle qu'Il peut te reprendre facilement ce qu'Il t'a donné » (Marshall, 2011)

II - CONDUITE ET PRATIQUES POLITIQUES DES DIRIGEANTS

INTRODUCTION

La présente période post-crise est extrêmement délicate. En plus de l'immensité de la tâche de reconstruction, il y a la complexité des problèmes à résoudre qui se présentent avec des multiples contraintes. Après plus d'un demi-siècle d'indépendance, Madagascar n'a pas encore trouvé les formes juridiques et les pratiques politiques lui assurant la stabilité politique et le décollage économique. La crise ouverte en janvier 2009 renvoie à celles qui ont précédé en 1972, 1975, 1991 et 2002⁹¹.

Madagascar veut entrer dans une nouvelle ère politique. Mais nos politiciens, dans leurs agissements et pratiques politiques, sont-ils capables de respecter la ligne de conduite de leur parti et suivre les normes qui s'imposent ?⁹² Ou, sont-ils seulement animés par leur soif de pouvoir ? L'infantilisme politique, les caprices et les improvisations qui caractérisent certaines classes politiques, sont incompatibles avec l'esprit de saine gestion qui doit inspirer tout prétendant au pouvoir. Avec leurs discours aberrants et incohérents, ils ne font qu'engendrer des distorsions dont sont victimes les citoyens. Ceux qui arrivent au pouvoir font toujours les mêmes pratiques. Ce refrain pousse les gens à ne plus les croire. Ils ne partagent pas la souffrance endurée par ses concitoyens. Les valeurs constitutives de notre identité sont présentes dans les esprits comme dans les discours, mais elles semblent avoir perdu leur force opératoire. Cette détérioration de certaines valeurs conduit notre pays à la pauvreté et la nation malgache à la confusion. A l'ère de la refondation, le pays a besoin de modèles d'intégrité morale et des projets tournant vers le développement humain. La reconstruction exige le dialogue, le partage de vision et la promotion des échanges d'expériences des dirigeants. Le développement doit se faire à la base. Une somme d'activités au sommet, si considérable soit-elle, ne fait pas une réelle volonté politique, qui doit être soutenue dans le temps, partagée, comprise, intériorisée et appliquée.

Les réalités contradictoires constatées, en matière de dirigeants, sont : - leur statut de détenteur de pouvoir, censés être le modèle, mais sont les premiers à faire la Une des journaux dans la rubrique Faits divers ; - leur conviction d'être un *Ray aman-dreny* en politique, parce qu'ils sont élus président, député ou maire pour un mandat de quelques années, leur permet d'infantiliser les citoyens et les subordonner. Surtout quand ils ne s'attendent pas à être propulsés à une

⁹¹ Le SeFaFi, dans son communiqué du 17 Février 2009, dit que : « Cette succession de révoltes et d'affrontements qui ont tenu lieu d'alternance nous interpelle à nouveau : est-ce une fatalité, une malédiction dont le pays ne pourra se défaire ? Ou serait-ce le résultat de comportements individuels et collectifs dont la mesure n'a pas encore été prise, mais dont il est possible et urgent de se défaire ? ».

⁹² Feu Herizo Razafimahaleo avait initié une rencontre destinée à repenser ces pratiques politiques dans le respect de l'éthique, mais rien n'a changé jusqu'ici.

fonction. Certains, au lieu de faire simplement, ne raisonnent plus de la même manière et prennent des décisions qui nuisent à l'avenir de la nation. Or, jusqu'ici, les foyers de décisions se trouvent à Antananarivo, alors que les enjeux politiques, sociaux et économiques, se jouent dans les collectivités territoriales décentralisées. Mais nos concitoyens connaissent-ils nos dirigeants successifs depuis l'indépendance, leur conduite, leurs pratiques, leur vision sur Madagascar, leurs réalisations et leurs pratiques, c'est la problématique abordée dans cette partie. Et les questions de recherche sont les suivantes :

- Les concitoyens connaissent-ils les dirigeants successifs à Madagascar depuis notre Indépendance, et sont-ils capables de parler de leurs plans et stratégies de développement, ainsi que leurs grands projets réalisés ou leurs particularités ?
- Les concitoyens sont-ils conscients que nos dirigeants n'ont pas appris des leçons sur les erreurs de leur prédécesseur ?
- Les dirigeants ont-ils une mauvaise image envers leurs concitoyens et est-il possible de les corriger ?
- Les dirigeants respectent-ils leurs paroles et leurs pratiques sont-elles blâmables?

Ainsi, l'objectif global est de savoir si les citoyens malgaches font attention aux actes, aux conduite et pratiques des dirigeants successifs depuis l'indépendance.

Les objectifs spécifiques sont :

- de vérifier si les concitoyens connaissent les dirigeants successifs depuis l'Indépendance, tout en parlant de leurs plans et stratégies de développement, ainsi que leurs grands projets réalisés et leurs spécificités ;
- de prouver si les concitoyens sont conscients que les dirigeants réitèrent les erreurs de leurs prédécesseurs ;
- d'appréhender si les dirigeants reflètent une mauvaise image envers leurs concitoyens et s'il est possible de les rectifier ;
- de considérer si les dirigeants ne respectent pas leurs paroles et ont des pratiques inadaptées.

Les hypothèses avancées sont formulées comme suit :

- Les concitoyens connaissent les dirigeants qui se sont succédé depuis l'Indépendance, ainsi que leurs plans et stratégies de développement, leurs grands projets réalisés et leurs particularités ;
- Les concitoyens sont conscients que les dirigeants répètent les erreurs de leurs prédécesseurs ;

- Les dirigeants ont une mauvaise image à l'égard de leurs concitoyens et il est possible de les corriger ;
- Les dirigeants ont de douteuses et inconvenables pratiques.

Les résultats attendus dans le cadre de ce travail sont :

- La connaissance de nos concitoyens des dirigeants successifs à Madagascar depuis l'Indépendance, leurs plans et stratégies de développement, leurs grands projets réalisés et leurs particularités sera évaluée ;
- La conscientisation des concitoyens que nos dirigeants répètent les erreurs de leurs prédécesseurs sera appréciée ;
- L'image des dirigeants à l'égard de ses concitoyens sera appréhendée ;
- Le respect de la parole donnée et les pratiques répréhensibles des dirigeants seront mesurés.

II.1 MATERIELS ET METHODES

Cette partie évoque les outils nécessaires pour récolter les informations relatives aux hypothèses correspondantes. Ces matériels touchent beaucoup plus les variables et sous-variables. Alors que les méthodes, concernent les techniques utilisées pour recueillir les données adéquates.

II.1.1 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 1 :

« Nos concitoyens connaissent les dirigeants qui se sont succédé depuis l'Indépendance, ainsi que leurs plans et stratégies de développement, leurs grands projets réalisés et leurs particularités ».

II.1.1.1 DEMARCHE ADOPTEE

L'étude consiste à faire une analyse de discours, c'est-à-dire, à recueillir des opinions en se servant du questionnaire (Annexe I). Donc, pour vérifier cette hypothèse, une enquête a été menée auprès d'un échantillon à l'aide d'une fiche questionnaire. Les questions établies se sont focalisées sur la perception, la connaissance des citoyens malgaches sur les différents dirigeants qui ont succédé au pouvoir. Ainsi, la vérification de cette hypothèse consiste à évaluer si les citoyens malgaches connaissent les dirigeants successifs, leur vision et leurs stratégies. Grâce aux questions formulées dans le dit questionnaire, les concitoyens répondent combien ou qui d'entre les dirigeants successifs ont des visions et plans d'actions clairs pour développer Madagascar et de citer leurs grands projets et particularités. A partir des questionnaires, les enquêteurs ont collecté les réponses des échantillons (individus représentatifs) qui vont être ensuite traduits en tableau croisé dynamique par l'intermédiaire du logiciel EXCEL.

II.1.1.2 VARIABLES

Les variables sont :

- nom des dirigeants successifs à Madagascar ;
- pourcentage des dirigeants cités par les concitoyens ;
- plans et stratégie de développement des dirigeants successifs ;
- réalisations des dirigeants successifs ;
- particularités des dirigeants.

Le Tableau croisé dynamique a été tiré de l'AFC grâce à l'outil XLSTAT. Ainsi, les réponses des individus enquêtés ont été représentées par des graphes (en abscisses : individu ; en ordonnées : réponses aux questions). Les graphes sont interprétés en axes. A travers les graphes, il est possible de faire une typologie des réponses des citoyens.

II.1.1.3 FINALITES

Les finalités dans la vérification de l'hypothèse 1 sont :

- un graphe qui montre si les citoyens sont capables de citer dirigeants successifs à Madagascar ;
- un graphe qui présente le pourcentage des dirigeants cités par les concitoyens ;
- un graphe qui découvre les plans et stratégie de développement des dirigeants successifs ;
- un tableau qui cite les principales réalisations des dirigeants successifs ;
- un tableau qui cite les particularités des dirigeants.

II.1.2 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 2 :

« Nos concitoyens sont conscients que nos dirigeants répètent les erreurs de leurs prédécesseurs ».

II.1.2.1 DEMARCHE ADOPTEE

L'analyse des réponses aux questions dans le questionnaire (Annexe I) permet de vérifier les hypothèses. Pour le traitement des données, le Tableau croisé dynamique a été encore mobilisé.

II.1.2.2 VARIABLES

Pour la vérification de l'hypothèse 2, les variables sont :

- erreurs des dirigeants ;
- erreurs répétées par les dirigeants successifs ;
- oui ou non, les dirigeants apprennent des leçons sur les erreurs des prédécesseurs ;
- groupe de réponses sur l'apprentissage des erreurs ;
- conséquences des erreurs répétées par les dirigeants ;

- groupe de réponses sur les conséquences des erreurs répétées par les dirigeants.

II.1.2.3 FINALITES

Comme l'hypothèse 1, les résultats seront traduits en tableaux, figures et graphes. Pour la vérification de l'hypothèse 2, les finalités sont :

- un graphe qui cite les erreurs répétées par les dirigeants ;
- un graphe qui présente la répétition des erreurs des dirigeants ;
- un graphe qui présente si oui ou non, les dirigeants apprennent des leçons sur les erreurs des prédécesseurs ;
- un tableau qui regroupe les réponses sur l'apprentissage des erreurs ;
- un graphe qui évoque les conséquences des erreurs répétées par les dirigeants ;
- un tableau qui regroupe les opinions des concitoyens sur les conséquences des erreurs répétées par les dirigeants.

II.1.3 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 3 :

« Nos dirigeants ont une mauvaise image à l'égard de ses concitoyens et il est possible de les corriger ».

II.1.3.1 DEMARCHE ADOPTEE

Pour avoir l'image des dirigeants, le questionnaire (Annexe I) invite les concitoyens à parler du genre de personne qu'ils ont en tête en entendant le mot « Dirigeant », à parler de la raison du non-respect et à donner des exemples des paroles non tenues des dirigeants successifs et actuels. A travers leurs réponses aux questions posées, il est possible de savoir si les concitoyens constatent que les dirigeants ne respectent pas leur parole, si il est réalisable de corriger les dirigeants. Le Tableau croisé dynamique a été encore mobilisé.

II.1.3.2 VARIABLES

Pour la vérification de l'hypothèse 3, les variables sont :

- opinions des concitoyens sur les qualificatifs des dirigeants : qualités morales, qualités intellectuelles, qualités psychologiques ;
- groupe de réponses sur les attentes en termes de qualité de leaders ;
- mots sur l'image des dirigeants envers ses concitoyens ;
- image négative et positive des dirigeants ;
- oui ou non, il est possible de corriger les dirigeants ;
- moyens ou façons pour pouvoir corriger les dirigeants.

II.1.3.3 FINALITES

Les finalités dans la vérification de l'hypothèse 3 sont :

- un tableau qui montre les opinions des concitoyens sur les qualificatifs des dirigeants : qualités morales, qualités intellectuelles, qualités psychologiques ;
- un graphe qui présente la répartition des individus enquêtés par rapport à leurs attentes en termes de qualité de leaders ;
- un graphe qui montre l'image des dirigeants envers ses concitoyens ;
- un graphe qui présente l'image négative des dirigeants ;
- un graphe présentant l'opinion des concitoyens si d'après eux, il est possible de corriger les dirigeants ;
- un graphe incluant les moyens ou façon pour pouvoir corriger les dirigeants.

II.1.4 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 4 :

« Nos dirigeants ont de douteuses et inconvenables pratiques ».

II.1.4.1 DEMARCHE ADOPTEE

Un dirigeant en quête des intérêts de son peuple s'efforce de gérer les affaires de son pays afin qu'il soit un modèle de transparence et d'efficacité. Il est le premier à respecter la Constitution, les lois, les règles et règlementations en vigueur. Ces occasions permettent de prendre en compte l'opinion de nos concitoyens pour vérifier l'hypothèse 4, à l'instar de douteuses et inconvenables pratiques. En effet, le questionnaire (Annexe I) invite les concitoyens à citer des mauvaises pratiques des dirigeants, à dire les raisons et conséquences de ces dernières. Le Tableau croisé dynamique a été encore mobilisé.

II.1.4.2 VARIABLES

Les variables correspondantes à la vérification de l'hypothèse 4 sont :

- oui ou non, les dirigeants (successifs et actuels) respectent leurs paroles ;
- réponses sur les raisons qui poussent les dirigeants à ne pas respecter leurs paroles ;
- paroles non respectées par les dirigeants successifs ;
- paroles non tenues par les dirigeants actuels
- mauvaises pratiques des dirigeants ;
- opinions sur les raisons des mauvaises pratiques ;
- avis sur les conséquences des mauvaises pratiques des dirigeants.

II.1.4.3 FINALITES

Les finalités dans la vérification de l'hypothèse 4 sont :

- un tableau présentant le pourcentage des dirigeants (successifs et actuels) si oui ou non, ils respectent leurs paroles ;

- un graphe classifiant les individus en fonction de leurs réponses, en citant les raisons qui poussent les dirigeants à ne pas respecter leurs paroles ;
- un graphe montrant les paroles non respectées par les dirigeants successifs ;
- un graphe dévoilant les paroles non tenues par les dirigeants actuels
- un graphe publiant les mauvaises pratiques des dirigeants ;
- un graphe renfermant les opinions des individus sur les raisons des mauvaises pratiques ;
- un graphe présentant l'avis des individus sur les conséquences des mauvaises pratiques des dirigeants.

II.2 RESULTATS

Etant convaincu que l'image d'un dirigeant constitue un élément clé dans la promotion du développement, que la valeur n'attend pas le nombre des années, et que les années ne donnent pas naturellement des valeurs, la réflexion suppose qu'un dirigeant déterminé veut toujours construire. Toutefois, force est bien de reconnaître que les mentalités actuelles de la majorité de nos dirigeants, les relations au niveau des individus comme des sociétés, ne sont pas encore préparées à la promotion de nouvelle relation entre dirigeants et entre dirigeants et dirigés.

II.2.1 DIRIGEANTS SUCCESSIFS ET VISION DU DEVELOPPEMENT

Les leaders veulent toujours construire, et sont toujours prêts car les meilleurs sont toujours déterminés à poursuivre le but qui compte véritablement pour eux. Ils restent en mouvement, se préparent toujours. Ils gardent l'œil ouvert. Ils osent prendre l'initiative et affirmer avec fermeté leur position. Ils sont prêts à prouver leur passion, celle de servir le peuple. Cette passion sera utilisée pour s'imposer et ouvrir la porte qui mène à la réalisation de leur vision.

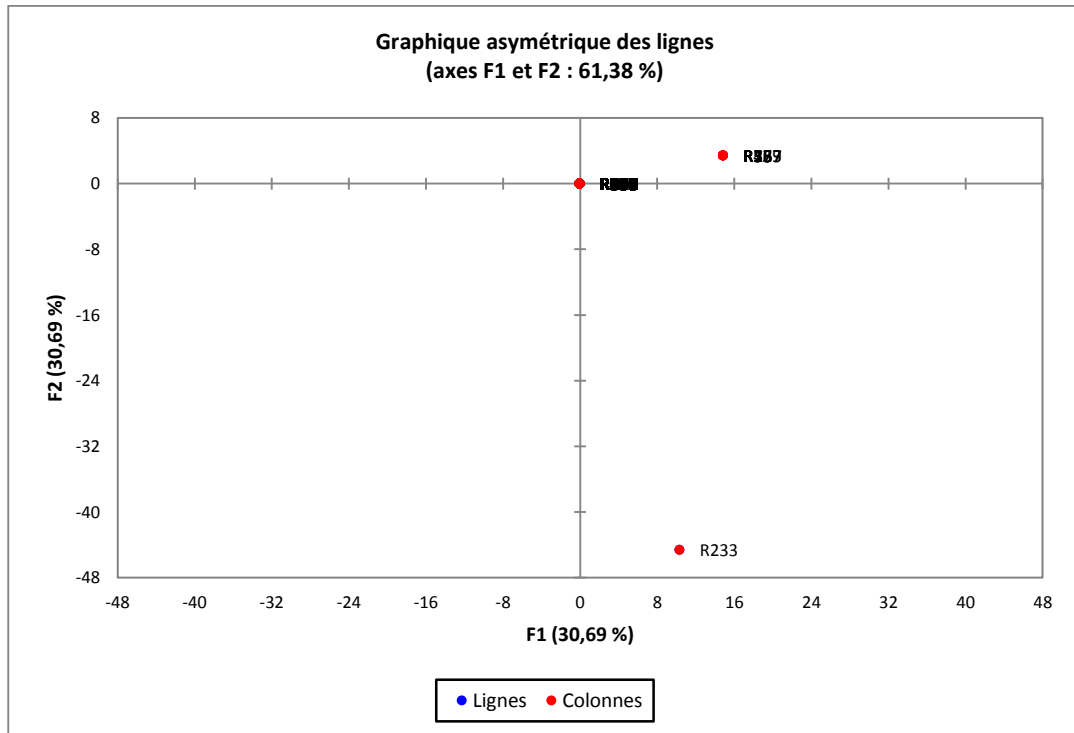
II.2.1.1 DIRIGEANTS PENDANT LES REGIMES SUCCESSIFS

Lors de l'enquête menée sur la connaissance des dirigeants successifs à Madagascar depuis l'indépendance, 97 % des enquêtés ont pu donner les réponses suivantes :

- Les plus cités : Philibert TSIRANANA, Didier RATSIRAKA, Albert ZAFY, Marc RAVALOMANANA, Andry RAJOELINA, Hery RAJAONARIMAMPIANINA ;
- Les dirigeants connus : Colonel Richard RATSIMANDRAVA, Général Gabriel RAMANANTSOA ; et
- Les dirigeants peu connus : Gilles ANDRIAMAHAZO, Norbert Lala RATSIRAHONANA.

Une minorité n'avait pas cité les dirigeants qu'ils connaissaient, ils n'avaient rien à signaler.

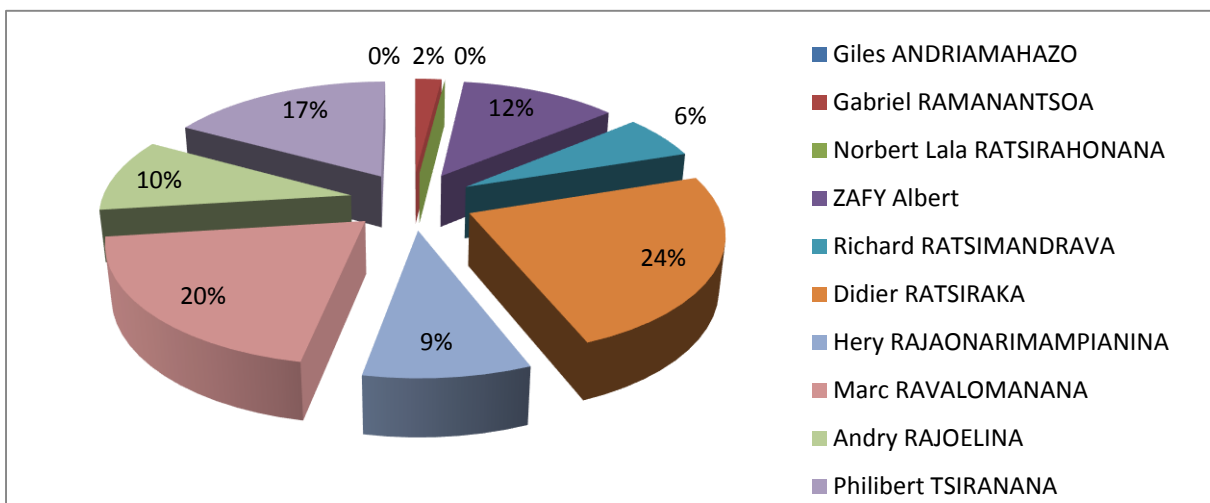
Le graphe n°1 montre la répartition des réponses des individus enquêtés.



Graphe 1. Connaissance des dirigeants successifs à Madagascar par les citoyens
Source : Auteur, 2017

Le mas de point au centre montre que la majorité des interviewés sont capables des citer des noms. Une minorité n'arrive même pas à donner un nom. Et la réponse de l'individu n°233 est particulière car au lieu de citer un ou des noms, il a répondu « tsy mahalala » (ne connaît pas).

Le graphe n°2 montre que la plupart des citoyens Malagasy connaissent leurs dirigeants, du moins leurs noms. Ils essaient de s'informer sur ce qui se passe dans leur pays, sur le plan politique malgré les difficultés de la vie quotidienne, le manque et la défaillance des systèmes de communication, l'emprise des partis politiques sur la diffusion des informations et sur les médias.



Graphe 2. Connaissance des dirigeants successifs en pourcentage
Source : Auteur, 2017

L'ordre des présidents les plus connus sont : Didier RATSIRAKA, Marc RAVALOMANANA, Philibert TSIRANANA, Zafy ALBERT, Andry RAJOELINA et Hery RAJAONARIMAMPIANINA.

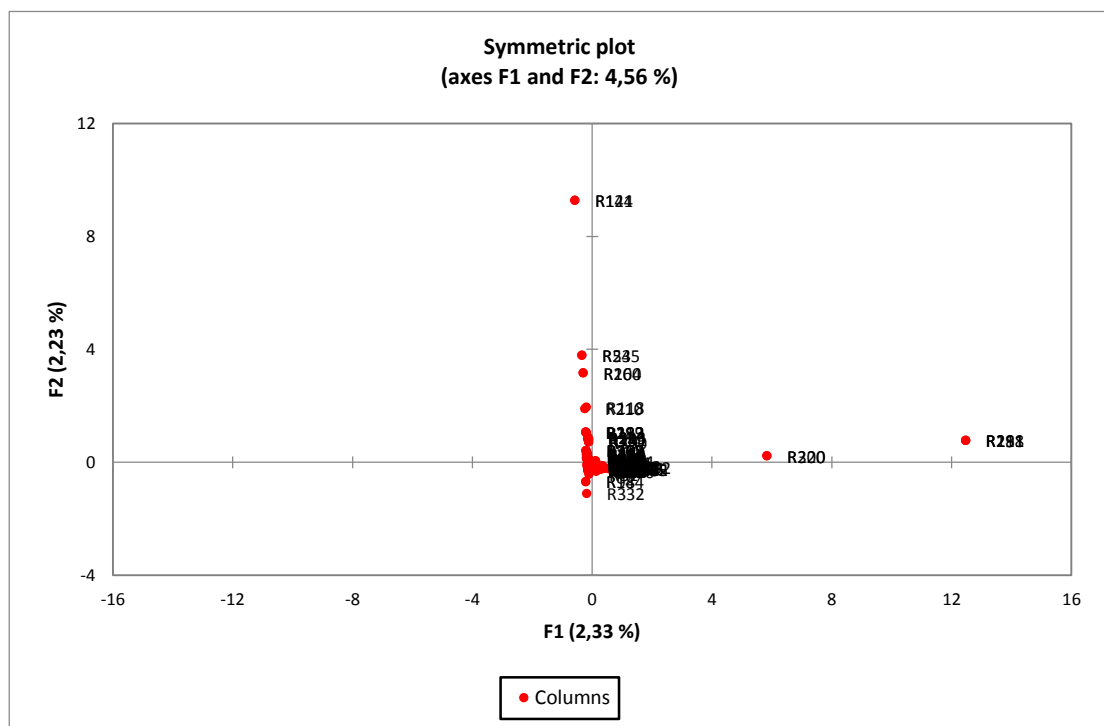
II.2.1.2 VISIONS, OBJECTIFS, PLANS D' ACTIONS ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DES DIRIGEANTS SUCCESSIFS

En demandant à nos concitoyens, combien ou qui d'entre nos dirigeants successifs ont des visions et plans d'actions clairs pour développer Madagascar.

La classification est la suivante :

- Les plus cités : Didier RATSIRAKA, Marc RAVALOMANANA, Philibert TSIRANANA
- Les moins cités : Andry RAJOELINA, Albert ZAFY, Richard RATSIMANDRAVA, Hery RAJAONARIMAMPIANINA
- Les peu cités : Gabriel RAMANANTSOA
- Les non cités : Gilles ANDRIAMAHAZO, Norbert Lala RATSIRAHONANA

Au niveau des plans et stratégies de développement, les réponses sont présentées dans le graphe n°3 ci-après :



Graphe 3. Visions, objectifs, plans d'actions et stratégie de développement des dirigeants successifs

Tableau 3. Plans d’actions et stratégies de développement des dirigeants successifs

PRESIDENT	PRINCIPALES REALISATIONS				
TSIRANANA	Indépendance	Politique du ventre	Politique de l’éducation		
RATSIMANDRAVA	Fokonolona	Développement basé à la communauté de base			
RATSIRAKA	AREMA	Livre rouge	Province autonome		
ZAFY ALBERT	Malgachisation	Démocratie			
RAVALOMANANA	Route, AGOA	Décentralisation	MAP	MAGRO	TIKO
RAJOELINA	Trano/tsena mora	Hopitaly manara-penitra			
RAJAONARIMAMPIANINA	Recrutement FRAM				

Source : Auteur, 2017

Les réponses marquantes sont :

- Philibert TSIRANANA : *Politikan'ny kibo*, Promotion de l’Education
- Didier RATSIRAKA : Livre rouge (Ratsiraka avait un livre rouge portant les plans de développement et la décentralisation)
- Richard RATSIMANDRAVA : *Fokonolona*, Développement partant de la base ;
- Marc RAVALOMANANA : MAP, Construction des routes, Promotion de l’éducation
- Andry RAJOELINA : Construction des hôpitaux normalisés, Trano mora,
- Hery RAJAONARIMAMPIANINA : Recrutement des fonctionnaires.

II.2.1.3 GRANDS PROJETS OU PARTICULARITES DES DIRIGEANTS SUCCESSIFS

En parlant des grands projets et particularités des dirigeants successifs, le résultat principal est représenté par le tableau n° 4 suivant :

Tableau 4. Grands projets ou particularités des dirigeants

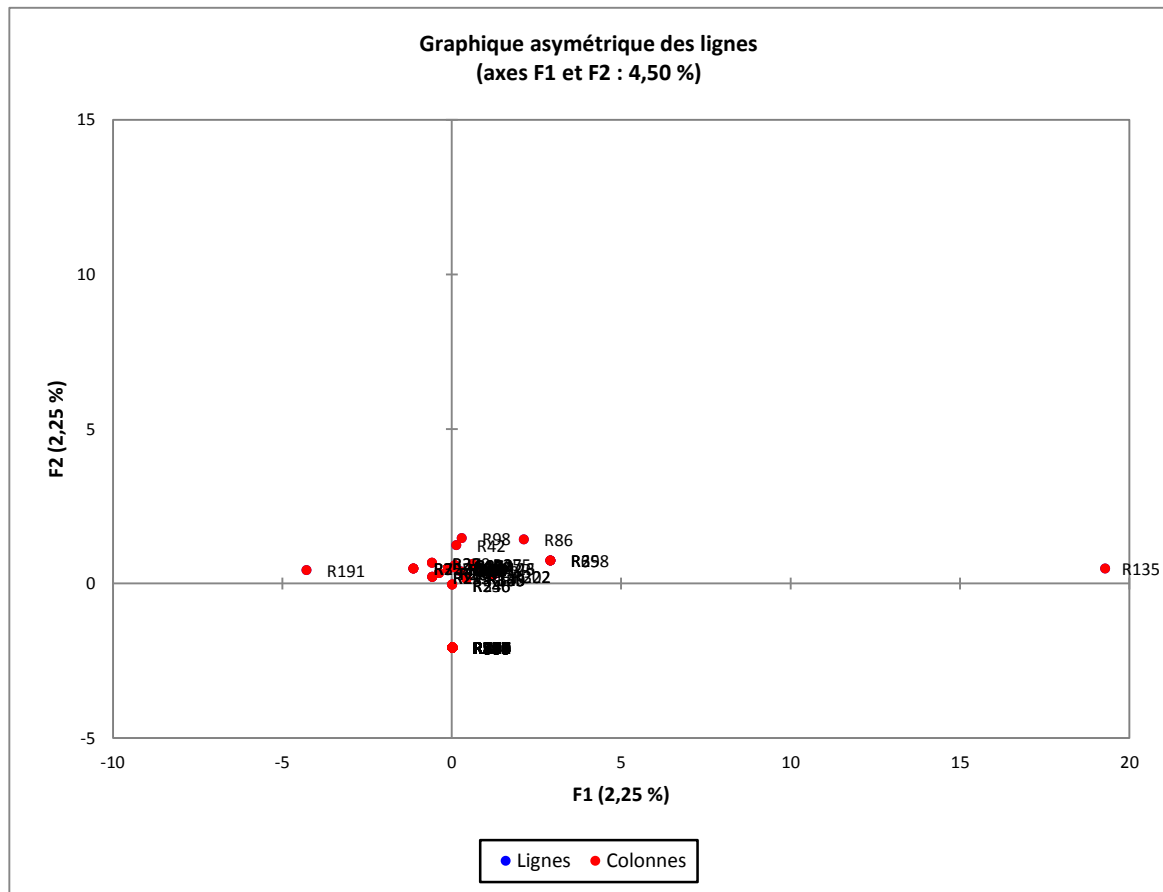
Dirigeants (les plus cités)	Principaux projets établis
Philibert TSIRANANA	➤ Promotion de l'éducation
Didier RATSIRAKA	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Admission des Sociétés implantées dans le cadre de zones Franches à Madagascar et Nationalisation des industries ➤ Promotion de la paix nationale par le développement de l'armée Malgache ➤ Mise en place d'une révolution socialiste, de la Malgachisation, ➤ Instauration des Universités au niveau des six provinces et implantation des Ecoles Primaires Publiques au niveau des Fokontany, ➤ Décentralisation par la mise en place des provinces autonomes
Marc RAVALOMANANANA	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place du Madagascar Action Plan ➤ Développement du secteur primaire (agriculture et Elevage) et du secteur secondaire (Industries agroalimentaires) ➤ Ouverture de Madagascar vis à vis des partenaires américains ➤ Promotion de l'éducation par la distribution de Kits scolaires pour les élèves primaires ➤ Construction et réhabilitation des routes nationales
Andry RAJOELINA	➤ Construction des hôpitaux, Trano mora, Routes nationales, Stade Colliséum et Terrains synthétiques
Hery RAJAONARIMAMPIANANIA	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Promotion de l'emploi par le recrutement des enseignants FRAM ➤ Réouverture des usines fermées lors des crises de 2002 et de 2009 (SIRAMA, Zone Franche)

Source : Auteur

Les enquêtés ont démontré leurs connaissances des réalisations des Présidents successifs au pouvoir. La majorité des Présidents de la République se sont alors basés sur des activités fondamentales de développement pour assouvir des types de besoins fondamentaux de la

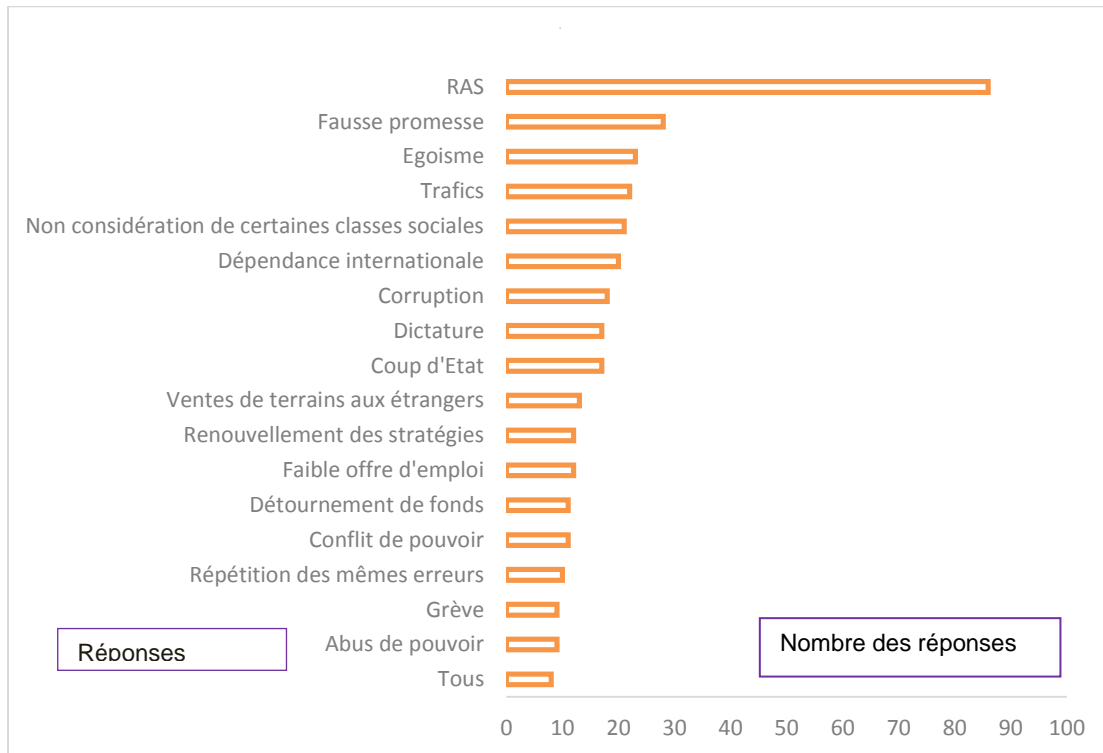
II.2.2 DIRIGEANTS ET ERREURS DE LEURS PREDECESSEURS

II.2.2.1 REPETITION DES ERREURS



Source : Auteur, 2017

les dirigeants sont égoïstes et continuent leurs activités illicites malgré la connaissance des erreurs des dirigeants passés.



Graphe 5. Erreurs des dirigeants

Source : Auteur, 2017

Le traitement des données a permis de catégoriser les individus en trois groupes bien distincts. Le premier regroupe les individus qui voient que les dirigeants successifs font les mêmes erreurs. Pour cela, ils ont cité la mauvaise gouvernance : même si le successeur est conscient que la précédente gouvernance n'était pas satisfaisante, à son tour, il gouverne de la même façon en dépit de l'amélioration de la situation existante. Ils ont signalé aussi l'égoïsme, l'abus de pouvoir, l'oppression, l'oligarchie, la corruption, la non considération de certaines classes sociales, la dictature et l'endettement. Ce premier groupe représente la plus grande part des réponses des personnes enquêtées.

Le second groupe s'est mis d'accord sur le fait que les mêmes erreurs se répètent, notamment sur la violation des lois. Cette catégorie regroupe également les individus qui n'avaient pas donné leur avis sur ce propos.

Pour les membres du troisième groupe, certains dirigeants ont pu apprendre des leçons sur les erreurs de leur prédécesseur. Ils ont donné comme exemples la réhabilitation des infrastructures, l'élaboration d'un plan stratégique plus efficace, la liberté d'expression, et l'augmentation des salaires.

Tableau 5. Erreurs et apprentissage

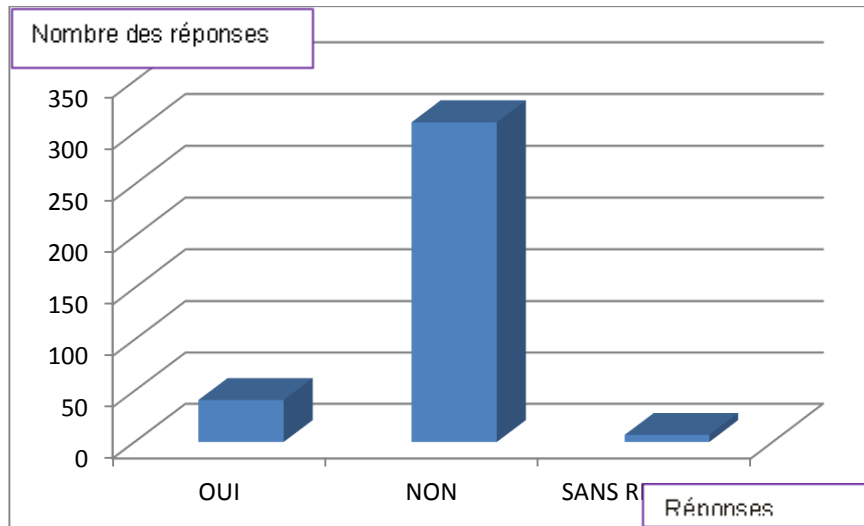
1^{er} groupe	2^e groupe	3^e groupe
Endettement continu	Violation des lois	Rectification de la part des gouvernants
Voyage sans cesse à l'étranger	Refaire les mêmes erreurs	Bonne gouvernance
Prolifération de l'insécurité		Réhabilitation des infrastructures
Non considération de certaines classes sociales		Elaboration d'un plan stratégique plus efficace
Rénovation des routes		Liberté d'expression
Fausse promesse		Augmentation des salaires
Trafics illicites divers		
Mauvaise gouvernance		
Coup d'Etat		
Corruption généralisée		
Dictature		
Egoïsme		
Abus de pouvoir		
Incompétence des dirigeants		
Ventes de terrains aux étrangers		
Non respect des droits de l'homme		
Non considérations des Grèves		
Faible offre d'emploi		
Stratégie pas nette		
Colonisation indirecte des étrangers		
Dépendance internationale		
Conflit de pouvoir		
Dépenses non raisonnables		
Non respect de la Démocratie		
Collaboration internationale		
Changement sans cesse de la constitution		
Renouvellement des stratégies		
Rivalité malgré l'arrangement		
Respect de la liberté d'expression		
Oligarchie		
Détournement de fonds		
Monopolisation		

Source : Auteur, 2017.

Ainsi, chaque groupe a ses propres opinions à propos des leçons que les dirigeants ont apprises sur les erreurs de leur prédécesseur, comme le montre ce tableau n°5 ci-dessus.

II.2.2.2 APPRENTISSAGE SUR LES ERREURS DES PREDECESEURS

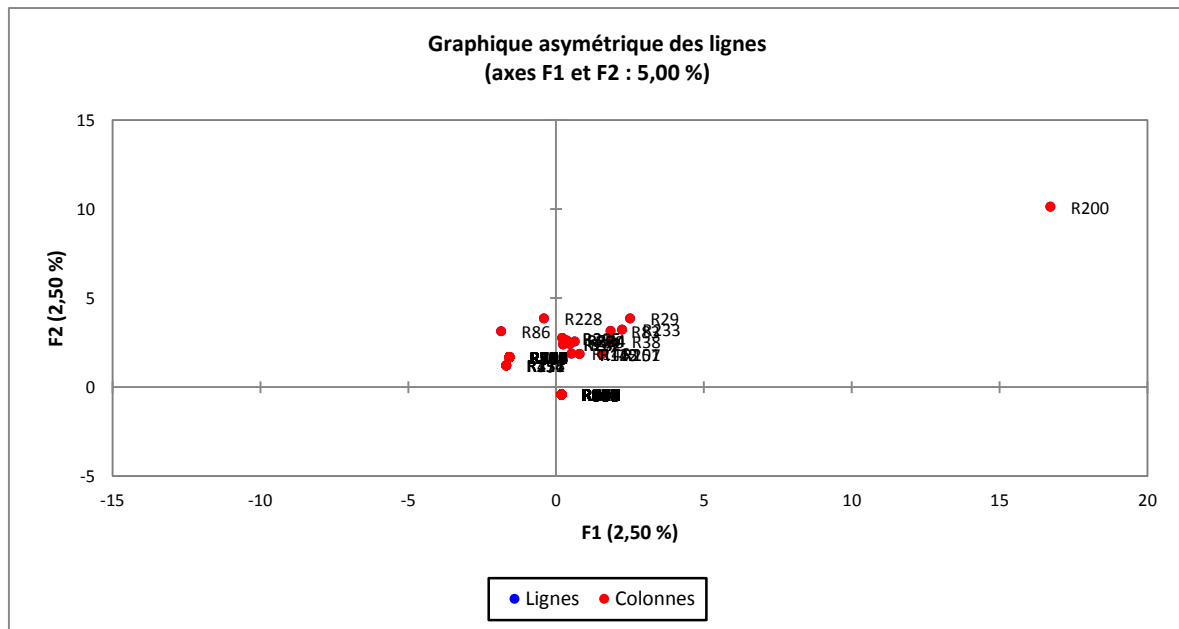
A la question, nos dirigeants apprennent-ils des leçons sur les erreurs de leur prédécesseur, 310 des enquêtés, c'est-à-dire 86,6 % répondent « non ». Le graphe n°6, ci-après, résume les réponses.



Graphique 6. Leçons sur les erreurs des prédécesseurs

Source : Auteur, 2017 :

En ce qui concerne les conséquences des mêmes erreurs répétées par les dirigeants, les réponses des personnes interviewées sont représentées dans le graphe n°7 ci-après :



Graphique 7 Conséquences des erreurs répétées par les dirigeants

Source : Auteur, 2017

Sous forme du tableau, les avis des individus qui ont été enquêtés permettent de les grouper en deux catégories :

- Avis négatifs sur les conséquences des erreurs répétées des dirigeants ; et

- Conséquences positives du changement des dirigeants

Tableau 6. Conséquences des mêmes erreurs répétées par les dirigeants

Avis négatifs sur les conséquences des erreurs répétées des dirigeants			Conséquences positives du changement des dirigeants
Instabilité de la constitution	Arrêt des infrastructures des dirigeants précédents	Destruction de la solidarité	Liberté d'expression
Mondialisation	Endettement	Embouteillage	Développement
Egoïsme	Pauvreté	Dépense inutile	Développement social
Crise politique	Exploitation illicite	Conflit	Développement économique
Crise industrielle	Augmentation du chômage	Dévalorisation de l'Ariary	Tranquillité du pays
Terrains aux étrangers	Instabilité du pays	Négligence des dirigeants	Bonne collaboration
Colonisation moderne	Insécurité	Auto destruction du peuple	Transparence de gestion
Monopolisation du marché	Crise	Répétition des erreurs	Diminution du taux d'alphabétisation
Dépendance politique	Népotisme	Inégalité	Diminution du chômage
Homicide	Corruption	Hypocrisie	Evolution sur le plan sanitaire
Instabilité politique	Diminution du PIB	Inflation	Débrouillardise du peuple
Souffrance du peuple	Coup d'Etat	Auto destruction du peuple	Enrichissement de certaines classes sociales
Dégradation du rang international de Mada	Sous développement	Enrichissement des dirigeants	Réintégration du rang international de Mada
Destruction de la mentalité	Grève	Négligence des dirigeants	Réduction de l'endettement
Destruction des matériels	Gouvernance inchangée		

Source : Auteur, 2017

La première catégorie a mentionné les conséquences suivantes : destruction de la solidarité, autodestruction du peuple, négligence des dirigeants, dépense inutile, embouteillage, népotisme, prédominance de l'égoïsme, mondialisation, Colonisation moderne, dépendance politique, instabilité de la constitution, instabilité du pays, instabilité politique, Grève, crise politique, crise industrielle, monopolisation du marché, dévalorisation de l'Ariary, homicide, souffrance du peuple, Enrichissement des dirigeants, dégradation du rang international de Madagascar, destruction de la mentalité, destruction des matériels, endettement, pauvreté, Gouvernance inchangée, exploitation illicite, augmentation du chômage, diminution du PIB, sous-développement, inflation, inégalité, insécurité, corruption, etc.

Le second groupe voit par contre les conséquences positives du changement des dirigeants, à savoir, la Liberté d'expression, le développement, le développement social et économique, la tranquillité du pays, la bonne collaboration, la transparence de gestion, la diminution du taux

d'alphabétisation, la diminution du chômage, la réduction de l'endettement, l'enrichissement de certaines classes sociales, le débrouillardise du peuple.

II.2.3 IMAGE DES DIRIGEANTS

Le moment est venu de faire un bilan afin de dissiper les malentendus et de désamorcer les rancunes. En plus de l'éducation, de la santé, du logement et d'autres besoins physiologiques, le changement de mentalité et de pratiques, acquis par le biais du développement personnel et le renforcement de capacités, traduit en comportement, constitue le socle d'un développement qu'on peut qualifier de durable.

II.2.3.1 IMAGES ENVERS LES CITOYENS

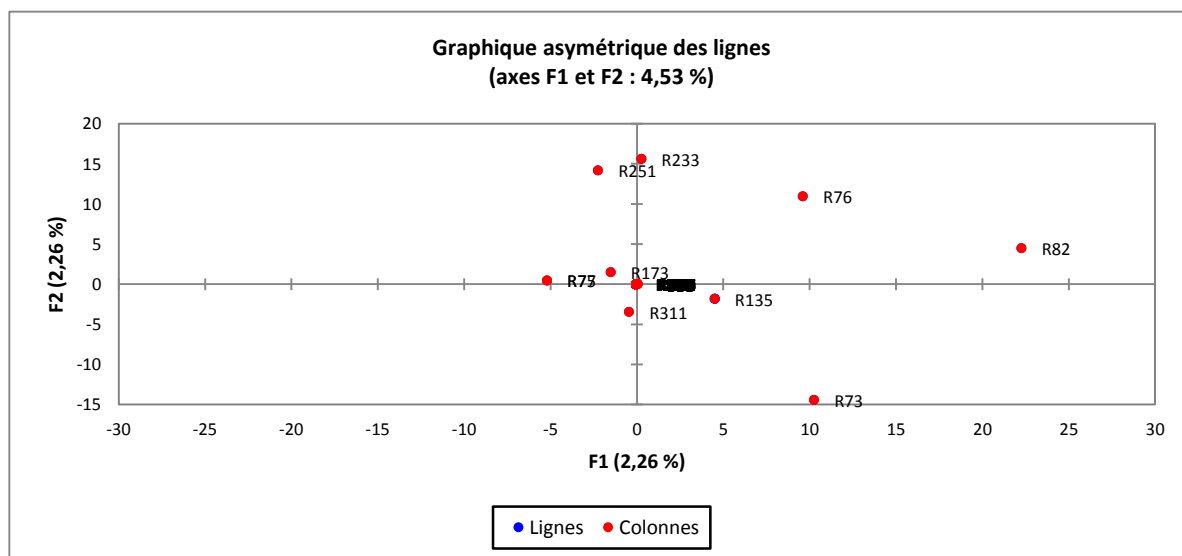
Le tableau n°7 suivant récapitule les qualités des dirigeants selon les aspects fondamentaux d'un être humain.

Tableau 7. Qualificatifs des dirigeants selon les aspects fondamentaux d'un être humain

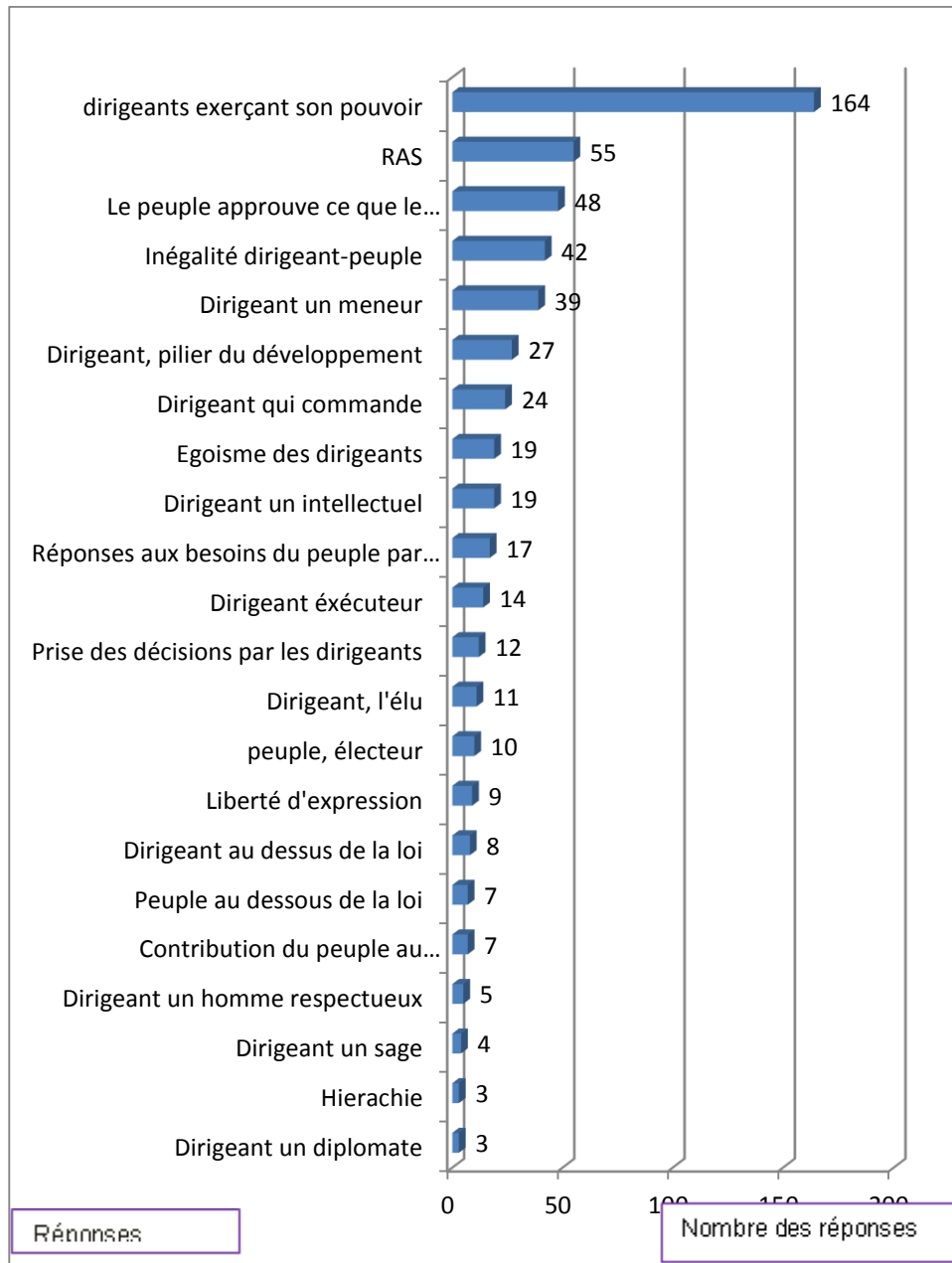
	Qualités morales	Qualités intellectuelles	Qualités psychologiques
Positifs	bon, homme de charité, bienveillant, patriote, inspiré de l'intérêt commun,	compréhensif, débrouillard, dynamique, sérieux, ferme, leader promoteur de développement	sociable, responsable, ouvert, indulgent, souple, franc, discret, clément, personne de confiance, à l'écoute
Négatifs	Escroqueries, intérêts personnels		menteur avide de pouvoir, arrogant autoritaire

Source : Auteur, 2017

Le graphe n°8 représente la répartition des individus enquêtés par rapport à leurs opinions sur les comportements et conduite, à leurs attentes en termes de qualité de leaders.



Graphe 8. Image des dirigeants envers ses concitoyens
Ce graphe montre les réponses des enquêtés sur les images des dirigeants après traitement sur XLSTAT. Le graphe 9 représente ces résultats.



Graphe 9. Sens du mot « dirigeant » pour les citoyens

Source : Auteur, 2017

Le dirigeant, en tant que premier responsable, il a le pouvoir d'influencer, d'orienter l'esprit du peuple et des dirigeants de demain. En demandant la signification du mot « *Dirigeant* », les réponses obtenues sont contradictoires.

D'un côté, un dirigeant est représenté par une bonne personne, sociable, responsable, ouverte, indulgente. Il est un homme de charité, bienveillant, souple, franc, discret, clément, compréhensif, débrouillard, dynamique, sérieux, ferme, et patriote. Il est un leader promoteur

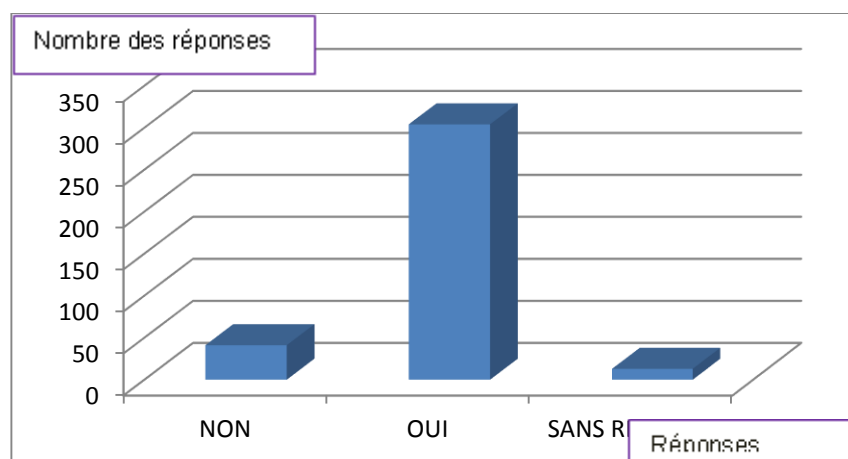
de développement, une personne de confiance qui honore son pays en travaillant pour son peuple. Ces décisions sont inspirées de l'intérêt commun en ayant préalablement effectué des écoutes concernant les besoins de la population. De ce fait, il planifie des programmes qu'il va réellement exécuter. De plus, il connaît et respecte les us et coutumes malgaches. Pour les citoyens, ce sont les qualités qu'un dirigeant devrait avoir, cette vision correspond au dirigeant idéal.

D'autre part, un dirigeant est un menteur avide de pouvoir qui émet de fausses promesses. Il est arrogant autoritaire et utilise son peuple pour ses intérêts personnels. De ce fait, il effectue toutes sortes d'escroqueries, en abusant de la démocratie afin de flatter la passion populaire. Mais la réalité est toute autre, les dirigeants agissent contrairement à un dirigeant idéal.

Les résultats de cette question montrent que les citoyens constatent que les dirigeants exercent et rappellent toujours leur pouvoir en marquant les privilèges et avantages qu'ils détiennent. Cette opinion se généralise auprès de la population malgache. Les images des dirigeants malgaches sont déplorables aux yeux de la population. Cependant, les malgaches n'aiment pas discréditer publiquement leurs dirigeants du fait de leur caractère pacifique. Ainsi pour montrer leur désagrément face à l'image des dirigeants, la majorité des enquêtés préfèrent citer les critères qu'un bon dirigeant devrait avoir et non ceux qu'ils n'ont pas.

II.2.3.2 POSSIBILITE DE CORRIGER LES DIRIGEANTS

Afin d'instaurer des institutions crédibles et de mettre en place une administration neutre et innovante, un gouvernement fort et unificateur, ayant pour mission le redressement du pays, 304 personnes, c'est-à-dire 84,9 % des interviewées répondent qu'il est possible de corriger les dirigeants. Ce graphe n°10 la montre clairement.

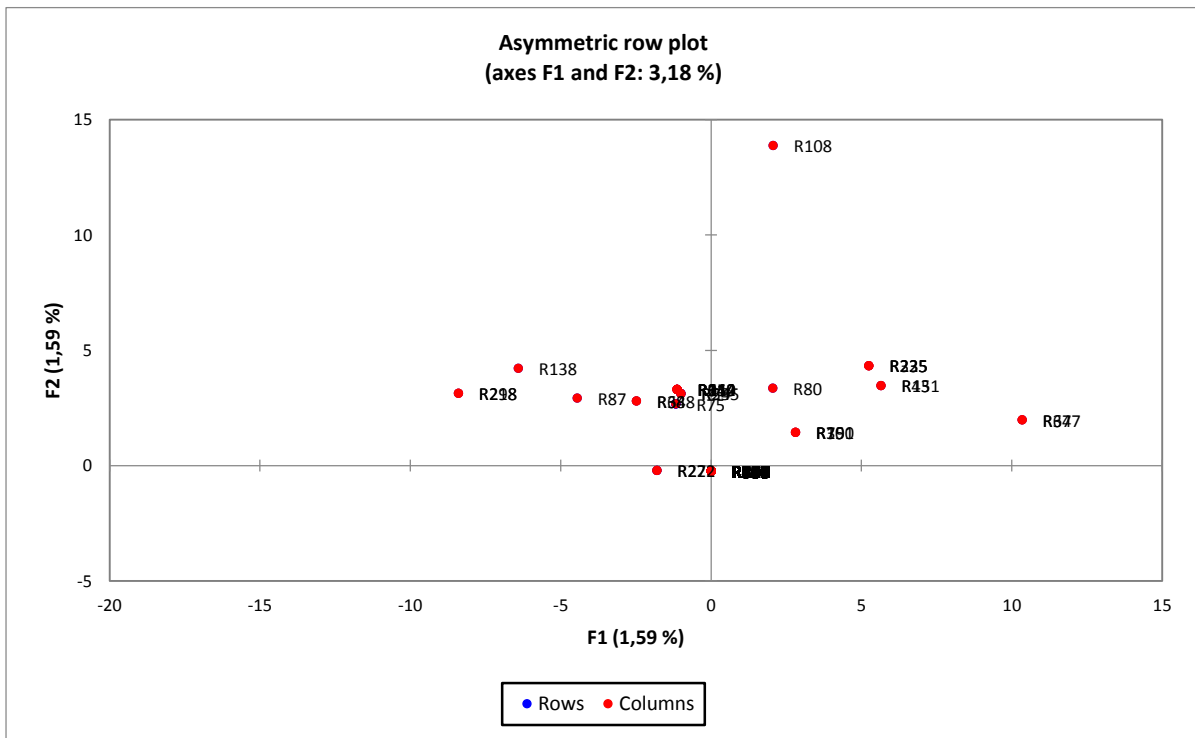


Graphe 10. Possibilité de corriger les dirigeants

Source : Auteur, 2017

Les réponses des enquêtés sur la possibilité de corriger les dirigeants sont très révélatrices car nombreux sont encore convaincus qu'il est possible de les changer.

Le graphe n°11 suivant représente les diverses propositions lancées par le peuple pour redresser les réalisations des dirigeants malgaches.



Graphe 11. Correction des dirigeants

Source : Auteur, 2017

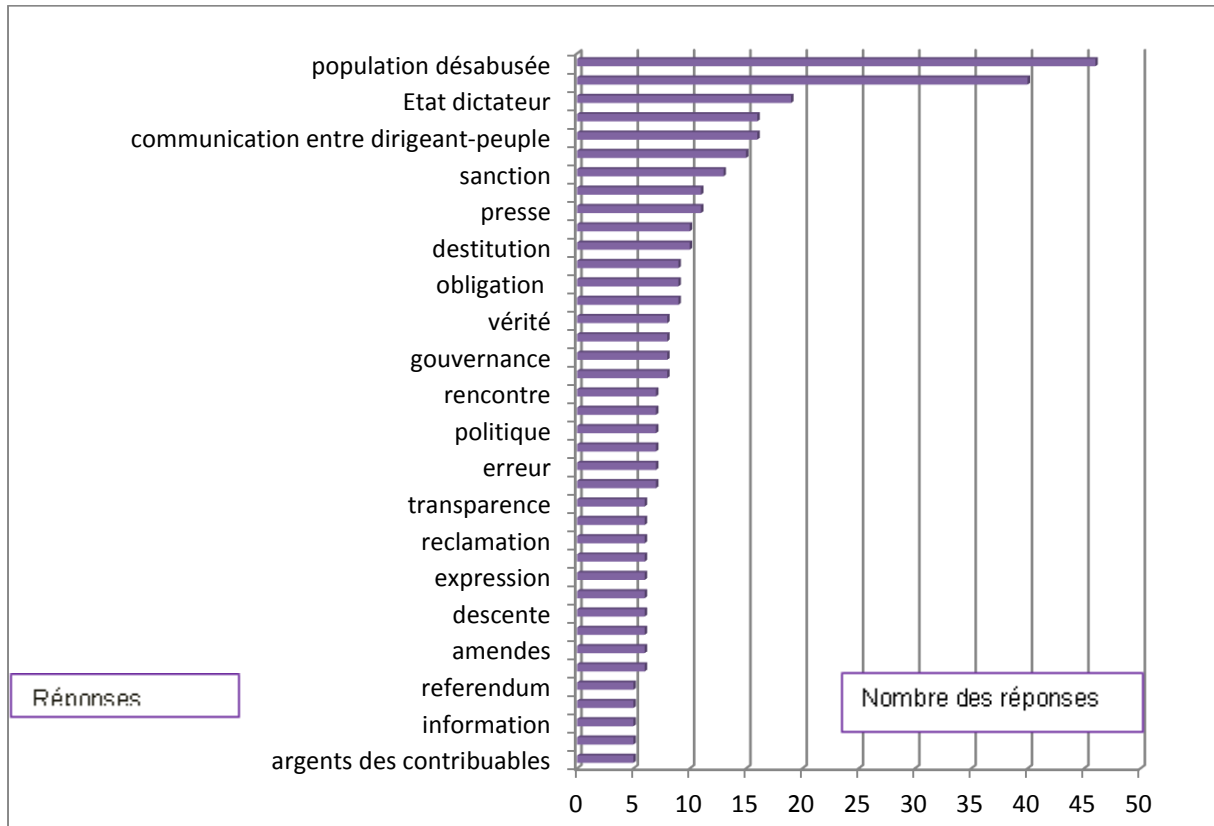
La population estime qu'il est encore possible de remédier la gouvernance à Madagascar. Les enquêtés ont alors émis des instructions pour redresser le niveau de gouvernance, la personnalité et compétence des dirigeants. Les individus enquêtés se divisent principalement en trois catégories selon leurs types d'instructions permettant de corriger les dirigeants dans leurs fonctions.

Le premier groupe d'individus recommande la mise en place d'une constitution draconienne additionnée de sanctions ardues en cas de fautes. Ce premier groupe incite à la réalisation de débats ou d'argumentations pour favoriser la communication entre le peuple et les dirigeants.

Le deuxième groupe d'individus invoque le pouvoir déterminant des journalistes par rapport aux communications ascendantes ou descendantes entre la population et les dirigeants. En effet, le comportement défaillant des dirigeants n'est pas divulgué au peuple car ils maîtrisent les réseaux journalistiques par tous les moyens (téléphone, message, lettre). Ceci remet en cause la transparence du régime politique démocrate favorisant le déploiement de la corruption et engendrant par la suite l'anéantissement de la confiance du public par rapport aux dirigeants.

Le troisième groupe d'individus réclame l'exécution des sanctions (prison, amendes, destitutions) en cas de non concrétisation des promesses des dirigeants qui doivent être

élaborées sous forme de programme. Les sanctions doivent être prises par les dirigeants eux-mêmes. Cependant, des bilans d'activités doivent être effectués avant toute prise de décision radicale.



Graph 12. Genre de correction des dirigeants

Source : Auteur, 2017

Bref, les leaders politiques ne respectent pas leurs propos après avoir partagé leur programme au peuple. Or c'est justement ce programme qui lui a permis d'être élu. Le non respect de cette parole donnée induit un mécontentement additionné de déception au niveau de la population.

II.2.4 DIRIGEANTS ET PRATIQUES

L'éthique peut être saisie comme un principe directeur des agissements, se rapportant à l'ensemble des agissements et conduites dans une perspective de vie meilleure, d'une existence significative. La morale représente l'ensemble des règles de conduite relatives au bien et au mal. Les dirigeants qui réussissent les respectent. Ils ne peuvent pas prétendre mettre sur pied, guider et réussir le développement économique de Madagascar qu'à condition d'être politiquement loyal, qu'en agissant dans le respect de l'Etat de droit et du choix du peuple.

II.2.4.1 NON RESPECT DE LA PAROLE DONNEE

Les citoyens malgaches constatent que les dirigeants ne respectent pas leur parole, 302 citoyens, soit 84,3 % des enquêtés pour les dirigeants successifs et 324 soit 90,6 % des interviewés pour les dirigeants actuels. Le tableau n°8 ci-après apporte plus de détails.

Tableau 8. Respect de la parole donnée des dirigeants

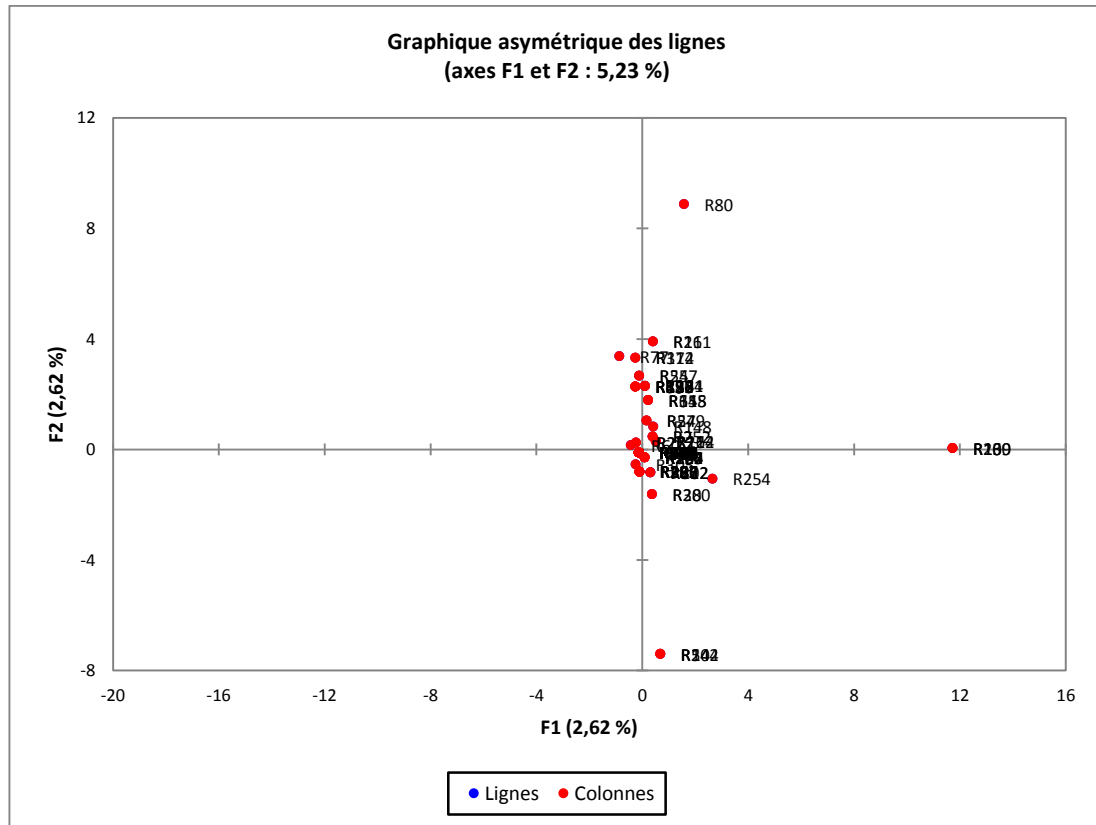
REPONSE	Dirigeants successifs		Dirigeants actuels	
	EFFECTIF	POURCENTAGE	EFFECTIF	POURCENTAGE
NON	302	84,3	324	90,6
OUI	40	11,2	17	4,7
SANS REPONSE	16	4,5	17	4,7
TOTAL	358	100,0	358	100,0

Source : Auteur, 2017

Ce dernier montre la différence entre les dirigeants qui respectent la parole entre les anciens dirigeants et ceux d'aujourd'hui. En général, les dirigeants ne respectent pas leur parole à plus de 80% pour les deux périodes. Mais on peut remarquer que ce non respect de la parole donnée est plus marquant pour les dirigeants actuels (90,6% contre 84,3%).

a - Raison du non-respect de la parole donnée de la part des dirigeants

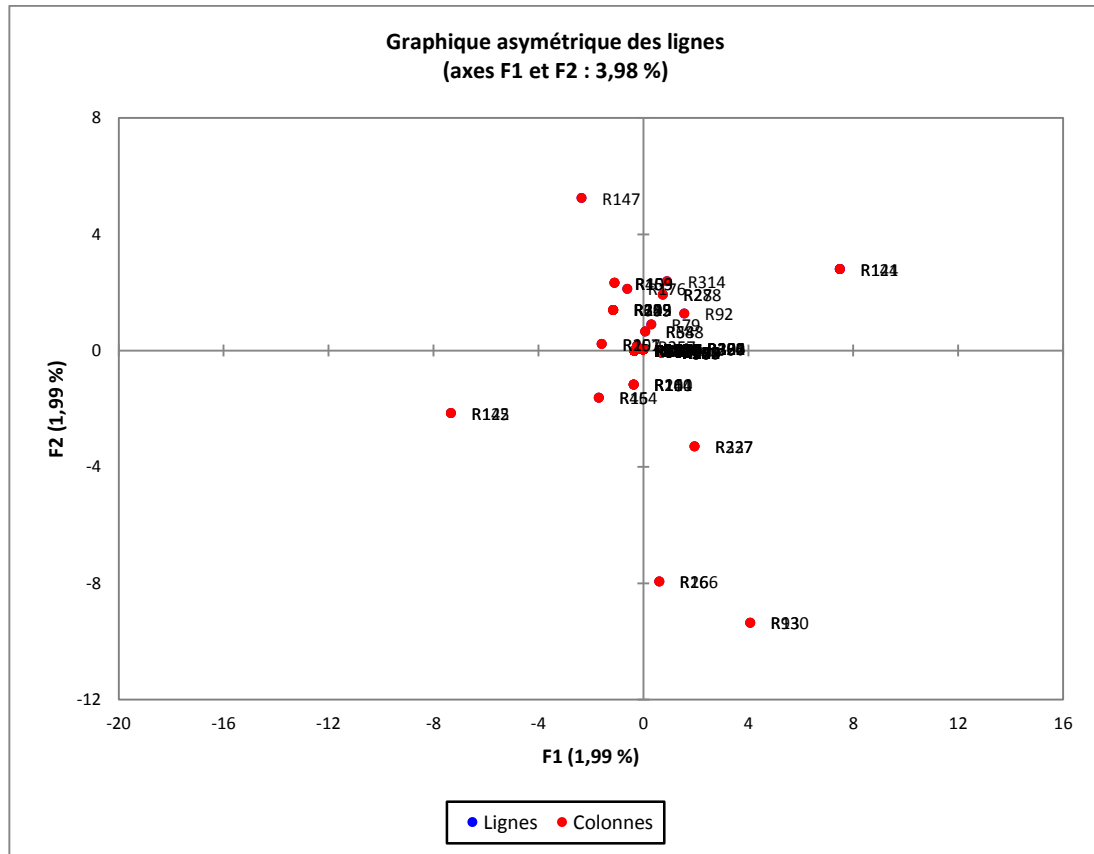
Ici les individus ont été catégorisés en 04 groupes selon les réponses qu'ils ont données : La première raison (avancées par 54 citoyens, soit 15,1 % des interviewés) revient sur les pressions et les exigences de la communauté internationale qui prouve que les dirigeants ne sont pas indépendants. Il y a ceux qui ont dit que ce non-respect est dû à une stratégie mal planifiée, que c'est une démagogie de la part des dirigeants. Cela peut s'expliquer par faute de maturité et de loyauté venant des dirigeants. D'autres ont mentionné que ceci arrive à cause de la duperie des dirigeants vis-à-vis du peuple. Le machiavélisme et l'égoïsme font partie aussi des raisons engendrant cette situation. Le graphe n°13 ci-dessous représente la classification des individus en fonction de leurs réponses :



Graph 13. Répartition des opinions sur la raison du non respect des paroles données
Source : Auteur, 2017

b - Paroles non tenues par les dirigeants successifs

Les exemples donnés par les personnes enquêtées à propos du non-respect des paroles données par les dirigeants successifs sont les suivants : construction des routes (RN44, RN10, RN9, RN6), construction du port de Nosy Be, poursuite de l'affaire air force one, lutter contre la famine, amélioration de la place du marché et de l'éducation, atténuation de l'inflation, construction du pont Majunga-Katsepy, augmentation de salaire, recrutement des enseignants, lutte contre la pauvreté, amélioration du niveau de vie des Malagasy, développement économique et social, respect de la loi, gestion transparente, lutte contre la corruption, indépendance vis-à-vis des étrangers, suppression du délestage, prise en charge de l'eau et assainissement de la population. Le graphe n°14 présente la répartition des individus sur ce propos.



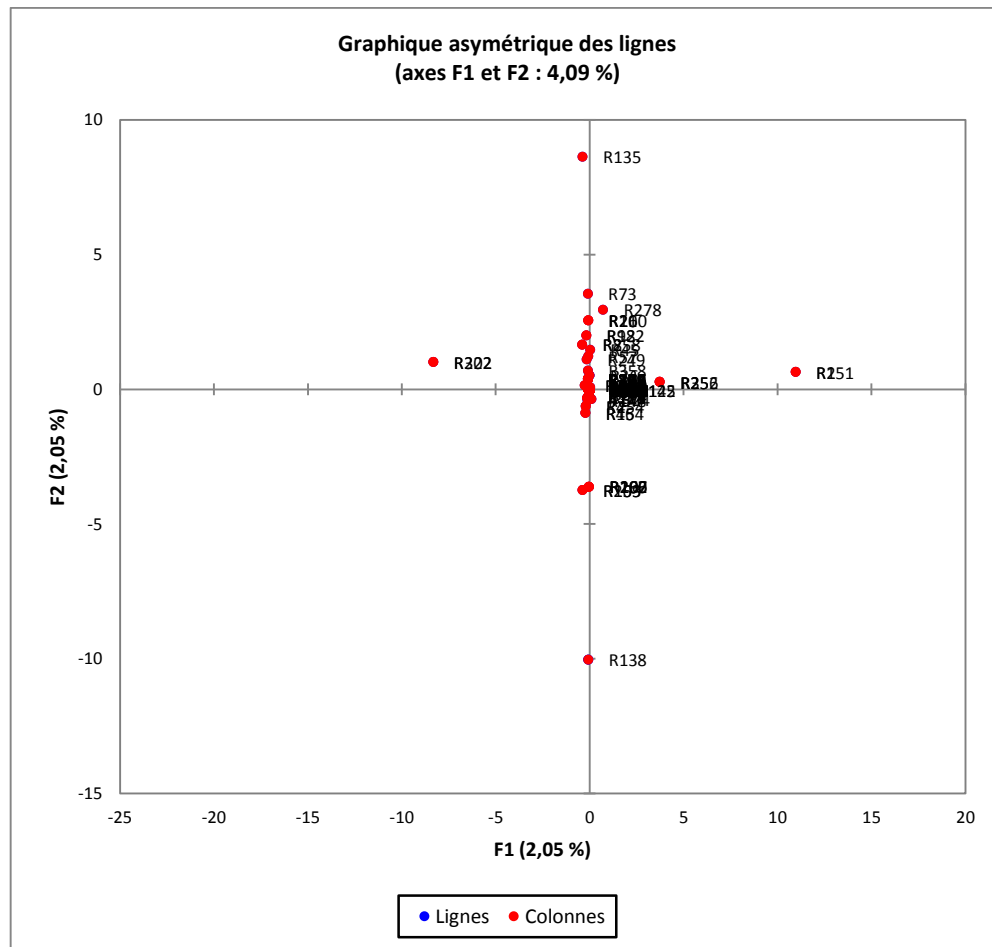
Graphe 14. Paroles non respectées par les dirigeants successifs

Source : Auteur, 2017

La construction des routes tient la première place avec plus de 100 réponses pour un ensemble de 300 individus enquêtés. La création d'emplois vient après. Les infrastructures routières sont les promesses habituelles des dirigeants lors de leurs tournées régionales, ce qui explique cette première place.

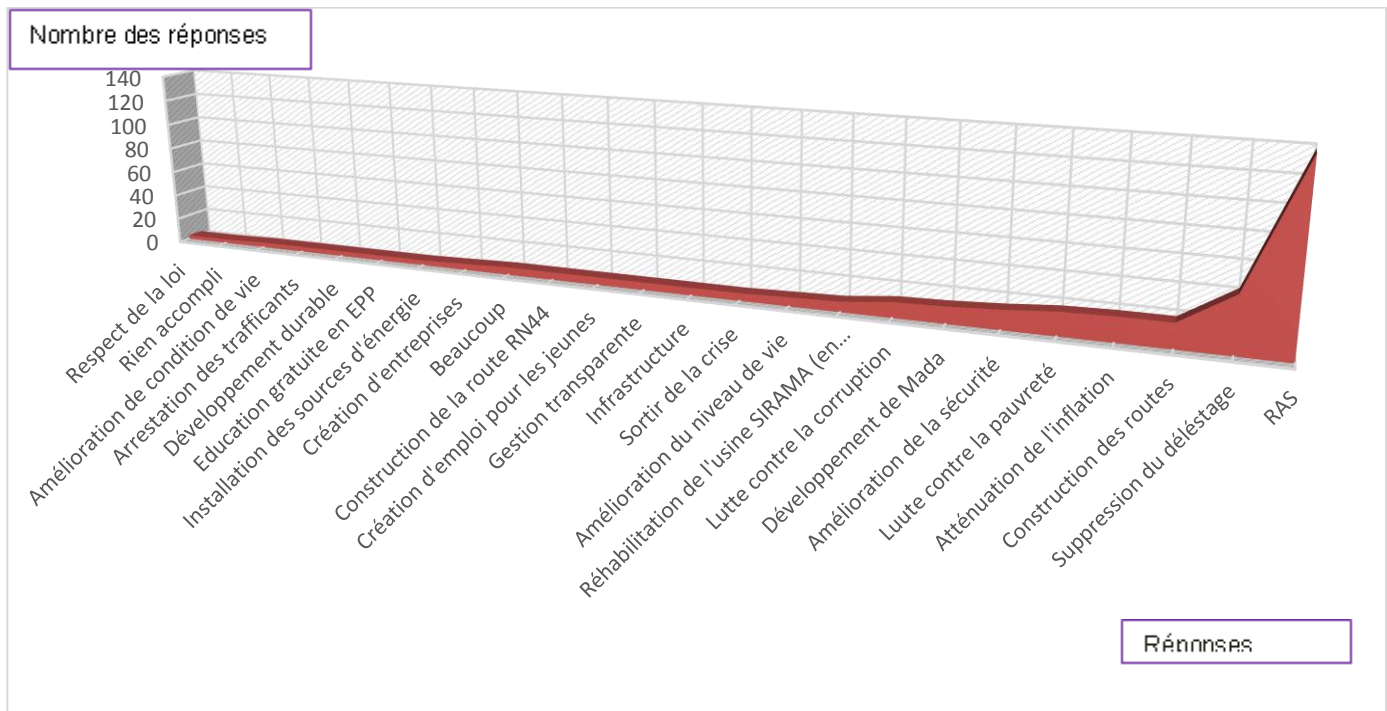
c - Paroles données non respectées par les dirigeants actuels

Les exemples de paroles non respectées par les dirigeants actuels se présentent comme suit selon les individus qui ont été enquêtés : la politique agricole qui n'est pas encore améliorée jusqu'à ce jour, les hôpitaux non encore réhabilités, les subventions des maîtres FRAM toujours en retard malgré les promesses des dirigeants actuels, les salaires des chefs de Fokontany non encore payés, l'amélioration de la vie des enseignants et de l'éducation, la réhabilitation des usines usées, la lutte contre la famine et contre la pauvreté, la suppression du délestage, l'atténuation de l'inflation, construction et réparation des routes.



Graphe 15. Paroles non respectées par les dirigeants actuels

Source : auteur, 2017



Graphe 16. Promesses non tenues par les dirigeants actuels

Source : auteur, 2017

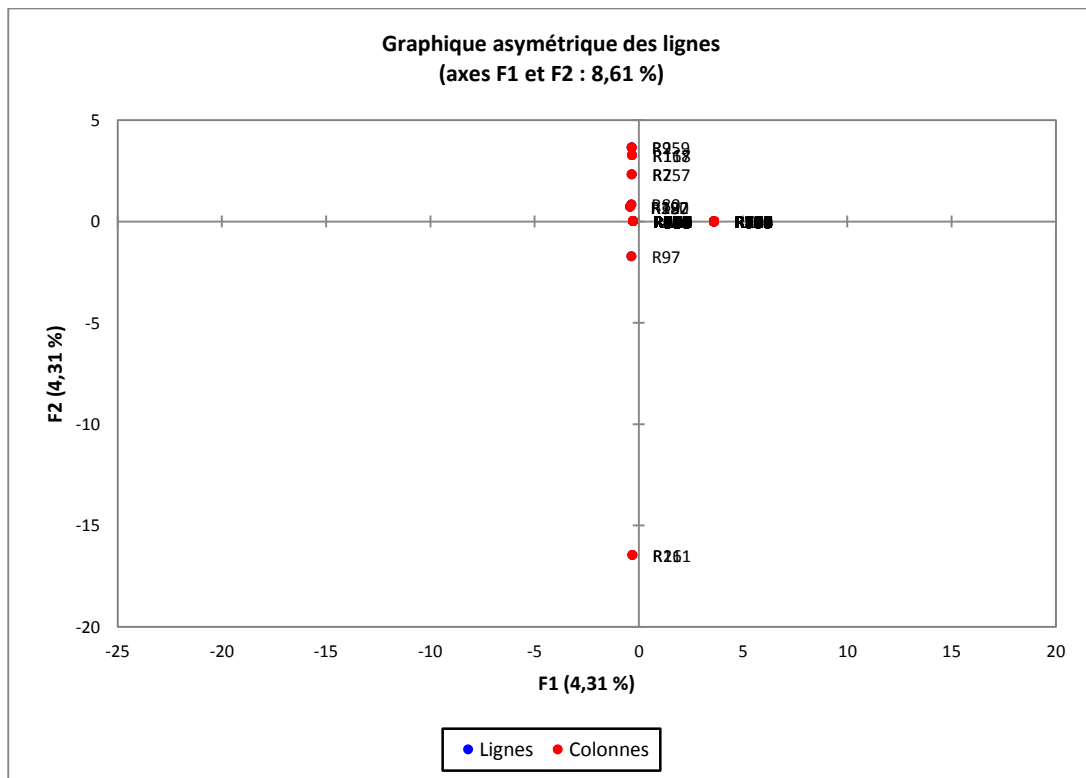
Pour le cas des dirigeants actuels, la suppression du délestage tient la première place des promesses non tenues par ces derniers (40 sur 300 enquêtés, soit 13,3%). A noter que le délestage touche l'ensemble du territoire. Les infrastructures routières restent également l'une des promesses non tenues des dirigeants actuels.

II.2.4.2 DES PRATIQUES DOUTEUSES ET INCONVENABLES

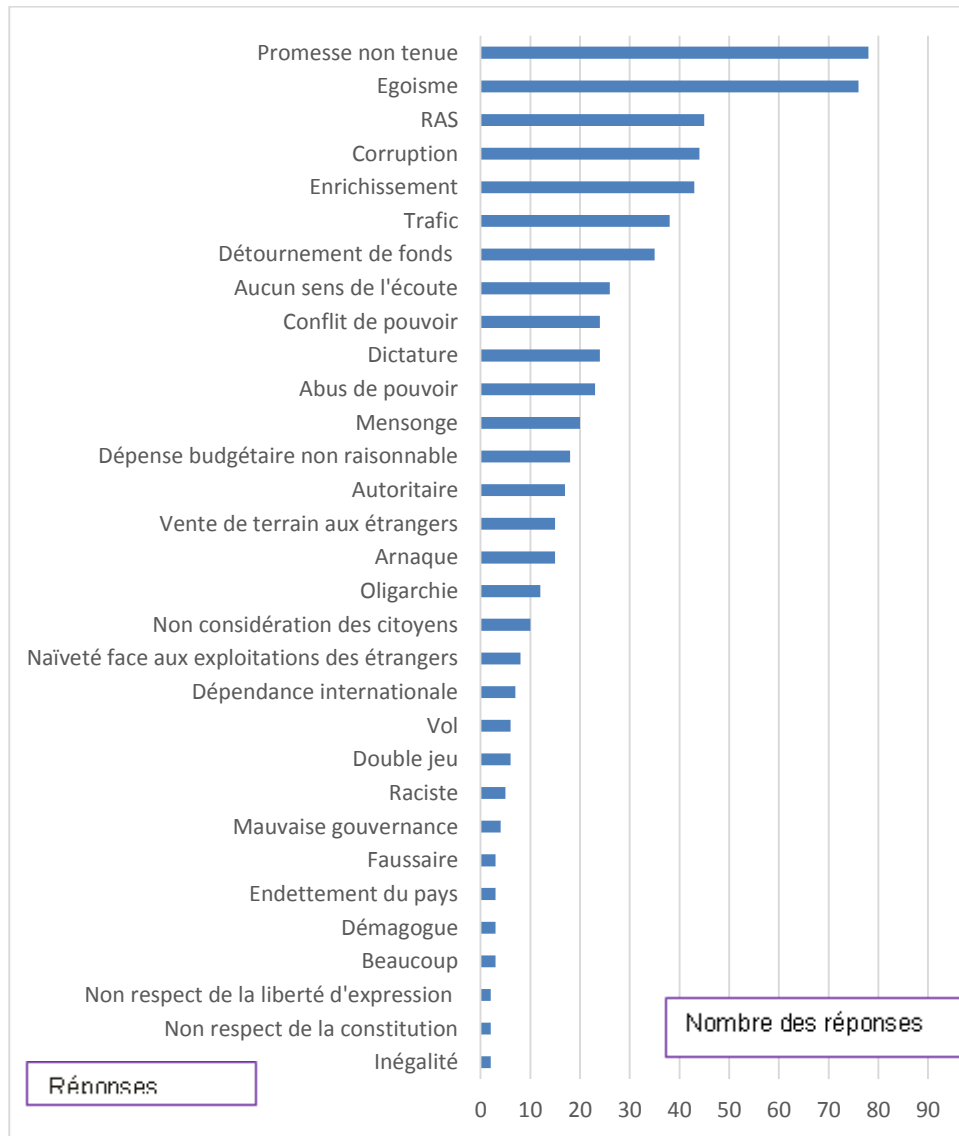
Jusqu'ici, le peuple n'a pas confiance à ses dirigeants qui ne pensent qu'à eux-mêmes, ne visent pas l'intérêt général. Pour la majorité, les dirigeants n'acceptent pas l'alternance du pouvoir. Ils n'écoutent et ne voient ni les autres, ni son peuple.

a - Pratiques douteuses des dirigeants

En invitant les concitoyens à dire les mauvaises pratiques des dirigeants, les réponses sont les suivantes : la corruption, l'abus de pouvoir, le trafic d'influence et le népotisme, la vente de terrain aux étrangers, la démagogie. Les dirigeants malgaches aiment la gloire et luttent pour le pouvoir. Ils sont égoïstes, ne cherchent que les intérêts personnels. Ils accaparent les richesses nationales et changent les lois à leur guise. Ils sont avares, cupides et éliminent systématiquement leurs adversaires politiques, etc. Le graphe 17 ci-dessous montre la catégorisation des personnes enquêtées selon les réponses qu'elles ont données à propos des pratiques douteuses des dirigeants :



Selon les enquêtés, les dirigeants entretiennent des conduites non conformes en émettant plusieurs réalisations et agissements répréhensibles et inadaptés. En effet, les mauvaises pratiques des dirigeants les plus citées lors de l'enquête sont les suivantes : non respect de la parole donnée de la part des dirigeants, égoïsme, corruption, trafic, détournement de fonds, aucun sens d'écoute, conflit de pouvoir, dictature, abus de pouvoir, mensonge, népotisme, démagogie. 87,5 % des citoyens interviewés ont donné ces réponses. Les 12,6% restants n'ont pas répondu.



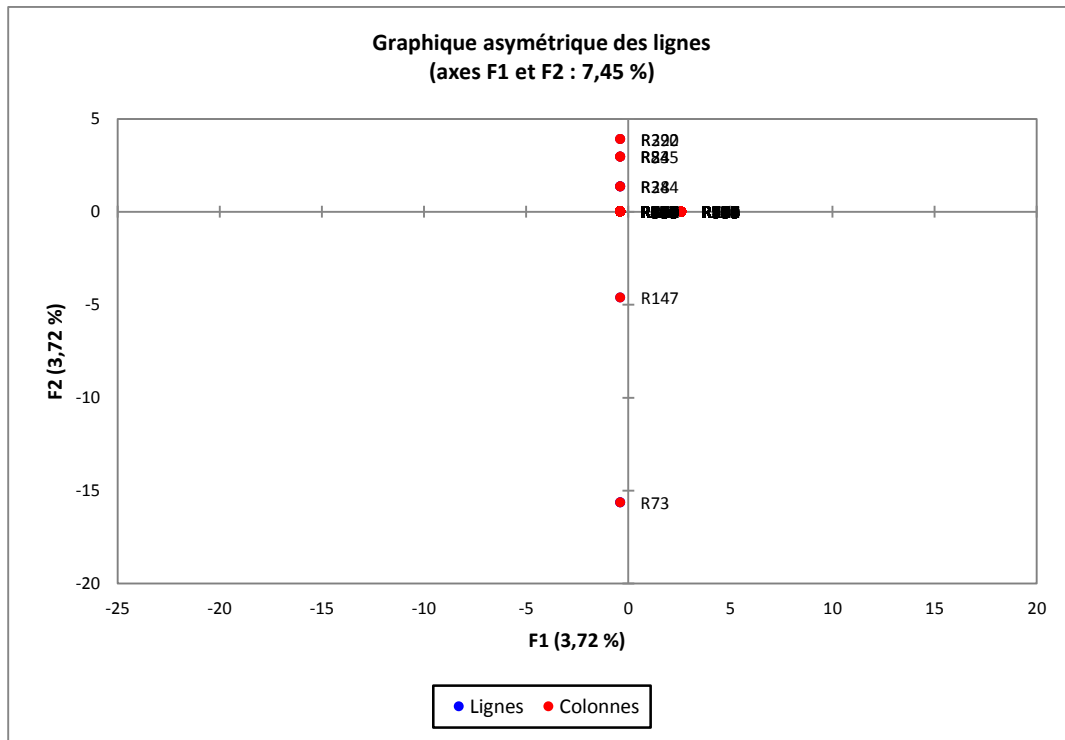
Graphe 18 : Avis sur les mauvaises pratiques des dirigeants

Source : Auteur, 2017

D'après les opinions des individus lors de l'enquête, certains dirigeants deviennent milliardaires après quelques années au pouvoir. Ils pensent uniquement à gagner de l'argent et oublient facilement leur promesse (projet). Ils améliorent seulement leur vie et celle de leur famille. Ils ont des comptes à l'extérieur pour assurer leur vie après mandat. Ils se croient au-dessus de la loi. Ils ne présentent aucun sens de l'écoute, ni d'entraide pour son peuple.

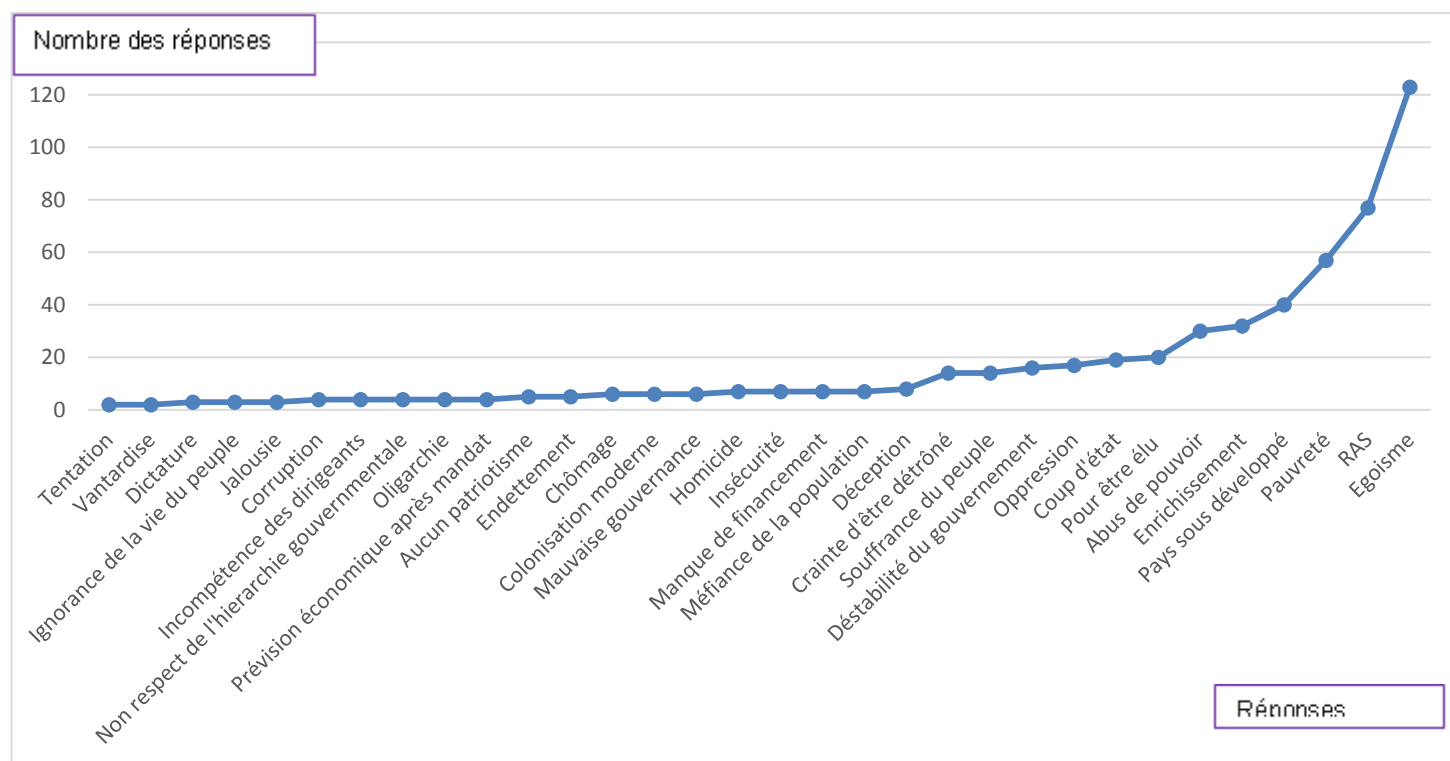
b - Raisons et conséquences des mauvaises pratiques

Selon les concitoyens interviewés, les raisons de ces mauvaises pratiques de la part des dirigeants sont multiples. Ils ont cité la tentation, la récupération du capital investi lors de la propagande, incompetence des dirigeants, prévision économique après mandat, mauvaise gouvernance, manque d'initiative, égoïsme. Le graphe n°19 suivant représente les proportions des individus sur ce propos ainsi qu'aux conséquences des mauvaises pratiques.



Graphe 19. Opinion sur les raisons et conséquences des mauvaises pratiques des dirigeants
Source : auteur, 2017

La pauvreté de la population qui devient de plus en plus amplifiée est la première conséquence des mauvaises pratiques des dirigeants, ensuite l'oligarchie qui gagne de plus en plus de terrain, sans parler de la corruption, la non-transparence, le non-respect de la hiérarchisation du gouvernement, la violation de la loi, la prédominance de l'inégalité dans la société, le coup d'Etat, l'oppression, l'homicide, le tribalisme, l'insécurité, l'augmentation du taux de chômage. Ce ne sont que les conséquences majeures des incompetences des dirigeants.



Graphe 20. Raisons et conséquences des mauvaises pratiques

Source : Auteur, 2017

II.3 DISCUSSIONS

Le SeFaFi souligne dans son communiqué du 03 septembre 2010 que les politiciens malgaches n'ont cessé de donner au pays et au reste du monde le spectacle désolant de leur incompétence, de leur ambition immodérée et de leur rapacité financière. Il ne se passe pas d'année sans que n'éclatent un ou plusieurs scandales majeurs, qui mettent en cause les plus hauts dirigeants. Et ces délits se ramènent toujours à l'appropriation personnelle de l'argent public, par ceux qui ont la responsabilité de le gérer au nom des citoyens et pour le bien de la nation (SeFaFi, 2010).

II.3.1 DIRIGEANTS SANS REELS PROJETS DE DEVELOPPEMENT

Le président de la République, lors de son mandat, est sensé avoir et faire appliquer son programme politique dans tous les secteurs de la vie nationale. Mais depuis notre Indépendance, Madagascar assiste à une absence de politique socio-économique, réfléchie, adaptée et cohérente⁹³. Or, pour s'en sortir, le gouvernement a le devoir de préparer, et exécuter, un plan de développement détaillé⁹⁴. Ainsi, la mise en œuvre de la PGE, est la meilleure façon de guérir ce pays complètement malade⁹⁵.

II.3.1.1 VISION ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DES DIRIGEANTS SUCCESSIFS

Il est impossible de parler de vision et stratégies de développement des dirigeants sans connaître les dirigeants en question. Le graphe 1 expose le degré de connaissance des citoyens de leurs dirigeants depuis l'Indépendance. Le graphe 2 présente les opinions en pourcentage. Il est constaté que avant d'exercer le pouvoir, les dirigeants ne disposaient pas encore de réel projet de développement, comme le DSRP ou le MAP, ces plans de développement n'ont été élaborés qu'après plusieurs années de la prise de fonction du président. Le graphe 3 présente les visions, objectifs, plans d'actions et stratégies de développement des dirigeants successifs. Sa mise en œuvre n'a été possible que très tard. Le tableau 3 cite les dirigeants successifs ainsi que leurs principales réalisations. Les changements prônés par ces plans de développement n'ont pu

⁹³ Mis à part le programme idéologique et irréaliste du Livre rouge de Ratsiraka en 1975, aucun projet sérieux n'a été présenté par les candidats successifs aux élections présidentielles qui, une fois élus, se contentent d'improviser. Sur le plan politique, ils se hâtent de former un parti attrape-tout, sans base ni structure, et peuplés d'opportunistes, pour succéder à celui du régime précédent : AREMA, UNDD, TIM, aujourd'hui HVM. La même démarche prévaut dans le domaine économique.

« Les dysfonctionnements de l'Etat », communiqué du SeFaFi, 07 Février 2015.

⁹⁴ La PGE, concoctée conjointement le Président et le PM, doit être le reflet des projets développés par le Président durant sa campagne de propagande, et le Premier ministre a le devoir de le présenter au Parlement.

L'article 66 de la Constitution précise qu'en Conseil de Gouvernement, la premier ministre fixe le programme de mise en œuvre de la politique générale de l'Etat et arrête les mesures à prendre pour en assurer l'exécution.

Marc A, MADAGASCAR laza n° 2844, du mercredi 07 mai 2014, p. 3.

⁹⁵ Il a derrière son dos le respect de l'Etat de droit, la lutte contre la corruption et l'insécurité, la lutte contre la pauvreté, la lutte contre l'inégalité sociale, le respect des droits fondamentaux de l'Homme, la quête de l'unité nationale.

être appréciables que dans un délai à long terme. Pourtant, sans plan de développement, le dirigeant ne fait que tâtonner pour la direction de la vie de la nation. Ce manque de réel plan reflète le caractère opportuniste des dirigeants car ils choisissent au hasard les actions de développement à mettre en œuvre mais aussi la non préparation à exercer le pouvoir pousse les dirigeants à dévier de ses véritables rôle et fonction.

II.3.1.2 GRANDS PROJETS OU PARTICULARITES DES DIRIGEANTS SUCCESSIFS

Le peuple attend du concret quant à l'exécution de la politique de développement initiée par le Chef d'Etat. Ainsi, chaque dirigeant a son projet respectif dont le peuple malagasy se souvient. Les projets permettent la promotion des activités productrices et rémunératrices en faveur des plus pauvres et de l'économie nationale. La durée du mandat de chaque dirigeant est déterminante pour identifier l'envergure des projets qu'ils ont réalisés dans le pays. C'est pourquoi le Président Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana dominent dans le classement des projets les plus cités par les enquêtés. Le tableau 4 présente les grands projets ou particularités des dirigeants successifs. Il cite les dirigeants successifs et leurs principaux projets établis. Mais les projets sont souvent vite abandonnés ou changés à cause du changement souvent de régime. Les projets à long terme sont ainsi difficilement réalisables à cause des interruptions prématurées de mandat.

II.3.2 QUALITES D'UN BON DIRIGEANT

Il est temps pour nos dirigeants de multiplier les efforts et de redresser les torts auxquels ils ont eux-mêmes contribué car le développement, le peuple malgache sont en quête des dirigeants qui osent s'engager pour une vision, sans chercher de contrepartie.

II.3.2.1 REPETITION DES ERREURS

Apurer les comptes du passé constitue une tâche prioritaire pour le régime en place⁹⁶. Au regard des années passées, il faut constater en premier lieu la permanence des pratiques délictueuses de la part des dirigeants. Le graphe 5 cite les erreurs et le graphe 4 présente la répétition des opinions des concitoyens concernant les erreurs répétées des dirigeants. La succession de reniements de la part des hauts responsables, les changements d'allégeance politique, les alliances contre nature qui se font et se défont au gré des humeurs et des avantages personnels, tout cela démontre à l'évidence qu'il y a anomalie⁹⁷. L'instabilité politique, économique et sociale, devenue chronique à Madagascar, tire son origine de la

⁹⁶La crise de 2009 signe l'échec de l'ensemble de la classe politique malgache.

⁹⁷« Tourmente populaire et confusion politique », communiqué du SeFaFi, 31 Décembre 2009

théorie et de la pratique du pouvoir d'Etat⁹⁸. « Un pouvoir a été renversé, un autre l'a remplacé »⁹⁹. Et les élections, qui marquent la fin de la Transition de 2009, ne signent pas la fin de la crise. Le concept ambigu de « chef suprême des forces armées » accolé au président de la République a été à l'origine de dérives évidentes, et de l'utilisation des forces armées à des fins politiques. La raison en est la confusion entre la protection de l'institution présidentielle et celle de la personne assurant la fonction.

Refaire les mêmes erreurs que les aînés ont faites est un péché mortel. Le tableau 5 et le graphe 5 citent les erreurs répétées par les dirigeants et présentent des corrections. Le graphe 4 expose la possibilité d'apprentissage et la répétition des erreurs. Le communiqué du SeFaFi du 18 Juillet 2014 dénonce que l'essentiel du pouvoir est concentré entre les mains des proches du Président qui constituent également le noyau du parti présidentiel HVM. Toutes les Républiques successives et les dirigeants successifs, dont aucun n'a achevé son parcours politique dans l'honneur et l'intégrité, les épisodes de crise profonde dévoilent un travers bien ancré dans notre société : le non respect généralisé de la parole donnée. Les Présidents successifs ont tour à tour promis monts et merveilles, déchaînant l'enthousiasme des foules sur l'ensemble du pays. Aucun d'eux n'a tenu parole, chacun s'est vu congédié par des citoyens déçus et frustrés (SeFaFi, 2010).

II.3.2.2 APPRENTISSAGE SUR LES ERREURS

S'engager en politique consiste à vouloir le bien commun du pays et de ses habitants. Voilà pourquoi la collectivité confie le pouvoir à des représentants chargés d'agir en son nom pour le bien de tous : le *fokonolona* au chef de *Fokontany*, la commune au maire, la région ou la province à leurs dirigeants respectifs, et le pays entier au président de la République et au gouvernement¹⁰⁰. Alors, les bons dirigeants reconnaissent leurs maladresses et sont prêts à réparer les erreurs commises car les erreurs apprennent à mieux faire la prochaine fois. Pourtant, le graphe 6 montre que « Non », les dirigeants n'apprennent pas des leçons sur les erreurs des prédécesseurs. Les dirigeants refont les mêmes erreurs et n'apportent aucune amélioration vis-à-vis des fautes déjà commises par leur prédécesseur. Les citoyens enquêtés ont avancé les fautes déjà commises par les dirigeants précédents, les prédécesseurs refont les mêmes erreurs. Certes, tout dirigeant doit être capable de profiter des erreurs autant que du succès des aînés, tout en respectant la liberté d'expression et ses engagements. Le tableau 6 présente deux

⁹⁸« Les pratiques politiques et les moyens d'accéder au pouvoir depuis 1972 », communiqué du SeFaFi, 17 Février 2009

⁹⁹Madagascar est malheureusement coutumier de ce phénomène depuis la fin de la Première République en 1972. « Pour un retour à la sagesse politique », communiqué du SeFaFi, 16 Juin 2009.

¹⁰⁰Communiqué du SeFaFi du 20 Août 2016.

groupes de réponses exposant les conséquences des erreurs répétées par les dirigeants. Ce tableau cite les avis négatifs et les conséquences positives du changement des dirigeants. Le graphe 7 montre les conséquences et l'avis des citoyens sur la possibilité d'apprendre sur les erreurs des prédécesseurs. Un bon dirigeant est capable de définir le problème à résoudre, d'identifier les craintes et préoccupations de son peuple, et également d'inciter ses concitoyens à être responsables et de se respecter. Il est également capable de se mettre au-dessus des conflits politiques et raisonne toujours en fonction du devenir de son pays. Echouer après s'être donné à fond est une chose, espérer réussir à coups de bluff en est une autre. Une des vérités des moments tragiques montre que même les pires moments de la vie, comme la mort, nous apprennent quelque chose qui nous permettra de progresser, même si nous ne comprenons pas immédiatement la leçon (Marshall, 2011). Les bons dirigeants ne se laissent pas abattre et apprennent à leur peuple que pour réussir, il faut être capable d'encaisser des coups durs car encaisser des coups est en soi une formation.

II.3.3 LA POLITIQUE : UNE PRATIQUE NEGATIVE

La politique est souvent confondue à la politique politicienne à Madagascar. Etre politicien est toujours mal perçu et associé à la trahison, à l'escroquerie, à l'abus de pouvoir.

II.3.3.1 MAUVAIS IMAGES ENVERS LES CITOYENS

Tout dirigeant doit se poser obligatoirement la question : « Mon but est-il véritablement de diriger ? », car il n'est de jour que les médias n'étalent les turpitudes de la classe politique¹⁰¹. Le graphe 9 dévoile le sens, généralement négatif, du mot « dirigeant » pour les citoyens. Dans le graphe 8, les concitoyens citent les faiblesses des dirigeants, la mauvaise image des dirigeants envers ses concitoyens. Les concitoyens constatent que les dirigeants négligent le respect de la parole donnée, 84,3 % des enquêtés pour les dirigeants successifs et 90,6 % des interviewés pour les dirigeants actuels. Par rapport à ces chiffres, le jugement des citoyens est de plus en plus dur, en parlant des dirigeants et de leur responsabilité. Effectivement, le peuple vit dans la peur, la colère et le découragement, à cause de la misère, de l'insécurité, de la corruption, des détournements de fonds publics par certains dirigeants, de l'impunité et de la conduite, de l'abus de pouvoir, du népotisme ou encore d'autres comportements servant le propre intérêt de certains dirigeants. Le tableau 7 récapitule les qualificatifs (positifs et négatifs) des dirigeants : qualités morales, qualités intellectuelles et qualités psychologiques. En parlant de la protection de l'Etat de droit, le SeFaFi confirme que :

¹⁰¹Nos dirigeants apprécient le pouvoir, sans exactement se poser des questions sur le rôle qu'ils jouent au niveau de la société, de son pays. La plupart ne saisissent qu'il s'agit d'une décision, d'un fardeau. Cette décision est tout aussi sérieuse que celle de fonder une famille. Et ils doivent se demander s'ils sont prêts à prendre la responsabilité qui en découle.

« L'indépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir politique est essentielle. Cette indépendance ne concerne pas seulement le juge judiciaire, le plus connu par les Malgaches, mais aussi le juge administratif et surtout le juge constitutionnel. »¹⁰². Elle est liée à la notion de qualité de la justice. Et la meilleure indépendance est celle qui s'affirme par la qualité des jugements. Ce ne sont ni les manœuvres des politiciens ni la force des militaires qui légitiment le pouvoir de l'Etat, mais le libre choix des citoyens (SeFaFi, 2010). Les Malgaches constatent que des limites ont été dépassés, que les dirigeants outrepassent leur compétence et abusent de leur pouvoir¹⁰³.

L'image des dirigeants par rapport à la population est substantielle. Elle formera un facteur de succès sur tout ce que le leader mettra en place tout au long de son mandat. En effet, même si, la population malgache émet instinctivement des critiques correctives ou non, elles constitueront l'image des dirigeants au pouvoir dans leurs têtes.

II.3.3.2 POSSIBILITE DE CORRIGER LES DIRIGEANTS

Le bon sens est très souvent oublié par ceux qui arrivent au pouvoir. Etant dirigeants, leur code de conduite consiste à être sympathique et respectueux envers les autres. Ils améliorent la perception de soi, montrent le respect qu'ils éprouvent pour les autres et pour eux-mêmes. Le graphe 10 montre que « Oui », il est possible de corriger les dirigeants. Le graphe 11 classe les opinions des concitoyens sur la possibilité de la correction. Le graphe 12 cite les possibilités pour pouvoir corriger les dirigeants. En effet, le rôle d'un dirigeant est de convaincre leurs collaborateurs du bien fondé de leurs décisions et de les rallier à leur point de vue car il est possible, même normale, si des collaborateurs ou subordonnés refusent de faire, d'appliquer ce qu'ils disent, au moment où ils dépassent les limites ou abusent de leur pouvoir (Schutz, 2006). Un bon dirigeant assimile les feedbacks. Il ne se contente pas de donner des ordres car il doit obtenir la confiance de son équipe et gagner l'adhésion de la majorité. Il réduit les comportements centrés sur les tâches et augmente les comportements centrés sur la relation (Blanchard, 1993).

Tout dirigeant qui se respecte doit accepter l'épreuve des urnes (SeFaFi, 2010). Et les candidats doivent apprendre à se respecter, car après les élections, tout le monde doit vivre en harmonie en acceptant l'existence de l'autre. Tous ceux qui sont au pouvoir doivent être capables d'accepter ses propres contre-pouvoirs, être toujours conscients qu'ils ne le sont pas pour un mandat indéterminé, et qu'ils doivent à un rythme régulier, remettre en jeu leur mandat, à

¹⁰²Communiqué du SeFaFi du 29 Octobre 2009.

¹⁰³Le partage du pouvoir est considéré comme une chose normale, tel un gâteau que quelques privilégiés s'estimeraient en droit de se répartir entre eux.

« Sortir de l'impasse », communiqué du SeFaFi, 13 Décembre 2009

travers les prochaines élections. La réélection n'est pas automatique. S'ils veulent être réélus, ils doivent rendre des comptes concernant le mandat qu'on leur avait déjà confié. Un employeur est en droit de licencier un ouvrier qui ne fait pas son travail, un contrat dont les clauses ne sont pas respectées peut être rompu¹⁰⁴. Les électeurs de par leur bulletin de vote peuvent sanctionner l' élu. Les citoyens jugeront, s'ils méritent de garder la fonction qu'on leur a confiée.

II.3.4 PRATIQUES POLITIQUES INDESIRABLES

Il faut reconnaître que les cinquante-huit ans d'indépendance écoulés laissent un goût amer. L'euphorie qui a accompagné la proclamation de l'indépendance s'est muée en tristesse et en nostalgie, les espoirs en déception et en doute (SeFaFi, 2010). Les raisons de cet échec massif et continu semblent bien relever de deux ordres : les dispositions institutionnelles et les pratiques du pouvoir¹⁰⁵.

II.3.4.1 NON RESPECT DE LA PAROLE DONNEE ET L'ETAT DE DROIT

Les concitoyens remarquent que les dirigeants ne tiennent pas les paroles qu'ils ont données. Le tableau 8 montre que « Non », les dirigeants ne respectent pas leurs paroles. Les enquêtés ont donné des exemples pour appuyer leurs avis sur ce propos. Le graphe 14 montre les paroles non tenues par les dirigeants successifs et les graphes 15 et 16 présentent les paroles non respectées par les dirigeants actuels. Le graphe 13 évoque les raisons de ce non respect. Cette circonstance détruit la confiance qu'avait le peuple à l'endroit de ses gouvernants. Les dirigeants ne respectent pas leur parole, nombreuses sont les causes de ce non-respect mais d'une manière générale c'est toujours pour arriver à une fin personnelle. Les Malgaches n'ont plus confiance aux belles paroles données lors de la propagande car les campagnes électorales servent d'habitude de théâtre d'exposition de nombreux bons projets afin d'appâter les électeurs mais la concrétisation reste à la fin de mandat ou n'existe même pas du tout.

Les dirigeants affichent une conduite inappropriée par le non respect de leurs promesses. L'habitude des dirigeants de mentir et de piétiner leur parole est l'une des raisons majeures du

¹⁰⁴ Communiqué du SeFaFi du 20 Août 2016.

¹⁰⁵ Du point de vue institutionnel, les régimes successifs ont tout fait pour renforcer le pouvoir des dirigeants, et exclure toute alternance. Le moyen le plus radical fut de s'en prendre à la Constitution. Les présidents successifs ont tous imposé les changements constitutionnels qui leur convenaient : soit en proposant des institutions transitoires comme en 1972 et en 1991, soit en élaborant des textes nouveaux comme en 1975 et en 1992, soit en procédant à des modifications de convenance comme en 1994, 1998, 2007 et 2009.

La monopolisation du pouvoir s'est traduite par la création d'un parti unique ou dominant, qui a permis de distribuer les postes juteux aux hommes liges. Ainsi, à l'instar du PSD et de l'AREMA, le TIM s'est-il arrogé la quasi-totalité des sièges des sénateurs, des députés, des chefs de régions et des membres des assemblées régionales, ainsi que des maires et des conseillers municipaux.

« Les pratiques politiques et les moyens d'accéder au pouvoir depuis 1972 », communiqué du SeFaFi, 17 Février 2009

désastre qui affecte le pays depuis plus d'un demi-siècle d'indépendance¹⁰⁶. Il n'y a plus ni fidélité à la parole donnée, ni sens de l'honneur, ni respect de soi-même¹⁰⁷. Certains observateurs constatent que les rivalités et les divisions s'affichent, l'indifférence des élus à l'intérêt général est de notoriété publique. Sans oublier que les hommes politiques en charge du bien commun sont élus sur un programme qui légitime leur pouvoir¹⁰⁸, et donc sur leurs promesses électorales.

Le retour et le respect de l'Etat de droit est, aussi, la meilleure voie pour que le pays puisse revenir sur le chemin de la croissance. Et pour éradiquer la culture de l'impunité, pour renforcer l'éthique, dans toutes les institutions étatiques, il importe de mettre en place une commission d'enquête et de discipline, chargée de déterminer le degré d'infractions et les sanctions y afférentes, car sans respect des lois, il n'y a ni État ni vraie liberté. Les dirigeants ne doivent pas se comporter comme des personnes au-dessus de la loi, car c'est ainsi qu'ils arrivent à asseoir l'autorité de l'Etat.

II.3.4.2 DES PRATIQUES DOUTEUSES ET INCONVENABLES

Depuis son indépendance en 1960, Madagascar a connu plusieurs crises politiques (1972, 1992, 2002 et 2009)¹⁰⁹. L'instabilité gouvernementale et le problème récurrent de la corruption (Madagascar est 145e sur 176 au classement de Transparency International) n'encouragent pas les investissements et participent grandement aux difficultés économiques du pays¹¹⁰. A chaque fois qu'un décollage de la croissance s'est amorcé, une crise politique majeure est apparue et a mis un terme à la dynamique enclenchée¹¹¹. Les régimes successifs ont fait du bruit sur tous genres de trafic ainsi que les détournements de deniers publics. La mauvaise gouvernance, marquée particulièrement par les gabegies, affecte le social et l'économie Malgache. Certains dirigeants n'ont pas suffisamment de force pour maîtriser leur caprice, les pressions des entourages, et oublient leurs engagements¹¹². Le respect, la gloire et

¹⁰⁶ Mais comme c'est souvent le cas à Madagascar, l'écart est énorme entre les textes écrits et la pratique sur terrain—un écart entretenu, semble-t-il, par les détenteurs du pouvoir (politiciens, administrateurs, bailleurs de fonds...) pour mieux maîtriser la masse.

« Les élections de 2013 : une opportunité à ne pas manquer », communiqué du SeFaFi, 13 Septembre 2013.

¹⁰⁷ « Tourmente populaire et confusion politique », communiqué du SeFaFi, 31 Décembre 2009

¹⁰⁸ Ils prennent ainsi les décisions au nom des citoyens.

¹⁰⁹ <http://blog.selfrance.org/madagascar-comprendre-pauvrete>, consulté en mars 2018

¹¹⁰ <https://www.transparency.org/country/MDG>, consulté en mars 2018

¹¹¹ <http://blog.selfrance.org/madagascar-comprendre-pauvrete>, consulté en mars 2018

¹¹² « Les pires habitudes sont de retour : clientélisme, népotisme, corruption, etc. Les abus de pouvoir sont quotidiens et le laisser-aller, général. L'usage abusif des deniers publics continue ».

Http : //sefafi.mg/fr/posts/sortir-de-limpasse, consulté en octobre 2017

les différents profits les accablent¹¹³. Et les mauvaises pratiques sont devenues des maladies qui rongent toute la société. Le graphe 17 montre les pratiques et le graphe 18 catégorise les individus selon leur avis sur les pratiques des dirigeants. Jusqu'ici, les dirigeants abusent de pouvoir qu'ils possèdent, pratiquent l'oppression, l'oligarchie, la corruption, la non considération de certaines classes sociales, la dictature, l'endettement, la violation des lois.

A cause des crises, des hommes et des femmes sont morts, des familles sont déchirées, exilées, d'autres ont été emprisonnées arbitrairement, certains ont été spoliés de leur bien et des innocents sans appartenance politique ont été victimes sous toutes les formes. Le graphe 19 catégorise les opinions des concitoyens sur les raisons et conséquences des mauvaises pratiques des dirigeants. Le graphe 20 cite les raisons et conséquences des mauvaises pratiques. Certes, la refondation implique une institution forte, mais ce n'est pas une raison pour détourner la liberté et empêcher l'épanouissement des concitoyens. Bett Bruen, Conseiller en Communication et aux Affaires Culturelles de l'Ambassade des Etats-Unis, dénonce l'inexistence d'une liberté de presse à Madagascar en disant « la presse malgache muséifiée par le régime ... »¹¹⁴. Les dirigeants doivent laisser un espace libre dans lequel tout le monde peut s'exprimer.

Depuis toujours, les politiciens n'ont cessé de se diviser et de se regrouper en d'obscures et éphémères alliances. La classe politique sans exception y a perdu le peu de crédibilité qui lui restait¹¹⁵. Les institutions censées jouer le rôle de contre-pouvoir se détournent de leurs véritables missions. L'Assemblée nationale se fait plutôt l'avocat de l'exécutif, si elle ne se vend au plus offrant, et souffle ainsi le chaud et le froid¹¹⁶. Le mode opératoire des hommes politiques est de s'imposer par la force ou par des élections truquées, ils détournent à leur profit les ressources de l'État (impôts des citoyens et des entreprises, droits de douane et aides extérieures)¹¹⁷. Le suffrage universel direct sert à conforter le pouvoir (personnel¹¹⁸) dans la mesure où il exprime non un choix pour un programme politique ou un modèle de société mais

¹¹³Le cortège, les sifflets et sirène sont quelques uns des intérêts qui poussent certains d'entre eux à s'y accrocher. Il y a ceux qui refusent de passer le pouvoir, nombreux sont ceux qui adore le pouvoir, ce ne sont pas moins nombreux ceux qui cherchent à tout prix la gouvernance.

Dans Lakroa n'i Madagasikara, le 09 mars 2014.

¹¹⁴Journal Midi Madagasikara n° 9053, paru le 30 mai 2013.

¹¹⁵Journal L'OBSERVATEUR n° 1060, paru le 18 avril 2014.

¹¹⁶Communiqué du SeFaFi du 17 Septembre 2016.

¹¹⁷Communiqué du SeFaFi du 31 Décembre 2011.

¹¹⁸ Le communiqué du SeFaFi, datant du 17 Février 2009 remarque que : « Une fois acquis, le pouvoir ne saurait être partagé. Le pouvoir exécutif lui-même, bien que bicéphale, est organisé en fonction des seules volontés du Président, le Premier Ministre et les Ministres étant réduits au statut de simples exécutants, se gardant de prendre une décision qui déplairait au grand chef. L'exécutif réduit alors le législatif à n'être que des chambres d'enregistrement et le judiciaire est trop rarement indépendant. »

un choix sur une « personne » qui promet le changement, sans que ledit changement soit défini clairement.

Au regard des années passées, il faut constater la permanence des pratiques délictueuses de la part de la classe politique. Le communiqué du SeFaFi du 19 Février 2010 précise que le phénomène ne se limite pas à quelques individus, il caractérise le comportement de la très grande majorité des hommes politiques - pas tous, il est vrai, on y rencontre de belles exceptions. L'implication des dirigeants dans des affaires louches, la corruption, les trafics de tout genre, leur soif du pouvoir veulent dire qu'ils sont égoïstes, narcissiques et friands et ne voient que leur personne. La raison d'être du politicien, en charge du bien commun de la nation, se voit ainsi contestée, voire niée.

CONCLUSION PARTIELLE

L'hypothèse 1 est vérifiée car les concitoyens sont capables de citer les dirigeants qui se sont succédé depuis l'indépendance, leurs plans et stratégies de développement, leurs projets réalisés et leurs particularités. Cette vérification conduit aux réflexions suivantes :

- la volonté du dirigeant de changer contribue dans la promotion du développement, mais exige l'implication de tous ;
- s'attaquer à l'extrême pauvreté, assainir l'exploitation des ressources nationales, assurer la sécurité des biens et des personnes, promouvoir l'emploi surtout chez les jeunes, scolariser les enfants obligés de quitter l'école, faciliter l'accès aux soins médicaux ... nécessitent non seulement une volonté, mais impliquent surtout le changement de comportement et de pratiques de la part des dirigeants.

L'hypothèse 2 est également vérifiée car les concitoyens sont conscients que les dirigeants répètent les erreurs de leurs prédécesseurs. Ils constatent que :

- vues les crises successives, la refondation dureront encore de longues années ;
- les responsabilités du passé sont celles de tous, et les espérances de l'avenir sont à assumer par tous ;
- le dialogue et la réconciliation doivent s'imposer pour restaurer la stabilité.

L'hypothèse 3 est encore vérifiée car les dirigeants ont une mauvaise image à l'égard de ses concitoyens mais il est possible de les corriger. En effet, la nation malgache doit reposer sur des bases solides, en vue d'une reconstruction et d'une réconciliation à long terme. Pour y arriver, les Malgaches souhaitent :

- que les dirigeants n'instrumentalisent plus les Eglises ;
- qu'ils n'appellent les entités traditionnelles comme les *Tangalamena* à la rescousse pour soutenir le pouvoir dès que celui-ci rencontre des contestations ;
- qu'ils ne suscitent plus des associations parallèles, dès que la société civile fait preuve d'indépendance d'esprit.

L'hypothèse 4 est vérifiée car les citoyens enquêtés remarquent que les dirigeants ont de douteuses et inconvenables pratiques. Alors, les Malgaches sont à la recherche de dirigeants qui adoptent des valeurs comme éthique et morale, porteurs de nouvelle culture et de nouvelles pratiques. Et pour convaincre la population de suivre ces dirigeants, il faut empêcher l'expression des points de vue opposés. Il faut ensuite renforcer la bonne gouvernance, fortifier la structure étatique et élever, un peu plus haut que son niveau actuel, le débat. C'est sur cette base qu'on va rendre effective l'autorité de l'Etat. Cette partie permet de constater l'incapacité grandissante des dirigeants.

III - GOUVERNANCE DES AFFAIRES NATIONALES

INTRODUCTION

John Fitzgerald Kennedy, dans son discours d'investiture en 1961, a fait une déclaration : « Ne demande pas ce que ton pays peut faire pour toi, demande ce que tu peux faire pour ton pays ». Cette déclaration nous fait comprendre que le développement que nous devons chercher est un développement qui ne dépend ni uniquement du PIB, ni uniquement des richesses et ressources naturelles du pays, mais surtout des valeurs. La volonté de changer ne suffit pas, elle implique entre autres le changement de comportement et de mentalité, la quête d'une bonne conduite et de moralité.

En se basant sur le seuil national de la pauvreté, près de 75% des Malgaches sont pauvres en 2010¹¹⁹, et il est estimé, souligne la Banque mondiale (2015), que près de 60% de la population sont extrêmement pauvres¹²⁰. Et Madagascar compte parmi les rares pays dont le PIB réel par habitant était inférieur en 2010 à son niveau de 1960 (Osborne, 2014). « Au niveau international, la position de Madagascar s'est dégradée depuis le début de 2010 avec 82.4% de la population vivant au-dessous de 1,25 dollar par jour en 2010. Et 92,8% en dessous de 2 dollars par jour. » (World bank, 2015). Ce sont les jeunes de moins de 30 ans qui sont les premières victimes de cette pauvreté extrême. D'après les études faites, le manque de croissance a causé ce déclin de la situation de la population. De plus, la monnaie malgache perd sa valeur. Le mardi 07 Mai 2014, à titre d'exemple, sur le Marché Interbancaire des Devises, l'Euro s'échangeait à 3.216,97 MGA et le Dollar à 2.306,11 MGA. L'an dernier, à la même date, ils s'échangeaient respectivement à 2.854,23 MGA et 2.177,78 MGA¹²¹. Cette dépréciation va continuer et pourra encore s'amplifier avec la relance de l'économie, car la demande de devises augmentera proportionnellement avec l'accroissement des importations liées à cette relance. Mais il est possible d'inverser la tendance par une relance de l'exportation et un suivi des rapatriements de devises, une reprise des décaissements sur projets avec les bailleurs de fonds ou encore une rentrée de capitaux étrangers à travers les investissements directs étrangers, une fois que Madagascar sera de nouveau attractive pour les investisseurs. Il faut reconnaître les difficultés que le pays connaît depuis des décennies. Il y a quatre fois plus de pauvres à Madagascar en 2013 qu'il n'y en avait en 1960¹²². 80% des actifs n'ont accès à

¹¹⁹Ce qui correspond à 16 millions de personnes.

¹²⁰Sur la base d'une méthodologie se référant à une exigence calorifique alimentaire de 2 133 calories par jour par personne.

¹²¹ Le journal MADAGASCAR laza n° 2844, paru le 07 mai 2014, cite : « Une analyse précise que la diminution des offres de devises sur le MID pourrait être la conséquence d'une baisse du volume des exportations, liée aux effets de la crise de 2009, ou résulter du blocage des appuis budgétaires provenant des bailleurs de fonds tout comme le manque de confiance des opérateurs économiques et les fuites illicites de devises vers l'extérieur. ».

¹²²Journal Midi Madagasikara n° 9084, du 06 juillet 2013.

aucune couverture sociale et moins de 20% des personnes du troisième âge seulement bénéficient de retraite ou de pension de vieillesse¹²³.

La situation actuelle nous invite à réfléchir sur notre « raison d'être ». Qu'est-ce que nous faisons et nous voulons faire pour ce pays ? Pour qui luttons-nous ? Avons-nous des valeurs et des principes de travail à respecter ? Nous espérons que l'après crise de la Grande île sera un redressement sur le plan économique. Et l'Etat ne peut faire la sourde oreille car Madagascar mérite de se relever. Mais est-il capable d'instaurer la bonne gouvernance, la transparence et le refus à la corruption car ils constituent trois principaux changements de pratiques, promoteurs de développement.

Des réalités contradictoires sont constatées. En 2013, un Malgache sur deux est dans une situation d'extrême pauvreté¹²⁴. Alors qu'une personne pauvre n'est pas libre, ne peut pas s'épanouir, donc elle n'est jamais catalyseur du développement¹²⁵. Ses valeurs humaines et sociales sont souvent bafouées, même si la Charte des Nations Unies s'engageait à « favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus ample ». Dans le monde politique, certains politiciens réapparaissent après des années de silence, par manque de « relève » ou par « soif d'un éternel règne sans partage ». Les dirigeants sont riches, tout leur est permis. Ils sont intouchables, quoi qu'ils fassent. Mais le peuple qui leur offre le pouvoir est pauvre. Les inégalités économiques, sociales, culturelles sont flagrantes. Les injustices s'aggravent, et nous paraissent plus intolérables. La corruption, pratiquée par ceux qui détiennent une place importante, maniée pour assurer le manque de salaire de la classe moyenne et garantir le pain quotidien des plus démunis par des pratiques malsaines, aggrave l'insécurité des plus pauvres. Elle appauvrit la majorité de la population, frappe leur vie de tous les jours, freine tous les systèmes, ruine le pays. Alors que tout dirigeant doit s'efforcer de laisser de bons souvenirs et héritages aux prochaines générations. La problématique est la suivante : nos concitoyens connaissent-ils le quotidien des Malgaches et des dirigeants, ainsi que la gouvernance à Madagascar ? Les questions de recherche se formulent comme suit :

- Qui est le premier responsable de la pauvreté, engendrant le non-respect des droits de l'Homme?
- Les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches convergent-ils vers ceux des dirigeants?

¹²³Journal La Nation n° 00570, paru le 08 mai 2014.

¹²⁴« Le revenu par habitant a reculé au niveau de 2003 ». Commente Haleh Bridi, country director de la BM à Madagascar.

¹²⁵Elle est loin d'être compétente et avoir une qualification, donc d'être performante.

- La gouvernance de Madagascar est-elle efficace et indépendante du reste du monde?

Ici, l'objectif global est de savoir si nos concitoyens connaissent le quotidien des Malgaches et le mode de vie des dirigeants, ainsi que la gouvernance à Madagascar. Les objectifs spécifiques sont :

- d'attester si nos concitoyens connaissent les responsables de la pauvreté à Madagascar et les droits de l'homme bafoués, à cause de la dite pauvreté ;
- de vérifier si nos concitoyens dévoilent la première préoccupation, les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches, et la première préoccupation, les souhaits, aspirations et rêves des dirigeants malgaches ;
- d'appréhender si nos concitoyens remarquent que nos dirigeants ont des problèmes quant à la gouvernance des affaires nationales (dépendance, respect et instauration de la bonne gouvernance, respect de l'Etat de droit, devoir de rendre compte).

Les hypothèses avancées sont les suivantes :

- Le dirigeant est le premier responsable de la pauvreté malgache engendrant le non-respect des droits de l'Homme ;
- Les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches convergent vers ceux des dirigeants;
- La gouvernance de Madagascar est efficace et indépendante du reste du monde.

Les résultats attendus dans cette partie sont :

- La connaissance des responsables de la pauvreté à Madagascar et les droits de l'homme bafoués, à cause de la dite pauvreté par nos concitoyens sera saisie;
- La première préoccupation, les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches, et la première préoccupation, les souhaits, aspirations et rêves des dirigeants malgaches seront dévoilés par nos concitoyens;
- Les remarques des concitoyens sur les problèmes dirigeants quant à la gouvernance des affaires nationales (dépendance, respect et instauration de la bonne gouvernance, respect de l'Etat de droit, devoir de rendre compte) seront appréhendées.

III.1 MATERIELS ET METHODES

Kennedy John Fitzgerald disait : « Il y a des gens qui voient le monde tel qu'il est et se demande pourquoi ; (...) et il y a des gens qui voient le monde tel qu'il pourrait être et qui se demande pourquoi pas ? ». Hersey et Kenneth ajoutent toutefois que les leaders qui réussissent sont ceux qui peuvent adapter leur comportement pour répondre aux exigences particuliers de leurs situations uniques (Blanchard, 1993). Cette partie approfondie l'évolution de l'état de la gouvernance Malgache durant la succession des dirigeants au pouvoir.

III.1.1 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 1 :

« Le dirigeant est le premier responsable de la pauvreté malgache engendrant le non-respect des droits de l'Homme ».

III.1.1.1 DEMARCHE ADOPTEE

Un leader est capable de choisir son image avant que quelqu'un d'autre ne lui colle une étiquette qui ne lui plaît pas. La capacité d'assumer des responsabilités est à sa portée. Ainsi, afin d'évaluer cette hypothèse, des enquêtes sont effectuées par l'intermédiaire des enquêteurs et des questionnaires préalablement établis. Les questions établies dans le questionnaire (Annexe I) se sont concentrées sur la conception de l'évolution du niveau de développement des Malgaches au cours des différentes successions au pouvoir. De ce fait, la vérification de cette hypothèse permet d'estimer comment les malgaches définissent-ils : les causes de la situation actuelle de Madagascar (pauvreté extrême), les responsabilités incombant aux différents acteurs de développement (population, dirigeants, autres), les conséquences découlant de cette défaillance/ou succès gouvernemental, ainsi que les mesures considérées comme indispensables à la restauration de la qualité de la gouvernance à Madagascar et au redressement du pays.

III.1.1.2 VARIABLES

Donc, les questions répondant à l'hypothèse 1 sont basées sur plusieurs variables :

- nom des responsables de la pauvreté ;
- groupe de réponses sur les premiers responsables de la pauvreté ;
- Droits de l'homme bafoués à cause de la pauvreté.

III.1.1.3 FINALITES

Pour la vérification de l'hypothèse 1, les finalités sont :

- un graphe qui présente les premiers responsables de la pauvreté ;
- un graphe qui catégorise les premiers responsables de la pauvreté ;
- un graphe qui présente les Droits de l'homme bafoués à cause de la pauvreté.

III.1.2 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 2 :

« Les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches convergent vers ceux des dirigeants ».

III.1.2.1 DEMARCHE ADOPTEE

Pour un dirigeant-homme d'Etat, tout développement tourne autour de la question de mentalité et de valeur. Sauver son peuple, pour lui, n'est pas seulement une responsabilité, mais un privilège¹²⁶. Etant leader, il retrouve ses manches et trouve le meilleur moyen d'inspirer, de guider et de motiver son équipe¹²⁷. Ainsi, pour la vérification de l'hypothèse 2, à travers des questions dans le questionnaire (Annexe I), il est possible de répondre si les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches convergent vers ceux des dirigeants. Grâce au questionnaire, nos concitoyens ont l'occasion d'apporter leur opinion sur les souhaits, aspirations, rêves des Malgaches et des dirigeants, et de citer ceux qui préoccupent le plus les dirigeants et les Malgaches.

III.1.2.2 VARIABLES

Pour la vérification de l'hypothèse 2, les variables sont :

- oui ou non, les souhaits, aspirations, rêves des dirigeants et des Malgaches se convergent ;
- souhaits, aspirations, rêves des Malgaches ;
- problèmes fondamentaux des dirigeants ;
- préoccupations des Malgaches ;
- groupe de réponses sur les préoccupations des Malgaches ;
- groupe de réponses sur les problèmes fondamentaux des dirigeants.

III.1.2.3 FINALITES

Pour la vérification de l'hypothèse 2, les finalités sont :

- un graphe montrant si oui ou non, les souhaits, aspiration, rêves des dirigeants et des Malgaches se convergent ;
- un graphe montrant les souhaits, aspiration, rêves des Malgaches ;
- un graphe présentant les problèmes fondamentaux des dirigeants ;
- un graphe montrant les préoccupation des Malgaches ;
- un graphe classifiant les individus selon leurs réponses sur le problème fondamental, celui qui préoccupe le plus le peuple malgache ;
- un graphe présentant la répartition des individus selon leurs réponses sur le problème fondamental préoccupant les dirigeants.

¹²⁶En sollicitant l'apport des collaborateurs et conciliant valeurs humaines et développement, il est capable de donner sa propre définition des concepts / valeurs tels Développement, Réussite, Responsabilité, Devoir, Pouvoir.

¹²⁷Il est capable de limiter des situations hiérarchiques, de déterminer l'ordre de grandeur, ainsi que la fréquence à ne pas dépasser, dans ses rapports avec les autres.

III.1.3 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 3 :

« La gouvernance de Madagascar est efficace et indépendante du reste du monde ».

III.1.3.1 DEMARCHE ADOPTEE

Les questions, pour la vérification de l'hypothèse 3, évoquent les problèmes des dirigeants, c'est-à-dire le fossé qui sépare « ce qui est » et « ce qui doit être » en termes de gouvernance, une analyse du niveau de l'indépendance des dirigeants face à la gouvernance des affaires nationales. Ainsi, grâce au questionnaire (Annexe I), les interviewés peuvent/répondre si :

- oui ou non, les dirigeants sont indépendant dans la gestion des affaires nationales ;
- les dirigeants sont conscients du devoir de rendre compte ;
- présenter la répartition des individus selon leurs réponses sur le genre de compte-rendu que le dirigeant doit apporter à son peuple ;
- classer les individus selon leurs avis sur les causes poussant les dirigeants à ne pas faire des compte-rendu ;
- oui ou non, les dirigeants respectent les principes de la bonne gouvernance ;
- catégoriser les individus selon leurs opinions sur la définition de la bonne gouvernance ;
- oui ou non, les dirigeants respectent l'Etat de droit.

III.1.3.2 VARIABLES

Les variables correspondantes à la vérification de l'hypothèse 3 sont :

- pourcentage sur les réponses si oui ou non, les dirigeants sont indépendants dans la gestion des affaires nationales ;
- oui ou non, les dirigeants sont conscients du devoir de rendre compte ;
- groupe de réponses sur le genre de compte-rendu que le dirigeant doit apporter à son peuple ;
- groupe de réponses sur les causes poussant les dirigeants à ne pas faire des compte-rendu ;
- pourcentage sur les réponses si oui ou non, les dirigeants respectent les principes de la bonne gouvernance ;
- groupe de réponses sur la définition de la bonne gouvernance ;
- pourcentage sur les réponses si oui ou non, les dirigeants respectent l'Etat de droit.

III.1.3.3 FINALITES

Les finalités dans la vérification de l'hypothèse 4 sont :

- un graphe montrant si oui ou non, les dirigeants sont indépendants dans la gestion des affaires nationales ;
- un graphe présentant si les dirigeants sont conscients du devoir de rendre compte ;
- un graphe présentant la répartition des individus selon leurs réponses sur le genre de compte-rendu que le dirigeant doit apporter à son peuple ;
- un graphe classifiant les individus selon leurs avis sur les causes poussant les dirigeants à ne pas faire des compte-rendu ;
- un graphe montrant si oui ou non, les dirigeants respectent les principes de la bonne gouvernance ;
- un graphe catégorisant les individus selon leurs opinions sur la définition de la bonne gouvernance ;
- un graphe présentant si oui ou non, les dirigeants respectent l'Etat de droit.

III.2 RESULTATS

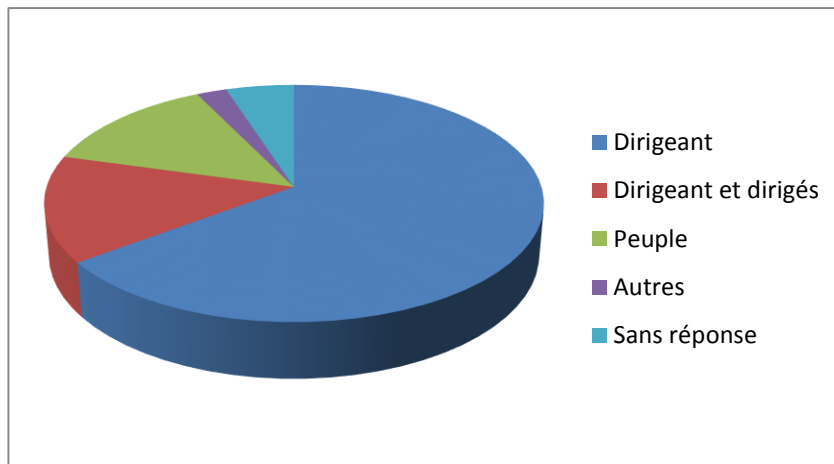
Le fait d'avoir surmonté des crises majeures qui auraient pu rompre l'unité nationale témoigne de la volonté de poursuivre ensemble le difficile chemin qui mène au développement. Ainsi, en s'intéressant à la refondation de Madagascar, il ne s'agit pas seulement de renouveler des concepts, il faut pouvoir apporter des réponses nouvelles aux problèmes les plus brûlants de l'actualité.

III.2.1 PAUVRETE ET DROITS BAFOUES

Tout changement commence par la prise de conscience de la situation. A l'origine du changement, il y a toujours un problème.

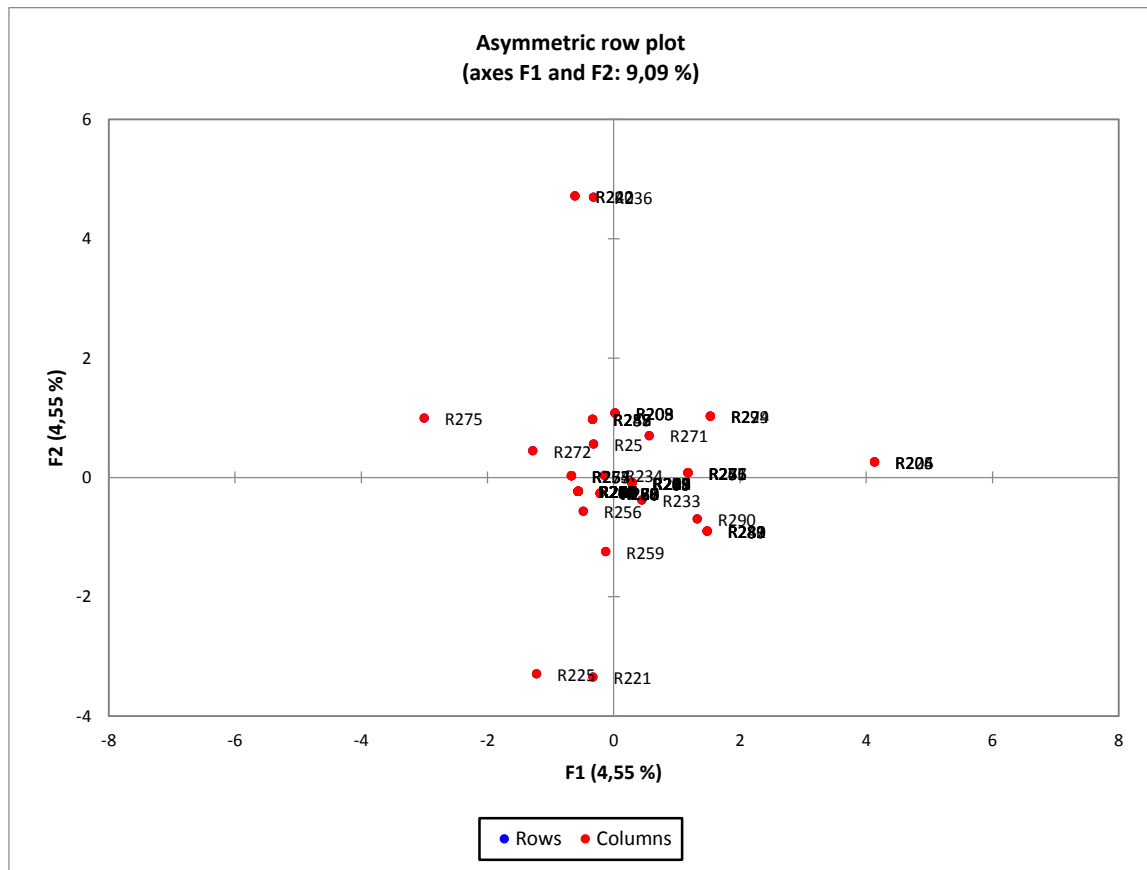
III.2.1.1 PAUVRETE A MADAGASCAR

Deux cent trente deux personnes, c'est-à-dire 64,8 % des enquêtées affirment que ce sont nos dirigeants qui sont les premiers responsables de notre pauvreté ; 14,6 %, soit 52 personnes, remarquent que la responsabilité est endossée à la fois par les dirigeants et les dirigés ; et 48 personnes, soit 13,4% des interviewés pensent que c'est le peuple, c'est à dire nous-mêmes, qui sommes les premiers responsables de notre pauvreté. Le graphe n°23 montre la répartition.



Graphique 21. Premier responsable de la pauvreté

Source : Auteur, 2017



Graph 22. Détermination du premier responsable de la pauvreté

Source : Auteur, 2017

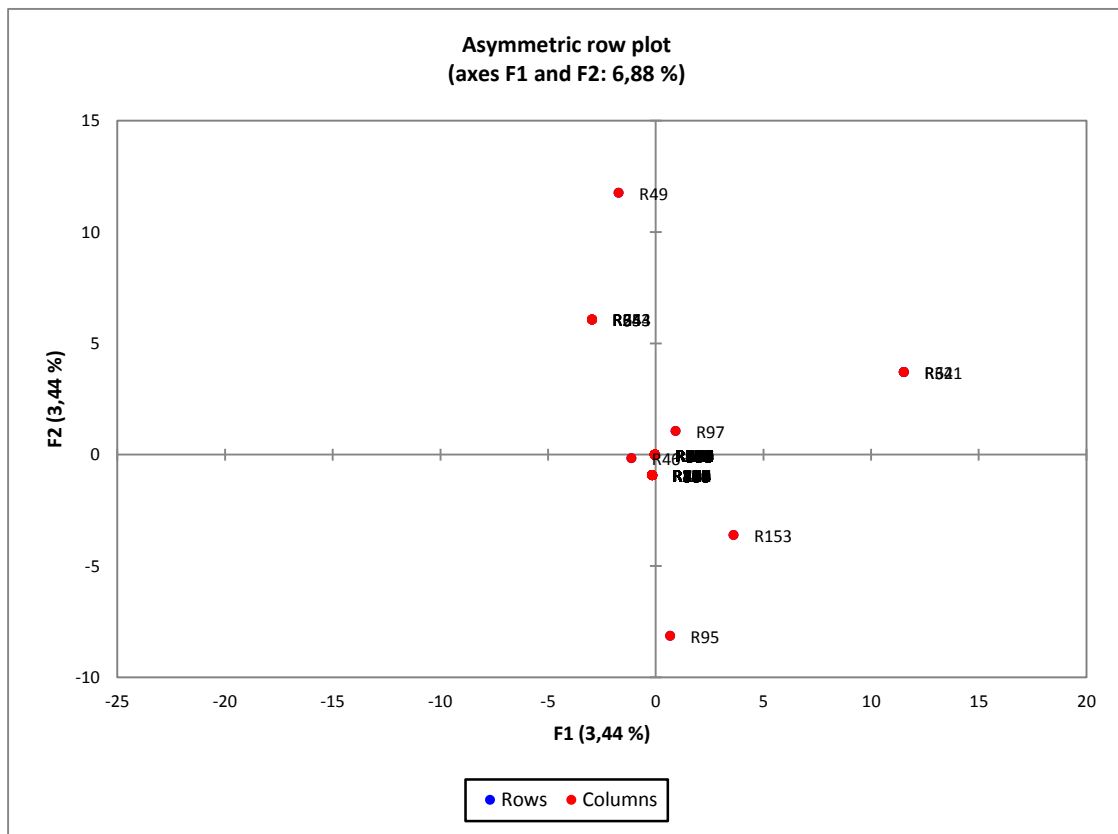
Du point de vue qualitatif les personnes enquêtées forment deux catégories selon leurs réponses à la question : *Qui est le responsable de la pauvreté ?*

La première catégorie accuse la communauté française, les bailleurs de fonds (Fonds Monétaire International, Banque mondiale, Union Européenne, Organisation des Nations Unis) et les étrangers qui sont en partenariat avec le président de la république comme responsable de la pauvreté Malgache.

La deuxième tranche d'individus incrimine la population toute entière, ainsi que le gouvernement dirigé par le président de la république comme étant coupables de la pauvreté des Malgaches.

III.2.1.2 DROITS DE L'HOMME BAFOUES A CAUSE DE LA PAUVRETE

Les droits, que les concitoyens considèrent comme bafoués à cause de cette pauvreté sont nombreux : le droit à la santé, le droit à l'éducation et à la sécurité, le droit de l'enfant, le droit de la femme. Ces droits abandonnés sont résumés dans le graphe n°25 suivant.



Graphe 23. Droits bafoués à cause de la pauvreté

Source : auteur, 2017

Les personnes interrogées sur la question : « quels sont les droits de l'homme bafoués à cause de la pauvreté ? », ont cité la perte du droit National Malagasy, du droit culturel et patrimonial, la déperdition de la langue maternelle, la disparition de la moralité, une indépendance imaginaire, l'interdiction à la grève, la perte du droit d'expression et l'essor de la dictature par l'exploitation de l'homme par l'homme.

D'autres droits fondamentaux, à l'instar du droit à la santé, le droit à la sécurité, le droit au travail, le droit d'élire¹²⁸ et d'être élu¹²⁹, l'accès à l'eau potable, la liberté d'expression¹³⁰ et à la circulation, la liberté de construire, l'égalité devant les lois¹³¹ sont également en péril. Effectivement, il incombe au Président de rétablir les droits bafoués, de restaurer la légalité, de rendre publics les contrats touchant aux richesses naturelles (mines, pétrole, ressources halieutique, etc.).

¹²⁸ Car durant les élections, les votants ne choisissent que celui qui à des choses à partager.

¹²⁹ Participer aux différentes élections.

¹³⁰ Les dirigeants punissent les s qui critiquent la mauvaise gouvernance.

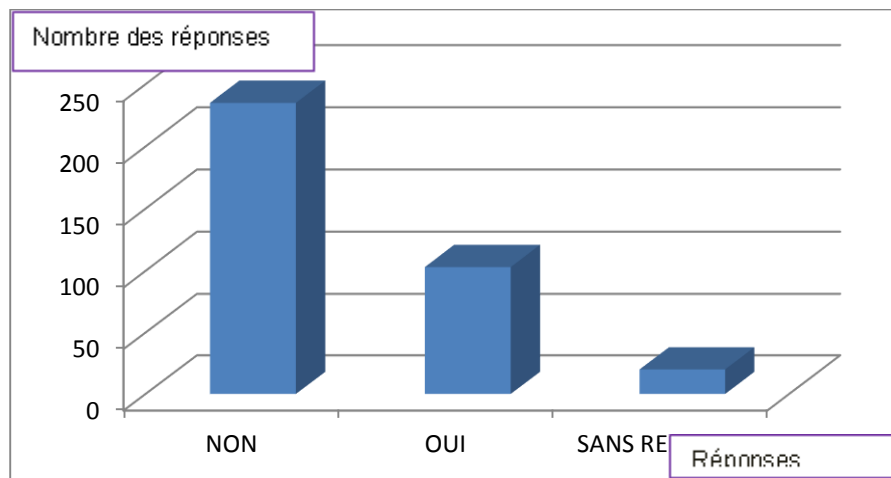
¹³¹ L'application du salaire de base. On ne peut rien faire sans la corruption.

III.2.2 PREMIERE PREOCCUPATION, SOUHAITS, ASPIRATIONS, REVES DES MALGACHE ET DES DIRIGEANTS

Le point commun des mouvements populaires, concerne les aspirations profondes du peuple qui exige que le pouvoir d'Etat doit prendre en compte l'intérêt commun. Pour la stabilité, le développement harmonieux, les aspirations du peuple doivent se converger vers ceux des dirigeants.

III.2.2.1 SOUHAITS, ASPIRATIONS, REVES DES MALGACHES ET DES DIRIGEANTS

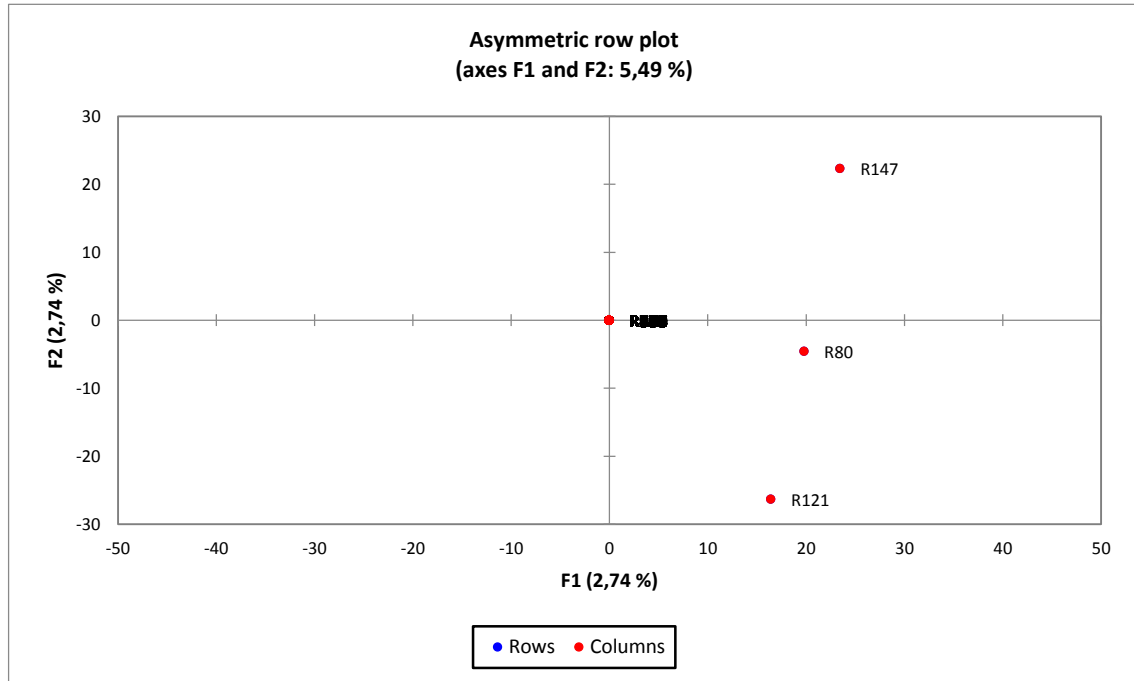
La question se pose : les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches convergent-ils vers ceux des dirigeants ? 65,6 % des interviewés, soit 235 citoyens, répondent « non ». Le graphe n° 24 le montre bien.



Graphe 24. Convergence des souhaits, aspirations, rêves des dirigeants et des malgaches
Source : auteur, 2017

La population émet des souhaits en termes de qualité de la personne qu'elle choisit au pouvoir. Cette question a permis aux enquêtés de s'exprimer par rapport à leurs attentes et leurs besoins à court, moyen ou long terme. La hausse du pouvoir d'achat, le développement de l'agriculture et de l'artisanat, l'essor de l'économie et de l'éducation, la démocratie et l'indépendance incontestable, la légalité et la sécurité ; ces mots clés forment les expectations profondes du peuple Malgache. Ainsi, la population exalte une faim de développement nécessitant un cadrage infailible dans cette quête de l'évolution.

Le graphe n°25 suivant représente l'ensemble de ces aspirations et rêves des Malgaches



Graphe 25. Souhaits, aspirations, rêves des Malgaches

Source : Auteur, 2017

III.2.2.2 PREMIERE PREOCCUPATION DES MALGACHES ET DES DIRIGEANTS

a - Préoccupations du peuple

D'après les interviewés, les problèmes fondamentaux, c'est-à-dire ceux qui préoccupent le plus le peuple malgache sont :

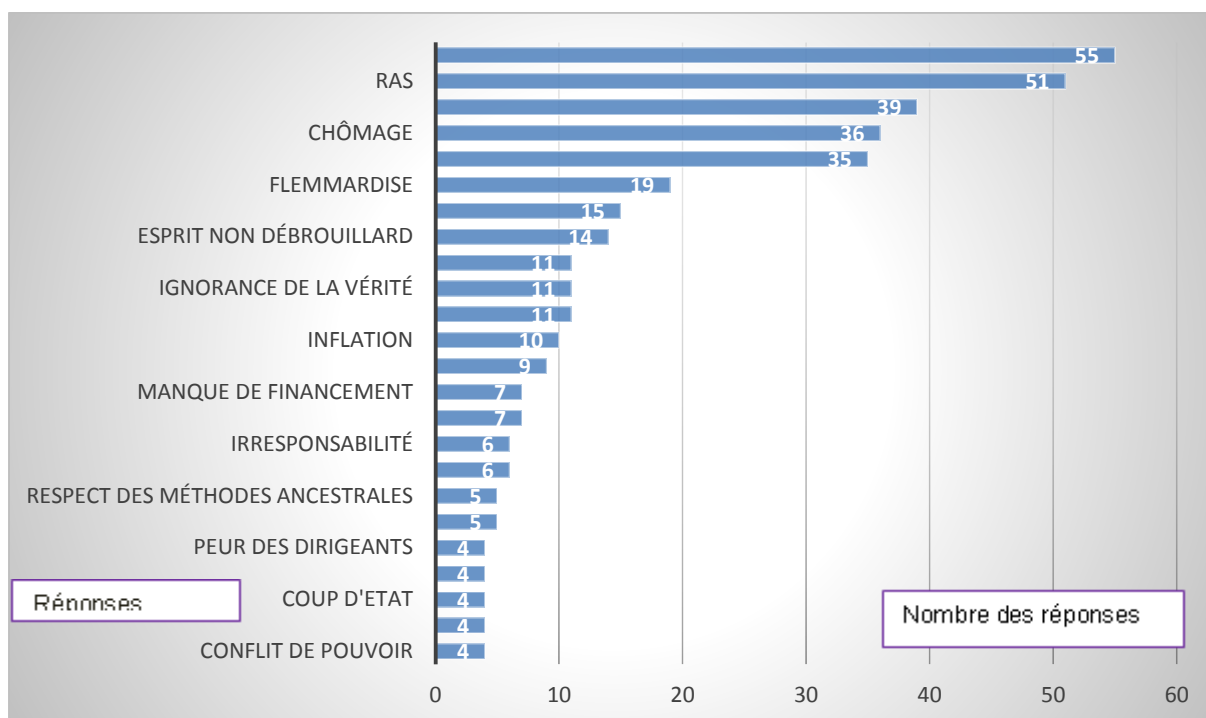
- Le manger¹³², l'argent¹³³, l'amélioration des ressources financières, le chômage ;
- La mentalité, la paresse, le comportement, la moralité, la liberté, la motivation, l'absence de volonté pour pouvoir sortir de la pauvreté¹³⁴, l'égoïsme du peuple ;
- Le système gouvernemental, la corruption au niveau des dirigeants et des hautes autorités, la lutte du pouvoir des dirigeants, le changement fréquent de la classe dirigeante, l'égoïsme des dirigeants, les projets qui n'ont pas d'impacts sur la vie du peuple, l'absence de politique de travail, l'absence de politique de création d'emploi, le manque de recherche technique et professionnelle ;
- La culture malgache, la mondialisation, la dépendance de Madagascar.

Le graphe n°26 ci-dessous représente la répartition des enquêtés sur le problème fondamental des Malgaches, les facteurs bloquants de la sortie de la pauvreté.

¹³²Quand on est pauvre les besoins de première nécessité priment tout le reste.

¹³³Car il peut faire tout et acheter tout d'un seul coup d'œil.

¹³⁴Car Madagascar est riche naturellement.

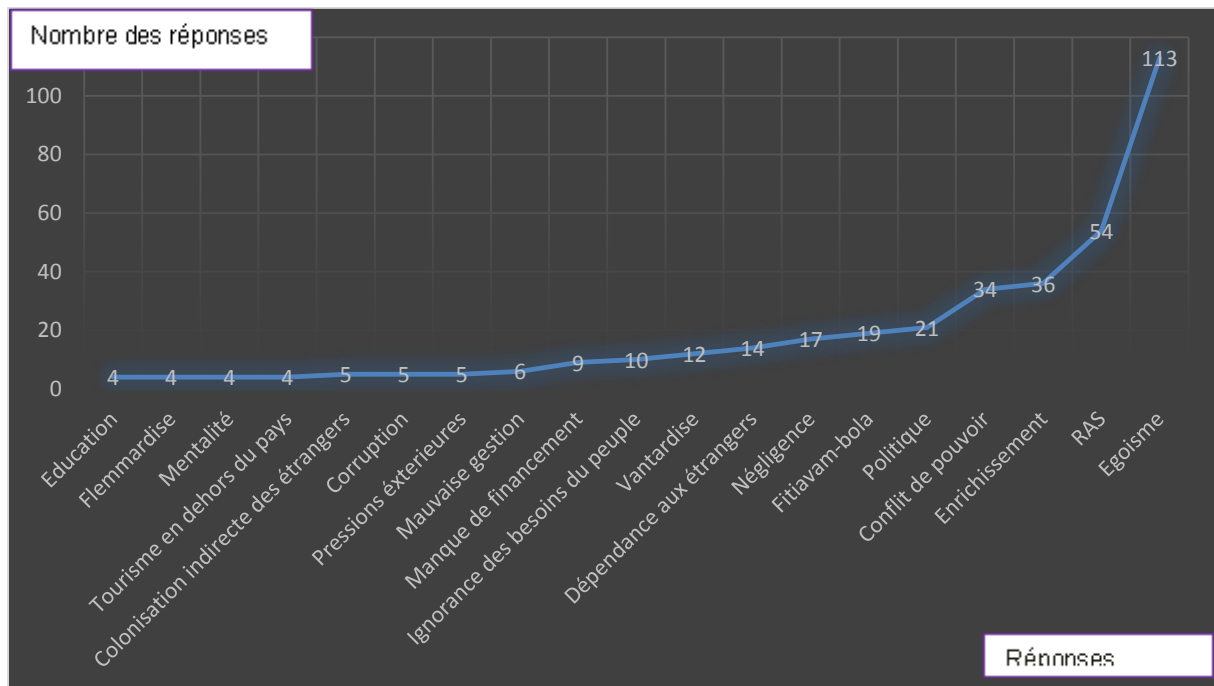


Graphe 27. Problème fondamental, celui qui préoccupe le plus le peuple malgache

Source : Auteur, 2017

b - Problèmes des dirigeants

De leur côté, les dirigeants sont distraits par leur rapacité financière, conflit de pouvoir, entre eux, et passent à côté des difficultés que subissent le peuple Malgache. La répartition des individus interviewés sur ce propos est représentée dans le graphe n°28 ci-dessous :



Graph 29. Problème fondamental préoccupant les dirigeants malgaches

Source : Auteur, 2017

Les dirigeants sont considérés comme des êtres égoïstes qui ne se préoccupent pas des simples citoyens, réponses avancées par 113 individus ou 37,6 %. Tandis que 36 autres ou 12 % avancent qu'ils ne pensent qu'à s'enrichir et négligent le bien être de leurs concitoyens. Les souhaits, aspirations et rêves de la population malgache diffèrent de ceux des dirigeants Malgaches.

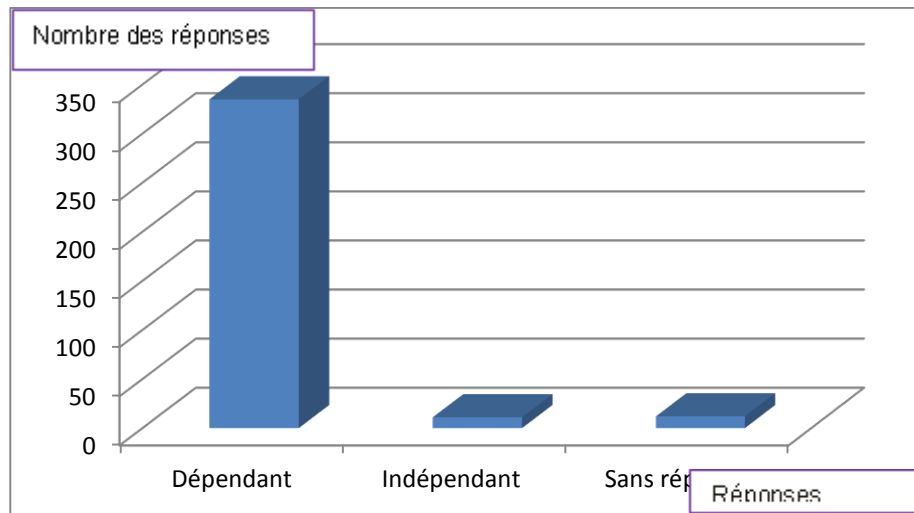
III.2.3 GOUVERNANCE A MADAGASCAR

Les crises politiques que Madagascar subit jusqu'à aujourd'hui ont des impacts socio-économiques sévères qui accentuent les difficultés quotidiennes de la population. Mais le fait de lutter sans relâche contre la pauvreté prouve la volonté et la capacité d'innovation d'une population jeune.

III.2.3.1 INDEPENDANCE ET DEVOIR DE RENDRE-COMPTE

a - Indépendance des dirigeants

Trois cent trente cinq citoyens, soit 93,6 % des interviewés confirment que nos dirigeants dépendent des étrangers quant à la gestion des affaires nationales. Le graphe n°30 met en exergue cette confirmation.



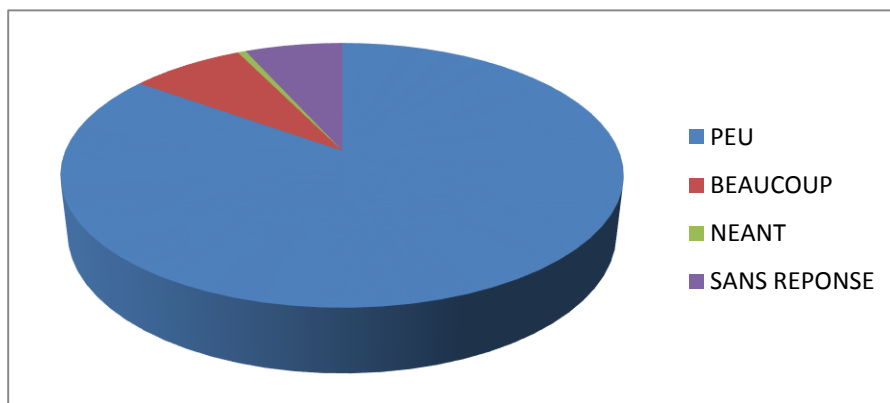
Graph 30. Indépendance des dirigeants et gestion des affaires nationales

Source : Auteur, 2017

Les dirigeants dépendent en majorité des moyens financiers, matériels et organisationnels offerts par les partenaires internationaux (FMI, BM, UE, ONU). La dépendance de Madagascar est alors limitée étant donné que les prises de décisions du gouvernement Malgache sont influencées par les intérêts des investisseurs plutôt que les intérêts du pays.

b - Devoir de rendre compte

Les dirigeants conscients du devoir de rendre compte sont peu nombreux. 84,9 % des interviewés, soit 304 citoyens, le confirment. Le graph n°31 montre l'avis des concitoyens.

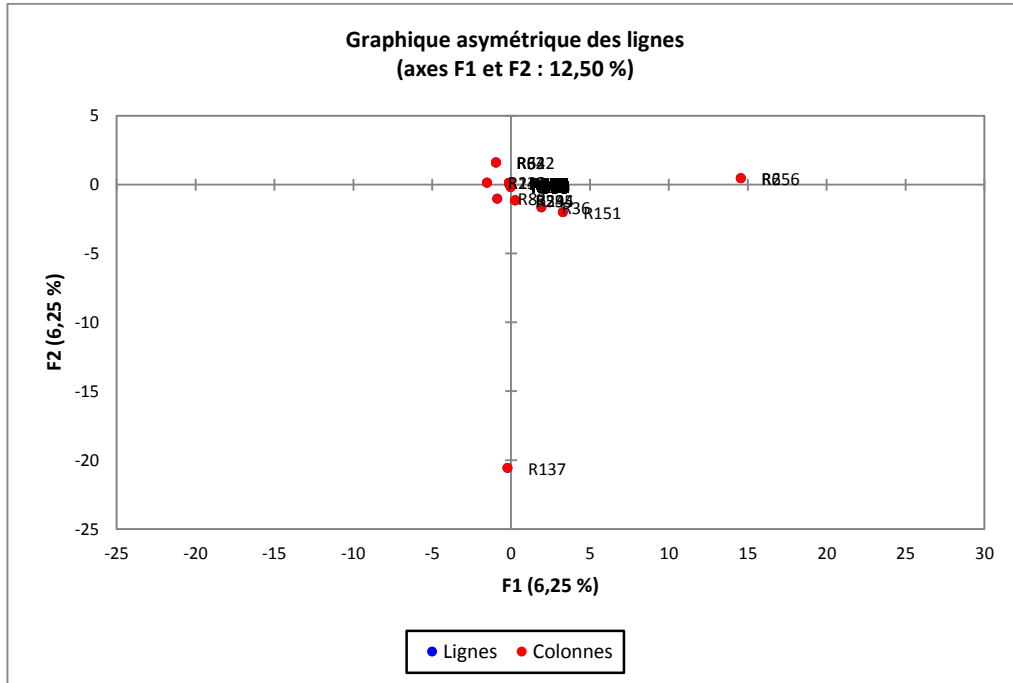


Graph 31. Dirigeants et devoir de rendre compte

Source : Auteur, 2017

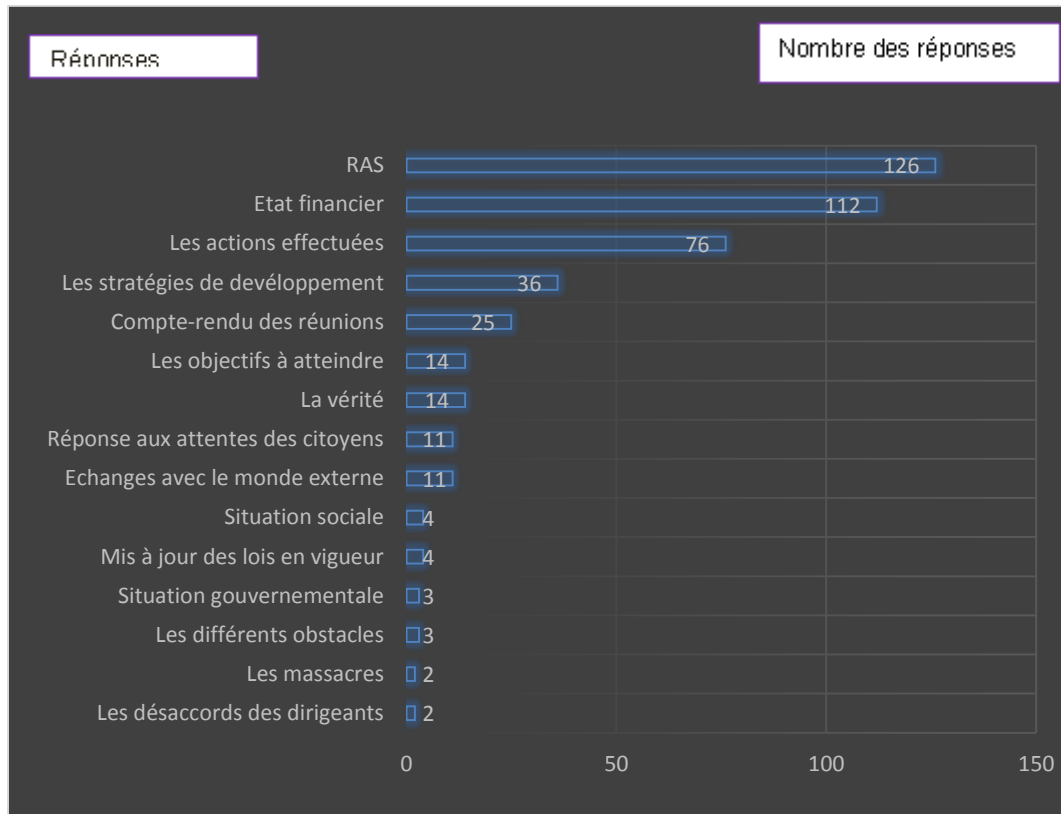
Le niveau de compte rendu des dirigeants malgaches est jugé faible selon la population. Selon les individus questionnés, un compte-rendu des thématiques suivantes devrait être effectué par les dirigeants : la situation sociale, l'état financier, la réalité de ce qui se passe dans le pays, les différents obstacles qui bloquent le développement du pays, les avis du peuple, les divers massacres subis par la population, les échanges avec le monde extérieur, donc après chaque voyage à l'étranger, voire à l'échelle nationale, chaque dirigeant devrait faire un compte-rendu de ce qu'il y a fait, l'objectif de son voyage, les résultats obtenus ou attendus de ce voyage. Les

dirigeants devraient faire aussi un compte-rendu après les réunions auxquelles ils assistent, surtout si celles-ci concernent la vie de l'ensemble du peuple, ou après une mise à jour des lois en vigueur. Le graphe n°32 ci-contre montre la répartition des individus selon leurs réponses sur le genre de compte-rendu que le dirigeant doit apporter à son peuple :



Graphe 32. Genre de compte-rendu que le dirigeant doit apporter
Source : auteur, 2017

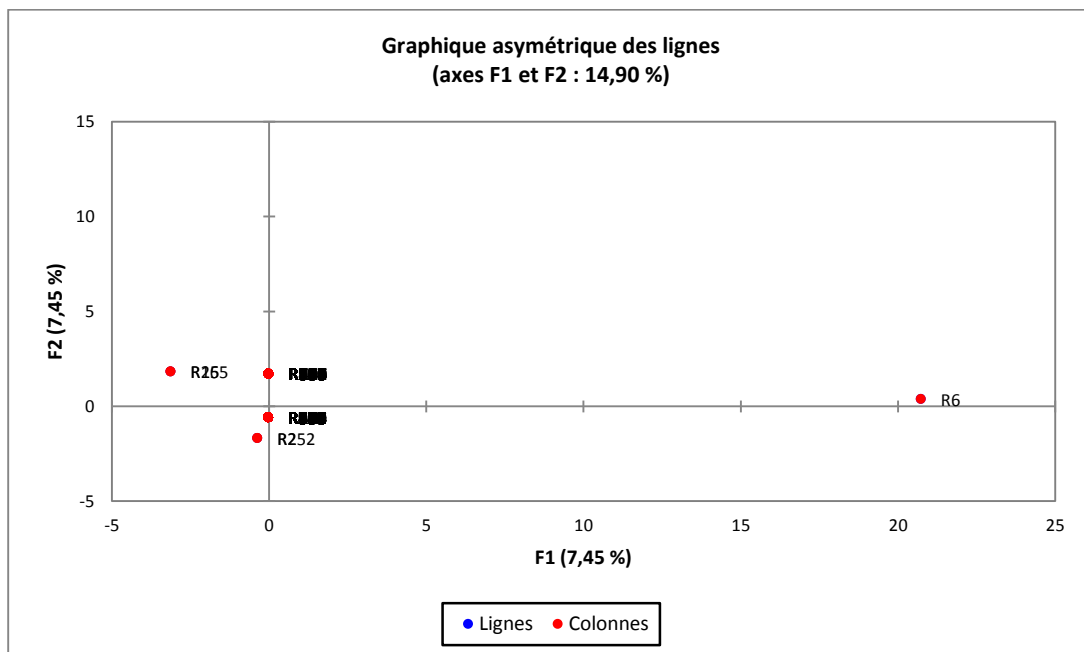
Le compte-rendu doit concerner la situation financière de l'Etat (réponse avancée par 112 individus qui représente 37,3%). Il doit aussi relater les actions menées par les dirigeants et les différents résultats obtenus (avancée par 76 individus ou 25,3% des interviewés) ainsi que les stratégies de développement adoptées (par 36 individus ou 12% des interviewés).



Graphe 33. Compte-rendu que le dirigeant doit apporter à son peuple

Source : Auteur, 2017

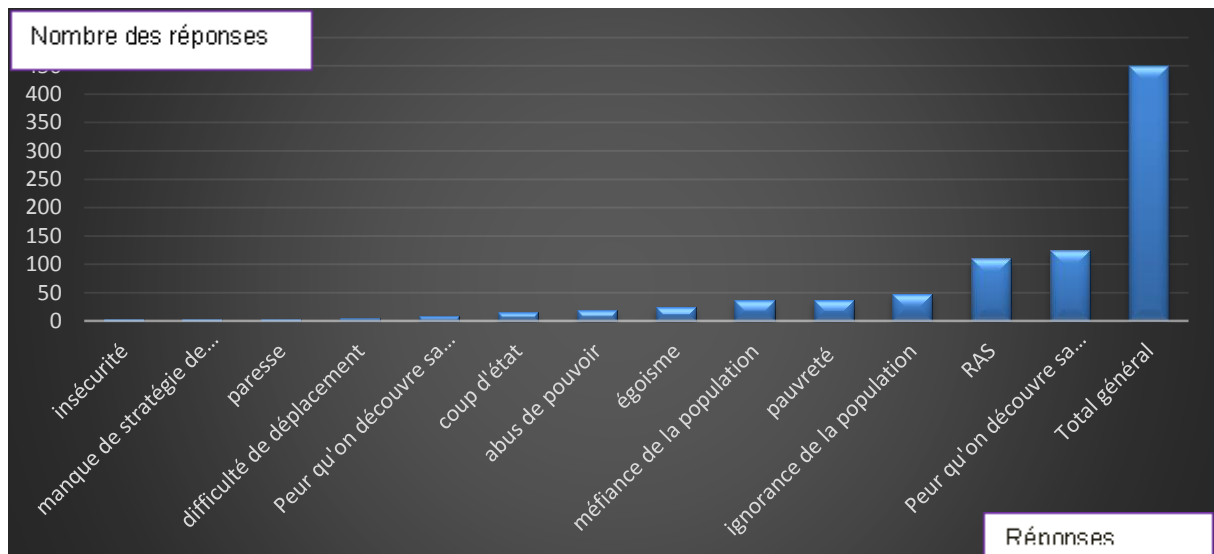
Les causes liées à cette carence, selon les personnes interviewées, sont le manque de respect, le manque de stratégie de développement, la corruption, la peur qu'on découvre la mauvaise gestion. La classification des individus sur ce propos est représentée dans le graphe n°34 ci-après :



Graphe 34. Répartition des opinions des citoyens sur les causes à ne pas faire des compte-rendu

Source : Auteur, 2017

Selon les enquêtés, nombreuses sont les raisons qui poussent les dirigeants à ne pas rendre compte auprès des simples citoyens. La première raison est la peur que les citoyens découvrent les magouilles des dirigeants. De plus, les dirigeants pensent que les simples citoyens sont des ignorants qui ne méritent pas d'être considérés mais aussi parce qu'ils ne seront pas capables de comprendre du fait de leur ignorance. Le graphe 35, ci-après, apporte plus de détails.



Graphe 35. Causes poussant les dirigeants à ne pas faire de compte-rendu

Source : Auteur, 2017

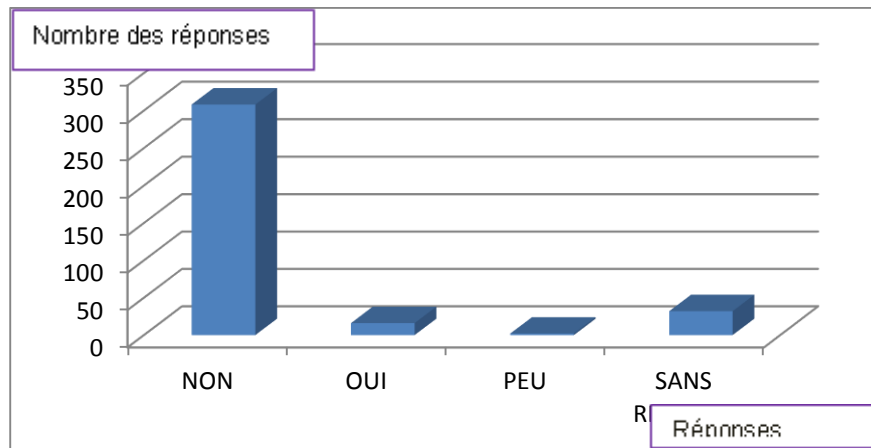
III.2.3.2 **RESPECT DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE L'ETAT DE DROIT**

La bonne gouvernance vise à rendre l'action publique plus efficace, proche du bien public et de l'intérêt général, et donc plus légitime¹³⁶. Elle est supposée rendre les sociétés plus facilement ou harmonieusement gouvernables.

a - Respect de la bonne gouvernance

Les résultats montrent que les dirigeants ne respectent pas les principes de la bonne gouvernance. 308 citoyens, soit 86 % des interviewés disent « non ». La gouvernance Malgache est inefficace. La mauvaise gouvernance devient une des maladies chroniques dont le pays a besoin de guérir. Le graphe n°36 dévoile leurs opinions.

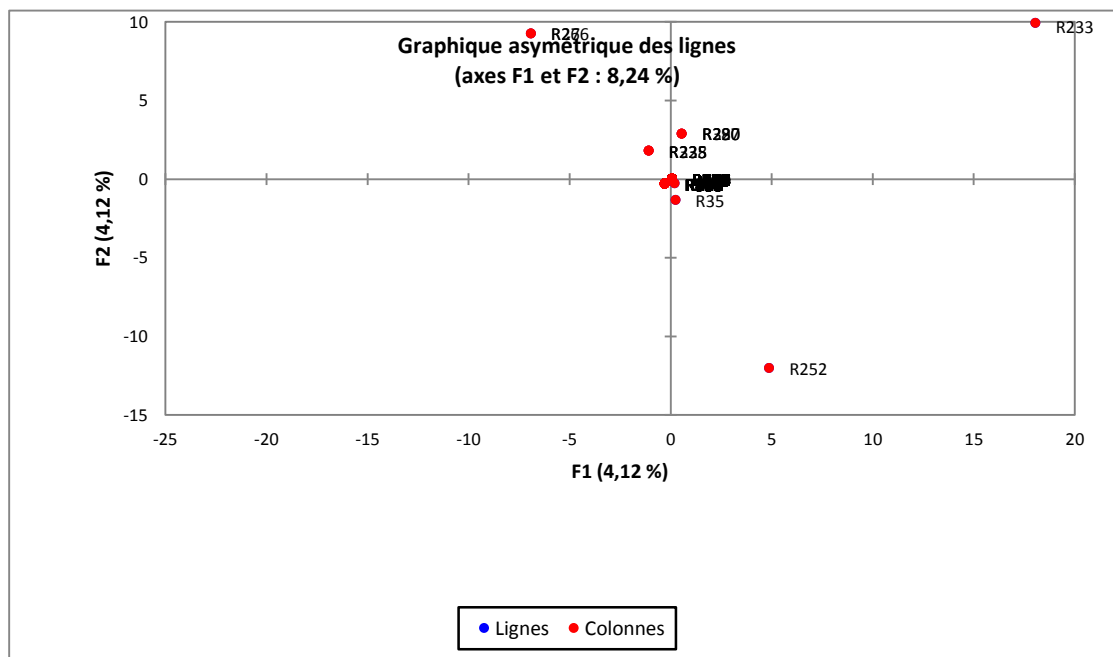
¹³⁶ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernance>



Graphe 36. Dirigeants et bonne gouvernance

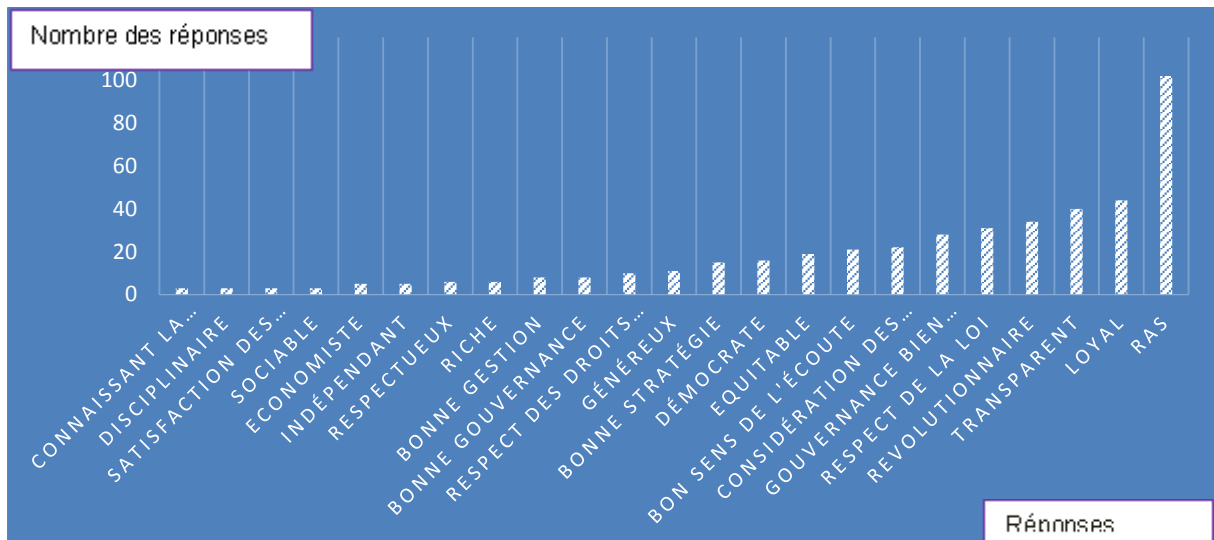
Source : Auteur, 2017

En posant la question « Qu'est-ce que vous entendez par « Bonne gouvernance » ? ». Bonne gouvernance, pour les interviewés, veut dire bonne gestion, une gouvernance bien ordonnée, où le mot « équitable » prend sa vraie valeur, et où règne le respect des droits de l'homme. Bonne gouvernance signifie également satisfaction des citoyens, considération des avis de tous les citoyens, sans favoritisme. Bonne gouvernance indique aussi transparence, indépendance, bon sens de l'écoute de la part des dirigeants pour les besoins des citoyens. Bonne gouvernance rime avec loyauté, respect de la loi, générosité, altruisme. Le graphe n°37 suivant montre la catégorisation des individus selon leurs opinions sur la définition de bonne gouvernance :



Graphe 37. Opinions sur la définition de la bonne gouvernance

Source : Auteur, 2017



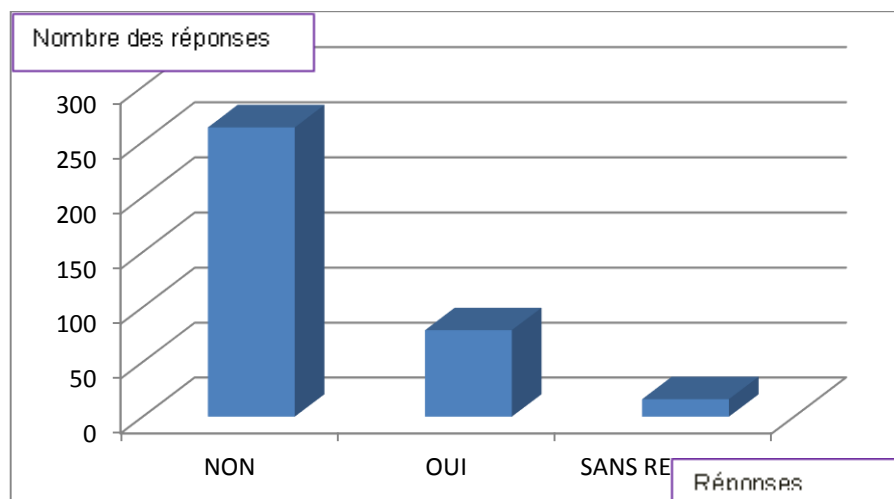
Graphe 38. Définition de la bonne gouvernance

Source : Auteur, 2017

Les mots évoqués par les enquêtés sont : loyauté, générosité, transparence, équité, respect de la loi, gouvernance bien tenue, sens de l'écoute, considérations des opinions des concitoyens.

b - Respect de l'Etat de droit

Deux cent soixante trois personnes, soit 73,5 % des citoyens enquêtés pensent que les dirigeants ne respectent pas l'Etat de droit. Or, le développement du pays et l'épanouissement de son peuple exige le respect de l'Etat de droit et des normes sociales. Le graphe n°39 fournit beaucoup plus d'éclaircissements sur ce point.



Graphe 39. Dirigeants et respect de l'Etat de droit

Source : Auteur, 2017

Les gouvernants exécutent plusieurs formes d'abus au pouvoir. L'amour de l'argent engendre des activités illégales régies par des profits personnels (vente de bois de rose, corruption, discrimination, favoritisme, détournement de fond, diffamation). Ces activités mettent en péril

les droits du reste de la population. Les dirigeants sont alors des opportunistes qui piétinent la législation en place, la justice, la liberté, et la démocratie.

III.3 DISCUSSIONS

A Madagascar 90% de la population vit avec moins de deux dollars par jour¹³⁷. Pour s'en sortir, Madagascar a un besoin profond de dirigeants animés de conviction, de foi inébranlables pour réaliser ses engagements. D'ailleurs, l'esprit de la Refondation nationale implique l'inclusivité, le respect des droits de l'homme et la réconciliation nationale.

III.3.1 PAUVRETE ET RESPECT DU DROIT AU DEVELOPPEMENT

Madagascar assiste au déclin, sur tous les plans, de son économie¹³⁸. Vivre ou mourir, devient une question qui tourmente les Malgaches dans leur vie quotidienne¹³⁹. Loin de pousser au découragement ou au renoncement, les échecs devraient au contraire nous interpeller, et nous mobiliser.

III.3.1.1 PAUVRETE A MADAGASCAR

La pauvreté a de nombreux visages¹⁴⁰, et l'aggravation de la pauvreté n'échappe plus à personne. Les opinions des concitoyens dans le graphe 21 montrent que ce sont les dirigeants qui sont les premiers responsables. Le graphe 22 détermine la répartition des opinions des citoyens sur le premier responsable de la pauvreté. Comparé à certains pays qui étaient dans la même situation que nous en 1960, Madagascar a considérablement reculé¹⁴¹. Si la population a quadruplé depuis 1960, passant de 5 183 000 habitants à environ 20 millions en 2010, le PNB par tête a diminué de moitié (SeFaFi, 2010). Les prix des produits de première nécessité grimpent en flèche. Face à cette augmentation des prix sur le marché, les ménages n'ont d'autres choix que de diminuer leur consommation¹⁴². Le pouvoir d'achat de la majorité se dégrade continuellement et les inégalités se creusent davantage. En 2013, le taux de pauvreté à Madagascar est de 92%. Selon le rapport de la BM en juillet de la même année, « Au cours des quatre dernières années, il y a 4 millions de personnes pauvres supplémentaires »¹⁴³.

L'île est malheureusement fortement exposée aux catastrophes naturelles (tempêtes tropicales, sécheresses...) et, au-delà des nombreux décès à déplorer, ces événements contribuent

¹³⁷Ce sont des chiffres publiés par la Banque mondiale, le 5 juillet 2013.

www.banquemondiale.com, consulté mars 2017

¹³⁸C'est la descente aux enfers !

Zo Rakotoseheno, Midi Madagasikara N° 9084 du samedi 6 juillet 2013, P. 2.

¹³⁹La paupérisation et les souffrances continues de la population sont tout simplement ignorées par les politiciens. « Le régime Rajaonarimampianina à mi-parcours », communiqué du SeFaFi, 17 Septembre 2016.

¹⁴⁰https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/sies/presentation/content/questce_quelapauvrete.html, consulté mars 2018

¹⁴¹Avec un revenu de 450 USD, par habitant par an en 2012, Madagascar est très largement dépassé par Haïti (771 USD), les Comores (831 USD), le Kenya (862 USD), et le Sri Lanka un pays qui émerge avec un revenu de 1 400 USD.

www.banquemondiale.com, consulté mars 2014

¹⁴²Journal Midi Madagasikara n° 9060, paru le 07 juin 2013.

¹⁴³www.banquemondiale.com, consulté mars 2014

grandement à l'appauvrissement de la population par les destructions qu'ils entraînent¹⁴⁴. Enawo en mars 2017, Ava début janvier 2018... les cyclones ont lourdement frappé Madagascar ces dernières années. Il assiste à une recrudescence des sans-abris. Des hommes et des femmes perdent leur travail, des familles ne mangent plus à leur faim, des enfants ne peuvent plus aller à l'école, des bébés accusent un retard de croissance aux effets irréversibles. Les produits alimentaires, les boissons et le tabac pèsent pour un peu plus de la moitié des besoins de consommation. Aussi, toute évolution du prix du riz, base de notre alimentation, a un impact considérable sur l'indice des prix à la consommation. Celui-ci a tendance à baisser pendant les périodes de moisson, et à monter pendant les périodes de soudure (maitsoahitra)¹⁴⁵. Ces quelques éléments donnent ainsi un rapide aperçu des enjeux auxquels sont confrontés les Malgaches dans leur combat pour faire reculer la pauvreté.

III.3.1.2 DROITS DE L'HOMME BAFOUÉS A CAUSE DE LA PAUVRETE

La pauvreté, accablée par l'anarchie, favorise la création de bidonvilles. Le secrétaire général de la Vice-primature en charge du Développement et de l'Aménagement du territoire a exposé : « Les statistiques indiquent que 72% de la population urbaines vivent dans les bidonvilles, souffrent de problème d'accès à l'eau potable, des infrastructures routières et de la défaillance des services publics, etc. »¹⁴⁶. Ainsi, les ménages les plus défavorisés voient leurs droits fondamentaux non respectés. Il s'agit du droit à l'alimentation et à la scolarisation, au logement, au travail, à l'eau potable, à la santé. Les droits abandonnés sont résumés dans le graphe n°23 : Droit de l'homme bafoués à cause de la pauvreté. Entre 2008 et 2012, le taux d'extrême pauvreté a augmenté de 56%, 500 000 enfants en plus, sont touchés par la déscolarisation et la malnutrition s'est accentuée de 50% et le nombre de ceux qui ont des problèmes de croissance a augmenté de 53%¹⁴⁷. « Ces chiffres montrent qu'un Malgache sur deux est dans une situation d'extrême pauvreté. Le revenu par habitant a reculé au niveau de 2003 », commente Haleh Bridi, country director de la BM à Madagascar. Les investissements privés et les Investissements directs étrangers se font rares¹⁴⁸, alors que le chômage et le sous-emploi, notamment des jeunes, n'arrêtent pas de progresser¹⁴⁹.

¹⁴⁴ <http://blog.selfrance.org/madagascar-comprendre-pauvrete>

¹⁴⁵ « La hausse du cout de la vie », communiqué du SeFaFi, 12 Septembre 2008.

¹⁴⁶ Journal Midi Madagasikara n° 9226, du 24 décembre 2013.

¹⁴⁷ Journal l'Express de Madagascar, paru le 19 février 2013.

¹⁴⁸ Voir le site de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM). <http://www.edbm.gov.mg/>

¹⁴⁹ Communiqué du SeFaFi du 17 Septembre 2016.

III.3.2 CONFIANCE RECIPROQUE DIRIGEANTS-DIRIGES

La répétition fréquente des crises sociopolitiques n'engendrent que perte de valeur humaine. Madagascar assiste à une situation de dégradation de valeurs sociales et culturelles. La décrépitude de ces valeurs à Madagascar est constatée à travers le manque de civisme et les mauvaises habitudes qui s'aggravent chaque jour davantage.

III.3.2.1 PREMIERE PREOCCUPATION

La vie n'est pas facile pour la majorité des Malgaches ; elle est un combat au quotidien, et ce pour survivre. Au-delà des statistiques souvent contestables et des promesses rarement tenues, c'est le dénuement concret des personnes qu'il convient de comprendre lorsqu'on parle, à titre d'exemple, de la hausse du coût de la vie¹⁵⁰. Les graphes n°26 et 27 représentent les problèmes des Malgaches et la répartition des opinions des enquêtés sur le problème fondamental, à savoir, les facteurs bloquants de la sortie de la pauvreté. Les graphes 28 et 29 montrent les préoccupations et classifient les individus selon leurs réponses sur le problème fondamental des dirigeants. Jusqu'ici, Madagascar n'applique pas encore de politique nationale de lutte contre la pauvreté ou plan intérimaire de protection sociale. La politique sociale rejoint les objectifs universels d'une véritable culture des droits de l'homme¹⁵¹. Selon le résultat présenté lors du séminaire sur l'évaluation des OMD, le 15 février 2013 à Anosy par le mouvement ATD quart monde Madagascar avec la BM, la moitié des travailleurs ne perçoit plus que 50 000 Ar par mois¹⁵². Le respect du droit au développement reste, en effet, un défi difficile à réaliser, même si les Nations Unies dans la Déclaration du Millénaire accordent une grande importance à « la réduction de la pauvreté extrême et à l'avancée des droits universels »¹⁵³. Effectivement, pour sortir ensemble de la pauvreté et avoir une vision commune de développement, il importe de mettre sur la même voie les problèmes fondamentaux, c'est-à-dire ceux qui préoccupent le plus les dirigeants et les Malgaches.

Parallèlement à la pauvreté généralisée¹⁵⁴, nul ne conteste la dégradation de la valeur de la solidarité et de la qualité du vivre-ensemble à Madagascar¹⁵⁵. Incontestablement, l'homme est un être qui se soucie plus de son portefeuille que de son prochain. Si l'Etat périlite, la faute incombe en premier lieu à ses dirigeants, et en second lieu à sa population qui manque parfois de réactivité et ne se soucie aucunement du devenir commun. En effet, dans les quotidiens, la

¹⁵⁰ « La hausse du cout de la vie », communiqué du SeFaFi, 12 Septembre 2008.

¹⁵¹ Communiqué du SeFaFi du 17 Novembre 2006.

¹⁵² Dans La Gazette de la Grande Ile n° 3005, du 21 février 2013.

¹⁵³ <http://www.vedura.fr/social/developpement-humain>, consulté mars 2017.

¹⁵⁴ En milieu urbain comme dans les campagnes reculées, le pouvoir d'achat a connu une forte baisse, surtout depuis 2009.

¹⁵⁵ La tuerie et la justice populaire deviennent le quotidien des Malgaches.

notion d'entraide et de solidarité se dissipent, le *fihavanana* n'est plus qu'un mot. Or la société sert de référence dans les communautés Malgaches. La société constitue un lieu d'éducation et de solidarité (Oyvind, 1999).

D'autres facteurs handicapent autant la vie politique que sociale, que l'on retrouve dans tous les comportements : la peur, la jalousie, le manque de confiance en l'autre. Le SeFaFi dans son communiqué du 17 Février 2009 confirme que « La réussite des uns étant insupportable aux autres. Le manque de confiance explique la prolifération et l'impuissance des partis politiques, chacun voulant être le premier chez lui et ne faisant confiance qu'à ses proches ». Les rivalités montrent que les membres de la société politique ne se préoccupent que de préserver ou d'acquérir une place bien rémunérée. Aucun souci du bien commun ne les anime, alors que ce souci devrait être la raison même de leur action¹⁵⁶. Même si l'Etat doit être le garant du bien commun de la nation, des pseudos dirigeants, n'ayant aucun sens du bien pour tous, prétendent servir la nation. Le communiqué du SeFaFi du 20 Août 2016 dénonce que faire étalage public d'un style de vie indécent et provocateur pour la misère ambiante, témoigne d'une grave indifférence, voire d'un mépris intolérable, à l'égard de ses concitoyens.

Mais si l'adage malgache « Ny fanahy no olona » a encore un sens¹⁵⁷, les Malgaches sont capables de garantir de nouvelles relations humaines conciliables avec leur intérêt et ceux des générations à venir. Que les dirigeants soient capables de gérer, à la fois conserver et convertir les ressources en fonctionnement, une bonne part de l'héritage de la génération précédente. Ces ressources recouvrent non seulement des biens privés (biens durables, actifs et capitaux, droits personnels) mais aussi des biens publics (droits sociaux, biens collectifs, etc.), parmi lesquels les biens que Rawls qualifie de biens premiers (Rawls, 1971).

III.3.2.2 SOUHAITS, ASPIRATIONS ET REVES

Un bon dirigeant doit réfléchir à ce que veut le peuple, ses aspirations les plus profondes car jusqu'ici, les Malgaches, plus précisément la majorité des interviewés, répondent que « Non », les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches ne convergent pas vers ceux des dirigeants. Le graphe n°24 le montre bien. C'est le graphe n°25 qui représente l'ensemble des aspirations et rêves des Malgaches. A Madagascar, la conception du pouvoir d'Etat qui prévaut, tant dans la mentalité que dans l'esprit des dirigeants, fait de l'Etat le *Ray aman-dreny* des Malgaches. Et les relations Etat-peuple s'apparentent à des relations parents-enfants¹⁵⁸. Mais le

¹⁵⁶ « La société civile et sa fonction d'interpellation », communiqué du SeFaFi, 21 Octobre 2009.

¹⁵⁷ Traduction libre de l'adage malgache « Ny fanahy no olona » : C'est son esprit (âme) qui fait un homme.

¹⁵⁸ Voire de monarque à sujets, le terme *Fanjakana* pour désigner l'Etat étant à cet égard symptomatique.

« Les pratiques politiques et les moyens d'accéder au pouvoir depuis 1972 », communiqué du SeFaFi, 17 Février 2009

peuple n'a plus confiance aux dirigeants car certains d'entre eux se croient, depuis toujours, tout permis. D'après Ketakandriana Rafitoson, Juriste et Politologue : « Ils violent nos lois, volent nos bois, volent nos voix sans chichis. Ils se moquent de moi, se fichent de toi et clouent le peuple au pilori. ». Le pays ne progressera pas et la majorité ne se sent pas en sécurité, tant que l'impunité, qui semble aller de soi (SeFaFi, 2010), et la culture d'impunité, ne seront pas extirpées de conceptions et pratiques. « Nul n'est au-dessus de la loi »¹⁵⁹. Le droit a vocation d'être appliqué. 73,5 % des citoyens enquêtés voient que les dirigeants ne respectent pas l'Etat de droit. Le graphe n°39 fournit beaucoup plus d'éclaircissements sur ce point : Dirigeants et respect de l'Etat de droit. Les lois sont transgressées, contournées par les citoyens mais également par l'administration de la base au sommet de l'Etat¹⁶⁰. Ainsi, les Malgaches aspirent à avoir des dirigeants et des citoyens ayant des principes dictés par les normes et règles en vigueur.

De plus, le manque de transparence dans la gestion de l'Etat gagne du terrain. Madagascar fait partie des pays qui ont chuté dans le domaine de la lutte contre la corruption¹⁶¹. Telle est la synthèse avancée par Solofo Rakotoseheno, membre du comité directeur de TI après la présentation de l'indice de perception de la corruption dans le monde en 2013. La Grande île est classée, en 2013, 127e sur les 177 pays noté contre 118e sur 176 l'année précédente. TI avoue également que la lutte contre la corruption est inefficace. « Selon 54 % des enquêtés par Transparency International, ils ont payé un pot-de-vin au niveau des services de la Police, de la Justice, des services des Domaines et du Foncier, de l'Enregistrement et de la délivrance de permis et autorisations, de la santé, de l'électricité, de l'eau et du téléphone mais également au niveau des services des impôts et dans le domaine de l'éducation pour accélérer le processus. »¹⁶². Pourtant, la corruption est une fatalité pour le développement car elle perpétue la pauvreté. Elle fait diversion au niveau des ressources, des profits en faveur des riches et au détriment des pauvres. Elle nuit au développement et réduit la dignité humaine. Pour terminer, la représentativité veut que les élus agissent au nom des citoyens, sources de leur pouvoir et légitimité. Le pouvoir ne leur appartient pas, il leur est délégué par les électeurs¹⁶³.

¹⁵⁹Rappellent les constitutions de 2007 et de 2010.

¹⁶⁰« A quoi sert nos lois ? », communiqué du SeFaFi, 8 Octobre 2016.

¹⁶¹Journal L'Express de Madagascar n° 5454, paru le 19 février 2013.

¹⁶²Journal MADAGASCAR laza n° 2602, paru le 16 juillet 2013.

¹⁶³Communiqué du SeFaFi du 07 Février 2015.

III.3.3 PROMOTION DE DEVELOPPEMENT ET DE CHANGEMENT

La mauvaise gouvernance détruit la confiance du peuple en ses dirigeants. Les beaux discours ne font qu'accroître le doute et la méfiance. Si la classe politique dans son ensemble et les agents de l'administration s'avèrent incapables de planifier, de sanctionner, d'être redevables et d'avoir un minimum d'éthique, ils courent à leur perte, entraînant tout le pays dans leur chute. La source de nos maux actuels vient surtout d'un manque de volonté politique¹⁶⁴.

III.3.3.1 INDEPENDANCE ET DEVOIR DE RENDRE-COMPTE

Quatre vingt treize pourcent des interviewés confirment que les dirigeants dépendent des étrangers quant à la gestion des affaires nationales. Le graphe n°30 met en exergue cette confirmation : Indépendance des dirigeants et Gestion des affaires nationales. Le journal la Nation, paru le 08 mai 2014, rappelle que tout est politique étrangère à cause de l'influence des facteurs extérieurs à toute prise de décision. Madagascar ne peut pas échapper aux accords, conventions, résolutions, recommandations et autres instruments pertinents de l'organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées concernant le développement intégral de l'être humain, le progrès et le développement de tous les peuples dans les domaines économiques et social. Depuis le « programme d'ajustement structurel »¹⁶⁵ des années 1980, le pays n'a guère été consulté par les « bailleurs de fonds »¹⁶⁶ quant aux questions du développement de Madagascar. Les priorités du pays ne deviennent acceptables qu'à partir du moment où elles sont avalisées par la Banque mondiale¹⁶⁷.

La société civile constate que « Nos dirigeants sont plus attentifs aux requêtes venant des étrangers qu'à celles de leurs propres concitoyens »¹⁶⁸. Pourtant, les citoyens, qui élisent leurs représentants, à commencer par le Président de la République, sont les vrais détenteurs du pouvoir dans la nation. Ce sont les élus qui exercent le pouvoir d'État au nom des citoyens. Leur fonction principale est de travailler au bien général de la collectivité. Et c'est la redevabilité qui est le ciment de la confiance entre dirigeants et dirigés. Ainsi, les autorités ont le devoir de rendre compte aux citoyens. Il leur revient de les respecter, en fournissant des rapports d'activité réguliers. Mais les dirigeants conscients du devoir de rendre compte sont peu nombreux. 84,9 % des interviewés, le graphe n°31 : Dirigeants et devoir de rendre compte,

¹⁶⁴ « La crise de l'énergie, frein au développement », communiqué du SeFaFi, 23 Novembre 2014.

¹⁶⁵ Voir Gilles Duruflé, *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*, Karthala, 1988.

¹⁶⁶ « Qui décide à Madagascar ? », communiqué du SeFaFi, 29 Novembre 2016.

¹⁶⁷ Le 28 octobre 2016, la *Country manager* de la Banque mondiale à Madagascar définissait ainsi les « priorités de l'État » malgache.

« Qui décide à Madagascar ? », communiqué du SeFaFi, 29 Novembre 2016.

¹⁶⁸ « Election et vie quotidienne », communiqué du SeFaFi, 31 Décembre 2006.

confirment ce propos. Le graphe 33 cite le genre de compte-rendu et le graphe 32 montre la répartition des individus selon leurs réponses sur le compte-rendu que le dirigeant doit apporter à son peuple. Le graphe 35 cite les causes et le graphe 34 classe les individus selon leurs réponses sur les causes poussant les dirigeants à ne pas faire des compte-rendu.

Une autre tâche du régime consiste à rétablir le climat de confiance entre dirigeants et dirigés, indispensable au bon fonctionnement social. Ainsi, la redevabilité est fondamentale, car elle exige des politiciens qu'ils rendent compte de leurs actes à ceux qui les ont mis en place, et qui sont seuls habilités à apprécier la pertinence de leurs actions et réalisations. L'engagement politique peut se définir comme un contrat de confiance passé avec l'élu, conclu sur la base de promesses faites à l'électeur¹⁶⁹. Elle est aussi un contrat passé par l'élu avec son parti politique, sur la base des valeurs et du programme qu'il défend. Dans le meilleur comme dans le pire, dirigeants comme dirigés sont coresponsables.

III.3.3.2 CHANGEMENT

Les Malgaches veulent du changement. Pourtant, présenté dans le graphe 39, 308 citoyens, soit 86 % des interviewés, disent que la gouvernance malgache est inefficace ; 263 personnes, soit 73,5 % des citoyens enquêtés voient que nos dirigeants ne respectent pas l'Etat de droit (graphe 39). La gravité de la situation présente n'échappe à personne. Les signaux d'alarme se multiplient, venant de tous horizons de la société civile¹⁷⁰. La solution n'est plus aux paroles, elle est aux actes¹⁷¹. La situation exige le changement car le monde est en perpétuel mouvement. Il évolue. Mais il n'y a pas de changement sans résistance. La résistance est de l'énergie, un élément parfaitement naturel dans tout processus de changement. Elle est utilisée comme outil de développement car c'est une réaction vivante et saine, qui renseigne sur les besoins réels des personnes impliquées. La confrontation des ambitions des vecteurs du changement et des résistances au changement provoque quelquefois des conflits causés par l'accumulation d'insatisfactions résultats de la non réalisation d'actions souhaitées. Ce conflit peut être exprimé ou non, par une attitude de fuite, de collaboration, de soumission, ou d'agression. L'expert en ce domaine donne la définition pragmatique suivante : « On parle de résistance à chaque fois que des décisions prévues ou des mesures prises qui se révèlent judicieuses, « logique » ou même absolument nécessaires à un examen attentif se heurtent, pour des raisons insaisissables, au premier abord à un rejet diffus de la part de certaines personnes ou de tous les employés, suscitent des scrupules difficiles à comprendre d'emblée ou sont

¹⁶⁹Communiqué du SeFaFi du 17 Février 2009.

¹⁷⁰Communiqué du SeFaFi du 20 Août 2016.

¹⁷¹*Asa fa tsy kabary (acta non verba)* aimait à répéter le président Tsiranana.

contournées au moyen d'un comportement passif » (Lauterberg, 2000). Au-delà du rapport de forces, de la manipulation ou de la séduction, il peut faire appel aux capacités rationnelles de l'autre (Zarifian, 2008). Mais il est du devoir du dirigeant, sachant s'adapter et doser son investissement dans une relation, d'accomplir un changement afin de réaliser des objectifs de développement et de projets. Il importe d'apporter un changement, car à Madagascar, une infime minorité domine les secteurs économique et politique, pour conserver ses intérêts et ses avantages, tandis que la grande majorité de la population s'enfonce dans un dénuement total¹⁷². Une des capacités requises aux dirigeants est de transformer une idée en objectif, puis de définir les stratégies y afférentes. Tout en sachant structurer une bonne prise de décision selon le niveau d'information acquise (Zarifian, 2008).

Pour ce changement, les dirigeants sont dans l'obligation de créer et saisir les nouvelles opportunités de coopération et élargir les liens politiques, économiques, financiers et commerciaux. Il est possible de compter sur l'engagement de nos partenaires pour surmonter les nombreux défis qui attendent. Fatma Samoura, la coordinatrice résidente du Système des Nations Unies à Madagascar, lors de la remise au Premier Ministre de l'époque, du plan cadre des Nations Unies pour assistance au développement (UNDAF), qui servira de cadre de référence au système des Nations Unies pour la période 2015-2019, avait souligné que les Nations Unies étaient prêtes à œuvrer aux côtés des autorités malgaches pour asseoir les bases d'un développement inclusif et égalitaire¹⁷³. Même la communauté internationale, le FMI, à titre d'exemple, à travers Georges Tsibouris, Chef de Division chargé des pays africains, dans un communiqué daté du 6 mai 2014, veut contribuer au soutien de Madagascar, à l'instar des couches sociales les plus vulnérables¹⁷⁴.

III.3.3.3 IMPLICATION DE TOUS

La meilleure ressource, ce sont les « ressources humaines ». Et si l'enfant représente l'avenir, il est possible d'espérer un avenir meilleur vu nos potentiels démographiques. Mais la pauvreté, elle est un problème de développement, car elle affecte les enfants et les jeunes, qui constituent l'avenir du pays. Ainsi, le développement durable rime étroitement avec la lutte contre la pauvreté¹⁷⁵. Il ne s'agit pas uniquement de la question économique. Le SeFaFi, dans son communiqué du 12 Septembre 2008, explique que la croissance permet l'augmentation de la richesse globale du pays, mais ne suffit pas à garantir l'amélioration du niveau de vie de ses habitants. Il faut également que Madagascar élabore et applique un nouveau projet de société

¹⁷²Communiqué du SeFaFi du 12 Septembre 2015.

¹⁷³Dans le journal MADAGASCAR laza, du 08 mai 2014.

¹⁷⁴Dans MADAGASCAR laza, paru le 08 mai 2014.

¹⁷⁵Communiqué du SeFaFi du 14 Novembre 2015.

afin que les multiples aspects géographiques, ethniques, sociaux, économiques, culturels des groupes humains s'épanouissent et s'interpénètrent (Robin, 1975).

Le développement, pour qu'il soit durable, exige l'implication de toute la population. Il faut que les dirigeants élaborent et réalisent des principes de politique économique, garant de la durabilité du développement qui pourvoit à la satisfaction des besoins du présent sans courir le risque d'en priver les générations futures. Ainsi, l'approche inclut le développement durable car par définition, on considère comme durable, un développement qui vise à « satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité de générations futures à répondre aux leurs ». Cette définition a été popularisée par le rapport Brundtland (CMED, 1989), qui sert de référence à l'ensemble des travaux sur ce thème. D'après Sen, il faut que la génération présente puisse disposer d'au moins autant de ressources, de toutes sortes, à convertir en fonctionnements, qu'elle ait des aptitudes de conversion proches et qu'elle rencontre un équilibre équivalent entre opportunités et contraintes économiques et sociales que la génération précédente (Sen, 1985). Si les transmissions intergénérationnelles ne s'effectuent pas « normalement », elles peuvent engendrer des conséquences sociales graves qui vont jusqu'à mettre en péril la bonne marche de la société (Dubois, 2007). Toutes questions que l'on pose au passé doivent être fécondes et réfléchies, afin que la connaissance de notre passé constitue un enrichissement et non un obstacle, et ne détourne pas les défis de l'avenir. Elle doit apporter ordre et cohérence.

CONCLUSION PARTIELLE

Le monde d'aujourd'hui est de plus en plus vulnérable face aux divers chocs systémiques de type climatique, économique, social ou politique. Les hommes se trouvent ainsi toujours plus exposés aux risques individuels tels que maladies émergentes, perte d'emploi, etc. Les chocs frappent de manière plus violente et plus durable les populations vulnérables et donc les pauvres et les extrêmes pauvres. Madagascar n'est pas épargné par ces phénomènes. La vulnérabilité constatée au niveau du système de protection sociale est étroitement liée à la situation de pauvreté dans la Grande île¹⁷⁶. Ainsi, l'hypothèse 1 est vérifiée car c'est cette pauvreté qui engendre le non-respect des droits de l'Homme. D'après les concitoyens, le dirigeant est le premier responsable de la pauvreté à Madagascar, c'est pourquoi les manières dont les catégories majoritaires de la société malagasy interprète, sur le plan politique, leurs besoins, leurs expériences et leurs perturbations démontrent un tâtonnement sur la perception des véritables conjonctures. Un tâtonnement bien vite récupéré par les dinosaures mais également par les nouvelles catégories politiciennes. Certaines classes espèrent qu'en tâtonnant, on se familiarise progressivement avec certains aspects de la gouvernance. Mais le résultat dit le contraire. L'hypothèse 2 : « Les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches convergent vers ceux des dirigeants. » est réfutée car ce tâtonnement veut dire que les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches ne convergent pas vers ceux des dirigeants. Les Malgaches ne peuvent plus agir, s'épanouir à cause des crises cycliques, de l'insécurité de tout genre (physique, morale, spirituelle, sociale, de biens et ressources). Ils n'ont plus l'éthique professionnelle et la volonté de travailler. Ils ne savent plus le véritable sens du sacrifice. L'hypothèse 3 : « La gouvernance de Madagascar est efficace et indépendante du reste du monde. » est contestée car l'impunité, la corruption, le non respect de la parole donnée, de la bonne gouvernance, de l'Etat de droit gagnent du terrain ; et que Madagascar dépend trop des étrangers. Pour la plupart, l'argent est tout et ils perdent leur âme dans la course à l'argent. Les concitoyens n'arrivent plus à comprendre qu'un service rendu dans l'état d'esprit juste apporte une satisfaction personnelle qui récompense au centuple des efforts. Ils ne connaissent plus ceux qui sont le mieux pour eux et leur entourage. Ils n'ont plus le sens de la protection des biens communs, le dévouement pour la chose publique, le souci de l'intérêt général. A travers cette partie, nous constatons la perte de confiance entre gouvernés et gouvernants, la dévalorisation de l'autorité légitime.

¹⁷⁶Le chômage et la retraite peuvent ainsi constituer de véritable danger si aucune mesure spécifique n'est prise. « 80% des malgaches actifs n'ont accès à aucune couverture sociale », le président Hery Rajaonarimampianina n'a pas hésité à l'avouer.

IV –RELATIONS ENTRE DIRIGEANTS ET DIRIGES

INTRODUCTION

Madagascar est sur le point de prendre un nouveau départ. Il est temps de retrousser ses manches. Les Malgaches en ont assez d'attendre et de vivre dans la misère. Mais sont-ils capables de trouver l'homme qu'il faut, à la place qu'il faut pour les diriger, les encourager à faire beaucoup plus, pour la relance économique et la reconstruction nationale. Cet homme doit oser et innover, tout en restant vigilant, car tout ce qui est nouveau dérange toujours ceux qui veulent rester. Une chose est sûre, il faut apporter des réformes, avancer et travailler ensemble ! Il est temps de se mettre à la tâche car le défi est énorme.

Les Malgaches veulent que le grand chantier du développement et de la relance économique de Madagascar avance. Mais c'est également à eux de décider s'ils veulent avancer ou non. Il est de leur devoir de trouver un bon dirigeant, juste et loyal envers le peuple, et qui sait ce que sont l'autorité et le pouvoir. Le but à atteindre est de vaincre la pauvreté. Il appartient aux dirigeants et au peuple malgache d'aller vers ce but en usant des meilleurs moyens, en poursuivant des réformes dans plusieurs domaines : amélioration du cadre macro-économique, de l'environnement juridique, du domaine de la sécurité ... Dans cette perspective, il faudra se donner la main pour venir à bout de cette pauvreté qui a beaucoup affecté le peuple. A part le coup de pouce de ceux qui veulent aider Madagascar à sortir de cette pauvreté insoutenable et cet égoïsme inadmissible, chacun doit également mettre du sien pour le bien du pays et considérer l'intérêt du peuple.

Sortir Madagascar de cette misère n'est pas une utopie. Le pays possède les potentialités nécessaires et l'humain requis. L'objectif immédiat du régime est de construire une base solide pour une croissance rapide et la réduction de la pauvreté. Une stratégie à moyen terme est aussi nécessaire pour ramener l'économie malgache sur la voie d'une croissance durable, harmonieuse et inclusive. Pour y parvenir il nous faut un modèle de développement économique. A partir de ce modèle, il appartient à l'exécutif de mettre en place un programme économique qui devrait faire de Madagascar le grenier de l'Océan Indien, puis un pays émergent. Afin d'assurer la relance, le Premier ministre, par le biais de la politique générale de l'Etat, doit être capable de suivre l'orientation du Président, les ministres ont l'obligation de booster le secteur économique, poumon du développement, et les responsables de chaque département doivent être capables d'élaborer et d'appliquer un programme qui puisse attirer les investisseurs.

Des réalités contradictoires marquent l'histoire de Madagascar. Un dirigeant est sensé être discret, facile, responsable, passionné et épanoui. Il respecte la liberté d'expression et reste

toujours à l'écoute¹⁷⁷. Les autorités malgaches ont le devoir d'améliorer la faible croissance économique qui a interrompu la tendance à l'amélioration des indicateurs sociaux, et surtout, de maintenir la stabilité macroéconomique et financière à Madagascar. Mais en parlant de la politique et de la gouvernance à Madagascar, le ver est déjà dans le fruit. Ce ver, c'est l'impunité dont il s'agit. Le PIB par Malgache est faible alors que les prix de produits nécessaires à la survie ne cessent de s'élever. Alors que l'objectif commun est de faire de Madagascar un pays émergent. La réussite des uns devient insupportable aux autres. Ceux qui sont riches donnent des tentations aux pauvres de voler. Alors que toute action doit se passer à la base ou au moins inciter la participation de tous les citoyens. La problématique se pose comme suit : nos concitoyens constatent-ils que les relations entre le peuple et les dirigeants sont à entretenir ? Les questions de recherche sont formulées ci-après :

- Les concitoyens sont-ils conscients que les dirigeants endossent plus de responsabilité que le peuple et ils doivent se préparer avant de gouverner, suivre des formations et renforcer leurs capacités, même pendant leur gouvernance ?
- Les concitoyens constatent-ils qu'un écart existe entre le peuple et les dirigeants, et que le dirigeant et l'Etat ont quelque chose à voir avec la pauvreté de la population ?
- Les concitoyens se méfient-ils de la mutualité entre peuple, et entre peuple et dirigeants ?
- Les concitoyens savent-ils les devoirs et obligations que les dirigeants doivent accomplir, ainsi que les attentes des citoyens aux dirigeants, et également leurs devoirs et obligations envers l'Etat et les attentes des dirigeants envers leurs concitoyens ?

L'objectif est ici de savoir si nos concitoyens constatent que les relations entre le peuple et les dirigeants restent à entretenir.

Quant aux objectifs spécifiques, ils sont :

- de vérifier si les concitoyens sont conscients que les dirigeants endossent plus de responsabilité que le peuple et ils doivent se préparer avant de gouverner, suivre des formations et renforcer leurs capacités, même pendant leur gouvernance ;
- d'apprécier si les concitoyens constatent qu'il y a un écart entre le peuple et les dirigeants, et que le dirigeant et l'Etat ont quelque chose à voir avec la pauvreté de la population ;
- de saisir si les concitoyens se méfient de la mutualité entre peuple, et entre peuple et dirigeants ;

¹⁷⁷Car tous les gens qu'ils rencontreront sur leur chemin auront au moins une chose à leur apprendre, s'ils sont prêts à les écouter.

- d'évaluer si les concitoyens connaissent les devoirs et obligations des dirigeants, les attentes des citoyens aux dirigeants, et également leurs devoirs et obligations envers l'Etat et les attentes des dirigeants envers les concitoyens.

Les hypothèses avancées sont :

- Les concitoyens sont conscients que les dirigeants endossent plus de responsabilité que le peuple et ils doivent se préparer avant de gouverner, renforcer leurs capacités, même pendant leur gouvernance ;
 - Les concitoyens constatent l'écart qui existe entre le peuple et les dirigeants, et que le dirigeant et l'Etat affaiblissent la population ;
 - Les concitoyens se méfient de la mutualité entre peuple, et entre peuple et dirigeants ;
 - Les concitoyens connaissent les devoirs, obligations, attentes des citoyens et des dirigeants.

Les résultats attendus se présentent comme suit :

- La conscientisation des concitoyens sur la grandeur de la responsabilité des dirigeants et la nécessité de se préparer avant de gouverner, suivre des formations et renforcer leurs capacités, même pendant leur gouvernance sera vérifié ;
- La constatation des concitoyens sur l'écart existant entre le peuple et les dirigeants, et la responsabilité du dirigeant et de l'Etat à propos de la pauvreté à Madagascar sera appréciée ;
- La méfiance des concitoyens sur la mutualité entre peuple, et entre peuple et dirigeants sera saisie ;
- La connaissance des concitoyens des devoirs, obligations, attentes des dirigeants et des citoyens sera évaluée.

IV.1 MATERIELS ET METHODES

Le redressement du pays exige que les Malgaches, dirigeants comme dirigés, travaillent dur, qu'ils croient en eux et obtiennent des résultats. Ils sont sensés avoir la volonté et le devoir de réussir. Etant convaincu que le « bien vivre » est la finalité de notre existence, et comme l'a bien dit Aristote, le « vivre-en-société » est le moyen qui peut y conduire, nos potentiels économiques pourraient facilement nous permettre de mieux vivre.

IV.1.1 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 1 :

« Nos concitoyens sont conscients que les dirigeants endossent plus de responsabilité que le peuple et ils doivent se préparer avant de gouverner, renforcer leurs capacités, même pendant leur gouvernance ».

IV.1.1.1 DEMARCHE ADOPTEE

Les questions posées dans le questionnaire (Annexe I) pour la vérification de l'hypothèse 1 sollicitent l'opinion des concitoyens sur la particularité des dirigeants et ce qu'on doit faire pour devenir dirigeant. Il s'agit de/savoir si :

- montrer la différence entre dirigeants et simples citoyens ;
- classer les individus suivant les réponses qu'ils ont donnés sur la différence entre dirigeants et simples citoyens ;
- oui ou non, les dirigeants ont besoin de se préparer avant de gouverner ;
- les citoyens sont capables de citer les qualités requises, préparations et expériences exigées pour être Président de la République ;
- les citoyens sont capables de citer les préparations, genre de formation et expériences exigées avant de devenir Député de Madagascar ;
- présenter la répartition des individus enquêtés suivant leurs réponses à propos des temps, genre de préparation et expériences requis avant de gouverner ;
- oui ou non, les dirigeants, particulièrement les responsables dans les CTD et les services déconcentrés, ont besoin de suivre des formations et de renforcement de capacité ;
- présenter la nécessité des dirigeants de suivre de formation et de renforcement de capacité, en plein mandat.

IV.1.1.2 VARIABLES

La confrontation de cette hypothèse met en exergue plusieurs variables, à l'instar de :

- différence entre dirigeants et simples citoyens ;
- groupe de réponses sur la différence entre dirigeants et simples citoyens ;
- pourcentage des réponses si oui ou non, les dirigeants ont besoin de se préparer avant de gouverner ;

- groupe de réponses sur les temps, genre de préparation et expériences requis avant de gouverner ;
- pourcentage des réponses si oui ou non, les dirigeants, particulièrement les responsables dans les CTD et les services déconcentrés, ont besoin de suivre des formations et de renforcement de capacité ;
- pourcentage des réponses si oui ou non, les dirigeants ont besoin de suivre de formation et de renforcement de capacité, en plein mandat.

IV.1.1.3 FINALITES

Les finalités dans la vérification de l'hypothèse 1 sont :

- un graphe qui montre la différence entre dirigeants et simples citoyens ;
- un graphe qui classe les individus suivant les réponses qu'ils ont données sur la différence entre dirigeants et simples citoyens ;
- un graphe qui présente si oui ou non, les dirigeants ont besoin de se préparer avant de gouverner ;
- un graphe qui présente la répartition des individus enquêtés suivant leurs réponses à propos des temps, genre de préparation et expériences requis avant de gouverner ;
- un graphe qui présente si oui ou non, les dirigeants, particulièrement les responsables dans les CTD et les services déconcentrés, ont besoin de suivre des formations et de renforcement de capacité ;
- un graphe qui présente la nécessité des dirigeants de suivre de formation et de renforcement de capacité, en plein mandat.

IV.1.2 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 2 :

« Nos concitoyens constatent l'écart qui existe entre le peuple et les dirigeants, et que le dirigeant et l'Etat affaiblissent la population ».

IV.1.2.1 DEMARCHE ADOPTEE

Un dirigeant doit être libre et capable de se battre pour réaliser son rêve et donner le meilleur de lui-même dans tout ce qu'il entreprend. Il se doit de réussir et doit avoir la volonté de lutter et d'apprendre. Grâce à la diversité, considérée comme une richesse et une véritable ressource, il est possible de concevoir une société qui se construit. A travers les questions posées aux concitoyens dans le questionnaire (Annexe I), la vérification de cette hypothèse considère l'écart c'est-à-dire la divergence d'opinion et les moyens qui existent entre les simples citoyens et les dirigeants malgaches. Le questionnaire essaie de savoir plus sur la responsabilité des dirigeants face à la pauvreté de la population.

IV.1.2.2 VARIABLES

Pour la vérification de l'hypothèse 2, les variables sont :

- oui ou non, les dirigeants affaiblissent la population ;
- oui ou non, un écart existe entre le peuple et les dirigeants.

IV.1.2.3 FINALITES

Pour la vérification de l'hypothèse 2, les finalités sont des figures et graphes sur :

- un graphe montrant si oui ou non, les dirigeants affaiblissent la population ;
- un graphe présentant si oui ou non, un écart existe entre le peuple et les dirigeants.

IV.1.3 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 3 :

« Nos concitoyens se méfient de la mutualité entre peuple, et entre peuple et dirigeants ».

IV.1.3.1 DEMARCHE ADOPTEE

Afin d'établir la discipline et obtenir des résultats, il faut que chaque dirigeant soit de rigueur. Il en est de même pour tout un chacun quel qu'il soit. A cela s'ajoute le respect des conditions favorables à l'épanouissement de tout individu. Dans le questionnaire (Annexe I), la vérification de l'hypothèse 3 évoque des questions sur les responsabilités partagées entre les dirigeants et les citoyens, l'entraide entre les citoyens, entre les dirigeants et les citoyens.

IV.1.3.2 VARIABLES

Pour la vérification de l'hypothèse 3, les variables sont :

- oui ou non, la mutualité entre peuple, entre peuple et dirigeants existe ;
- groupe de réponses sur la mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple.

IV.1.3.3 FINALITES

Les finalités dans la vérification de l'hypothèse 3 sont :

- un tableau montrant si oui ou non, la mutualité entre peuple, entre peuple et dirigeants existe ;
- un graphe catégorisant les individus suivant leurs opinions sur la mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple.

IV.1.4 DEMARCHE SPECIFIQUE DE VERIFICATION DE L'HYPOTHESE 4 :

« Nos concitoyens connaissent les devoirs, obligations, attentes des citoyens et des dirigeants ».

IV.1.4.1 DEMARCHE ADOPTEE

Les questions établies dans le questionnaire (Annexe I) pour la vérification de cette hypothèse sont canalisées sur l'estimation et l'appréciation des citoyens du niveau de compétences des dirigeants au cours des différentes successions au pouvoir, sur la perception de la place qu'occupe la population vis-à-vis des décideurs et de l'Etat Malgache. Ceci a permis de voir la capacité des dirigeants à assumer leurs responsabilités ainsi que les devoirs et obligations du peuple. Et enfin, ces informations ont permis de rechercher des solutions en vue

d'améliorer l'aptitude des dirigeants Malgaches à gouverner le pays en collaboration avec la population.

IV.1.4.2 VARIABLES

Les variables correspondantes à la vérification de l'hypothèse 4 sont :

- devoirs, obligations et attentes des dirigeants envers les citoyens ;
- devoirs, obligations et attentes des citoyens envers les dirigeants.

IV.1.4.3 FINALITES

Les finalités dans la vérification de l'hypothèse 4 sont :

- un tableau comparant les devoirs et obligations des citoyens et des dirigeants ;
- un tableau comparant les attentes des citoyens et des dirigeants.

IV.2 RESULTATS

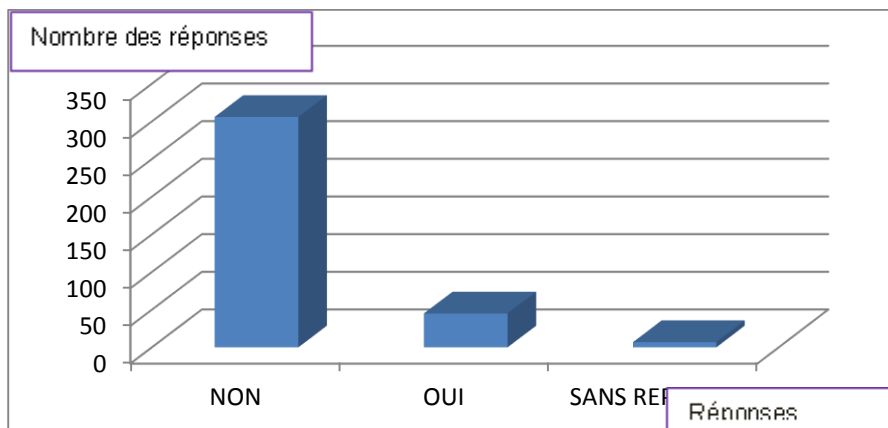
La différence invite à mieux connaître et comprendre l'autre afin d'élargir l'horizon de compréhension. La diversité pourrait constituer un ciment de socialisation solide, si les dirigeants répondent aux questions et attentes collectives ; s'ils garantissent les droits des citoyens et le fonctionnement d'un Etat efficace et Juste, répondant aux légitimes aspirations de la population.

IV.2.1 PARTICULARITE ET PREPARATION A LA GOUVERNANCE

Un dirigeant est un modèle, un exemple, il a l'obligation de redonner espoir à son peuple. Il ne commet pas d'abus et ne doit pas arriver par simple hasard au pouvoir. Fort de sa vision, il doit renforcer ses capacités et compétences. En période de crise, sa première mission est de rester à l'écoute de tous, de se faire plus aimer que craindre.

IV.2.1.1 DIFFERENCE ENTRE DIRIGEANTS ET SIMPLES CITOYENS

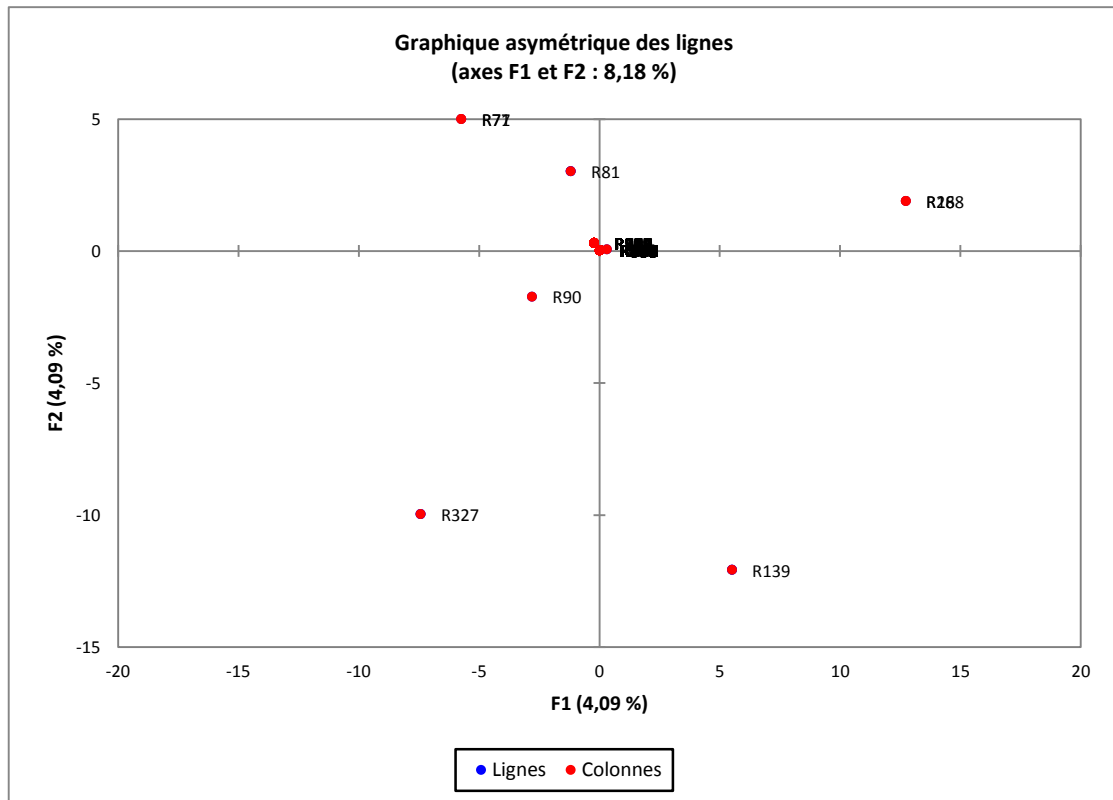
La question de savoir, si les dirigeants et les dirigés sont égaux, la réponse nous donne 85,5%, soit 306, « non ». Les dirigeants et les simples citoyens ne sont pas égaux, les dirigeants endossent plus de responsabilité que les simples citoyens. Le graphe n°40 présente cette particularité des dirigeants.



Graphe 40. Différence entre dirigeants et simples citoyens

Source : Auteur, 2017

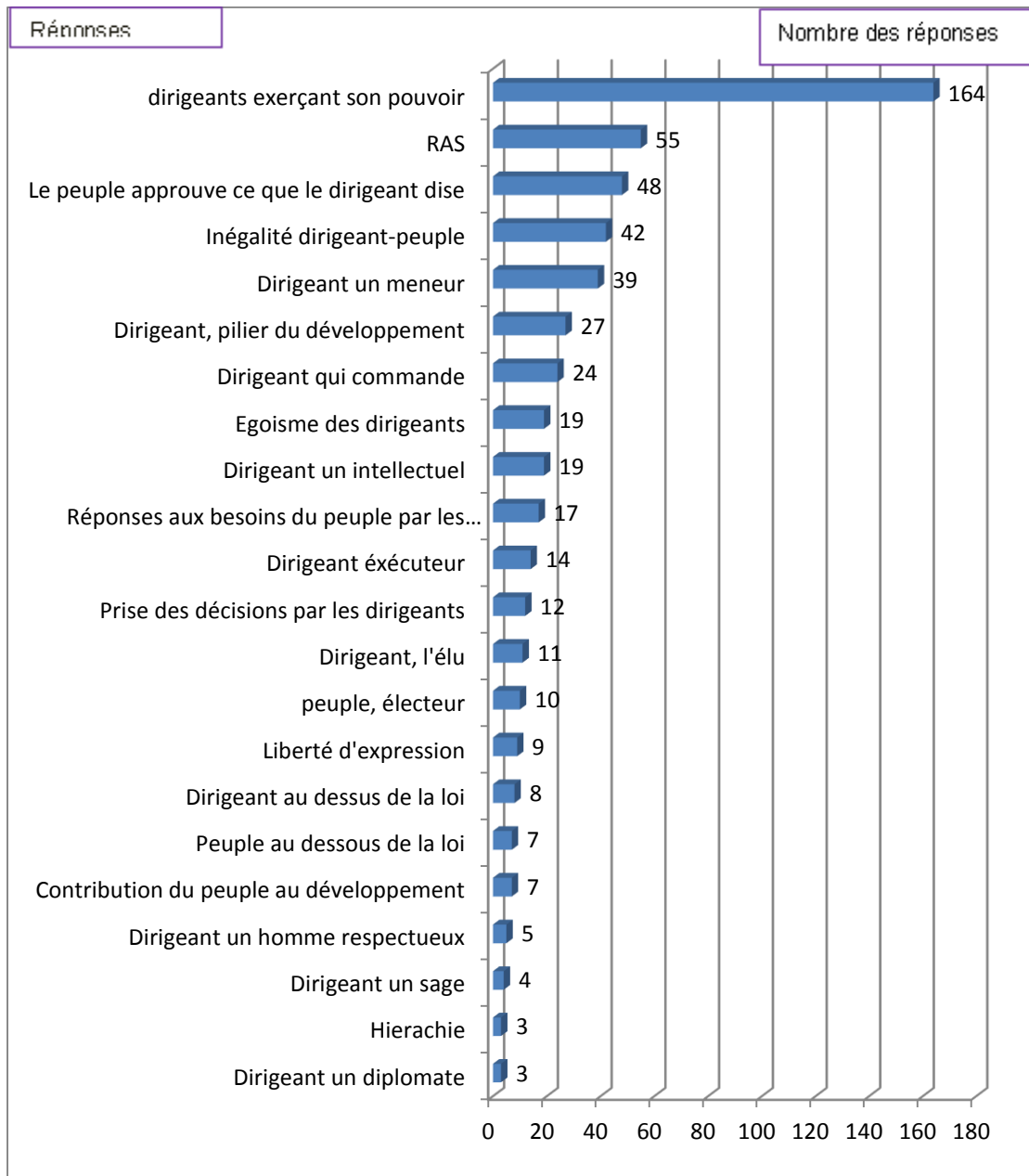
Selon les avis des personnes enquêtées, il y a une grande différence entre dirigeants et dirigés. Cette différence peut apparaître dans plusieurs domaines. Le graphe n°41 ci-contre représente la classification des individus suivant les réponses qu'ils ont données sur la différence entre dirigeants et simples citoyens :



Graph 41. Classification des réponses sur la différence entre dirigeant et simple citoyen
Source : Auteur, 2017

Après analyse des résultats, les individus ont été catégorisés en 04 classes :

Pour la première classe, un dirigeant doit posséder les qualités suivantes : mature, respectueux, diplomate, dispose d'un certain niveau intellectuel. Il devrait avoir aussi un bon sens de l'écoute. Les dirigeants détiennent plus de pouvoir par rapport aux simples citoyens, alors qu'ils sont élus par les citoyens. De plus, les dirigeants sont moins nombreux. Les réponses obtenues par la deuxième classe se présentent comme suit : Les dirigeants possèdent plus de bien matériel et relationnel, c'est-à-dire plus riches, ayant beaucoup plus de moyens et de possibilités. Les individus de la troisième classe de leur côté, pensent qu'un dirigeant est un homme à qui les citoyens peuvent se plaindre, que c'est un homme de confiance, et un employé du peuple à la fois. La dernière classe estime que la différence entre dirigeants et simples citoyens se retrouve surtout au niveau du titre et de la place occupée. Par rapport aux membres de la communauté, ils ont leur statut et traitement particulier.



Graphe 42. Différence entre dirigeants et simple citoyen

Source : Auteur, 2017

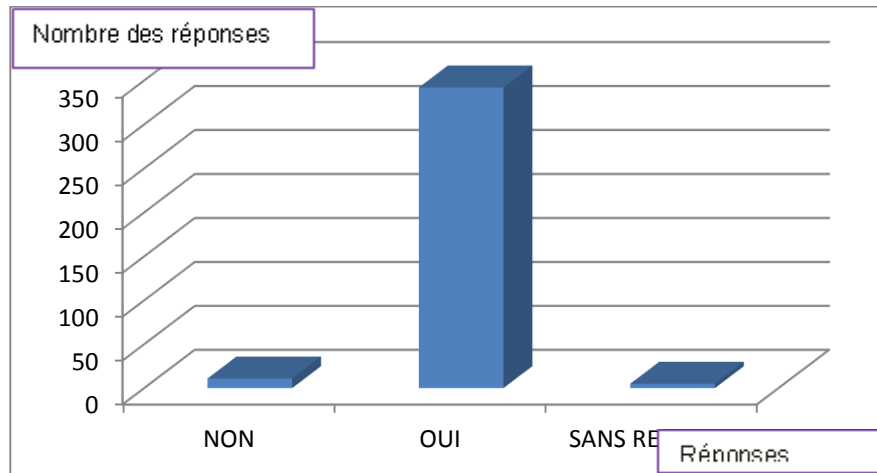
Cent soixante quatre citoyens ou 54,6 % des interviewés avancent que les dirigeants sont des personnes qui disposent d'un statut supérieur car ils sont au pouvoir. 48 individus pensent que tenant compte de leur statut de dirigeant, les simples citoyens doivent les écouter. Quarante six individus ou 15,3% trouvent qu'il y a un écart flagrant entre dirigeants et citoyens.

IV.2.1.2 PREPARATION A LA GOUVERNANCE

Pour que le pouvoir soit légitime, il faut que la population ait le sentiment qu'il est exercé par les « bonnes » personnes, selon de « bonnes pratiques » et dans l'intérêt commun.

a- Se préparer avant de gouverner

Quatre vingt quinze virgule cinq pourcent des interviewés, soit 342 citoyens, assurent que « oui », les dirigeants ont besoin de se préparer avant de gouverner. Le graphe n°43 met cela en exergue.



Graphe 43. Préparation à la gouvernance

Source : Auteur, 2017

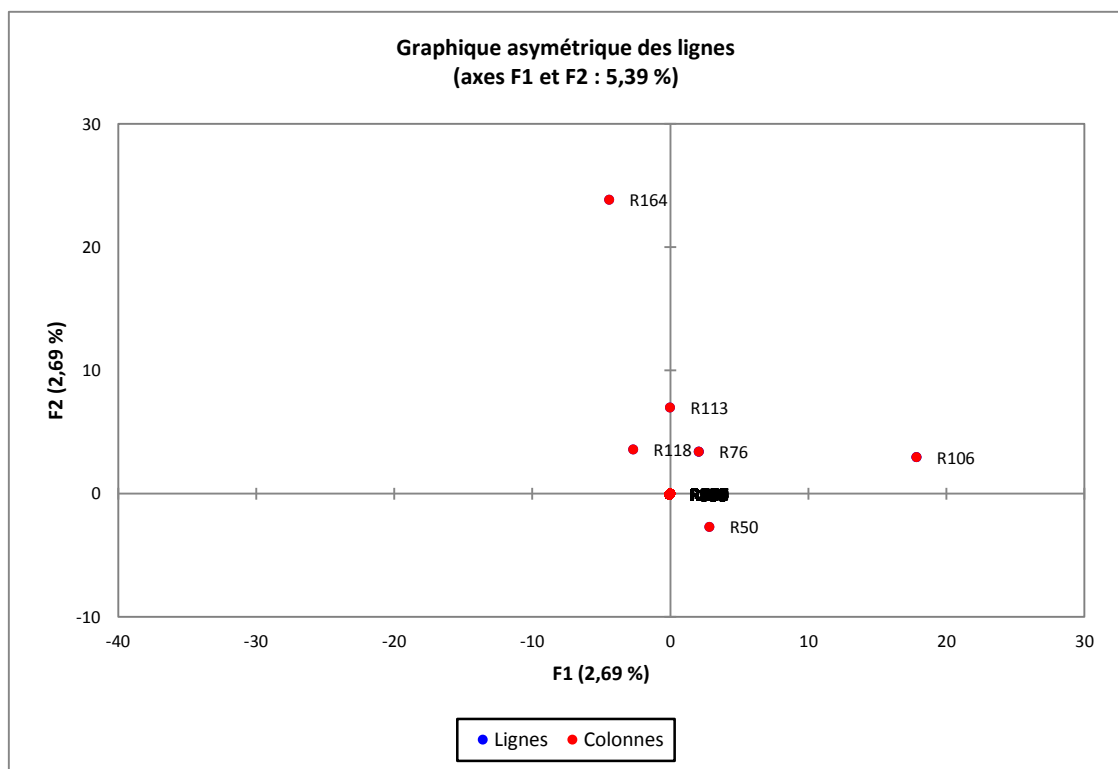
b - Temps, genre de préparation et expériences requises avant de gouverner

Un Président de la République ne doit pas arriver à sa place par simple curiosité. D'après nos concitoyens, les qualités requises et les préparations, expériences exigées sont les suivants:

- Temps pour se préparer : Dès sa vie d'étudiant. Depuis qu'il a l'idée de vouloir être Président. 5 ans au minimum. En attendant l'élection suivante, six ans avant l'élection suivante. Depuis l'arrivée de son prédécesseur au pouvoir. Depuis le début d'un gouvernant en cours.
- Autres préparations : Il doit aimer communiquer. Il doit avoir de bonnes relations avec les personnalités politiques, religieuses et sociales. Il doit être sociable, capable de communiquer avec toutes les catégories sociales.
- Expériences et connaissances : Il doit savoir les tâches, les obligations et les devoirs d'un Président, avant d'être élu. Il doit être un leader, intelligent, compétent et diplomate. Il doit avoir une bonne connaissance sur la pratique de la bonne gouvernance. Il doit occuper d'abord le poste de Directeur, Directeur Général ou Président Directeur Général. Il doit avoir des expériences politiques, c'est à dire déjà être Député, Ministre ou chef d'Institution. Il doit être capable de maîtriser au moins deux langues étrangères. Il doit avoir une notion sur la Géographie, l'Histoire, la Sociologie, l'Administration, la Science et Techniques, la Politique. D'autres exigent la maîtrise en gestion ou en droit, être expert en Economie.

Et les préparations, le genre de formation et expériences exigés avant de devenir Député de Madagascar sont les suivants :

- Temps pour se préparer et autres préparations : 3 à 5 ans au minimum. Depuis son jeune âge, c'est à dire quand il peut faire une analyse sur un fait. Il doit être disponible car il doit connaître les problèmes et les besoins de la population. Il doit être sociable, capable d'écouter et discuter avec la population. Il doit savoir le quotidien de la population et être en mesure de résoudre leur problème.
- Expériences et connaissances : Il doit avoir des notions sur le Leadership, la Politique, la comptabilité, la sociologie. Il doit avoir le minimum de connaissance sur le droit public, avoir la maîtrise en droit. Pour couronner le tout, il doit être un orateur et maîtriser au moins deux langues étrangères (Français, Anglais). Le graphe n°44 ci-contre représente la répartition des individus enquêtés suivant leurs réponses à propos du temps et le genre de préparation et expériences requis avant de gouverner :



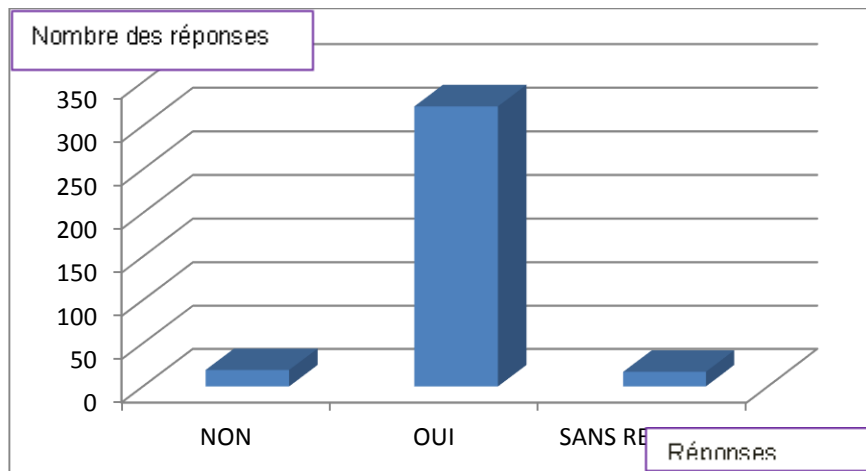
Graphe 44. Réponses à propos du temps, genre de préparation et expériences requis avant de gouverner

Source : auteur, 2017

c - Formation, renforcement de capacité des dirigeants

Quatre vingt neuf virgule neuf pourcent des enquêtés, soit 322 citoyens, répondent que « oui », les dirigeants, particulièrement les responsables dans les CTD et les services

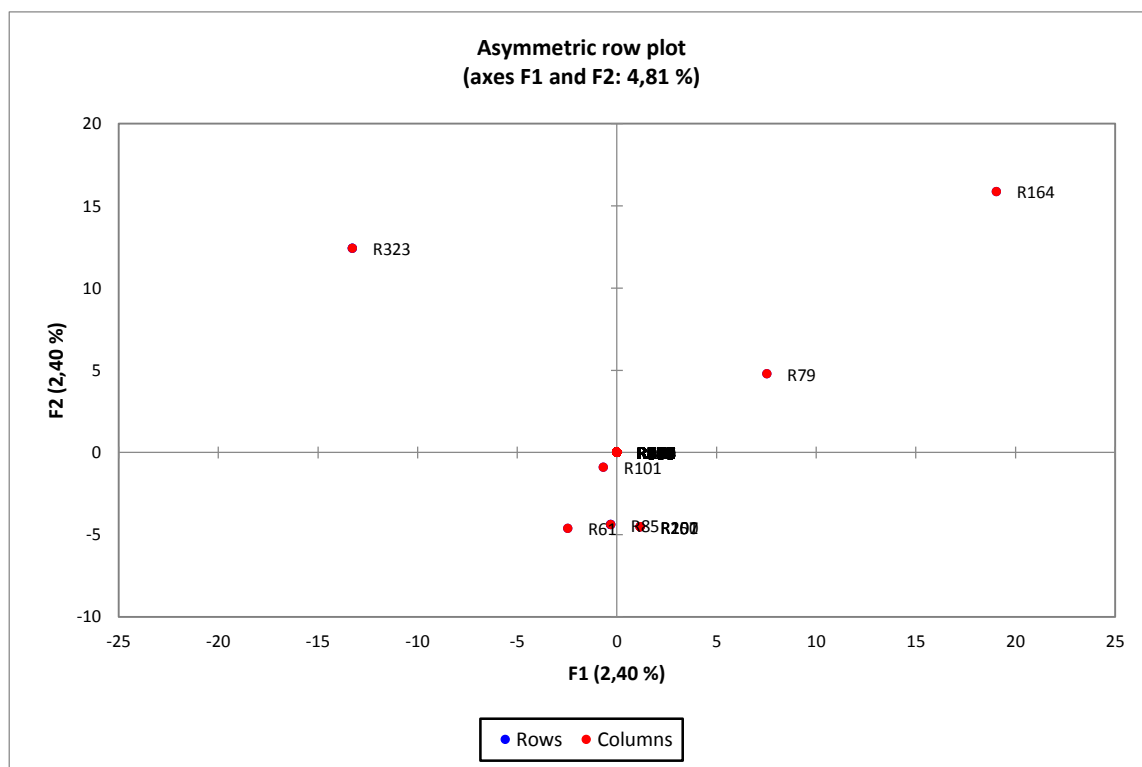
déconcentrés, ont besoin de suivre des formations et de renforcement de capacité. Le graphe n°45 résume les réponses des concitoyens.



Graphe 45. Renforcement de capacité des dirigeants

Source : auteur, 2017

L'éducation, les instructions, les formations sont utiles pour préparer les dirigeants à mieux réagir face aux aléas du pouvoir. Le graphe n°46 suivante met en exergue cette nécessité pour parfaire la conduite de gestion et d'administration de l'Etat Malgache.



Graphe 46. Nécessité des dirigeants de suivre des formations et de renforcement de capacité

Source : Auteur, 2017

Les individus enquêtés ont précisé le manque de compétences et de connaissances des dirigeants élus à la tête du gouvernement malgache. De ce fait, plusieurs aspects des dirigeants Malgaches peuvent être améliorés pour une bonne gouvernance aboutissant à la satisfaction des

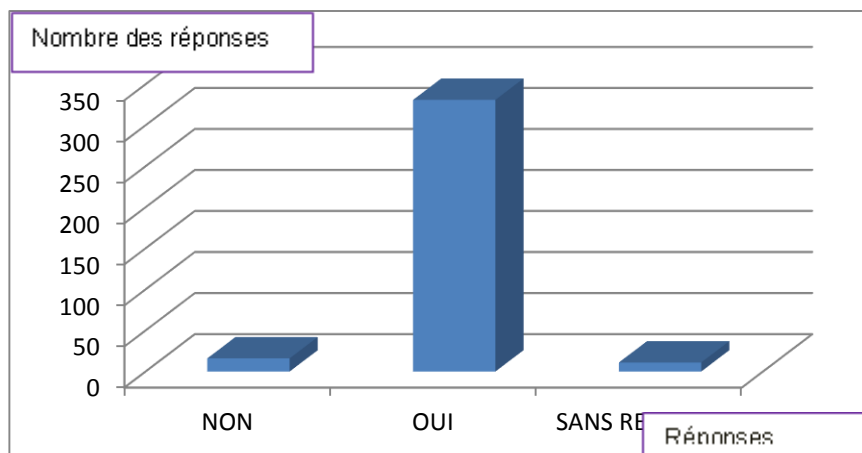
peuples. La diplomatie et les relations internationales sont des paramètres primordiaux encore non maîtrisés par les Présidents Malgaches. Les lois, la campagne électorale, et la mondialisation sont d'autres parts des éléments indispensables à la gouvernance mais encore non maîtrisés par les dirigeants. De plus, le respect du pouvoir des citoyens, et l'amour de la patrie doivent être développés à l'intérieur de la personne à la tête du pouvoir pour satisfaire l'intérêt national.

IV.2.2 ECART ENTRE CITOYENS ET DIRIGEANTS

Il est important qu'un dirigeant garde son identité tout en se forgeant une vie sociale active qui englobe des personnalités différentes de la sienne¹⁷⁸. S'il partage ses valeurs et son éthique du travail, ni leurs vêtements, ni leurs origines sociales, ni leur appartenance politique ou ethnique n'ont d'importance. Ce genre de dirigeant veut vraiment avancer, il cultive sa personnalité et a un regard qui se tourne vers l'avenir¹⁷⁹.

IV.2.2.1 PAUVRETE ET RESPONSABILITE DES DIRIGEANTS

Les dirigeants affaiblissent la population. Le graphe n°47 montre que 92,5 % des interviewés, soit 331 citoyens, confirment ce propos.



Graphe 47. Pauvreté et responsabilité des dirigeants

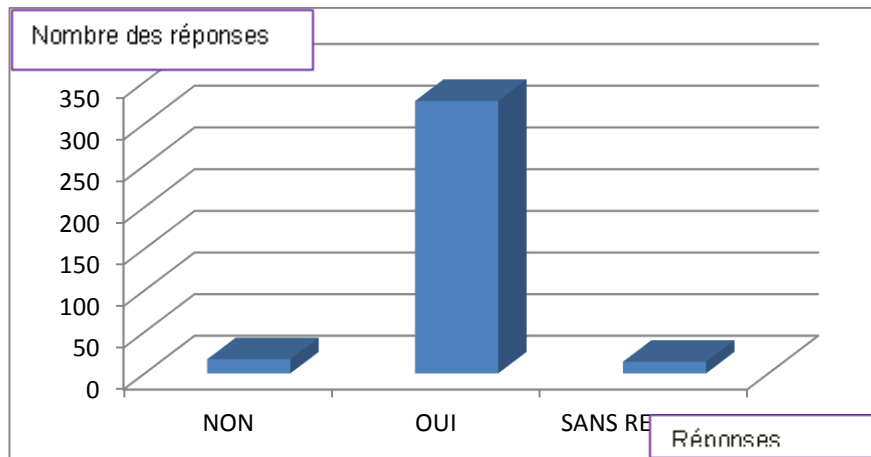
Source : Auteur, 2017

IV.2.2.2 ECART ENTRE PEUPLE ET DIRIGEANTS

Quatre vingt onze virgule trois pourcent des personnes enquêtées, soit 327 citoyens sont persuadés que « oui », il y a un grand écart entre le peuple et les dirigeants. Le graphe n°48 le montre bien.

¹⁷⁸ Il ne se contente pas d'accepter les autres, mais se lie à des gens qui ne lui ressemblent pas.

¹⁷⁹ Comme le révérend Al Sharpton l'a dit au congrès du Parti démocrate (USA), en 2007 : « Ce qui compte, ce n'est pas d'où vous venez, mais où vous allez. ».



Graphe 48. Ecart entre peuple et dirigeants

Source : Auteur, 2017

IV.2.3 MUTUALITE ENTRE CITOYENS ET DIRIGEANTS

Il faut croire que les Malgaches sont capables d'assumer seul leurs responsabilités et la gestion de leurs affaires nationales, s'ils veulent et si on les laisse faire. Et il est de la mission du dirigeant d'assurer la solidarité entre les citoyens.

IV.2.3.1 EXISTENCE OU NON DE LA MUTUALITE

Cent quatre vingt trois personnes, soit 51,1 % des enquêtées répondent que « non », l'entraide entre les concitoyens n'existe plus ; et 236 citoyens, soit 65,9 % des interviewés sont convaincus qu'il n'y a plus d'entraide entre les dirigeants et le citoyen. Le tableau n°9 donne beaucoup plus de détail.

Tableau 9. Mutualité entre peuple, entre peuple et dirigeants

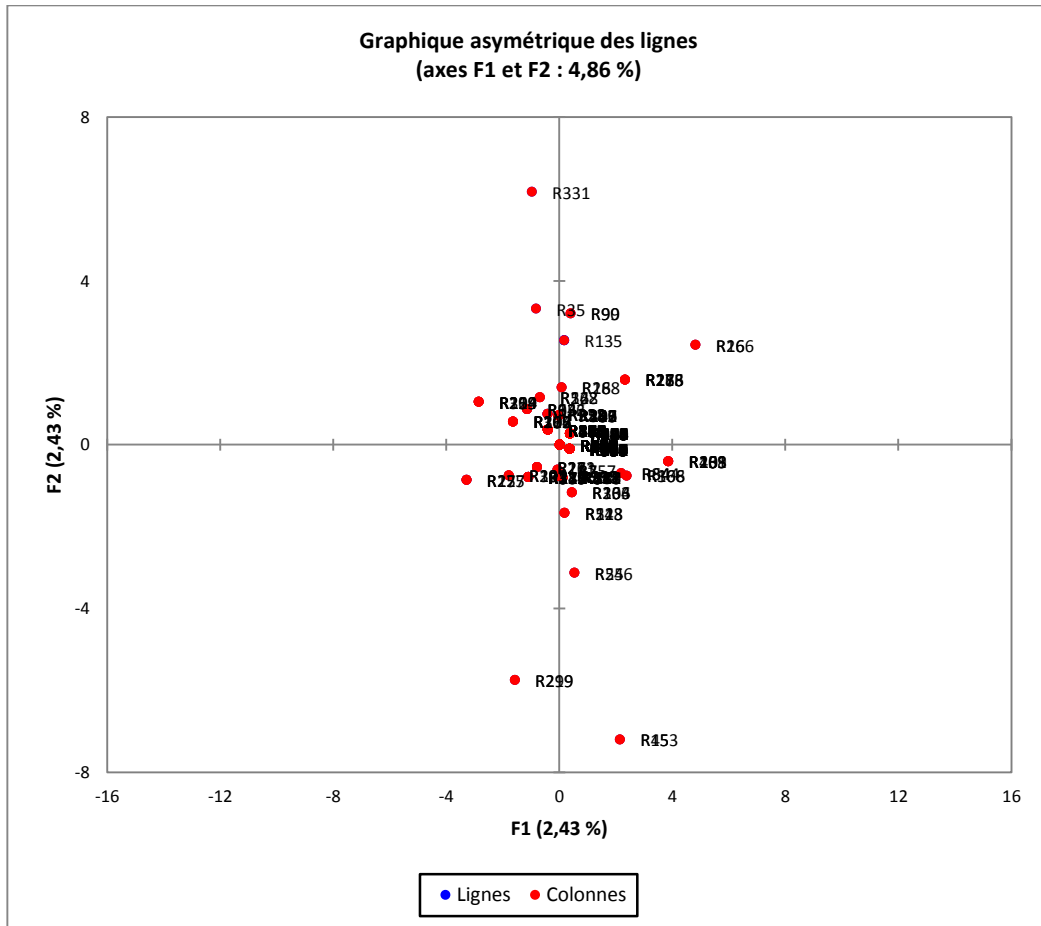
REPONSE	MUTUELLE ENTRE PEUPLE		MUTUELLE ENTRE PEUPLE ET DIRIGEANTS	
	EFFECTIF	POURCENTAGE	EFFECTIF	POURCENTAGE
NON	183	51,1	236	65,9
OUI	145	40,5	97	27,1
SANS RE REPONSE	30	8,4	25	7,0
TOTAL	358	100,0	358	100,0

Source : Auteur, 2017

Le tableau ci-dessus montre la solidarité et la coopération entre les dirigeants et les citoyens. Ces derniers sont convaincus que cette liaison entre eux-mêmes et leurs dirigeants s'amenuise. Et petit à petit, l'écart entre les deux s'agrandit.

IV.2.3.2 COMPARAISON DES DEUX MUTUALITES

La cohésion entre les citoyens reste encore plus forte comparée à la constatation précédente. Le graphe n°51 ci-contre représente la catégorisation des individus suivant leurs opinions sur la mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple :

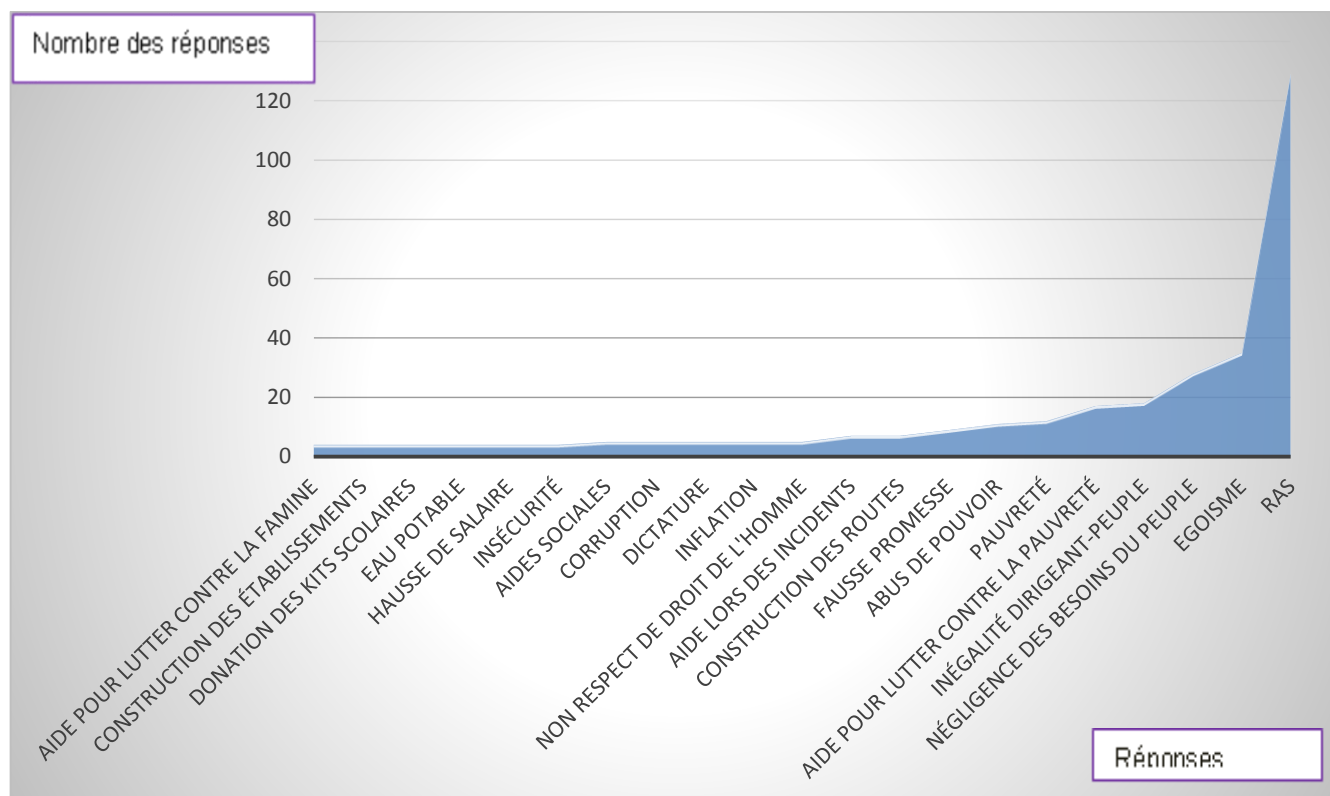


Graph 49. Avis sur la mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple
Source : Auteur, 2017

Les citoyens qui ont évoqué qu'il existe encore des relations entre peuple, entre dirigeants et peuple, ont donné les exemples suivants : l'intervention de l'Etat lors des catastrophes naturelles pour aider les sinistrés et prendre en main leurs besoins et leurs soins, des aides pour la lutte contre la famine, l'amélioration des services médicaux par la construction des hôpitaux conformes à la norme que les Malgaches appellent « Hopitaly manara-penitra » ; la donation des kits scolaires, l'amélioration de l'éducation par la baisse de frais de scolarité dans les Ecoles Primaires Publiques, dans les collèges d'enseignement général et dans les lycées; la construction des routes qui facilite la communication et les échanges entre diverses régions.

De leur côté, les personnes qui n'étaient pas du même avis ont appuyés leurs opinions par les illustrations ci-après : négligence des besoins du peuple, fausse promesse, abus de pouvoir, augmentation des taxes, manque de financement, conflit de pouvoir, inégalité entre dirigeants et peuple, collaboration insuffisante entre dirigeants et peuple.

Le graphe n°50 ci-après montre les résultats après traitement sur XLSTAT.



Graphe 50. Mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple

Source : Auteur, 2017

IV.2.4 DIRIGEANTS ET CITOYENS : DEVOIRS, OBLIGATIONS ET ATTENTES

Les dirigeants doivent avant tout penser au bien du peuple, respecter toutes les lois. Et pour le développement, ils sont sensés écouter le peuple et dire leur réel projet. Pour espérer avoir un pays prospère, ils sont dans l'obligation de reformuler les lois pour l'intérêt de tous, motiver les fonctionnaires, créer des emplois durables pour les citoyens et éduquer leur peuple.

IV.2.4.1 DEVOIRS ET OBLIGATIONS

Pour la promotion du développement, le tableau n°10 ci-après présente les principaux devoirs et obligations des dirigeants et des citoyens.

Tableau 10. Devoirs et obligations des citoyens et des dirigeants

Devoirs et obligations des dirigeants	Devoirs et obligations des citoyens
Penser au bien du pays	Réaliser leurs tâches et travailler
Respecter les lois	Etre actif et respecter toutes les lois
Ecouter les concitoyens et dire leur réel projet	Faire confiance aux dirigeants
Reformuler les lois pour l'intérêt de tous	Ne pas culpabiliser les dirigeants
Motiver les fonctionnaires	Partager certaines valeurs
Créer des emplois durables pour les citoyens	Etre au service du bien de tous
Respecter le choix des citoyens	Connaître les plans de développement des futurs dirigeants et choisir un de ces plans
Assurer une alternance démocratique	Contribuer à la bonne marche de la société et au développement du pays
Eduquer les jeunes et les citoyens	Se référer aux valeurs traditionnelles
Réformer les pratiques de pouvoir	Laisser les dirigeants faire leur travail et suivre les bonnes voies
Ne pas « infantiliser » le peuple	
Mettre en place des grandes orientations politiques	
Avoir une vision économique à court, moyen et long terme	
Mettre en œuvre une répartition équitable	
Agir au service des citoyens	
Assumer leurs responsabilités	
Susciter les motivations des Malgaches	
Réserver des chances à la génération future	
Créer des opportunités pour son peuple	
Sécuriser les hommes d'affaires à investir	
Respecter la voix de la minorité, les droits humains	
Défendre les libertés fondamentales	
Etre le modèle à suivre	

IV.2.4.2 ATTENTES

Le présent tableau n°11 cite les attentes des citoyens et des dirigeants afin de développer Madagascar.

Tableau 11. Attentes des citoyens et des dirigeants

Attentes des citoyens aux dirigeants	Attentes des dirigeants aux citoyens
Etre honnêtes, compétents et dévoués au bien commun	Participer activement au développement du pays
Avoir l'esprit patriotique	Accomplir leur devoir
Unir les Malgaches	Etre optimistes
Respecter leurs promesses et leurs engagements	Avoir la patience
Diriger et gouverner dans la transparence	Avoir l'esprit solidaire
Ne pas abuser de leurs pouvoirs	Collaborer avec les dirigeants
Ne pas obliger les autorités locales, leurs subordonnés à suivre les manières inappropriées et inconcevables	Donner un certain temps pour le dirigeant afin que celui-ci et son équipe puissent travailler
Ne pas utiliser les militaires à des fins politiques	
Travailler et arrêter le discours	
Réaliser les projets de développement présentés lors de leur campagne	
Lutter pour l'avenir du pays	
Développer le secteur agricole	
Créer des usines de transformation, des industries agricoles et alimentaires	
Réduire le taux de chômage	
Créer de l'emploi pour la population	
Augmenter le pouvoir d'achat, le niveau de vie de la population	
Mettre en place une politique de développement pérenne	
Assurer la sécurité alimentaire de la population	
Développer Madagascar (développement économique, social et culturel)	
Diminuer les taxes	
Inciter et aider la population dans la réalisation de leurs ambitions	
Dirigeants porteurs d'espoir	
Dirigeants responsables et engagés qui inspirent confiance la population	
Dirigeants à la hauteur de leurs responsabilités	

IV.3 DISCUSSIONS

Selon les statistiques, 2% de la population détiennent 60% des richesses (INSTAT, 2010). Vu la misère qui persiste à Madagascar, le SeFaFi voit que pour le moment, le pouvoir d'achat est le baromètre du bien-être social et la justification ultime de la croissance économique¹⁸⁰, même si l'indicateur de développement humain (IDH) se concentre sur trois aspects essentiels de la vie humaine dont longévité, instruction et conditions de vie décentes. Ainsi, comment faire vivre une famille avec un salaire mensuel minimum de 133.000 Ariary. La plupart des travailleurs sont payés en dessous de ce seuil légal¹⁸¹. Effectivement, que chacun s'engage pour lutter contre l'injustice et l'extrême pauvreté, car la prospérité devrait être pour tous, non pas pour une minorité.

IV.3.1 STATUT D'UN DIRIGEANT

Les grands leaders ont réussi grâce à des qualités très différentes. Mais ils ont une chose en commun : ils sont discrets et modestes. Ce genre de dirigeant est un mélange paradoxal d'humilité personnelle et de volonté professionnelle. Et tous les citoyens doivent suivre l'exemple.

IV.3.1.1 PARTICULARITE DES DIRIGEANTS

Dans le graphe 40, 85,5% des interviewés répondent que « Non », les dirigeants et les dirigés ne sont pas égaux. Le graphe 42 cite les différences entre dirigeants et simple citoyen. Le graphe 41 classe les individus suivant leurs réponses sur la différence entre dirigeants et simples citoyens. Alors, les dirigeants, qui ont réussi et réussiront, sont conscients que quelle que soit l'identité de leur personne ou la place qu'ils occupent, la bonne volonté doit jaillir tous azimuts. Ils sont toujours en quête d'une nouvelle identité. Ils savent que Pouvoir est synonyme de Servir. Et l'humilité et le partage sont les clés. Ils optent pour le changement afin de s'arrêter de dire : « Pourquoi ce n'était pas comme ceci ou comme cela ? » et considèrent toujours ceux qui contribuent à leur victoire. Ils appellent à la raison plus qu'aux peurs. Ils n'optent pas pour les menaces psychologiques et physiques ou l'achat des voix. Ils sont flexibles et apprennent à ses concitoyens que le partage d'un même espace vital implique concession, concertation, partage de normes et de valeurs. Ils priment l'apaisement et cherchent à tout prix à renforcer l'unité nationale. Ils osent également faire le bilan du passé, qui offre l'opportunité d'approfondir la connaissance de notre histoire commune, pour reconnaître et apaiser les conflits d'autrefois, et pour surmonter les injustices et les malentendus passés qui handicapent notre présent.

¹⁸⁰ Communiqué du SeFaFi du 17 Novembre 2006.

¹⁸¹ Communiqué du SeFaFi du 12 Septembre 2015.

Un dirigeant, malgré sa place, a toujours besoin de fournir des efforts pour être capable de gérer le changement. Il doit être toujours prêt à évoluer car d'après l'observation de la SeFaFi, l'incapacité de gouverner se manifeste à présent dans les plus hautes sphères de l'État¹⁸². Alors, un Président doit savoir que le leadership exige des sacrifices. Il ne se préoccupe pas exclusivement de ses intérêts personnels, et prend avec courage les décisions impopulaires mais nécessaires. Il évite la violence car lorsqu'elle ne débouche sur rien, ou se voit neutralisée par une autre violence, la haine s'installe. Elle est l'arme des pauvres, de ceux qui se sentent exclus de la croissance et de la promotion sociale, s'expliquant comme une réponse aux abus. D'après le communiqué du SeFaFi en date du 16 Juin 2009, la violence est encore le produit d'un système permanent d'exploitation impitoyable : lois scélérates, décisions de justice iniques, salaires misérables et conditions de vie indignes, sans échappatoire possible. Le Président est capable de gérer les arrivistes qui, au gré des circonstances, ont réussi à se placer dans son premier cercle. Il sait que diriger une nation, un Etat n'est pas pareil aux entreprises¹⁸³. Mais, il est sensé entretenir des liens étroits avec les pôles économiques et plus encore financiers et bancaires. Il n'est pas obsédé par la « plus-value de pouvoir » (Mendel, 1972), qui pousse à se heurter aux objectifs des politiques nationales et sociales.

IV.3.1.2 PREPARATION A LA GOUVERNANCE

Présenté dans le graphe 43, 95,5 % des interviewés assurent que « Oui », les dirigeants ont besoin de se préparer avant de gouverner. Dans le graphe 45, 89,9 % des enquêtés répondent également que « Oui », les dirigeants, particulièrement les responsables dans les CTD et les services déconcentrés, ont besoin de suivre des formations et de renforcement de capacité. Le graphe 46 catégorise les réponses des concitoyens sur ce propos.

Les concitoyens citent :

- les qualités requises et les préparations, expériences exigées avant de devenir Président de la République ;
- les préparations, le genre de formation et expériences exigés avant de devenir Député de Madagascar. Le graphe 44 présente la répartition des individus enquêtés suivant leurs réponses à propos du temps et genre de préparation et expériences requis avant de gouverner.

Ainsi, avant de briguer le pouvoir ou un poste de haute responsabilité, les vrais politiciens se préparent. Ils cultivent leur personnalité. Ils n'oublient pas que les valeurs morales font encore partie de nos richesses même si elles se dégradent sérieusement. Ils pensent toujours à leurs

¹⁸² « Contribution à une sortie de crise », communiqué du SeFaFi, 09 Juillet 2011

¹⁸³ Recherchant de la croissance avec le maximum de rentabilité afin de financer toujours plus de croissance.

concitoyens et à leur identité. Ils osent affronter dignement les suffrages universels car ils savent bien que les Malgaches sont à la recherche de dirigeants modèles et exemplaires, attentifs et sensibles aux aspirations du peuple. L'apprenti leader comprend qu'il importe d'imprégner et de s'intéresser à l'adaptabilité de leur style de leadership¹⁸⁴, et de connaître la maturité de leurs collaborateurs (Blanchard, 1993)¹⁸⁵. Donc, des préparations en termes d'éducation et d'entraînement s'avèrent utiles avant la prise du pouvoir, ceci pour régner efficacement en réalisant ses objectifs. A part le sens de responsabilité, l'ambition et la conviction personnelle, ils doivent cultiver la compassion, parfaire leur entourage, s'initier à accorder et de consacrer du temps à leurs collègues, aux membres de leurs communautés afin de mieux cerner leurs attentes et leurs difficultés et d'apporter des solutions.

Les futurs dirigeants doivent avoir une bonne connaissance de gestion et façon de gouverner ; savoir s'intégrer dans la société ; connaître le quotidien des citoyens, leurs problèmes et être capable de leur apporter les solutions adéquates ; savoir l'histoire du pays et connaître la situation de l'ensemble de la grande île. Des techniques de management et l'exercice au rôle de leader sont primordiaux. Chaque fois qu'ils rencontrent ou qu'ils découvrent par leurs lectures un dirigeant efficace, ils s'efforcent d'intégrer une part de son style et de sa philosophie à leur propre style de management. Il ne s'agit pas d'imiter mais d'assimiler car c'est en forgeant qu'on devient forgeron. Ils doivent employer ingénieusement chaque instant, chaque étape de leur existence au pouvoir. Le secret consiste à se mettre en situation pour faire de nouvelles expériences, prendre du recul et en tirer les leçons.

IV.3.2 REUSSITE COLLECTIVE

La reconstruction nationale a besoin de la conviction du gouvernement et de la mobilisation de toutes les forces vives du pays. L'intérêt est la promotion du développement soutenu à la fois par les décideurs, les citoyens, les opérateurs et producteurs s'engageant à investir dans un esprit gagnant-gagnant et d'équité.

IV.3.2.1 ROLE DE L'ETAT

Les dirigeants affaiblissent la population. Le graphe n°47 montre que 92,4 % des interviewés confirment ce propos. Les Malgaches n'ont plus la capacité de s'adapter avec leur

¹⁸⁴C'est-à-dire capable de déterminer notre style et l'étendue de notre style : [Styles Diriger ou Convaincre ou Concerter ou Déléguer ? / Quel est le style principal, le style secondaire ?], en se référant au questionnaire « Leadership situationnel : Auto-analyse » ou « Leadership situationnel : Observateur ». Leadership Studios. 1989. Actualisation pour la traduction française 1994.)

¹⁸⁵En examinant le climat qui entoure et mesurant la dimension de leur implication et des implications des autres dans chaque programme ou projet à entreprendre. Selon le Leadership situationnel, le niveau de maturité du collaborateur augmente en fonction de l'accomplissement d'une tâche spécifique : [Compétent et disposé ? / Compétent mais non-disposé ? / Non-compétent mais disposé ? / Non-compétent et non-disposé ?].

environnement, au contraire ils le détruisent. Pourtant, le reflet de l'épanouissement d'un homme, le plein exercice et la préservation de nos facultés, est aperçu à travers le respect des environnements naturels et la diversité des environnements humains. Ainsi, l'Etat doit rester à pied d'œuvre pour soutenir une politique de préservation de l'environnement, une politique permettant d'atténuer les répercussions des fléaux tels l'invasion acridienne, la grêle et le froid, qui risquent de menacer sérieusement la sécurité alimentaire dans le pays. L'Etat doit trouver le meilleur moyen d'aider les petites entreprises. Il doit être capable de mobiliser et de replacer les jeunes au centre du développement de la société. Et il doit comprendre que l'agricole représentent un vivier d'emplois à développer et à créer à Madagascar. Il doit être capable de mobiliser et de replacer les jeunes au centre du développement de la société. Et il doit comprendre que l'Agriculture représente un vivier d'emplois à développer et à créer à Madagascar. D'autres priorités constituent la réduction de l'évasion et la fraude fiscales des entreprises multinationales, la génération davantage de recettes fiscales pour financer des projets de développement, la modernisation de l'agriculture et le développement de l'agro-industrie. Certains acteurs avancent un meilleur partage des richesses, tandis que d'autres prônent la mise en place de la bonne gouvernance.

Il est du devoir de l'Etat de respecter le droit au développement, de formuler et d'appliquer une politique visant la réduction de la pauvreté et l'exclusion sociale, de prendre en charge les populations les plus marginalisées pour leur permettre la survie : la protection sociale¹⁸⁶. Join-Lambert (1994) affirme que les politiques sociales sont une invention nécessaire pour rendre gouvernable une société organisée autour de principes de solidarités. Elles constituent un ensemble d'actions mises en œuvre progressivement par les pouvoirs publics pour parvenir à transformer les conditions de vie d'abord des ouvriers puis des salariés et éviter les explosions sociales, la désagrégation des liens sociaux (Join-Lambert, 1994). Il est urgent de réduire l'écart scandaleux des revenus¹⁸⁷, en mettant en place un ensemble de mécanismes de prévoyance collective qui permettent aux individus ou aux ménages de faire face à une baisse des ressources et une hausse des dépenses. Il s'agit d'instaurer un système assurant un minimum de revenus, de ressources ainsi que l'accès aux besoins vitaux (manger, boire ...) et des besoins

¹⁸⁶La protection sociale est un domaine qui est par nature en rapport avec le développement durable, puisqu'elle met en jeu la solidarité entre les êtres humains, et en particulier entre les générations. Le pilier du développement durable le plus concerné dans la protection sociale est surtout le pilier social. Selon l'approche keynésienne, la protection sociale, outre son rôle de réduction des inégalités et de maintien de la cohésion sociale, garant d'une paix sociale, permet de soutenir la demande, considérée par cette théorie comme un moteur de la croissance.

¹⁸⁷ D'après le communiqué du SeFaFi du 12 Septembre 2015, c'est « L'un des plus importants au monde, qui va au-delà de 1 à 1.000 ! Les dirigeants dans tous les domaines se prélassent dans le luxe, laissant à la population la pratique de l'austérité. ».

essentiels (l'emploi, le logement, la santé, l'éducation des enfants et la formation des jeunes). L'essentiel des budgets familiaux est absorbé par les dépenses d'alimentation, dans des proportions pouvant aller jusqu'à 80% du total¹⁸⁸. L'Etat doit accorder au peuple l'espoir et une raison de vivre, en donnant du travail. Ainsi, il lui octroie la « capacité d'acteur social », la possibilité d'agir et de transformer les ressources. (Sen 2000) et (Nussbaum, 2000) préconisaient un mode de développement qui vise à renforcer les capacités des personnes, considérées comme des agents économiques, pour leur permettre de mener une vie qui vaille la peine d'être vécue.

IV.3.2.2 VOLONTE POLITIQUE

La crise crée les structures d'inégalité et d'exclusion, incitant les uns à la révolte et les autres à la haine car d'après certains observateurs, les politiciens cherchent soit leurs intérêts ou profits personnels, soit ceux de leur groupement et entourage. Les hommes politiques s'octroient des avantages scandaleux, alors que le peuple vit dans la pauvreté¹⁸⁹. D'après le graphique n°48, quatre-vingt onze virgule trois pourcent (91,3%) des enquêtés sont persuadés que « Oui », il y a un grand écart entre le peuple et les dirigeants. Alors, la question se pose, les Malgaches peuvent-ils espérer une génération de dirigeants ayant suffisamment de volonté pour faire sortir Madagascar de la pauvreté. Une des explications données aux échecs successifs : l'absence de toute tradition étatique¹⁹⁰, qui peut être corrigée avec un minimum de volonté politique et de sens du bien commun. Mais comment espérer si la majorité des Malgaches s'enferme dans leur environnement habituel, ne travaille pas suffisamment, n'investit pas complètement dans ce qu'il fait. Pour s'en sortir, il faut avoir confiance et de l'abnégation, c'est à dire être prêts à tout et donner à fond pour réaliser la volonté. Pour réussir, il faut adopter une détermination en béton. Il faut faire nos preuves afin de devenir les meilleurs ou parmi les meilleurs, car la vraie réussite est le mélange d'évaluation des risques et de prise de risques. C'est en conjuguant prise de risques et analyse des perspectives de réussite qu'on continue à progresser. La vraie réussite, c'est le bonheur, la joie de se concentrer sur un projet ou une cause dans lesquels on croit. Elle n'est pas le fruit du hasard. Ainsi, la réussite, tout le monde peut y arriver, à condition de vouloir suffisamment et de s'entraider. Facilité par les hommes au

¹⁸⁸ Communiqué du SeFaFi du 17 Novembre 2006.

¹⁸⁹ Du point de vue des rémunérations, circulent les chiffres les plus extravagants. Combien ont touché les membres de la HAT : 20 à 25 millions d'Ariary par mois, sans compter les indemnités en grand nombre, les per diem et autres avantages annexes ?

« En finir avec la transition », communiqué du SeFaFi, 21 Janvier 2011 La rémunération d'un membre du Parlement de la Transition, sans parler des indemnités, est environ 50 fois supérieur au salaire minimum ! Comment tolérer un tel écart ?

« L'année de la honte », communiqué du SeFaFi, 31 Décembre 2011.

¹⁹⁰ Communiqué du SeFaFi du 07 Février 2015.

pouvoir et la protection mutuelle, il est possible de réaliser notre rêve et atteindre notre objectif. Dirigeants comme dirigés doivent être conscients que la seule chose qui retient est souvent l'état d'esprit. L'aspiration de la majorité de trouver un bon dirigeant, la volonté de la population d'échapper aux mains-mises des corrompus, la conscientisation collective sur l'importance des biens publics et la quête des intérêts communs aident les dirigeants ayant une nouvelle vision pour Madagascar et les Malgaches déterminés à réaliser un tel défi.

Pour terminer, Madagascar doit maintenant s'atteler à construire son avenir. Mais la relance économique se base sur la volonté politique. Il y a des conditions pour réussir à relancer l'économie. Il s'agit notamment du retour à la paix, de la protection de l'Etat de droit, de la création des opportunités pour le secteur privé, la principale force motrice de la croissance économique.

IV.3.3 RESPONSABILITE PARTAGEE

L'homme est la première force de travail. Il n'y a pas de développement sans la contribution de tous, sans la collaboration étroite, particulièrement entre dirigeants et dirigés. D'ailleurs, la notion du développement humain va en parallèle avec la notion du développement économique¹⁹¹.

IV.3.3.1 CITOYENS

Après des crises qui deviennent cycliques, cinquante-huit ans de sous développement, les citoyens responsables prennent du recul pour se demander qui ils sont et ce qu'ils veulent réellement. Les échecs répétés devraient interpeller, et mobiliser. Les citoyens tirent également des leçons de nos échecs, car ce sont les plus pauvres qui paient le prix fort de l'arrogance et des négligences collectives. Cinquante un virgule un pourcent (51,1 %) des enquêtées répondent que « non », l'entraide entre les concitoyens n'existe plus (Tableau 9). Le Graphe 52 présente la répartition des individus selon leurs réponses sur la mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple. Citoyens, c'est un devoir d'être au service du bien de tous car rares sont les responsables du pays qui, dans l'exercice de leur pouvoir, ont adhéré à la vision d'un Etat en charge du bien commun¹⁹². L'avenir se construit avec des citoyens honnêtes, compétents et dévoués au bien commun. Ce qui importe pour un citoyen modèle est non seulement de réussir mais de réussir ensemble. Dans sa vie courante, le partage et la bienfaisance deviennent un plaisir, une tradition, donc une de ses valeurs. Tout le monde peut atteindre cette grandeur car tout le monde peut aider les autres et lutter pour une cause commune. Il sait bien que l'argent

¹⁹¹Le bien-être des humains ne se résume pas seulement à l'économie et aux revenus.

¹⁹²Communiqué du SeFaFi du 17 Février 2009.

n'est pas tout et qu'il y a des gens qui nagent dans l'argent mais qui continuent à penser et à agir comme des pauvres.

IV.3.3.2 DIRIGEANTS

Penser au développement harmonieux et durable veut dire ne pas pouvoir se passer de la notion de la réussite collective. Pourtant, 65,9% des interviewés sont convaincus qu'il n'y a plus d'entraide entre les dirigeants et le citoyen. Le tableau n°9 donne beaucoup plus de détail sur ce propos. Le graphe 53 cite des cas montrant l'existence ou non de la mutualité entre peuple, entre dirigeants et peuple. Sensible à l'implication et à la participation de tous pour que personne ne soit exclu, ou n'ait le sentiment d'être exclu, Dubois parle des conditions de durabilité sociale pour le développement (Dubois, 2007). Alors, Madagascar est dans l'obligation de privilégier les structures économiques qui permettent la participation du plus grand nombre aux décisions quotidiennes, dans le clan familial, dans la communauté de travail et dans toutes les circonstances de la vie sociale. En fait, il s'agit du développement inclusif et égalitaire, impliquant la contribution de toutes les forces vives de la nation. La notion de vivre ensemble constitue ainsi la base de la refondation nationale. Et pour concrétiser l'engagement et l'implication sociale, il est urgent de développer le Travail social et le bénévolat, reflet des conditions d'un engagement réussi¹⁹³. Le fait de lutter sans relâche contre la pauvreté ambiante prouve la capacité d'innovation d'une population qui s'adapte peu à peu à la science et à la technique, à l'urbanisation et à la mondialisation. Le fait de se référer aux valeurs traditionnelles, même si elles sont trop souvent bafouées dans les faits, démontre l'attachement de tous à la particularité de notre identité¹⁹⁴.

Certes, l'homme constitue la première richesse. L'épanouissement de l'homme par l'homme et pour l'homme est possible, même si les deux observations ci-après de la SeFaFi sont inquiétantes : « Le seul objectif des politiciens semble être de s'installer, pour consolider et accroître leurs privilèges »¹⁹⁵. « Nos politiciens se moquent éperdument de l'avenir du pays et de la souffrance de leurs concitoyens »¹⁹⁶. Et il est de plus en plus constaté que les citoyens ne font pas confiance à leurs dirigeants et culpabilisent les dirigeants. Les catastrophes sont les bienvenues pour les spéculateurs, pour les détournes d'aides et pour certains partis ou

¹⁹³ Car étymologiquement, « bénévolat » vient du mot latin « *benevolus* » qui signifie « bonne volonté ». Etre bénévole se traduit par une action réalisée sans être rémunérée et sans obligation mais à titre gracieux. Plusieurs pays dans le monde considèrent les activités de bénévolat comme un des premiers moteurs de développement et de changement. En France, en 2004, le bénévolat représentait 1,307 milliard d'heures d'intervention, l'équivalent de 820 000 emplois à temps plein. Au Canada, 27% de la population ou 6,5 millions de personnes pratiquent le bénévolat en 2000. <http://www.anlci.fr/fileadmin/Medias/PDF/EDITIONS/Benevolat.pdf>, consulté février 2017

¹⁹⁴ Communiqué du SeFaFi du 07 Juin 2010.

¹⁹⁵ « En finir avec la transition », communiqué du SeFaFi, 21 Janvier 2011

¹⁹⁶ « L'année de la honte », communiqué du SeFaFi, 31 Décembre 2011.

groupements para-politiques en quête d'électorat¹⁹⁷. Et la question se pose, où est la mutualité, le fameux *fihavanana malagasy*, l'une des identités des Malgaches, dans la vie de tous les jours, pendant et après les intempéries à titre d'exemple, car les Malgaches font partie prenante d'un destin commun.

IV.3.4 DEVELOPPEMENT TIRES DES DEVOIRS, OBLIGATIONS ET ATTENTES DES DIRIGEANTS ET DIRIGES

La promotion du respect des biens communs est le premier vœu d'un bon dirigeant. Il est avant tout un modèle faisant partie de ceux qui luttent contre la culture d'impunité. Il prône autant la bonne gouvernance que la paix sociale. Il évite la cupidité. Pourtant, en décembre 2010, le SeFaFi a fait un bilan, mettant en cause les dérives et la boulimie de la classe politique¹⁹⁸. Et dans les résultats, les interviewés citent les attentes, les devoirs et obligations des citoyens et des dirigeants.

IV.3.4.1 ATTENTES

A Madagascar, les entreprises manquent de visibilité. Le rendement effectif est souvent inférieur au rendement potentiel. D'où la faible production. La croissance économique est très faible et n'a plus dépassé la croissance démographique¹⁹⁹. Les petits exploitants produisent toujours moins que leur potentialité. En effet, les paysans espèrent le développement du secteur agricole. La création des industries agricoles et alimentaires peuvent constituer un moteur de développement pour Madagascar, vu que c'est un pays à vocation agricole, plus de la moitié de la population vit de l'Agriculture. De ce fait, les matières premières sont abondantes et disponibles mais les exploitants agricoles ont justes besoins d'un encadrement technique pour pouvoir améliorer leur rendement agricole. Ils ont besoin également de coup de pouce pour valoriser ces produits, via la création des usines de transformation. Pourtant, l'installation des usines à Madagascar reste insuffisante. Or, l'implantation d'une unité de transformation permettra de réduire le taux de chômage car elle constitue une activité génératrice de revenu, donc elle crée de l'emploi pour la population. Si Madagascar arrive à transformer les matières premières qu'elle dispose, les pertes post-récoltes seront réduites, faisant diminuer ainsi le gaspillage alimentaire. Elle diminuera aussi son importation et augmentera l'exportation. Ceci engendrera un impact positif sur l'économie nationale, notamment sur la balance commerciale et sur le P.I.B. du pays. L'installation d'une usine incitera également les exploitants agricoles à faire augmenter leur productivité dont les industriels seront leurs débouchés. Cette hausse de

¹⁹⁷ « Des intempéries à l'effondrement », communiqué du SeFaFi, 07 Mars 2015.

¹⁹⁸ « Quand les politiciens prennent les citoyens en otage », communiqué du SeFaFi, 31 Décembre 2010.

¹⁹⁹ Journal Midi Madagasikara n° 9060, paru le 07 juin 2013.

production va favoriser ensuite l'augmentation de pouvoir d'achat de ces exploitants agricoles, et permet d'améliorer ainsi le niveau de vie de la population. L'implantation d'une usine offrira des recettes fiscales et taxes pour l'Etat. Ceci devrait permettre d'aménager les infrastructures telles que les routes, les hôpitaux, les écoles publiques, etc. et autres intérêts généraux. Par ailleurs, l'implantation de plusieurs industries constitue une solution pour atténuer la faim, la malnutrition prédominant surtout dans la partie Sud du pays, car une fois transformés, les produits alimentaires sont conservables durant une plus longue durée, et pourront ainsi supporter de très longue distance avec des matériels de transport appropriés. Ainsi, l'Etat devrait mettre en place une politique de développement pérenne pour aider, du moins offrir un encadrement technique aux exploitants agricoles à Madagascar, afin de contribuer au développement économique du pays et assurer la sécurité alimentaire de la population.

Il faut que le pays avance. Les Malgaches attendent le développement de Madagascar (son développement économique, social et culturel). Ils veulent l'arrivée des aides financières et la diminution des taxes. Pour le développement et la refondation, ils espèrent la participation active des citoyens et la collaboration entre les dirigeants et le peuple. Ils sont avides de dirigeants responsables et engagés qui leur inspirent confiance. Ils sont à la recherche de dirigeants porteurs d'espoir, qui pourraient les inciter et aider dans la réalisation de leurs ambitions. Ainsi, aucune entité n'a le droit de faire blocage au redressement du pays car les Malgaches souhaitent enregistrer un décollage économique et à tous les Malgaches sans exception une union dans des responsabilités partagées, dans un travail discipliné et dans un vivre ensemble harmonieux. Madagascar attend des politiques une nouvelle ère de pratique. Un pacte de non-agression devrait être signé entre les partis politiques pour un engagement contre toutes formes de violences physiques ou verbales et les conduites immorales car la haine entre les positions politiques s'est installée à Madagascar et l'extrémisme dans sa pratique est devenu un mode et un réflexe.

IV.3.4.2 DEVOIRS ET OBLIGATIONS

Tout le monde a le devoir de rehausser Madagascar. Pour son développement, le tableau 10 cite des devoirs et obligations des citoyens et des dirigeants. Le moment est propice à une refondation de la nation malgache, une refondation qui demande « du temps, mais plus encore du courage et de la confiance mutuelle. Une tâche difficile, aussi indispensable qu'exaltante »²⁰⁰. Le moment est venu de mettre en place les structures capables d'absorber les chocs politiques et sociaux, et de réformer les pratiques de pouvoir qui ont fait la preuve de leur nocivité. Dispositions institutionnelles et pratiques politiques devront assurer une alternance

²⁰⁰ Communiqué du SeFaFi, du 19 Avril 2009.

démocratique respectueuse du choix des citoyens²⁰¹. Ce choix, pour être pertinent, nécessite la mise en œuvre de mécanismes permettant d'éclairer l'électorat, afin qu'il ne soit plus « infantilisé ». Après des décennies de confusion, pendant lesquelles les politiciens ont failli à leur devoir, l'heure du vrai changement a sonné pour la Grande île²⁰². La relance économique réclame la mise en place des grandes orientations politiques, mais « Jusqu'ici, nos dirigeants se complaisent dans des mesures ponctuelles, démagogiques et électoralistes, faute de vision économique à court, moyen et long terme. »²⁰³. Elle dépend également de la stabilité politique, et cette dernière exige la mise en place de la répartition équitable. Azam affirme que l'accroissement des inégalités dans la répartition des biens, des actifs, des droits, du pouvoir, est à l'origine de tensions pouvant déboucher sur des conflits si des processus de redistribution équitable ne sont pas mise en œuvre (Azam, 2001).

Ainsi, pour sauver le pays, que tous les élus aient l'esprit patriotique et le sens des responsabilités. Il est du rôle de la société civile de veiller à ce que les classes politiques agissent au service des citoyens, qu'elle assume ses responsabilités.

Même si l'avenir ne correspond pas forcément aux idées toutes faites, il est du devoir du dirigeant d'accorder une importance particulière au concept d'obligation de résultat, d'assurer son rôle de manière à la fois formelle et informelle. Il doit également assumer le quotidien des Malgaches afin de susciter leurs motivations et de s'engager dans des travaux à portée lointaine, donc de réserver des chances à la génération qui vient. Il possède un instrument idéal de manœuvre pour motiver des groupes et des équipes de travail à viser un but commun et à ne pas changer de cap dans les vicissitudes de la vie quotidienne (Tumheim, 1992). Il est de son devoir de créer des opportunités pour son peuple, de sécuriser les hommes d'affaires à investir, c'est-à-dire d'élargir la gamme des choix offerts à la population. La volonté et les opportunités développent leur aptitude à convertir les ressources disponibles en fonctionnements.

Pour un dirigeant, le respect de la voix de la minorité, les droits humains et des libertés fondamentales sont des valeurs non négociables et à défendre quoi qu'il arrive dans toutes les situations. Il ne néglige pas l'interdépendance entre son rôle de président et la contribution du peuple. Ce sont des cultures que tout homme d'Etat à Madagascar devrait avoir. Le dirigeant devrait être l'étoile qui illumine ses concitoyens. Il est le modèle à suivre. Il doit être conscient qu'il est le reflet de la communauté, de la nation. Les dirigeants ont été des gouvernés et ils le

²⁰¹Communiqué du SeFaFi du 17 Février 2009.

²⁰²Le SeFaFi, dans son communiqué du 31 Décembre 2012, remarque que « Les politiciens ont failli à leur devoir dans les efforts requis pour renforcer la pacification du pays et la sécurité des habitants... Les politiciens ont failli à leur devoir dans la lutte contre les trafics et la corruption... ».

²⁰³Communiqué du SeFaFi du 29 Novembre 2016.

reviendront tôt ou tard. Etant leader, ils se rendent compte, et apprennent à leurs concitoyens, qu'ils contribuent à la bonne marche de leur société et au développement de leur pays. Ils sont sensés connaître ce qu'ils aiment et ce qu'ils veulent vraiment faire de leur pays ainsi que leur population.

CONCLUSION PARTIELLE

Un dirigeant a du pouvoir, de l'autorité. Mais ça ne veut pas dire que le succès lui est dû. Il n'utilise pas le pouvoir comme un moyen de pression et d'enrichissement. En raisonnant autant avec le cœur que la raison, il lutte pour la bonne cause, et est sensible, flexible, compréhensif. Il a l'humilité d'accepter les critiques et de reconnaître ses torts. Il dit à ses concitoyens la vérité, leur fait confiance, les encourage à contribuer et à participer dans tous processus de développement. L'hypothèse 1 : « Les concitoyens sont conscients que les dirigeants endossent plus de responsabilité que le peuple et ils doivent se préparer avant de gouverner, renforcer leurs capacités, même pendant leur gouvernance. » est donc vérifiée. En s'appuyant sur un plan de redressement et prônant la revalorisation de l'administration, il est confiant concernant la relance de l'économie. Mais il est conscient que le dirigeant, tout seul, n'arrive jamais à relever le défi car la tâche est rude et la route sera longue.

Et il est difficile pour une société comme la nôtre de passer rapidement et sans mal d'une civilisation traditionnelle orale, hiérarchisée et agraire, à une civilisation moderne qui ne peut que devenir urbaine, égalitaire et technicienne. Jusqu'ici, l'hypothèse 2 : « Les concitoyens constatent l'écart qui existe entre le peuple et les dirigeants, et que le dirigeant et l'Etat affaiblissent la population. » et l'hypothèse 3 : « Les concitoyens se méfient de la mutualité entre peuple, et entre peuple et dirigeants. » sont encore vérifiées. L'écart, c'est le résultat des échecs répétés. Alors, la situation exige la prise des mesures de la part des dirigeants. En se servant de la volonté objective qu'ils trouveront les moyens. L'objectif est l'amélioration du bien être, des cadres de vie. Seules l'adhésion et la participation de tous, sans arrière-pensée, permettra de le réussir dans les meilleures conditions. Le peuple tout entier doit aider le dirigeant pour sortir de la situation chaotique de l'économie du pays. Ensemble, les dirigeants, en assimilant bien les aspirations de son peuple, et les citoyens, à la fois conscients et responsables, réussiront. Ceci entre dans le cadre du développement harmonieux, une vive collaboration entre dirigeants et dirigés. Il s'agit d'un développement conçu à la fois par les citoyens et leurs dirigeants.

Ainsi, le peuple souhaite que les dirigeants trouvent les voies et les moyens pour permettre à Madagascar de se lancer dans le développement. Les Malgaches sont à la recherche de dirigeants attentifs, responsables et engagés qui leur inspirent. Ils veulent des dirigeants sensibles à leurs aspirations, porteurs d'espoir, les incitant et les aidant à réaliser leur ambition. Les institutions étatiques se doivent de remplir leur mission fondamentale de protéger les citoyens. Utiliser des modalités de planification économique, lutter pour l'apaisement politique et social, leurs concrétisations constituent des pas et engagement pour le développement. Les

décideurs n'ont pas le droit de penser à un quelconque développement sans considérer les concitoyens et les générations futures. Indépendamment de ce point de vue, il leur appartient de délimiter les secteurs, au sein desquels les partenaires multilatéraux sont sollicités, de créer une relation d'égal à égal et favoriser les relations avec eux ! Sans oublier que la relance de Madagascar nécessite la solidarité et la coopération régionale, puis celle sud-sud. Ainsi, l'hypothèse 4 : « Nos concitoyens connaissent les devoirs, obligations, attentes des citoyens et des dirigeants. » est vérifiée.

Après la présentation des résultats obtenus, c'est l'occasion d'apporter une discussion pour chaque thèse, avant d'entamer la discussion générale, qui est encore un instrument de vérification des hypothèses. Ces grandes parties de l'étude constituent des étapes importantes avant d'aboutir à des conclusions, la dernière étape de tous travaux de recherche.

V - DISCUSSIONS GENERALES

INTRODUCTION

Le pays est fortement ébranlé par les longues années consécutives de crise. La tentation est grande de crier « ça suffit ». Les Malgaches et leurs dirigeants n'ont plus droit à l'erreur, car Madagascar a besoin d'un changement radical. Robin parle de « la phase décisive » (Robin, 1975), la rencontre avec des forces sociales révolutionnaires. Il s'agit du développement dans tous les domaines, qui exige une volonté de changer la mentalité et la manière de diriger, une conscientisation collective et une contribution de toutes les forces vives de la nation, car Madagascar est potentiellement riche.

Le Président ne doit être que le gestionnaire au profit de son peuple, qui dépend politiquement et économiquement de lui et les décisions qu'il prend à leur encontre. Tout le monde est conscient que sans lui, tout le système s'écroule, et a besoin de lui, pour développer le pays, pour pérenniser la stabilité politique dont il est censé être le garant, pour assurer une croissance économique à deux chiffres, car un Président est sensé être capable de réaliser des projets de développement qui exaucent les vœux et les aspirations de la majorité. Il est, en effet, urgent de mettre en place une politique de développement efficace, axée sur l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des pauvres pour qu'ils ne soient pas des charges, et surtout, puissent participer à la croissance et bénéficier des fruits de celle-ci de manière équitable et durable. La pauvreté est multisectorielle, et la situation actuelle incite la promotion de la Protection sociale, reconnue comme un moteur de croissance, un outil de renforcement de la productivité mais aussi de réduction des inégalités sociales²⁰⁴. L'accent devrait être mis sur plusieurs domaines, particulièrement sur les secteurs de l'éducation, du développement rural, de la santé et de l'emploi.

La mission du Président, son Premier ministre et les membres du gouvernement est de donner à Madagascar la place qu'il mérite au niveau régional et mondial. Mais jusqu'ici, la levée des sanctions contre Madagascar n'aboutit à aucun résultat concret, quand nous parlons de redressement économique et de développement. Toutefois, conformément à l'article 100 de la Constitution, la question des responsabilités du gouvernement est susceptible d'être engagée par le PM et soumise à un vote de confiance à l'Assemblée nationale. « Ce vote détermine la majorité au sein du parlement. En cas de minorité, le gouvernement est obligé de présenter sa démission. »²⁰⁵. Certes, il n'y aura pas de stabilité tant que le PM n'est pas capable de prendre en main les affaires de l'Etat et le gouvernement n'accorde pas une importance particulière à la

²⁰⁴Journal La Nation n° 00570, paru le 08 mai 2014.

²⁰⁵Journal MADAGASCAR laza n° 2844, paru le 07 mai 2014.

gestion de nos ressources naturelles, afin de guérir ce pays tellement malade. Tout le monde, partis politiques, syndicats et associations entre autres, doivent soutenir les efforts entrepris par le régime en place. Mais en parlant de la politique, les pratiques sont angoissantes²⁰⁶. Il est inquiétant de voir que le statut d'opposant n'intéresse presque plus personne. Or, quand il n'y a aucun opposant politique crédible, disponible et capable de prendre le relais du pouvoir, le régime en place est libre dans ses actions, sans aucune balise, libre de faire éventuellement des abus de pouvoir. Pour faciliter la contribution de tous, un Président doit respecter la concurrence loyale et l'alternance démocratique, s'efforce de résoudre tout problème avec ses prédécesseurs ou successeurs, écarte tout climat de peur, source de divisions, et soutient la promotion de la relève.

La situation à Madagascar et des Malgaches permet alors d'évoquer des réalités contradictoires. D'après la Constitution de la Quatrième République, le PM a pour charge, entre autres, "la conduite de la politique générale de l'Etat et a autorité sur les membres du gouvernement dont il dirige l'action et est responsable de la coordination des activités des départements ministériels ainsi que la mise en œuvre de tout programme national de développement" (art. 65). La Constitution lui donne la prérogative d'être entouré d'un gouvernement fort, unificateur, pour pouvoir lutter contre la pauvreté. Mais les prix progressent toujours plus vite que les revenus, entraînant une baisse conséquente du pouvoir d'achat des consommateurs très affecté par le chômage et l'absence de revenus. Jusqu'ici, l'économie se met à genoux. Le contexte de crises cycliques prolongées provoque les faibles revenus des ménages, constituant ainsi un frein au développement. Finalement, la société malgache est confrontée à de nombreuses tensions sociales liées à l'existence des inégalités économiques, sociales et culturelles. Elle se trouve dans le cercle vicieux de discrimination et d'inégalités. Le SeFaFi, dans son communiqué du 17 Octobre 2007, souligne que « En dernier ressort, même si chacun est responsable de son pays, c'est à la société politique qu'il incombe de le gérer au profit du bien commun ». Lakroa n'i Madagasikara dénonce l'Etat en citant, à titre d'exemple : « Les pratiques politiques de la troisième république 2002-2009 sont illustrées par une protection excessive du système de pouvoir au plan de composition des hauts responsables étatiques, une défiance exacerbée, une insuffisance communicationnelle gouvernant-gouvernés, une balourdise en matière de répartition des avantages infrastructurels et matériels au niveau des catégories sociales suburbaines et urbaines, une maladresse sur la gestion des ressources

²⁰⁶En principe, l'opposition est composée des vaincus aux élections. Mais, au début de la IV^e République, même Marc Ravalomanana et sa mouvance soutiennent Hery Rajaonarimampianina, Andry Rajoelina et le MAPAR deviennent opposants du régime.

financières et matérielles, une équipe économique favorisant une croissance à deux chiffres »²⁰⁷. Le communiqué du SeFaFi, en date du 31 Décembre 2011, explique : « Lorsque la population excédée descend dans la rue pour dire son ras-le-bol à ses dirigeants indignes, les chefs de la contestation lui promettent monts et merveilles : justice indépendante, lutte contre la corruption et le népotisme, accès des médias publics pour tous, élections libres et transparentes, impartialité de l'administration, transparence des contrats miniers, etc. Mais à peine installés au pouvoir, ils font comme leurs prédécesseurs, ne songeant qu'à se maintenir en place et à s'enrichir. Ce fut le cas en 1972, en 1991, en 2002, et en 2009. ». Certes, il en résultera d'autres soulèvements jusqu'à ce que la classe politique revienne à la raison et fasse son travail avec honnêteté et compétence. Dirigeants comme dirigés doivent être conscient que la seule façon de se faire respecter est de respecter les autres, quelque fois respecter ses règles.

V.1 ENGAGEMENT DES DIRIGEANTS

Madagascar manque de dirigeants engagés, fidèles à leurs convictions et orientations. En tant que vecteurs du changement, les dirigeants ont besoins de consacrer du temps pour étudier le fond du problème de ce pays, en s'identifiant à l'organisation sociale, la pensée, les pratiques, les us et coutumes, les valeurs et normes malgaches, en puisant les bonnes pratiques et expériences des dirigeants étrangers ayant des valeurs.

V.1.1 VOULOIR SORTIR DE LA PAUVRETE

La pauvreté est un phénomène complexe, pluridimensionnel, ne pouvant être réduit à sa simple expression monétaire²⁰⁸. Elle est un appel à l'action – pour les pauvres comme pour les riches –, un appel à l'action pour changer le monde pour que beaucoup plus de gens aient assez à manger, un logement décent, accès à l'instruction, à des soins de santé et à la protection contre la violence, ainsi qu'un mot à dire par rapport à ce qui se passe dans leur collectivité²⁰⁹.

V.1.1.1 CONCEPT DE PAUVRETE :

Le PNUD déclare que la pauvreté est un problème multidimensionnel qui nécessite des solutions multisectorielles intégrées (PNUD, 2000a). Sur ce sujet, l'analyse du PNUD tourne autour des notions de capacité, d'opportunités et de potentialités (Benicourt, 2001). A part les dotations inégales en facteurs de production, les deux autres causes structurelles de la pauvreté avancées par le PNUD (PNUD, 1999) sont : 1) la gouvernance et la structure

²⁰⁷ Journal Lakroa n'i Madagasikara n°3858, paru le 09 mars 2014.

²⁰⁸ <https://journals.openedition.org/etudesrurales/68>, consulté en mars 2018

²⁰⁹ https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/sies/presentation/content/questce_quelapauvrete.html, consulté en mars 2018

politique ; 2) les inégalités en termes d'opportunités. La première renvoie aux systèmes politiques des pays, aux « déficits en matière de gouvernance et d'habilitation de la population » (PNUD, 1999). À la source de la pauvreté, il y aurait des systèmes législatifs et institutionnels particuliers qui entraveraient la prise en compte des intérêts des pauvres dans les processus de décision (leur participation) (Benicourt, 2001). La deuxième cause structurelle est l'« inégalité d'accès aux opportunités de sortir de la pauvreté ». Il s'agit de l'inégalité d'accès aux services sociaux essentiels (santé primaire, éducation de base, eau potable) et aux opportunités économiques (qui recouvrent le microfinancement et l'accès au « marché ») : « des opportunités d'accès à l'emploi, d'accès aux infrastructures (les régions pauvres le seraient parce qu'enclavées) et des inégalités d'accès au logement, à l'habitat » (PNUD, 2000a). La Banque mondiale met l'accent sur la « vulnérabilité », quant à la cause de la pauvreté, c'est-à-dire l'état d'insécurité constant des pauvres, les empêchant de faire face aux « chocs économiques » ou aux risques de la vie quotidienne (Benicourt, 2001). « Les risques que les pauvres doivent affronter, comme conséquence de leurs circonstances, sont les causes de leur vulnérabilité. Mais la cause la plus profonde est l'incapacité à réduire le risque ou à faire face aux chocs »²¹⁰.

L'ampleur de la pauvreté à Madagascar est très préoccupante. 30 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, et cette part a augmenté depuis 2005, après avoir diminué entre 2001 et 2005²¹¹. Les personnes les plus pauvres ont subi une diminution conséquente de leur bien-être entre 2005 et 2012. Entre 2005 et 2012, la consommation des ménages les plus pauvres a diminué de 3,1 pourcent en moyenne²¹². En effet, le pays doit renforcer la résilience des secteurs productifs, et surtout de l'agriculture, pour assurer une croissance économique durable, bénéficiant aux plus pauvres. L'année 2017 a été marquée par une forte hausse de l'inflation qui a atteint 9 % en décembre, représentant la hausse des prix la plus élevée en sept ans²¹³. Madagascar a pris du retard sur plusieurs indicateurs de développement. Un enfant sur deux (de moins de 5 ans) souffre d'un retard de croissance et il est le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Par ailleurs, le taux d'accès à l'électricité est de 13 %, soit l'un des plus bas de la planète²¹⁴.

V.1.1.2 ATTITUDE POLITIQUE

²¹⁰ <https://journals.openedition.org/etudesrurales/68>, consulté en mars 2018

²¹¹ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>

²¹² <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>

²¹³ <http://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>, consulté en mars 2018

²¹⁴ <http://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>, consulté en mars 2018

Madagascar fait face à d'innombrables défis dans sa lutte pour réduire la pauvreté : un manque aigu d'infrastructures, chocs climatiques sévères, mauvaises connections en transport, accès limité aux marchés ... Les micro-entreprises ne parviennent pas à augmenter leur productivité et leurs bénéfices à cause de la pauvreté généralisée, de la faible demande pour les biens et services non-agricoles, de la performance de la main d'œuvre, et des difficultés à rembourser des emprunts. Ces entreprises ne peuvent donc ni croître, ni générer plus d'emplois, ni augmenter les salaires²¹⁵. Pour réduire la pauvreté, la Banque mondiale et le PNUD choisissent la croissance comme l'un des thèmes centraux de politique économique (Benicourt, 2001). Le PNUD parle de « la croissance favorable aux pauvres » (PNUD, 2000a). Le raisonnement est le suivant : « À mesure que les pays deviennent plus riches, en moyenne l'incidence de la pauvreté diminue. ». La Banque mondiale, quant à elle, avance que « la croissance est essentielle pour étendre les opportunités économiques des personnes pauvres [...]. La question consiste à savoir comment on peut réaliser une croissance rapide, soutenable et favorable aux pauvres » (Banque mondiale, 2000).

Les actions à entreprendre pour obtenir une croissance « rapide, soutenable et favorable aux pauvres » ne se cantonnent pas à la seule sphère économique. « Un environnement d'affaires contribuant à l'investissement privé et aux innovations technologiques est nécessaire, tout comme l'est la stabilité politique et sociale pour poser les soubassements de l'investissement public ou privé [...]. Les marchés sont centraux à la vie des pauvres [...]. Là où des réformes en faveur du marché ont été réalisées avec succès, en moyenne, la stagnation a pris fin, et la croissance est repartie. » (Benicourt, 2001). Le PNUD préconise la création des politiques « inclusives »²¹⁶. Pour renforcer la promotion de la contribution de tous dans le processus de développement, une mesure importante prise, à la fois par le PNUD et par la Banque mondiale, est la mise en place d'une structure politique démocratique, avec la tenue régulière d'élections libres²¹⁷. Dans le *Rapport sur le développement dans le monde*, la décentralisation est vue comme une réforme de première importance (Banque mondiale, 1999) car elle « implique le transfert de pouvoirs politiques, financiers et administratifs aux échelons infranationaux de l'administration. L'État peut déléguer certaines de ses compétences (de plusieurs façons) [...]. La décentralisation investit le citoyen de la responsabilité de l'État, souvent par le biais

²¹⁵ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>

²¹⁶ <https://journals.openedition.org/etudesrurales/68>, consulté en mars 2018

²¹⁷ <https://journals.openedition.org/etudesrurales/68>, consulté en mars 2018

d'élections locales » (Banque mondiale, 1990). La déconcentration renforce également l'autonomie des services locaux. Une « large participation de la population est vitale au succès de la décentralisation » (Banque mondiale, 2000) . Ainsi, la décentralisation doit s'accompagner d'une participation accrue de la population. Certaines stratégies sont spécifiques pour Madagascar afin de réduire la pauvreté, il s'agit d'améliorer les connections routières et l'accès à l'électricité dans les communautés pour stimuler les activités de production non-agricoles. Dans les zones urbaines, le niveau d'éducation est un déterminant important. Dans le milieu rural, un prix du riz élevé est aussi lié à un niveau de bien-être supérieur²¹⁸.

V.1.2 SOUTENIR LA BONNE GOUVERNANCE

Pour les Nations Unies, la bonne gouvernance se définirait comme un contrat social entre Etat, le secteur privé et la société civile. Le principal apport théorique du concept de « bonne gouvernance » provient de l'œuvre du prix Nobel d'économie 1998, Amartya Sen, pour lequel le progrès social et la démocratie sont des processus qui se renforcent mutuellement. Les simples citoyens et les contribuables sont donc les principales victimes de la mauvaise gouvernance.

V.1.2.1 RESPECTER LA BONNE GOUVERNANCE

Lors du questionnement : Qu'est-ce que vous entendez par « Bonne gouvernance » ?, les réponses des individus ont été les suivantes : bonne gouvernance veut dire bonne gestion, une gouvernance bien ordonnée, où le mot « équitable » prend sa vraie valeur, et où règne le respect des droits de l'homme. Bonne gouvernance signifie également satisfaction des citoyens, considération des avis de tous, sans favoritisme. Bonne gouvernance indique aussi transparence, indépendance, un bon sens de l'écoute de la part des dirigeants pour les besoins des citoyens. Bonne gouvernance rime avec loyauté, respect de la loi, générosité, altruisme. Les citoyens espèrent de la part des dirigeants cette bonne gouvernance. Mais pour l'instant, 86% des interviewés disent que « Non », les dirigeants ne respectent pas les principes de la bonne gouvernance. Les problèmes de gouvernance interne semblent en grande partie responsables des difficultés que connaît le pays²¹⁹.

Tout signe de mauvaise gestion et de détournement de deniers publics montrent que les dirigeants ne prêtent pas assez d'attentions quant à la quête des intérêts communs. Une saine gestion des richesses nationales et de l'argent public passe nécessairement par des systèmes ou

²¹⁸ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>

²¹⁹ <http://blog.selfrance.org/madagascar-comprendre-pauvrete>, consulté en mars 2018

des organisations bien conçus et évolutifs, par la transparence des contrats et des budgets, par le renforcement et la publicité des contrôles, enfin par la sanction des contrevenants (SeFaFi, 2010). Jusqu'ici, considérable et parfaitement caché à l'opinion nationale, les données de Global Financial Intégrité montrent que Madagascar est fortement concerné par le fléau de la fuite illicite de capitaux²²⁰. Parallèlement, la corruption²²¹ constitue un grand obstacle au développement car aucune forme pérenne de développement n'est possible dans un environnement politique et économique corrompu. Certes, il faut une volonté politique réelle de haut niveau et une stratégie claire pour consolider la lutte contre la corruption. Des réformes sont déjà entamées pour une meilleure gouvernance²²², mais « le manque de continuité de la chaîne de lutte contre la corruption constitue sa principale faille », explique le général Faly Rabetrano, directeur général du BIANCO²²³. Ainsi, la bonne gouvernance exige, non seulement, des décisions politiques claires et courageuses, mais également la détermination de tous les acteurs/entités œuvrant pour la lutte contre la corruption et le soutien de toutes personnes de bonne volonté. La vraie lutte nécessite la mise en œuvre des réformes qui rétabliront la confiance du peuple envers les gouvernants, par l'application effective du principe de la redevabilité²²⁴.

V.1.2.2 REALISER LA VISION DE DEVELOPPEMENT

Les dirigeants sont tous sensés comprendre que mener est synonyme de servir. Et étant visionnaires, ils parlent peu, mais agissent beaucoup. « Le visionnaire porte la lumière comme un phare d'espoir aux millions de contemporains marqués par les flamboiements du désespoir. Il annonce l'aube joyeuse qui allait mettre fin à la longue nuit d'engourdissement et de paralysie. »²²⁵. Ils s'efforcent de faire sortir la société politique de la démagogie. Ils ont une idée, une image de l'avenir qui procure motivation, une situation future désirée et visualisée,

²²⁰ Voir leur site : www.gfip.org

²²¹ « Sont corruption tout acte cherchant les intérêts personnels contre/hors les lois en vigueur. », explique le Général Rabetrano Faly Herisoa, Directeur général du Bianco.

²²² Le communiqué du SeFaFi du 27 Octobre 2007 apporte plus d'explication : « Le PREA (Programme de Réforme pour l'Efficacité de l'Administration) a en principe été initié pour renforcer la compétence et le professionnalisme de l'Administration. La mise en place du BIANCO (Bureau Indépendant Anticorruption) et de la chaîne pénale anti-corruption vise, sinon à supprimer, tout au moins à réduire les pratiques de corruption. »

Outre le Bianco et le Samfin, le pays compte des entités non publiques qui travaillent dans la lutte anticorruption. Citons le CAJAC, l'ONG internationale TI-IM, la commission épiscopale « justice et paix » de l'église catholique. Le CAJAC a pour objectif de renforcer le pouvoir des s pour qu'ils ne demeurent pas impuissants devant des cas de corruption dont ils ont été victimes ou témoins. Quant à « Justice et paix », elle œuvre beaucoup pour l'éducation ne, la sensibilisation des s pour une participation ne à la vie publique.

²²³ Journal l'Express de Madagascar, paru le 04 décembre 2013.

²²⁴ Les élus sont redevables envers les électeurs, chaque a le devoir et le droit de demander des comptes aux élus. La redevabilité (accountability) constitue un élément clé de la bonne gouvernance qui fait partie des conditions essentielles à la stabilité et à l'efficacité d'une institution étatique.

²²⁵ Explication de Andry Rakotonanahary dans son intervention lors de la formation des YLTPIens, promotion 2012.

qu'ils cherchent à créer et à concrétiser. De façon imagée, la vision ressemble à un rêve qui, pour pouvoir être réalisé, nécessite l'implication d'une multitude d'acteurs. Etant premiers responsables, ils se concentrent sur la vision d'ensemble qui leur permettra de supprimer tout ce qui leur éloigne de la réussite. Ils ont une vision qu'ils traduisent ensuite dans un projet de société solide et réaliste. Il s'agit de procurer la nouvelle direction, créer un résultat. La réticence à formuler une vision est un refus d'assumer la responsabilité pour notre propre avenir. Ils comprennent qu'aucune forme de développement n'est possible sans l'adoption d'une vision claire, sans planification²²⁶. Alors, pas de vision²²⁷, pas de futur ! Une déclaration de vision est une expression d'espoir. Si il n'y a pas d'espoir, il sera difficile de créer une vision (Block, 1991). Cette vision, dans l'usage du pouvoir politique supplante, complète ou modifie les mécanismes du système économique en vue d'atteindre les résultats que le système ne pourrait pas atteindre par lui-même. Pour avoir une vision commune, les dirigeants doivent écouter les autres contre-pouvoirs, être attentifs aux remarques de la société civile et des intellectuels, prendre en compte les revendications des syndicats, et favoriser l'engagement de tous les s à sa réalisation²²⁸.

V.1.3 ADOPTER DE NOUVELLES PRATIQUES

La recherche de nouvelles culture et pratiques va en parallèle avec le changement de mentalité. La nouvelle culture exige que les dirigeants se comportent sans arrogance ni ostentation. Ils traitent, en public ou non, tout collaborateur, tout citoyen avec courtoisie et considération, avec la dignité qui convient à leur statut de leader.

V.1.3.1 APPRENDRE DES ERREURS DES PREDECESSEURS

Si tout le monde parle d'éthique, il n'est pas évident que tout le monde ait le sens de l'éthique. Elle est une mentalité, son acquisition est une évolution progressive qui s'opère à long terme. Il est encore temps pour ceux qui sont conscients, de se rattraper s'ils ont commis des erreurs dans le passé, s'ils sont animés par un vrai patriotisme, c'est-à-dire de placer les intérêts de la Nation au dessus de tout. Le SeFaFi, dans le communiqué du 03 Septembre 2010, rassure que : « Il y avait, il y a, et il y aura encore l'occasion pour les politiciens les plus lucides et les plus courageux de racheter leur honneur perdu ». Les échecs des régimes successifs devraient leur enseigner à ne rien prendre pour acquis. Les coups durs aident à prendre du recul. Ceux qui ont vraiment du succès le diront, c'est grâce aux échecs et aux revers qu'ils se

²²⁶Cette vision tend invariablement vers la recherche d'un mieux-être.

²²⁷Vision (V), différent de Objectif (O) [V : peinte, Complexe, Emotive/sensuelle PNL, Fonction d'orientation, Fonction de motivation, Fonction d'unir les gens, Aide, Voir la situation, Identité (« femmes et bétails ») ; O : Technique, Détaillé, Multiple, Mesurable, Si tu ne vois pas la situation, c'est un objectif.]

²²⁸Communiqué du SeFaFi du 17 Février 2009.

sont construits. Les dirigeants doivent tous connaître leurs limites, et devront être convaincus qu'ils auront encore beaucoup à apprendre. L'amour que les dirigeants éprouvent pour leurs compatriotes, qui croient en eux, exige leur capacité à arrêter l'exportation illicite des ressources nationales. Et l'éthique politique et la continuité de l'Etat exigent que les nouveaux dirigeants ne déballetent les dossiers fumants, les affaires de gros sous et de dilapidation des deniers publics de leurs prédécesseurs par vengeance personnelle ou pour servir à de basses manœuvres politiciennes.

Pour arriver à une refondation saine et concertée, Madagascar a besoin d'un rassembleur capable de mettre fin à la culture d'impunité, de mettre en place des règles des jeux claires et acceptées par tous. Les nouvelles pratiques exigent également que les dirigeants n'aient plus un esprit revanchard et respectent le principe d'alternance au pouvoir. Pour la continuité de l'Etat, que le sortant quitte son poste avec le sentiment du devoir accompli et compte sur son successeur pour mener à terme les réalisations entamées et les projets à venir.

V.1.3.2 ÉVITER LES PRATIQUES DOUTEUSES ET INCONVENABLES

A un certain moment de l'évolution sociopolitique, les aspirations de la masse populaire ne sont pas satisfaites par les mesures politico-économiques mises en œuvre par le gouvernement. Bien vite, des catégories politiques malagasy savent récupérer les situations existantes au profit de la réussite des stratégies de prise de pouvoir²²⁹. Les dérives du pouvoir et les promesses non tenues génèrent frustrations et mécontentements au sein de l'ensemble de la population. Faute de contre-pouvoirs institutionnalisés, les contestations du pouvoir se déroulent hors cadre légal et institutionnel²³⁰. La querelle démontrant l'égoïsme exacerbé et les comportements de puérilisme voulant s'agripper éternellement au pouvoir, doivent être écartés. Et ceux qui ne sont pas au pouvoir sont libres de critiquer, mais des critiques constructives, et d'apporter leurs suggestions afin de convaincre les électeurs et en attendant leur tour de gouverner. Pour l'intérêt de la majorité, il faut garantir la stabilité politique et institutionnelle. Le dirigeant digne prend des leçons sur les erreurs de ses prédécesseurs. Il n'instrumentalise plus les Forces armées, et que ces dernières ne s'immiscent plus dans la mêlée politique. Le concept ambigu de « chef suprême des forces armées » accolé au président de la République a été à l'origine de dérives évidentes, et de l'utilisation politisée des forces armées²³¹. La raison en est la confusion entre la protection de l'institution présidentielle et celle de la personne assurant la fonction. Madagascar a connu trois mutineries armées en trois ans : celle du FIGN

²²⁹Journal Lakroa n'i Madagasikara n° 3858, du 09 mars 2014.

²³⁰Communiqué du SeFaFi du 17 Février 2009.

²³¹Communiqué du SeFaFi du 21 Mai 2010.

du Fort Duchesne le 20 mai 2010, celle de la BANI le 17 novembre 2010, et celle du 1er RFI le 22 juillet 2012²³².

V.2 MOBILISATION DES POTENTIELS HUMAINS ET SOCIAUX

La situation actuelle pousse la majorité à conclure qu'il est difficile d'apporter des solutions innovantes et pérennes pour Madagascar. Mais penser au développement de Madagascar n'est pas un rêve difficile à réaliser. Il s'agit de trouver une voie de développement en harmonie avec les intérêts et besoins vitaux de la nation, en harmonie avec l'aspiration du peuple malgache et des besoins des générations futures. Formuler un programme répondant à telle vision est à la portée de certains candidats, mais vouloir l'appliquer est le principal défi.

V.2.1 ENGAGER LES CONCITOYENS

Le dirigeant digne agit en responsable. Mais aboutir à un changement de comportement et de mentalité implique le dépassement de soi, c'est-à-dire, nécessite un effort personnel et une conscience collective qui s'extériorise à travers le souci des biens publics, des intérêts communs et des générations futures, l'envie du « vivre ensemble » et du « bien vivre ».

V.2.1.1 RAFFERMIR CERTAINES VALEURS

Actuellement, nul ne conteste la dégradation de la qualité du vivre-ensemble, alors que la notion de vivre ensemble constitue la base de la refondation nationale. L'unité et la solidarité nationale sont fragilisées par des soubresauts politiques. La tolérance et l'hospitalité, le respect des anciens et la non-violence, qui valaient à Madagascar l'estime des autres nations, ont largement disparu des pratiques sociales. Les valeurs constitutives de notre identité malgache sont assurément présentes dans les esprits comme dans les discours, mais elles semblent avoir perdu leur force opératoire. Le *fihavanana*, qui pourtant symbolise la civilisation malgache, ne crée plus l'unanimité des cœurs et des pensées²³³. La discrimination sous toutes ses formes, Blanc contre Noirs, hommes contre femmes, riches contre pauvres, Instruits contre Illettrés ... est une réalité. Elle ne disparaîtra jamais, mais ce n'est pas une raison pour l'accepter et encore moins pour la subir. Mais, ensemble, il est possible de s'élever au-dessus d'elle.

Les Malgaches assistent à la dégradation de ses valeurs morales et n'ont plus leur propre identité. La question de l'identité du Malgache, piétinée par les Malgaches eux-mêmes, est complexe, c'est sans doute parce qu'il n'existe pas de réponse unique²³⁴. L'ampleur de la catastrophe met tous les acteurs de la vie nationale devant leurs responsabilités. Il est alors

²³² Communiqué du SeFaFi du 17 Septembre 2012.

²³³ Communiqué du SeFaFi du 07 Juin 2010.

²³⁴ Loin d'être une simple notion statique, l'identité est mouvante : elle évolue, se forge et s'enrichit. Elle est une recherche constante.

urgent de promouvoir les valeurs telles que la tolérance, le dialogue, le pluralisme d'idées, la liberté, la solidarité, l'entraide, la volonté de travailler et de vivre ensemble, le respect des règles de jeu et le respect mutuel. Il importe de retrouver le *fanahy maha-olona*²³⁵. Le *fihavanana*, il est urgent de lui rendre sa valeur et sa signification traditionnelle, et de reconnaître les exigences qu'il apporte dans la société moderne. Le SeFaFi, à travers son communiqué du 17 Février 2009, est persuadé que : « Pratiquer le *fihavanana* aujourd'hui et à l'échelle nationale, c'est reconnaître et traiter tout con comme un parent, quelle que soit sa région ou sa caste, la couleur de sa peau ou son ethnie d'origine. A ce titre, le *fihavanana* doit devenir le plus sûr critère de l'identité de la nation, et le meilleur ciment de son unité... ».

Pour la refondation de Madagascar, les Malgaches doivent aller au-delà d'une relance économique, d'une réorientation, mais des rapports entre eux-mêmes, leurs raisons d'existence et leurs relations avec leur environnement, des rapports sociaux. Il faut la contribution de tous : individu et communauté, gouvernant et gouverné, toutes les couches et les catégories socioprofessionnelles, les pôles économiques. L'important n'est pas d'être homme ou femme, d'appartenir à telle couche sociale ou catégorie socioprofessionnelle, telle religion ou tel secteur d'activité, à telle appartenance politique ou ethnique. L'important est d'unir les forces et de se battre pour rehausser Madagascar. Le Rapport du PNUD confirme que la dimension culturelle du sexe ou « genre », désignant les différences d'origine sociale et culturelle, évolue avec le temps, entre les hommes et les femmes appartenant à un même ménage ou à une même culture ou à des cultures différentes (ONU, 1995). Ces différences se reflètent dans les rôles, les responsabilités, les engagements, l'accès aux ressources, les contraintes, les possibilités, les besoins, les idées perçues, les opinions, etc.

V.2.1.2 EDUQUER LES ENFANTS

L'éducation est la clé de l'avenir d'un pays. Elle constitue la voie royale des transformations sociales et économiques qui permettraient l'accès à une refondation nationale. Faute d'éducation, l'homme est incapable d'assurer et de terminer ce qu'il veut et entreprend. « Nous sommes nés faibles, nous avons besoin de force ; impuissants, nous avons besoin d'aide ; stupide, nous avons besoin de raison. Tout ce dont nous manquons à la naissance, tout ce qu'il nous faut lorsque nous atteignons l'âge d'homme, c'est le don de l'éducation. » (Rousseau, 1961). Madagascar doit commencer à partir de l'éducation, qui nécessite une

²³⁵Ce concept spécifiquement malgache (littéralement : « c'est l'esprit qui fait l'homme ») n'a pas d'équivalent en français. L'expression désigne « ce que nous sommes », « ce qui est la source de notre agir » ou l'équivalent de : « être homme, c'est être responsable ». Dans une lettre qui avait marqué son temps, la Conférence épiscopale attribuait les maux qui frappaient la société à la perte du *fanahy maha-olona* (« Le redressement de la nation », 29 novembre 1987, dans *Eglise et Société à Madagascar*, tome 3, Foi et Justice, Antananarivo, 1990, p. 215-220).

refonte. Donnons à nos enfants l'éducation la meilleure que puissent permettre ton argent, ton amour et ton sens des responsabilités (Marshall, 2011) car les premières semaines, les premiers mois, les premières années jouent un rôle décisif pour l'avenir de l'être humain. Un projet de nouvelle société digne de ce nom commencerait donc par le commencement (Robin, 1975). Cette société a naturellement une finalité dynamique et éducative, éduquer ses membres pour qu'ils puissent assumer une fonction déterminée. Pour la refonte du secteur, il importe de mettre en place une « caisse école » pour permettre la gratuité des frais de base de l'enseignement primaire pour tous. Un financement des enseignants devrait se faire. A moyen terme, il faudra, entre autres, améliorer le système éducatif et la gouvernance du secteur, mettre en place la politique éducative (offrant des formations aux personnels administratifs et enseignants, améliorant l'environnement scolaire, les conditions de travail des personnels enseignants et administratifs, révisant les programmes scolaires) afin de promouvoir les compétences de la population. Dans les phases d'enseignements secondaire et universitaire, l'éducation interdisciplinaire doit l'emporter sur l'enseignement spécialisé d'aujourd'hui (Robin, 1975). Pour aboutir à des résultats palpables, il importe d'inculquer chez les jeunes enfants dès l'école l'esprit d'entreprise et l'audace pour avancer, créer et prendre des risques, la motivation commune, le sens de responsabilités et du bien commun. Il s'agit de rééquilibrer les forces de production qui facilite par la suite l'adaptation d'un plan général favorable à l'épanouissement des individus et la contribution de tous dans la réalisation du projet de société.

V.2.1.3 FORMER LES JEUNES

Jusqu'ici, l'équilibre à trouver entre le mode de vie des classes aisées vivant dans les luxes, dès fois dans des gaspillages et celui de la masse populaire tournant vers la disette et la misère, pose un problème non résolu. Le manque de formation technique et professionnelle, y compris l'esprit d'entreprendre et l'envie de créer, entravent la possibilité de trouver un emploi (UNESCO, 2004). L'éducation, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle sont primordiales, et les différents stages, les activités socio-éducatives, les activités sportives et toutes sortes d'activités sont nécessaires pour l'essor de notre société. L'apprentissage, l'acquis, l'éducation peuvent s'insérer dans l'inné de l'homme dont certains sous-estiment le plus souvent l'importance, car ils n'auraient de répercussion qu'à long terme. Un diplôme est fait pour faire. On ne va pas dépenser des millions d'Ariary et consacrer plusieurs années de la vie à n'étudier rien que pour le plaisir. C'est également absurde de se limiter à l'obtention du diplôme. Si une occasion se présente avant le diplôme, « saisissons-là ! » (Marshall, 2011). Mais, avant d'abandonner les études, il faut s'assurer qu'il s'agit d'une occasion en or qui

permet de construire la carrière à long terme. Kevin Lilles disait : « L'important n'est pas tellement le lieu où tu apprends, mais la matière que tu apprends » (Marshall, 2011). La formation tout au long de la vie de l'homme est rendue nécessaire par le décalage existant entre l'évolution des techniques et celle des mentalités. Elle tendra aussi à diminuer les inégalités sociales en offrant à chacun, à tout moment de sa vie, une deuxième ou une troisième chance (Robin, 1975). Ce qui importe, c'est de viser la perfection dans la moindre tâche à entreprendre. « Si une chose peut être améliorée, améliorons-la. Refaisons-la plusieurs fois si besoin est. » (Marshall, *ibid*). Ainsi, la récompense se trouve dans le travail, pas dans le résultat. Le fun se trouve dans tous ces petits détails, ces petites tâches qui concourent à la réalisation de l'objectif. « Le bien comme le mal peuvent devenir des sources d'apprentissage » (Marshall, *ibid*).

V.2.1.4 RENFORCER LE CIVISME

L'avenir de Madagascar repose sur ses citoyens, sur la formation des citoyens responsables et capables de mettre en place de nouveaux types de rapports entre individus et société, entre gouvernants et gouvernés. Si l'autoanalyse, l'autocritique et la constante recherche d'amélioration faisaient partie de notre culture, on n'en serait pas là. Force est de constater un relâchement général du civisme. Le SeFaFi, dans son communiqué du 18 Juillet 2013 constate que : « Toute période d'incertitude politique entraîne une recrudescence de tendances anarchistes au sein de la population. L'exemple doit alors venir des dirigeants, car c'est sur leur comportement que les citoyens se modèlent. ». Le civisme est ce qui manque cruellement à Madagascar. Il suffit de regarder l'état des rues –malodorantes et jonchées de détrit, d'affronter pendant une petite heure l'effronterie des taxi-be, ou encore de regarder l'état des pelouses publiques un lendemain de fête. Pourtant, il est non seulement la base de la conscience collective, mais constitue également une des pièces maîtresses du développement. Car la promotion de tout développement approuve le développement humain, la quête de l'épanouissement de l'homme et l'entretien des valeurs. Grâce au civisme, les citoyens s'engagent hardiment dans une nouvelle forme de vie et de mode de vie, inspirent les travaux collectifs, s'unissent et osent lutter et agir pour procurer leur développement. Alors, chacun doit être discipliné, responsable, conscient de ses droits et de ses devoirs. Pour espérer une participation active à la vie publique et politique, le respect des biens publics et collectifs, l'éducation civique doit être l'une des priorités de l'Etat, particulièrement, du Ministère de l'Education Nationale. C'est étonnant parce que tout le monde accepte l'importance de l'éducation civique mais personne n'est pas conscient de sa valeur. Ainsi, il s'agit d'une lutte de longue haleine. Certes, il ne saurait y avoir de véritable éducation civique sans le civisme

des parents et des enseignants, d'éducation à la liberté sans une vraie liberté des parents et des enseignants, d'apprentissage du bien commun sans les exemples concrets venant des parents et des enseignants.

V.2.2 LAISSER CHAQUE ENTITE JOUER SON ROLE

La classe politique a failli à leur devoir depuis plus d'un demi-siècle. L'échec est autant celui de la société civile, qui n'a pas suffisamment joué son rôle. Et il est vrai, la population a souvent consenti, quand elle n'était pas complice²³⁶. En conséquence, 92 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté²³⁷.

V.2.2.1 RENFORCER LA RESPONSABILITE DE LA SOCIETE CIVILE

« En dehors du secteur public, de nombreux acteurs – groupes de proximité, syndicats, universités, fondations caritatives, associations d'usagers, ONG et associations de quartier – influent sur la gestion des affaires publiques. Ces groupes peuvent, entre autres, obliger les élus locaux à être comptables de leurs actes. Constituant ce qu'on appelle la « société civile », ils peuvent aussi rechercher, parallèlement à l'administration, un mode de gouvernement plus à l'écoute de la population et plus efficace. » (Banque mondiale, 1999). La fonction primordiale de la société civile est de promouvoir les intérêts des pauvres. L'organisation des pauvres est ainsi perçue comme le « fondement de la réussite »²³⁸. Selon le PNUD, « ce dont les pauvres ont le plus besoin, c'est d'une capacité organisationnelle accrue, plus de pouvoir pour influencer l'orientation de leur vie. L'assistance extérieure doit tendre à mettre en place cette capacité et ne doit se limiter à fournir des biens et services – ce qui est, en fin de compte, une fonction du gouvernement » (Benicourt, 2001). La Banque mondiale soutient qu'il faut « faciliter la croissance des organisations des pauvres [en] levant les obstacles juridiques ou autres qui empêchent la formation d'associations, et en fournissant un cadre administratif et judiciaire qui les soutienne » (Banque mondiale, 2000).

Pour la bonne gouvernance, les politiciens doivent oser s'engager à ne plus instrumentaliser la société civile. Hélas, jusqu'ici, morcelée et divisée, manipulée par des intérêts particuliers, et incapable de s'entendre sur un projet sérieux, bafoue les valeurs de neutralité et est infiltrée par des politiciens escrocs, perdant ainsi toute crédibilité. Le communiqué du SeFaFi du 31

²³⁶Rappelons-nous ses enthousiasmes de 1972, 1975, 1991, 2001 et 2009. Pour reprendre le mot du président Obama adressé à l'Afrique depuis le Ghana, Madagascar « n'a pas besoin d'hommes providentiels. Elle a besoin d'institutions fortes ». Et d'une société civile qui, au lieu de lorgner dans l'assiette des politiques, garantisse le respect de ces institutions.

« Classe politique dévouée, société civile instrumentalisée », communiqué du SeFaFi, 03 Septembre 2010.

²³⁷Anjara Rasoanaivo, Midi Madagasikara n° 9100, du jeudi 25 juillet 2013, p. 11.

²³⁸<https://journals.openedition.org/etudesrurales/68>, consulté en mars 2018

Décembre 2011 rappelle qu'il est du rôle de la société civile « d'aider le pouvoir, et non de diriger le pays ». Il lui revient de rappeler aux politiciens leurs responsabilités. Et en temps de crise, il est de son devoir de s'efforcer, de calmer la violence, d'exhorter au dialogue et de proposer des solutions bénéfiques pour le pays et sa population. Le SeFaFi souhaite que la société civile garde toute son autonomie, et ne soit ni instrumentalisée ni récupérée par la société politique²³⁹.

Plus que jamais la société civile doit se mobiliser, car il lui revient de défendre le peuple. Elle un thème à la mode. Mais il n'est pas sûr que tous ceux qui en parlent la définissent de la même manière²⁴⁰. Pourtant, elle doit jouer sa fonction d'interpellation, le rôle de contre-pouvoir mais également de représentation du peuple auprès des autorités compétentes²⁴¹. D'après le SeFaFi, dans son communiqué du 14 Octobre 2005, les responsabilités de la société civile sont :

- évaluer le fonctionnement des institutions, en fonction des besoins et des attentes de chaque personne et de chaque groupe, de veiller à ce que ces institutions préservent leur développement et, favorisent le développement de l'ensemble du corps social.
- attirer l'attention du politique sur les problèmes spécifiques du moment (unité nationale, conditions de vie, répartition des richesses produites, sauvegarde des valeurs culturelles et religieuses, respect des droits de l'homme, etc.
- se préoccuper du bon fonctionnement de la société : transparence des élections, utilisation de l'argent public, indépendance de la justice, participation civique, etc.
- dynamiser les instruments de la régulation sociale (syndicats ouvriers et patronaux, ordres professionnels, vie associative et actions humanitaires).

Mais il n'est pas de son rôle de développer et mener à bien les politiques publiques²⁴². Et la société civile doit faire attention aux politiques qui essaient toujours de l'instrumentaliser. D'après le SeFaFi, la société civile est, à l'image du pays, morcelée et divisée, manipulée par des intérêts particuliers, et incapable de s'entendre sur un projet sérieux²⁴³.

²³⁹ Communiqué du SeFaFi du 21 Octobre 2009.

²⁴⁰ Le communiqué du SeFaFi du 14 Octobre 2005 définit ce qu'est la société civile :

- Elle est l'ensemble des individus ou des s regroupés dans des associations ciblées, qui défendent la légitimité des intérêts particuliers : économiques, sociaux, culturels, sportifs, religieux, etc.
- Elle n'a pas d'objectifs ou d'ambitions politiques, et ne se préoccupe ni de la compétition politique ni de l'exercice du pouvoir. Car le pouvoir politique revient à la société politique, habilitée à arbitrer entre les intérêts particuliers et à promouvoir l'intérêt général du pays (le « bien commun »).
- La société civile donne sa légitimité à la société politique, qui exerce son pouvoir par le biais de l'Etat. Elle se doit d'alerter les politiques sur les problèmes particuliers des s et des groupements, et veiller à ce que l'Etat ne déborde pas les limites de sa compétence.

²⁴¹ Communiqué du SeFaFi du 21 Octobre 2009.

²⁴² Communiqué du SeFaFi du 14 Novembre 2015.

²⁴³ Le communiqué du SeFaFi du 03 Septembre 2010 continue :

L'Etat doit respecter et faire respecter les droits de chacun. Et pour la performance, le gouvernement a le devoir de solliciter la société civile à s'investir plus dans les affaires nationales. La société civile doit effectuer des contrôles non gouvernementaux et contribuer dans le suivi pour la bonne gouvernance et la bonne marche des affaires publiques. Il est également du devoir de la société civile de participer, d'apporter leurs expériences lors du suivi des normes et règles des jeux dans la gouvernance des entreprises publiques et privées, lors de l'élaboration et le suivi des procédures de marché public, ainsi que la transparence et l'éthique du milieu des affaires. Sa contribution doit aller jusqu'à l'élaboration et la proposition de charte des citoyens.

V.2.2.2 AMELIORER L'IMAGE DES POLITIQUES

Le véritable sens du leadership se trouve dans le sacrifice personnel. Etre dirigeant veut dire être vecteur du changement, et vouloir changer veut dire vouloir améliorer les choses. Ainsi, il ne faut pas s'accrocher dans l'espoir que les choses vont s'arranger. Madagascar a besoin de nouveau souffle, il a besoin de vrai politicien au sens étymologique du terme, qui assure car « c'est la vraie majorité, les paysans des différentes contrées, les chômeurs, ceux qui n'ont rien à manger, et qui ne peuvent pas faire entendre leurs voix, qui portent le fardeau »²⁴⁴ de la crise sans fin. Le sens de l'éthique et de la morale doivent être de mise. Confucius a dit « Celui qui gouverne un peuple en lui donnant de bons exemples est comme l'étoile polaire, qui demeure immobile pendant que toutes les autres se meuvent autour d'elle ». D'après Dahl, ces deux termes se rapportent de façon étroite à la conduite et aux agissements humains, conçus comme conformes aux exigences de l'être humain, dans ce qu'il est et dans ce qu'il a à être (Oyvind, 1999). Le respect de l'équité, la légalité, le principe de la primauté de l'intérêt national sur l'intérêt particulier, le principe de subsidiarité devient le centre d'intérêts et d'actions de ce politique. Ce dernier veut améliorer la qualité de vie de son peuple. Cette volonté est déjà un signe de renforcement de performance car elle implique l'adoption d'autres comportements de préférences adaptatives, la possession d'une autonomie décisionnelle pour l'action et le soutien de la liberté positive de créer et d'innover. Dubois parle de la capacité et

-
- Cette société civile est, depuis de longues années, infiltrée par des politiciens qui tentent de se refaire ainsi une virginité politique.
 - Nombre d'entités se prévalent de la société civile alors que leur engagement politique est de notoriété. Cette perversion des concepts et des termes comporte un risque grave pour l'avenir. La société politique nie sa spécificité, si ses membres instrumentalisent la société civile à des fins partisane. Et la société civile perdra toute crédibilité, si elle bafoue les valeurs de neutralité et d'apolitisme qui sont sa marque distinctive.
 - Une bonne partie de la classe dirigeante n'a plus ni sens ni respect des principes éthiques qui devraient réguler le fonctionnement de la société. Le constat vaut pour l'éthique traditionnelle et ancestrale autant que pour l'éthique chrétienne ou civique.

²⁴⁴ Communiqué du SeFaFi du 15 Juin 2009.

qualifie la capacité d'une personne comme étant l'ensemble des fonctionnements effectifs ou potentiels qu'elle est capable, ou serait capable, d'accomplir sur la base de ses caractéristiques propres et des opportunités ou contraintes économiques et sociales qu'elle rencontre (Dubois, 2007). Rassembler toutes les forces afin d'atteindre un objectif, pour le bien de tous et la bonne marche de la vie collective est son rôle primordial. Il est toujours en quête des occasions pour avancer et lance des projets d'amélioration. Sa politique de développement véhicule une nouvelle pratique où le respect de la parole donnée retrouve sa vertu sacrée. Il adopte une nouvelle conduite, fruit d'un changement dicté par la quête de la sagesse. Sa pratique, sa manière de vivre tendent vers le perfectionnement en se référant à ce qui est bon. Il respecte des règles de conduite. Il s'efforce de promouvoir une nouvelle culture, à l'instar de l'éthique politique, de la bonne moralité, de l'acquisition de la crédibilité, de l'âme patriote et surtout le respect du fihavanana qui fait partie de la valeur socioculturelle Malagasy. Il s'ouvre à des gens de tous les milieux, et maintient dans les sociétés l'ordre et la paix. Il développe au sein des communautés humaines l'amour et la liberté (Zarifian, 2008). Il est capable de mener les autres et donne l'exemple. Il pense, non seulement, à satisfaire les besoins du peuple, mais également, à ceux des prochaines générations. Comme a dit James Freeman Clarke: « A political thinks of the next election. A states man, of the next generation »²⁴⁵ Un leader appartenant à cette nouvelle génération d'idées, même sans prêter serment, servira le bien commun. Il ne mentira point à ses collaborateurs et au peuple. Il ne volera point, respectera et fera respecter les lois. Il s'efforcera d'être un modèle moral pour ses compatriotes.

Les politiciens ont l'obligation de ne plus prendre les citoyens en otage à cause de leur pauvreté et ignorance. Ainsi, pour tenter d'assainir les mœurs politiques du pays, une réforme des pratiques politiques s'impose de manière urgente, en retrouvant, dans un premier temps, le sens du politique, puis, le changement de mentalité²⁴⁶ et la promotion de la relève²⁴⁷. Les politiques

²⁴⁵ Un politicien pense à la prochaine élection. L'homme d'Etat, à la prochaine génération.

²⁴⁶ Rahariniaina Marie Frédeline, Maître de Conférences, Enseignante au Département de Philosophie, Université de Toamasina, lors de son intervention dans le programme YLTP 2012, explique : « L'homme s'avère être le seul vivant à avoir le sens de la valeur, c'est-à-dire du bien, du beau et du vrai. C'est ce qui fait de lui cet être qui, tout en faisant partie intégrante du monde dans lequel il vit, au même titre que les autres objets autour de lui. Il est capable de se mettre sur l'échelle de l'être de dépassement. C'est la notion d'éthique qui se rapporte à cette spécificité de l'homme en tant qu'être de dépassement et non à l'homme en tant que créature comme toute autre créature dans le monde. L'éthique est en relation directe avec tout ce que l'homme est dans son authenticité, avec les tenants et les aboutissements d'un homme humainement correct, car il ne peut pas être parfait. ».

²⁴⁷ Voilà des pistes de réflexion que nous devons explorer pour rendre à la jeunesse la place qui est la sienne pour un développement durable :

- Promouvoir l'éducation, la formation et l'information pour renforcer les connaissances en matière de développement durable ;
- Renforcer, faciliter et encourager l'engagement et la responsabilisation des jeunes pour qu'ils sachent prendre des initiatives ;

doivent apprendre, avant tout, à respecter le verdict des urnes et les engagements pris. « La politique est le lieu de l'affrontement des idéologies, des projets de société et des décisions qui en découlent. Il est le théâtre d'un combat d'idées arbitré par les seuls électeurs, et implique un respect des opinions de l'adversaire qui devrait exclure tout sentiment de haine personnelle. »²⁴⁸. Ainsi, un homme politique se souvient que sa raison d'être est de représenter ses concitoyens. Et une exigence que le peuple est en droit d'attendre de lui, est le respect des engagements pris. Pour terminer, les hommes politiques deviennent crédibles dans la mesure où ils respectent leur parole et leurs engagements²⁴⁹.

V.2.2.3 VALORISER LA SOCIÉTÉ ET LA FAMILLE

La crise ne date pas d'aujourd'hui, mais plus de 50 ans. Et l'unité nationale reste fragile, mais les Malgaches ne sont pas condamnés à ne pas s'entendre. Le communiqué du SeFaFi du 17 Février 2009 apporte plus d'explication : « Un autre comportement défaillant se retrouve dans la relation du citoyen à la nation, et celle du Malgache à son ethnie. Le fait est que l'horizon naturel de la solidarité reste l'ethnie, pour des raisons tout à fait compréhensibles d'efficacité autant que de réflexe identitaire. Mais cela entraîne une méconnaissance de la nation et de l'Etat qui est en charge de son organisation et de son bien commun. ». Pour s'en sortir, les causes profondes de la crise de la société malgache méritent d'être étudiées. Au sein de la société malgache, il existe une hiérarchie qu'on respecte car elle constitue un ordre social : chacun a sa place, assume sa fonction et ses responsabilités. Mais N. Mandela disait : « C'est la culture, et non la nature, qui forme la personnalité. ». Ainsi, pour la promotion des bonnes pratiques et nouvelles perceptions, les Malgaches doivent également être capables de profiter et de s'enrichir des cultures et mode de vie étrangers. L'impasse dans laquelle se trouve toujours la Grande Île est éthique plus encore que politique. Et le communiqué du SeFaFi du 18 Juillet 2014 garantit que changer les responsables ne suffit pas, les vraies solutions se situent au niveau de la conscience civique et du sens de l'État. La tâche sera rude et longue car jusqu'ici, les Malgaches basent leur vie et se réfèrent au passé, non pas au futur. Or pour aboutir à un résultat positif, il est indispensable de définir, précisément, ce qu'on cherche dans le passé, d'identifier et d'implanter les fondations sur lesquelles on veut bâtir sereinement l'avenir.

-
- Améliorer les conditions de vie des jeunes (protection sociale, accès aux soins ...), améliorer leur accès à l'emploi pour leur épanouissement ;
 - Promouvoir l'entrepreneuriat jeune pour qu'ils soient une force de changement pour la communauté ;
 - Responsabiliser les jeunes dans la gouvernance environnementale pour faire évoluer les mentalités.

Stratégie Panafricaine sur les Jeunes et le Développement Durable : Stratégie pour Madagascar. WWF MWIOPO, janvier 2013

²⁴⁸ Communiqué du SeFaFi du 16 Juin 2009.

²⁴⁹ Communiqué du SeFaFi du 16 Juin 2009.

Vu les problèmes sociaux et économiques, le rôle de la famille est de plus en plus important dans la société malgache. Toutes les forces vives doivent aider les familles à chacune des étapes de leur existence, car elle constitue le premier lieu d'éducation et de solidarité. Au sein même de sa famille, que l'enfant, puis l'adolescent et le jeune aie l'opportunité de comprendre les relations humaines, l'interdépendance entre l'homme et son environnement. Et c'est la femme qui est au cœur de son épanouissement. Elle équilibre notre société pour progresser ou la déséquilibre pour reculer à cause de la prolifération des maux de la société, chômage, délinquance, violence, dégradation de la moralité. Donc, il faut faire la promotion des femmes et la protéger contre toute forme de violence et de discriminations. Un enfant ne doit plus naître par hasard. Pour cela, sa mère doit avoir le minimum de méthode pour éduquer son enfant et cela dans chaque quartier et hameau. Il faut une démarche de processus permanent de progrès telle la promotion de la responsabilité sociétale ou sociale²⁵⁰, qui doit prendre naissance au sein de la famille.

V.3 REORIENTATION DE LA RELANCE ECONOMIQUE

L'existence d'écart de richesse prépondérant entre les dirigeants et les dirigés, additionnée du manque d'éducation du peuple produisent de graves séquelles en termes de collaboration pour le développement. La fosse se creuse, la coopération est une utopie et les deux parties se dissocient. La quête de l'intérêt personnel devance alors l'intérêt collectif qui disparaît au fil du temps.

V.3.1 RENFORCER L'INTERACTION GOUVERNANT-GOUVERNE

La défaillance au niveau de la communication engendre des non-dits et des suppositions ainsi que des préjugés malsains (démontrés ou non) émis par le peuple vis-à-vis des dirigeants. De plus, l'abus du pouvoir, la bassesse de la mentalité et l'égoïsme démesuré de certaines personnes au pouvoir entraînent des démarches conduites par des ambitions personnelles exubérantes au détriment des moyens collectifs (financiers, Humains, administratifs) offerts par le peuple, destinés au peuple.

V.3.1.1 LUTTER POUR LA MEME RAISON

²⁵⁰Une notion notamment mise en avant par des organisations de consommateurs, des partisans du développement durable et de l'intégration de l'éthique dans l'économie. La responsabilité sociétale est un concept qui désigne la responsabilité d'une entité (agent économique, groupe, collectivité ...) relativement ou aux conséquences sociales, sanitaires et environnementales de ses activités notamment pour ses parties prenantes. La responsabilité sociétale des organisations (entreprises, collectivités territoriales, syndicats, associations) a fait l'objet d'une norme internationale, adoptée par le vote en 2010 de 86 pays.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Responsabilite_societale, consulté en mars 2014

La lutte commune est la lutte contre la pauvreté. L'augmentation des revenus nécessaires pour amener plus de 70 % de la population au-dessus du seuil de pauvreté reste énorme²⁵¹. Le développement pérenne et harmonieux nécessite la consolidation des relations et le renforcement des confiances entre gouvernants et gouvernés. Ces derniers doivent s'informer mutuellement de leurs actions, de leurs approches, des obstacles qu'ils rencontrent, et des solutions qu'ils proposent. C'est à travers la volonté d'agir que jaillisse les complicités et les interactions entre dirigeants et dirigés, les échanges d'idées, les partages d'expériences et d'informations entre responsables et contribuables. Afin de renforcer cette interaction, Madagascar est en quête des citoyens sachant leurs droits et devoirs envers la Nation, respectant et appliquant consciencieusement les règles établies par la société. Certes, la refondation exige que chaque citoyen s'acquitte de ses devoirs moraux et juridiques. Il est possible de créer une société prônant l'entraide si, ensemble, les citoyens et les dirigeants regardent plus loin. Il est également possible d'espérer des générations entretenant le vrai *fihavanana* malagasy, si toutes les forces vives de la nation (les gouvernements, les médias, la société civile, le secteur privé ...) y mettent toute leur énergie. Ensemble, militons pour protéger notre pays et les générations futures.

V.3.1.2 AGIR DANS L'INTERET DE LA NATION

La société a une vocation productive, c'est-à-dire qu'elle vise à ce que ses membres soient productifs afin de contribuer de façon effective à la bonne marche de la vie de l'ensemble. La notion de vivre ensemble permet d'avancer ensemble. Pour cela, l'individu doit avoir la possibilité de participer pleinement aux décisions de la communauté et de jouir des libertés humaines, économiques et politiques (Pierre, 2006). Car la diversité est une richesse, surtout si chaque citoyen assume une fonction contributive bien définie. C'est de cette diversité d'individus et de fonction que résultent le développement et le progrès. Cette société, étant engagée, participe au processus décisionnel public et demande aux autorités de rendre compte de leurs actions. Cette interaction permettrait aux gouvernants de sentir qu'ils ont un engagement à respecter en tant que responsables et aux gouvernés de participer activement à la vie publique et d'avoir un retour de leur choix et actions. Ainsi, il est du devoir des leaders de la société civile, du secteur privé et des partis politiques de proposer des scénarii de développement et de refondation. Il est alors du devoir de la société civile de demander aux gouvernants et aux entreprises de rendre des comptes. Les scénarii ne président pas l'avenir mais donnent plutôt différentes images d'avenirs possibles, et permettent aux décideurs et aux parties prenantes d'adopter leurs stratégies afin d'atteindre ou d'éviter un certain scénario. Et

²⁵¹ <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>

pour que le dirigeant agisse convenablement dans l'intérêt de la nation, qu'il soit tout d'abord conscient qu'il exerce son pouvoir avec le consentement de la majorité et que le peuple reconnaît la légitimité de son pouvoir. Tout détenteur du pouvoir doit avoir un minimum de qualification²⁵², et être entouré des collaborateurs compétents²⁵³ afin de concrétiser des projets incitant une participation citoyenne active. Compétence et qualification sont deux critères à ne pas négliger lors du choix de collaborateurs afin de devenir performant, d'obtenir beaucoup plus d'efficacité et d'efficience dans tout ce qu'on entreprend et de mener un développement stable et continue (Rakotoarisoa, 2010). Bref, l'Etat ne doit pas oublier ses fonctions de souveraineté (gendarmerie), économiques (entrepreneur), sociales (providence), éducatives et culturelles (éducateur). Il doit être efficace dans son administration. Il est dans l'obligation de mettre en valeur les ressources, redynamiser des secteurs de l'économie et moderniser des mécanismes institutionnels pour l'intérêt de tous.

V.3.2 PROMOUVOIR LA CONTRIBUTION DE TOUS AU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

Le dirigeant doit avoir une forte volonté et doit rechercher la stratégie adéquate qui lui permettrait d'avoir l'adhésion de tous dans le processus de développement. Il ne s'impose pas par la force mais apprend à son peuple à affirmer leur identité²⁵⁴ et à ne pas se contenter de gagner leur vie²⁵⁵.

V.3.2.1 S'UNIR DANS LA DIVERSITE

Atténuer les possibilités de conflit social constitue un des piliers de développement. « Les organisations de la société civile et de l'État peuvent faire beaucoup pour poser les bases institutionnelles de la coopération pour le bien commun [...]. Les systèmes constitutionnels et légaux, ainsi que des systèmes de représentation politiques sont nécessaires pour que les groupes puissent faire valoir leurs intérêts à travers des mécanismes autres que la violence. » (Banque mondiale, 2000). Pour aboutir à un quelconque changement, il convient

²⁵²Il est à noter qu'une personne qualifiée n'est pas forcément compétent, et vice versa. Quelqu'un de « qualifié » est une personne diplômée après avoir suivi une formation, ayant le diplôme requis pour un poste. Il n'est pas forcément compétent mais il a le niveau recherché. La qualification est plus facile à prouver que la compétence car elle est marquée par un diplôme. En général, les gens qualifiés sont plus faciles à former que les autres ; surtout quand ils sont nouvellement qualifiés. Ils ont une meilleure capacité d'acquisition que les autres et saisissent facilement ce qu'on leur apprend. Par contre, ils ont tendance à n'appliquer que ce qu'ils ont appris (Rakotoarisoa, 2010) .

²⁵³Un collaborateur compétent est une personne qui, avec son expérience professionnelle, assure mieux le bon fonctionnement du système. Un dirigeant ou collaborateur compétent et expérimenté est plus adroit dans ce qu'il entreprend. C'est un homme de terrain. Les collaborateurs compétents trouvent plus facilement comment améliorer la qualité de services et/ou produits.

²⁵⁴Car les gens respectent ceux qui sont capables de reconnaître ses erreurs (...), ils veulent savoir jusqu'où nous pouvons aller.

²⁵⁵La réussite est une question d'estime de soi et de fierté. Soyons nous-mêmes avec sincérité. Ayons la conscience nette et traitons les autres comme nous voudrions qu'ils nous traitent.

de donner une assise populaire aux mesures gouvernementales et de trouver des compromis satisfaisant l'ensemble de la population (pauvres ou non) (Benicourt, 2001). Le peuple doit s'impliquer et décider de son avenir, car Madagascar a besoin de femmes et hommes engagés. S'engager veut dire vouloir changer quelque chose. Il ne s'agit ni de « remuer » le passé, ni de chercher des « coupables » ou des occasions manquées, mais de se concentrer sur les perceptions et sentiments présents. Un citoyen engagé est discret, facile, responsable, passionné et épanoui. Il travaille avec humilité. Dirigeants comme dirigés doivent collaborer ensemble pour la reconstruction du pays. La diversité est une richesse. Alors, c'est une mission d'accepter les autres comme ils sont, c'est la solution idéale afin de lutter ensemble contre la pauvreté et d'instaurer l'unité nationale. Il est de notre devoir, à tous, de promouvoir un Etat, des Institutions dépassant les blocages liés à la sacralisation du pouvoir, au culte de personnalité, à la peur d'afficher des opinions personnelles. Certes, ce ne sera pas facile de relever un tel défi, mais il ne faut pas oublier que, quelque fois, on ne réussit pas sans essuyer des échecs : dans toutes les batailles menées contre la pauvreté, des combattants y sont restés. Certains sont tombés à cause de la violence qui naît de la jalousie, d'autres du désespoir et de l'ignorance.

V.3.2.2 CONVERGER SOUHAITS, ASPIRATIONS ET REVES DES MALGACHES ET DES DIRIGEANTS

Un dirigeant est, avant tout, un rassembleur et prône l'égalité de traitement entre citoyens. Il est sensé savoir que les soucis économiques vont de pair avec l'abandon de pratiques clientélistes et toutes les forces vives doivent coopérer dans la lutte contre la pauvreté. C'est insensé, si certains postes sont créés juste pour caser les copains et les vilains²⁵⁶. L'allègement des dépenses publiques réclame la fusion de quelques ministères. D'ailleurs, resserrer le gouvernement est tout à fait possible et avantageux²⁵⁷. Les citoyens ont besoin de conditions de vie qui s'améliorent, d'emplois rémunérateurs, d'écoles et de centres sanitaires de qualité, et d'infrastructures sociales adaptées et entretenues²⁵⁸. Pour pouvoir sortir de la pauvreté, chaque individu, que ce soit un simple citoyen ou un dirigeant, présente chacun sa part de responsabilité (graphes 16 et 17 : Problème fondamental, la pauvreté du peuple

²⁵⁶Journal Lakroa n°i Madagasikara n°3863, du 13 avril 2014.

²⁵⁷-La France découvre un gouvernement « resserré » de seize ministres. -L'Australie fonctionne avec 18 ministres. -Les pays Bas comptent 12 ministres et 7 secrétaires d'Etat. -En Allemagne, le gouvernement de « grande coalition », formé en décembre 2013, est composé de quatorze ministres. -Au Japon, le gouvernement de janvier 2013 comprend 17 ministres. -Aux Etats Unis, le gouvernement de du deuxième mandat de Barak Ozama compte quinze ministre qui portent le titre de secrétaires d'Etat. -Le gouvernement italien de février 2014 se rationalise autour de 13 départements principaux.

La Belgique, est le seul pays d'Europe occidentale dont la Constitution régit la composition ou l'effectif du conseil des ministres, qui est fixé à un maximum de quinze membres et dont ne font pas partie les secrétaires d'Etat. La Norvège, premier au classement IDH (indice du développement humain) du PNUD, parvient à cette remarquable efficacité avec un gouvernement de quinze ministres.

²⁵⁸Communiqué du SeFaFi du 31 Décembre 2006.

Malagasy). De ce fait, chaque entité doit unir sa force afin de combattre ce fléau, comme on disait « l'union fait la force », il est préférable de combattre cet ennemi avec des alliés que de le combattre tout seul. Un bon dirigeant doit être conscient qu'il est impossible de parler du développement sans la contribution de tous, sans la conscientisation de tous les Malgaches. Le grand défi d'un pays riche en diversité tel Madagascar est de faire en sorte que les éléments de construction identitaire participent à la refondation nationale. Il faut justement que chacun y trouve sa place afin que toutes les forces vives puissent contribuer car la vertu de chaque membre d'une société consiste non seulement à assumer son rôle, mais à bien l'assumer.

L'avenir se tisse et se construit avec des citoyens honnêtes et compétents, des responsables dévoués aux biens communs, respectueux des droits de chacun. Madagascar doit former une « communauté de citoyens » orientée vers la construction du bien commun au-delà de la diversité des appartenances, même si des études montrent que « la personne malgache s'identifie toujours à la société dans laquelle elle appartient » (Oyvind, 1999). Les Malgaches doivent être capables de développer le pays à partir de la base qu'est la population locale et se donner la main pour prendre les décisions qui s'imposent. Ils ne doivent pas seulement attendre les dirigeants, mais avoir l'initiative de travailler ensemble. Il importe de fournir des formations aux autorités locales afin qu'ils puissent mieux formuler visions et stratégies de développement local²⁵⁹. Les CTD ne doivent pas se contenter aux financements octroyés par l'Etat. Qu'elles aient la possibilité de rechercher des financements extérieurs pour réaliser leurs projets.

V.3.3 OPTER POUR UNE NOUVELLE ORIENTATION ECONOMIQUE

Madagascar vient de sortir d'une crise majeure, celle de 2009. Et jusqu'ici, il est à la recherche d'un réel équilibre et d'une cohérence au niveau des institutions. Pour s'en sortir, il est de la responsabilité du dirigeant d'élaborer et d'appliquer une politique économique au service de l'intérêt général, qui mène vers une croissance respectant les principes de justice sociale.

V.3.3.1 CHERCHER UNE NOUVELLE RELANCE

Après la période de turbulence qui a affaibli socialement et politiquement le pays, il est temps d'avancer. Ceci exige du travail et des efforts. Les paroles sur le pupitre n'y peuvent rien. En parlant de la politique de développement, le devoir est de mettre l'accent sur l'association et l'harmonisation des efforts entrepris en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables. Et pour cela, il est urgent d'élaborer et surtout d'appliquer une politique sociale claire. Les Nations Unies, dans la DUDH [archive], à partir de

²⁵⁹Journal Midi Madagasikara n° 9292, paru le 13 mars 2014.

l'article 22, stipule que les politiques sociales ont comme cadre idéologique et fondateur les droits économiques, sociaux et culturels. Le manque de revenu et la carence de droits renforce donc l'incapacité des personnes à jouir de leurs droits fondamentaux. Selon Sen : « Au cours de la terrible histoire des famines survenues dans le monde, il est en fait difficile de trouver le cas d'une famine qui se soit produite dans un pays doté d'une presse libre et d'une opposition active » (Sen, 1999).

La relance économique se base sur la volonté politique. Selon Alain Euzéby, « le social fait appel au politique pour corriger l'économique ». Et conjointement, « la politique ne doit pas occulter les enjeux économiques ... »²⁶⁰. Alors, pour la relance, il est du devoir des dirigeants de promouvoir au moins deux systèmes économiques qu'ils considèrent durables, équitables, efficaces et souples car un développement économique se traduit par une évolution positive de l'ensemble des activités économiques, garantie par une redistribution équitable des valeurs ajoutées. L'effectivité de la décentralisation, la distribution, la gestion équitables et rationnelles des ressources ainsi que des richesses conduiraient à un apaisement social et à la solidarité. Et d'après le communiqué du SeFaFi du 20 Octobre 2006, c'est le dirigeant qui « est censé trancher en faveur de telle ou telle politique ». Il est impératif de maîtriser la croissance économique, de l'orienter autrement et de « conserver le contrôle de cette orientation nouvelle » (Robin, 1975), en se préoccupant des valeurs humaines. La réorientation implique l'engagement et la forte personnalité du dirigeant pour ne plus sombrer dans les ressources et les richesses accaparées par les autres pays.

Pour atteindre une croissance à deux chiffres, notre pays se doit de bien définir ses priorités. Etant un pays à vocation agricole, Madagascar devrait développer ce secteur, soutenir la réforme foncière et mettre en valeur les politiques d'accroissement de la production des petits exploitants. Il doit profiter de ses ressources naturelles et minières pour construire un avenir meilleur. Il faut également noter l'étendue de la zone économique exclusive qu'offre la longueur (5 000 km) de côtes malgaches. Les potentialités offertes par la zone maritime sont trop souvent négligées alors qu'elles font la puissance de certains pays : le développement de la notion d'« économie bleue »²⁶¹. Surtout, l'Etat doit mettre en place l'effectivité de la

²⁶⁰Journal MADAGASCAR laza n° 2794, paru le 06 mars 2014.

²⁶¹Le milieu marin constitue une source de devise pour l'Etat : Le total des amendes perçues suite à des infractions en milieu marin en 2013 s'est élevé à 82.072.000 d'Ariary. Depuis sa création en 1999, le centre de surveillance de pêche (CSP) a tant bien que mal mené sa mission qui consiste "en la préservation et en la conservation des ressources halieutiques et aquacoles".

Nadia cite, dans Les NOUVELLES n° 3097, paru le 26 mai 2014, que durant le premier trimestre de l'année 2014, 31.012.000 Ariary ont été versés dans les caisses de l'Etat. En 2013, 12 bateaux ont été interceptés dans les eaux

gouvernance de proximité et promouvoir le développement économique local et régional des territoires. Et à travers la CTD, l'Etat peut décliner sa politique sociale et économique dans plusieurs domaines. Il faudra regrouper les zones géographiques relativement homogènes et complémentaires ou apparentées par leurs ressources naturelles, leurs traditions culturelles, leurs régimes socio-économiques et leur niveau de production, pour aborder et développer les échanges équilibrés entre les régions. Pour terminer, il doit être capable de sauver le secteur privé, qui a besoin d'un cadre politique légal et stable, en soutenant les opérateurs économiques afin que ces derniers soient en mesure de profiter des opportunités d'échanges, d'affaires et de partenariat, en commençant par les pays riverains de l'Océan Indien, car la relance de l'économie ne peut se passer des opérateurs. Il est du devoir du gouvernement de donner une impulsion aux acteurs malgaches dans le processus de reconstruction.

V.3.3.2 RENFORCER L'INDEPENDANCE

Les dirigeants ne doivent pas oublier leur rôle de facilitateurs et promoteurs de développement. Même s'il est difficile de s'initier à une nouvelle pratique, d'inculquer une nouvelle culture, il est du devoir du dirigeant de capitaliser les ressources humaines et sociales, d'encourager ses concitoyens à travailler dur. Madagascar pourra espérer un avenir meilleur si le chacun pour soi cesse et que tous les Malgaches soient capables de promouvoir l'entraide et la tolérance entre individu, communauté et société. Certainement, après la longue crise, qui continue à ronger le pays, les dirigeants ont l'obligation de solliciter l'appui de la communauté internationale, la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud, la coopération bilatérale, renforcer l'intégration régionale pour aider Madagascar à relever les défis cruciaux qui se présentent. Madagascar est, pour le moment, sensé travailler étroitement avec les partenaires internationaux car ils contribuent au développement du pays, particulièrement si leurs projets répondent aux attentes du peuple et de l'Etat malgache. Il est dans l'obligation d'inciter et de favoriser les engagements des bailleurs internationaux. Il ne peut pas échapper à la communauté internationale. Le secteur public et les partenaires de développement international devraient jouer un rôle prépondérant de modérateurs entre les différents acteurs du public, du privé et de la société civile. Mais, dès qu'est mis en cause l'intérêt national, le chef d'Etat agit car il est de son devoir de refuser tout abandon de souveraineté. Il sait négocier les intérêts nationaux avec ceux des « étrangers ».

L'une des préoccupations des dirigeants est de veiller à ce que la génération suivante puisse constituer et construire son mode de vie qu'elle souhaite vivre, autant que la génération

malgaches. Les infractions portent sur l'absence de licence pour les navires étrangers, le non-respect de la clause, les engins hors norme, le transport illicite de produits ou encore des pêches de taille non réglementaire.

présente. Il ne faut pas que l'amélioration de notre bien être et l'accroissement de notre liberté d'agir et d'être se fasse au détriment de la génération suivante afin d'assurer la durabilité du développement (Sen, 2000). D'ailleurs, les ODD²⁶² ont pour objectif de mettre fin à la pauvreté d'ici à 2030, « tout en préservant la planète »²⁶³. Et l'exploitation raisonnée des ressources entre dans ce cadre.

²⁶²Le 25 septembre 2015, les pays membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté les 17 Objectifs du Développement Durable (ODD). Les ODD entrent en vigueur le 1er janvier 2016. Ils remplacent les 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui ont encadré l'aide publique au développement durant les années 2000 à 2015.

²⁶³Un deuxième sommet mondial, toujours sous les auspices des Nations Unies, a eu lieu à Paris du 30 novembre jusqu'au 11 décembre 2015 : c'était la 21ème Conférence des Parties (ou COP 21), dont l'objectif est un traité mondial sur le changement climatique (Accord de Paris).

CONCLUSION PARTIELLE

Les cinquante-huit ans écoulés laissent un goût amer, il faut le reconnaître²⁶⁴. Les crises sont récurrentes, et tout est prioritaire, maintenant : le vécu quotidien, la sécurité, l'éducation, l'emploi, les infrastructures, les investissements privés, etc. Ce qui est sûr, c'est que Madagascar doit faire face au marasme pour quelque temps avant le redécollage de l'économie. Mais il ne faut pas oublier également que le peuple malgache a terriblement souffert et il veut voir ses conditions de vie s'améliorer pour croire dans son futur. S'il est une chose sur laquelle la grande majorité des concitoyens sont d'accord, c'est bien la nécessité de tourner la page d'un passé peu glorieux, de voir émerger une nouvelle classe de dirigeants aux comportements plus éthiques et plus patriotes, une nouvelle génération de dirigeants qui dicte des orientations nouvelles à l'économie et pense à des changements profonds de pratiques politiques et des structures économiques et sociales. Le peuple a besoin de dirigeants capables d'appréhender les erreurs des prédécesseurs, d'honorer leurs engagements, qu'ils ont eux-mêmes formulés, pour un Madagascar bien meilleur qu'hier et pour que les Malgaches soient plus fiers qu'hier. D'ailleurs, la relance de l'économie et la refondation sociale, la réinstauration de la valeur du peuple ont besoin d'une politique bien définie. La prospérité économique exige la capacité des dirigeants d'inciter les Malgaches à travailler ensemble pour des objectifs et projets communs, et pour que tous, ils récoltent le fruit de ce travail.

La relance veut que les Malgaches soient capables de sortir de leur mauvaise habitude, de ne plus se prendre pour des victimes mais fiers de leur identité, s'unir pour réussir ensemble et dépasser l'égoïsme ainsi que le caprice des intérêts personnels. A Madagascar, arrêter la crise cyclique est déjà un pas pour le redressement économique. Pour le moment, l'anarchie s'instaure et le développement n'est qu'une illusion idéologique. Espérer une vie harmonieuse implique l'application d'une politique axée sur les sensibilisations de masse en matière de civisme et de citoyenneté. La gouvernance dégradante des affaires nationales est le reflet des souhaits, aspirations et rêves des Malgaches qui ne convergent pas avec ceux des dirigeants. Ainsi, le peuple malgache est invité à s'inscrire dans le nécessaire élan national qui pourrait gratifier d'un saut qualitatif vers un meilleur avenir. Il est impératif de réconcilier la classe politique, pouvoir comme opposition, avec tout le peuple sans distinction.

Tout cela requiert un changement de vision et de comportement afin d'aboutir au redressement économique du pays. Il s'agit de se fixer certains objectifs, à savoir :

²⁶⁴Le SeFaFi, dans son communiqué du 07 Juin 2010, rappelle que : « Nous sommes loin de l'euphorie et des espoirs qui avaient accompagné la proclamation de l'indépendance par Philibert Tsiranana, le 26 juin 1960. Depuis lors, l'euphorie s'est muée en tristesse et en nostalgie, et les espoirs en déception et en doute. ».

- Diminuer le taux de pauvreté et de l'extrême pauvreté ;
- Réduire sensiblement les inégalités sociales ;
- Intégrer au mieux les pauvres dans le circuit économique de façon à améliorer la productivité nationale ainsi que le taux de croissance du pays ;
- Apprendre aux Malgaches à faire face aux divers chocs et risques.

Il est primordial d'adopter de nouvelles pratiques, notamment politique, non seulement pour pouvoir regagner la confiance du peuple, mais également pour sortir Madagascar et son peuple de cette difficulté économique.

CONCLUSION GENERALE

La situation actuelle de Madagascar est déplorable. La pauvreté engendrée par la crise (économique, sociale, politique et morale) se perpétue. Elle doit susciter une vraie prise de conscience des enjeux des réformes à promouvoir. Les Malgaches constatent que non seulement nos dirigeants n'apprennent pas de leçons des erreurs du passé, mais encore, qu'ils sont indifférents face aux besoins de la population. Ils ne sont pas au service de la collectivité et n'arrivent pas non plus à satisfaire l'intérêt général. Ils ne parviennent pas à réaliser leur vision, et l'opinion commence à ne plus croire en leur capacité à résoudre les problèmes socio-économiques.

Les Malgaches sont pauvres, vivant dans un pays riche en ressources. Le pays détient d'immenses opportunités de développement et possède une forte potentialité économique. Mais pour en profiter, une politique stable doit être mise en place, principalement fondée sur la relance économique, l'agriculture, la sécurité et l'éducation. Additionnée à cela, la mise en œuvre rapide d'un programme de restauration de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance, la mise en place de la transparence et la responsabilité au cœur des politiques en matière de gestion des ressources naturelles. Il s'avère également être primordial de garantir aux concitoyens une juste part des recettes issues des ressources et de redistribuer les bénéfices tirés des recettes au moyen de dépenses publiques équitables. Ainsi, pour l'avenir de nos descendants, les dirigeants doivent apprendre à gérer l'exploitation des richesses naturelles, surtout, non renouvelables.

- L'hypothèse 1 : « Les conduites et pratiques politiques des dirigeants successifs rendent les Malgaches perplexes » est vérifiée. L'image des dirigeants vis à vis du peuple est mauvaise ; les dirigeants sont des menteurs avides de pouvoir qui émettent de fausses promesses ; ils sont égoïstes et autoritaires qui exploitent les citoyens pour leurs intérêts personnels. Donc, les citoyens réclament des dirigeants qui ont des visions de développement pour Madagascar, et qui respectent leurs promesses, leurs responsabilités ainsi que leurs engagements.

- L'hypothèse 2 : « La gouvernance des affaires nationales se dégrade » est également vérifiée. La répercussion de la déprédation de la gouvernance est présente dans tous les secteurs ; les conséquences socio-économiques sévères des crises politiques mettent en place une pauvreté profonde et l'anarchie ; l'administration publique est en déclin et le peuple ne se fie plus aux dirigeants du fait de la mauvaise qualité de sa gouvernance ; de plus, Madagascar est de plus en plus dépendant des moyens financiers, matériels et organisationnels des partenaires internationaux, preuve d'une gestion politique médiocre.

- L'hypothèse3 : « La relation entre dirigeants et dirigés est à entretenir » est encore vérifiée car la pauvreté intense des Malgaches crée des structures d'inégalité et d'exclusion, aggravées par l'indifférence des dirigeants face aux attentes et aspirations du peuple. L'écart se creuse entre les hommes politiques et la population. Ainsi, dans l'atteinte d'un développement harmonieux et durable s'inscrit l'étape de la réussite collective. Mais pour cela, il faudrait initialement désamorcer les rancunes entre les dirigeants et les dirigés, car depuis toujours, les Malgaches sont à la recherche de dirigeants acceptant de se soumettre aux principes de la bonne gouvernance, en particulier de la redevabilité et de la transparence. Ils sont en quête de dirigeants qui possèdent et respectent l'éthique, des hommes/femmes de principes et de valeur. Ils sont impatients d'avoir des dirigeants qui ont une nouvelle vision pour Madagascar. Ils veulent de dirigeants qui osent s'engager avec les citoyens, des dirigeants capables de définir, de formuler et de partager, avec eux, les mêmes visions de développement.

Madagascar a besoin d'hommes d'Etat qui lutte pour faire sortir le pays et sa population de la pauvreté. Il sera crucial de poursuivre des politiques qui répondent aux besoins sociaux tout en préservant la stabilité économique et financière. Madagascar doit oser entamer l'avènement d'une nouvelle gouvernance. Ainsi, le dirigeant est capable de décider de la politique à adopter et de la stratégie à suivre, de projeter une société qui lutte pour l'amélioration immédiate des conditions de vie des gouvernés et pour la reconnaissance de leur dignité en tant qu'êtres humains. Etant convaincu que l'être humain est le sujet central de tout processus de développement, satisfaire les besoins humains fondamentaux devrait être la priorité des dirigeants. Ainsi, toute politique de développement est sensé considérer l'homme comme le principal acteur au processus et également son principal bénéficiaire. Seuls les dirigeants respectant les normes, des normes dessinées par les citoyens, sont capables de venir en aide aux familles vulnérables, et procèdent à des réformes économiques et sociales appropriées en vue d'éliminer toutes les injustices sociales. Ces dirigeants travaillent pour la collectivité et non pour leur intérêt strictement personnel. Ils sont en mesure de réunir toutes les conditions avec le citoyen pour que la protection sociale ne soit pas perçue comme une simple rubrique de dépenses, budgétivore de surcroît, mais comme un levier de la croissance et un outil de réduction des inégalités sociales, éléments cruciaux d'une stabilité politique, indispensable pour le devenir du pays et de chaque citoyen.

Effectivement, la refondation politique et socioculturelle, la (re)construction économique exigent la contribution de tous les groupes de recherche, d'associations professionnelles, sociales, scientifiques ou culturelles. L'essentiel est de ne pas perdre de vue que tout le monde est responsable des affaires nationales. Des efforts sont à fournir pour que dirigeants et dirigés

se comprennent et cherchent ensemble l'intérêt collectif, comprennent que le mépris du bien commun ne fait que contribuer à l'appauvrissement des Malgaches. Tisser les relations et liens entre les gouvernants et les gouvernés, analyser l'interdépendance entre les générations et intergénération conduisent à la naissance d'une vision alternative du développement, se basant sur le changement de comportement et de la conduite, et permettent ainsi d'envisager de manière différente la lutte contre la pauvreté. Ainsi, Madagascar parviendrait à son terme : le développement harmonieux et durable.

Le peuple malgache veut aller de l'avant. Et Madagascar mérite un décollage économique piloté par des dirigeants-hommes d'Etat soutenu par leurs concitoyens. Les Malgaches seront donc capables d'instaurer un vivre ensemble harmonieux et auront une capacité de s'unir dans des responsabilités partagées, dans un travail discipliné.

BIBLIOGRAPHIE

1 OUVRAGES

Allix D. G. *Géographie générale*. Paris, Collection Max Derruau, 1960. 400p

Blanchard P. H. et Kenneth H. *Management of organizational behavior : Utilizing human resources*. s.l., Prentice-Hall, 1993. (6e édition, Englewood Cliffs), 474p.

Block P. *The Empowered Manager : Positive Skills at Work*. San Francisco, Jossey-Bass, 1991. 113p.

Boyden J. *Families, celebration an hope in a world of change*. Londres, Gaia Books, 1993. 275p.

Boyden J. *Statistical Chart on World Families*. Londres, Gaia Books, 1993. 385p.

CMED. *Notre avenir à tous*. Montréal, Edition du Fleuve, 1989. 389p.

Cinner T. R. McClanahan & Joshua E. *Adapting to a Changing Environment*. Oxford, Oxford University Press, 2012, 191p

Delcourt B., Olivier P., Pierre V. *La Gouvernance européenne : Un nouvel art de gouverner ?*, édition Academia Bruylant, 2004, 188 p.

Defarges Ph. M. *La Gouvernance*, PUF coll. « Que sais-je ? », IRG, 2003. 128 p

Dévoize. *"-Les économies dualistes", Comprendre l'économie africaine*. Paris, Projet Paris. 2000, 2005. 379p.

Dubois J. L. *La transmission intergénérationnelle des capacités, Economie et Démocratie Sociale*. Paris, 2007. 459p.

Durufié G. *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar)*. Karthala, 1988. 573p.

Gaudin J. P. *Pourquoi la gouvernance ?*. Paris : Presses de Sciences Po, « La bibliothèque du citoyen », 2002, 137 p.

Gérard A. Xavier D. et Richard D. *L'éducation dans la société de demain*. s.l., Ceras, 2003. 357p.

Jacques B. *Introduction à l'économie du développement*. Armand Colin, 2008. 385p.

Jenkins R. *Foundations of Sociology*. 2002. 596p.

Join-L. *Politiques sociales*. Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques & Dalloz, 1994. (Première partie). 717p.

Kéba M'Baye M., Ancel L-V., Thomas G., Arrighi O., Nwabueze N. A., Ollennu H., Raharijaona H., Raulin J.S., Read. *Le droit de la famille en Afrique noire et à Madagascar*. Paris, G. P. Maisonneuve et Larose, 1968. 572p.

Kolb D. A. *Experiential Learning : Experience as the Source of Learning and Development*. Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1984. 472p.

Latouche S. *Survivre au développement*, Mille et une nuits, 2004. 267p.

Leach R., Percy-Smith J. *Local governance in Britain*, Lavoisier, 2001. 256p.

Marshall K. L. et Samantha. *Saisis ta chance !*. Paris, Nouveaux Horizons, 2011. 240 p.

Mathias J-Ch. *Politique de Cassandra*, Sang de la Terre, 2009. 293p.

Mendel G. *Anthropologie différentielle*. Payot, 1972. 375p.

Mintzberg H. *The nature of managerial work*. Vienne, 2005. 217p

Oyvind D. *Signes et Significations à Madagascar. Des cas de communication interculturelle*. Présence Africaine, 1999. 537p.

Pagès A. *La pauvreté en milieu rural*. Press universitaires du Mirail, 2005. 171p

Passet R. *L'économie et le vivant*. Paris, Le Monde, 1972. 291p

Paul H. et Blanchard K. H. *Management of organizational behavior : Utilizing human resources*. Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1993. (6e édition). 334p

Pierre J. C. *Pourvu que ça dure ! Le développement durable en question*. s.l., Liv'Editions, 2006. 297p. (ISBN 2-84497-092-3).

Rawls J. *Theory of Justice*. Paris, Seuil, 1971. (trad. Fr. 1987), 607p

Robin J. *De la croissance économique au développement humain*. Paris, 1975. 165 p.

Rousseau J. J. *Emile ou de l'Education*. Paris, Garnie, 1961. 393p

Sen A.K. *Commodities and Capabilities*. Oxford, Oxford University Press, 1985. 395p.

Sen A. K. *L'économie est une science morale*. La Découverte, 1999. 553 p.

Sen A.K. *On Economic Inequality*. Oxford, Clarendon Press, 1997. 385p.

Sen A.K. *The Ends and Means of Sustainability*. Tokyo, 2000. 367p.

Sen A.K. *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Paris, Editions Odile Jacob, 2000. 538p.

Simard S. *Rencontre – éducation et société*. Québec, Gabrielle-Roy, 2010. 264p.

Urfer S., Rajeriarison P. *Idées reçues : Madagascar, Histoire et Civilisation*. Antananarivo, Le Cavalier Bleu, 2010. 128p

Schutz W. *L'élément Humain : Comprendre le lien entre estime de soi, confiance et performance.* Paris, Interditions-Dunod, 2006. 280 p.

Tisseron S. *Nos secrets de famille.* Ramsay, 1999. 273p.

Tumheim G. *Chaos und Management.* Vienne, 1992. 352p.

2 ARTICLES, REVUES, RAPPORTS ET MEMOIRES

Altesman M. P. *Nos enfants représentent l'avenir.* 1994. DPI/1492/SOC/CON -- 94-3335

Auvergne J. F. *Éducation.* 2006. 279p.

Azam J. P. *The Redistribution State and Conflicts in Africa.* s.l., Journal of Peace Research, 2001., Vol. 4. (pp. 429-444.)

Banque mondiale. *Etude Madagascar : Vers un agenda de relance économique.* 2012.

Banque mondiale. *Rapport sur le développement dans le monde : combattre la pauvreté.* 2000.

Banque mondiale. *Rapport sur le développement dans le monde : Emplois.* 2013.

Banque mondiale. *Rapport sur le développement dans le monde : la pauvreté.* 1990.

Banque mondiale. *Rapport sur le développement dans le monde : le développement au seuil du XXI^e siècle.* 1999.

Bernard A. *L'éducation pour tous et les enfants exclus.* 2000. 194p. Bilan 2000 : Etudes thématiques

Berthod-W., Ollivier R., Raymond M., Villers S., Fabre D. *Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural.* 2003. 395p.

Brown L. *Le Plan B Pour un pacte économique mondial.* Calmann Levy, 2006. 187p.

Cimade. *Analyse du Rapport Mazeaud.* 2008. 317p.

Commission européenne. *Gouvernance européenne. Un livre blanc,* Bruxelles, 2001. 40 p.

Dahl O. *Signes et Significations à Madagascar. Des cas de communication interculturelle.* s.l., Présence Africaine, 1999. 372p.

Des politiques de développement rural pour répondre aux besoins d'un monde en évolution.

Conférence sur le développement Rural. Québec, Centre des congrès de Québec, octobre 2009. 173p.

Economie et Démocratie Sociale. **Vaut Simon.** Manuel de la Démocratie sociale 2, Berlin, Akademie für soziale Demokratie, 2010. (pages 64-71).

Effland R. *The Cultural Evolution of Civilizations.* 1998. 263p.

Gérard A., Xavier D. et Richard D. *L'éducation dans la société de demain*. Ceras, 2003. 375p.

Herbert T., Erik H., Georg S. *De la pertinence de l'approche sectorielle dans le cadre de la coopération européenne en matière d'éducation*. 1996. 274p.

Imahaka. *Concept et enjeux du développement durable pour Madagascar*. février 2011. 297p.

INSTAT. *Rapports des enquêtes EPM 2010*. 2010. 368p.

Ivar J. A., Slengesol A. *L'éducation en période de crise : Impact et leçons de la crise financière est-asiatique de 1997-99*. 2000. 273p.

Jacques B. *Introduction à l'économie du développement*. s.l., Armand Colin, 2008. 274p.

James R.V. *L'enseignement du malgache et la prise en compte des spécificités culturelles locales : dans les lycées d'enseignement général*. Antananarivo, ENS, DEA Education et Multilinguisme, 2007. 259p.

Jonathan A.-André S. *L'éducation en période de crise : Impact et leçons de la crise financière est-asiatique de 1997-99*. 2000. 327p. Bilan 2000 : Etudes thématiques.

Kacem B., Sinclair M., Hadj F. N., Commisso A., Bokhari S. *Eduquer dans les situations d'urgence et de crise*. 2000. 359p. Bilan 200: Etude thématiques.

Larosièrre J. D. *Développement social et développement économique, un lien nécessaire ?*, 2003. 285p.

Lassida E. *Oser un nouveau développement, au-delà de la croissance et de la décroissance*. s.l., Bayard, 2010. 263p.

Latouche S. *Survivre au développement*. 2004. 275p.

Lauterberg K. D., Christoph. *Change Management*. Den Unternehmenswandel gestalten, 2000. 293 p.

Lenski G. *Human Societies: An Introduction to Macrosociology*. 1974. 347p.

Lesourne J. *Rapport sur Education et Société demain. A la recherche de vraies questions*. 2007. 237p (Bulletin de l'EPI n° 49)

Marden O. S. *Les Secrets De l'Amitié*. 2010. 167p.

Marie C., Deleigne F. M. *Education et pauvreté à Madagascar : Une problématique à revisiter*. Paris, CEPED, 2003. 327p.

Max G., André T. *Aspects of development in Africa*. Dalloz, 1966. 354p.

Maxime R. *L'Education à la citoyenneté et au civisme : Représentation et pratique (Cas du Fokontany de Talatamaty du District d'Ambohidratrimo).* Antananarivo, DEA Education et Multilinguisme, ENS, 2006. 237p.

Miaraminta. *Stratégie Nationale pour Renforcer et Habilitier les jeunes à Contribuer au Développement Durable du Pays.* 2012. 275p.

Miauton M., Deleigne C., Florence. *La pauvreté à Madagascar : Etat des lieux, réflexions sur les politiques de réduction et leur mise en œuvre.* Antananarivo, 2001. 368p.

Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche. *Plan Directeur Quinquennal pour le Développement Rural : Une approche de marché pour la lutte contre la pauvreté en milieu rural à Madagascar.* 2009. 126p.

Ministère de la Décentralisation. *Colloque sur l'intégration régionale de Madagascar du 28 - 29 juin 2006 .* Antananarivo, s.n., 2006. 97p.

Ministère de la Décentralisation. *Etude de faisabilité d'un Fonds de Développement Local (FDL).* Antananarivo, s.n., 2005. 138p.

Ministère de la Décentralisation. *Plan Régional de Développement, Région Analamanga .* Antananarivo , s.n., 2005. 127p.

Ministère de la Décentralisation. *Région et Développement: Programmes Régionaux et Projets Locaux.* Antananarivo, s.n., 1991. 147p.

ONU. *Rapport du PNUD.* 1995. 79p.

Osborne Th. *Pauvreté et emploi à Madagascar 2001-2012 : Une synthèse de constats récents.* 2014. 395p.

PNUD. *La lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne.* 1999.

PNUD. *Vaincre la pauvreté humaine.* 2000a.

PNUD. *Rapport mondial sur le développement humain.* 2000b.

Rafalimanana A. *L'évaluation de l'éducation pour tous à l'an 2000, pour Madagascar.* 2000. Rapport du Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base. 489p.

Rafitoson K. *Quel dirigeant pour Madagascar ? Les résultats du projet BOX.* Antananarivo, Liberty 32, 2012. 56 p.

Rakotoarisoa J. V. *L'enseignement du malgache et la prise en compte des spécificités culturelles locales : dans les lycées d'enseignement général.* Antananarivo, ENS, DEA Education et Multilinguisme, 2007. 237 p.

- Rakotoarisoa S. N.** *Pour plus de compétitivité, engager des cadres compétents ou des cadres qualifiés.* Antananarivo, Alliance française d'Antananarivo, 2010 . 56p.
- Rasamoelina H.** *Croyances et instrumentalisation à Madagascar.* Antananarivo, Friedrich Ebert Stiftung, 2012. 49p.
- Ravaillon M.** *Global Poverty Reassessed : a Reply to Reddy.* 2008. 66p
- Repoblikan'i Madagasikara Primature.** *Programme National de Développement Rural (PNDR).* 2006. 164p.
- République Démocratique de Madagascar.** *Politique nationale de population pour le développement économique et social.* Tananarive, 1990. 197p.
- Rivet A. D.** *Influence des amis – Distinguer le vrai du faux.* 2011. 237p.
- Robin J.** *De la croissance économique au développement humain.* Paris, 1975. 165p.
- Samaké S.** *L'approche sectorielle dans le domaine de la Santé au Mali.* s.l., Ministère de la Santé au Mali, 2009. 227p.
- Schutz W.** *L'élément Humain : Comprendre le lien entre estime de soi, confiance et performance.* Paris, Interditions-Dunod, 2006. 280p.
- SeFaFi.** *Quand les politiciens prennent les citoyens en otage.* 2010. 47p.
- Sen A. K. et Anand S.** *Human Development and Economic Sustainability.* s.l., World Development, 2000. (pp. 2029-2049.).
- Simard S.** *Rencontre – éducation et société.* Québec, Gabrielle-Roy, 2010. 365p.
- Sommet mondial pour le développement social (1995).* **ONUs.I.** Département de l'information de l'ONU, 1994. 74p.
- Stiftung F. E.** *Les scénarii de Genève sur la Gouvernance Economique Mondiale en 2020.* Genève, Le multilatéralisme, 2010. 127p. (Extrait des Récits choisis).
- UNESCO.** *Une éducation de qualité pour tous les jeunes.* 2004. 263p.
- UNICEF.** *Les jeunes malgaches : faits et chiffres.* 2011. 347p.
- Vaut S.** *Manuel de la Démocratie sociale 2,* Berlin, Akademie für soziale Demokratie, 2010. (pages 64-71).
- Vintsy.** *Les jeunes : Piliers du développement durable de Madagascar.* 2013. 70p.
- World bank.** *Governance and Development,* Washington, 1992. 61p.
- World bank.** *Madagascar: Systematic Country Diagnostic.* 2015. 65p.

Zarifian P. *Morale et éthique face à la question écologique.* 2008. ([http://pagesperso-orange.fr/philippe.zarifian/page 191.htm.](http://pagesperso-orange.fr/philippe.zarifian/page%20191.htm))

WEBOGRAPHIE

- 1- <http://blog.selfrance.org/madagascar-comprendre-pauvrete>, consulté en mars 2018
- 2- <http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Bonne.gouv.prealable.fin.int.contraire.pdf>, consulté en août 2018
- 3- <http://documents.worldbank.org/curated/en/117991490012667566/Changements-de-fortune>, consulté en mars 2018
- 4- <http://fr.wikipedia.org/wiki/Gouvernance>, consulté en août 2018
- 5- http://fr.wikipedia.org/wiki/Responsabilite_societale, consulté en mars 2013
- 6- http://grit-transversales.org/article.php?id_article=211, consulté en mars 2013
- 7- <https://journals.openedition.org/etudesrurales/68>, consulté en mars 2018
- 8- [ttp://marketing-management.safoweb.com/la_communication_dynamique.php](http://marketing-management.safoweb.com/la_communication_dynamique.php), consulté en mars 2015
- 9- <http://www.anlci.fr/fileadmin/Medias/PDF/EDITIONS/Benevolat.pdf>, consulté en mars 2013
- 10- <http://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2017/03/21/poverty-in-madagascar-recent-findings>, consulté en août 2018
- 11- <http://www.courrierinternational.com/dossier/2005/06/23/la-bonne-gouvernance-et-les-politiques-de-developpement>, consulté en mars 2013
- 12- <https://www.transparency.org/country/MDG>, consulté en avril 2016
- 13- <http://www.vedura.fr/social/developpement-humain>, consulté en mars 2014
- 14- <http://www.vedura.fr/social/developpement-humain/indicateur-pauvrete-humaine>, consulté en avril 2018
- 15- https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/sies/presentation/content/questce_quelapauvrete.html, consulté en mars 2018
- 16- www.banquemonddiale.com, consulté en mars 2017
- 17- www.gfip.org, consulté en mars 2014
- 18- <https://www.google.mg/search?q=22+region+de+madagascar&rlz>, consulté en mars 2016
- 19- www.ore.mg/Publication/Rapports/RapportDiagnosticDuSecteurEnergie.pdf, consulté en avril 2016
- 20- www.sefafi.mg, consulté en mars 2014
- 21- www.unicef.org/madagascar, consulté en mars 2016

22- www.youtube.com/unicefnadagascar, consulté en mars 2016

23- www.wwf.mg/fr, consulté en mars 2017

LISTE DES ANNEXES

LISTE DES ANNEXES	- 1 -
ANNEXES	- 2 -
ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE	- 3 -
ANNEXE 2 : LISTE DES INTERVIEWES	- 7 -
ANNEXE 3 : REPONSES DES INTERVIEWES	- 21 -
ANNEXE 4 : SEFAFI	- 51 -
ANNEXE 5 : ELECTION PRESIDENTIELLE 2013 SELON LA HCC.....	- 52 -

ANNEXES

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE

I. DIRIGEANTS

Dirigeants successifs et vision

- 1- Depuis notre Indépendance, savez-vous qui sont nos dirigeants successifs ? Citez.
- 2- Combien ou qui d'entre eux ont de visions, objectifs et plans d'actions pour développer Madagascar ?
Dites ces plans et stratégies de développement.
- 3- Citez leurs grands projets ou leurs particularités ?
- 4- D'après vous, nos dirigeants ont-ils appris des leçons sur les erreurs de leur prédécesseur ?
-OUI -NON
Si « Oui », donnez des exemples ?
Et dites les conséquences ?

Ceux qui méritent d'être dirigeant

- 5- A votre avis, les dirigeants et les dirigés (peuple) sont-ils égaux ?
-OUI -NON
Dites ceux qui différencient des dirigeants aux simples citoyens.
- 6- D'après vous, ceux qui envisagent de gouverner ont-ils besoin de se préparer ?
-OUI -NON
- 7- Depuis quand et quel genre de préparation et expériences ont-ils besoin avant de gouverner ?
Exemple : -Président de la République
-Député
- 8- A votre avis, même en plein mandat, les dirigeants ont-ils besoin de suivre de formation et de renforcement de capacité ?
-OUI -NON
Si « Oui », quel genre de formation et de renforcement de capacité ont-ils besoin ?

Conduites et pratiques des dirigeants

- 9- En entendant le mot « Dirigeant » quel genre de personne avez-vous en tête ?
-Mentalité -Comportement-Conduite -Pratiques (etc.)

10- Est-il possible de corriger les dirigeants ?

-OUI

-NON

Si « OUI », dites le genre de correction que nous pouvons apporter.

Quels seraient les côtés positifs de cette correction ?

11- Nos dirigeants successifs ont-ils respecté leurs paroles données ?

-OUI

-NON

Et le dirigeant actuel ?

-OUI

-NON

D'après vous, quelles en seraient les raisons ?

Pouvez-vous donner des exemples sur les paroles données non tenues ?

-Dirigeants successifs (Dirigeant, paroles données et promesses non tenues)

-Dirigeant actuel (Paroles données et promesses non tenues)

12- Dites les mauvaises pratiques des dirigeants ?

Quelles seraient les raisons et conséquences de ces mauvaises pratiques ?

Lesquelles de ces mauvaises pratiques sont rattrapables et dites ceux qui sont irrévocables.

II. CITOYENS, DIRIGEANTS ET GOUVERNANCE

Citoyens et dirigeants en général

13- A votre avis, qui est le premier responsable de notre pauvreté ?

Pourquoi dites-vous cela ?

14- A cause de la pauvreté, quels sont les droits de l'homme bafoués ?

15- Pouvez-vous dire et expliquer les liens entre pauvreté et droit bafoué ?

16- D'après vous, quels sont les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches ?

Et quels sont les souhaits, aspirations et rêves des dirigeants malgaches ?

17- Les souhaits, aspirations et rêves des Malgaches convergent-ils vers ceux des dirigeants ?

-OUI

-NON

Si ils ne se convergent pas, quelles sont/seraient les causes et conséquences ?

18- Quelle serait le problème fondamental, celui qui préoccupe le plus le peuple malgache pour ne pas pouvoir sortir de la pauvreté ?

Quelle serait le problème fondamental, celui qui préoccupe le plus les dirigeants pour ne pas pouvoir faire sortir le peuple malgache de la pauvreté ?

Interdépendance entre citoyens et dirigeants

19- Est-ce que le dirigeant et l'Etat ont quelques choses à avoir avec la pauvreté de la population ?

-OUI

-NON

Si « Oui », apportez des exemples et explications.

20- Y-a-t-il de l'entraide entre le peuple ?

-OUI

-NON

Si « Oui », prenez des exemples.

Et y-a-t-il de mutuelle entre les citoyens et les dirigeants ?

-OUI

-NON

Appuyez avec des exemples.

21- D'après vous, y-a-t-il d'écart entre le peuple et les dirigeants ?

-OUI

-NON

Si « Oui », dites les écarts et ceux qui ont causé l'écart ?

-Richesse ?

-Education ?

-Diplôme ?

-Mentalité ?

(ou autres)

Et puis, dites les conséquences de cet écart qui existe entre le peuple et les dirigeants ?

22- Quelles sont les devoirs et obligations des dirigeants, les attentes des citoyens aux dirigeants afin que le développement aura lieu ?

Et quelles sont les devoirs et obligations des citoyens, les attentes des dirigeants aux citoyens afin que le développement aura lieu ?

Gouvernance

23- A votre avis, nos dirigeants sont-ils indépendants quant à la gouvernance des affaires nationales ou dépendent-ils des autres ou de quelques choses ?

-Indépendants - Dépendants

Si « dépendants », ils dépendent de qui ou de quoi ?

Prenez des exemples concernant les dirigeants successifs.

Et puis, prenez des exemples que vous voyez aux dirigeants respectifs.

24- Sont-ils nombreux les dirigeants conscients du devoir de rendre compte à son peuple ?

-Beaucoup -Peu

Si “peu”, quelles seraient les causes et conséquences ?

Dites le genre de compte-rendu que les dirigeants doivent apporter à son peuple ?

25- Qu’est ce que vous entendez par « Bonne gouvernance » ?

Nos dirigeants respectent-ils la bonne gouvernance ?

-OUI -NON

Prenez des exemples.

Qu’est-ce que nous devons faire pour instaurer la bonne gouvernance ?

26- A votre avis, nos dirigeants respect-ils l’Etat de droit ?

-OUI -NON

Si “Non”, quelles seraient les causes et conséquences ? Prenez toujours des exemples.

Quelles sont les formes du non respect de la loi commis par les dirigeants ?

.....
Merci de votre collaboration.

ANNEXE 2 : LISTE DES INTERVIEWES

Intitulé : Analyse du regard des citoyens sur nos dirigeants

CEUX QUI ACCEPTENT DE PARTAGER LEUR OPINION ET/OU DE REMPLIR LE QUESTIONNAIRE

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
1	RASOARIMANANA Fenohasina C.	V	20	ITASY	Miarinarivo	Ampaisokely
2	RAKOTONDRAMANANA Nirinasoa	L	19	VAKINANKA RATRA	Betafo	Betafo
3	SOLOFONJATOVO Mialysoa Eddy	V	20	ITASY	Miarinarivo	Sarobaratra
4	MAMPITAHHERIVONONA Diary Rojosoa	V	20	ITASY	Soavinandriana	Ampary
5	RASOANANTENAINA Onjanirina M.	V	21	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Tsinjoarivo Imanga
6	TOLOJANAHARY Marceline	V	22	ITASY	Miarinarivo	Sarobaratra
7	IARISON Sahobiniaina Herizo	L	20	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinondry
8	RASOATSIFERANA Georgette	V	20	ITASY	Soavinandriana	Ankaranana
9	RATOVONIAINA Tafitasoa Fetralalaina O.	L	22	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinondry
10	ANDRIAMITANTSOA Faratiana Donat	V	23	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinondry
11	RAZAFIMBELO N. Harilala	L	22	ITASY	Miarinarivo	Miarinarivo I
12	AINGOHARISANTATRA Anjatiana	L	22	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinondry
13	IAVOTRA Roland	L	25	ITASY	Miarinarivo	Manazary
14	RAVALISOA Tsiresy	L	22	VAKINANKA RATRA	Faratsiho	Valabetokana
15	ANDRIATSIFERANA	L	24	ITASY	Soavinandriana	Mahavelona
16	RAMAMONJISOA Marie Ange	V	25	ITASY	Miarinarivo	Miarinarivo I
17	RAHELIMAMPIANINA Naridra	V	20	ITASY	Miarinarivo	Miarinarivo I
18	MIRADONIRINA Harivola Dynah	V	21	ITASY	Miarinarivo	Miarinarivo I
19	RABARIJAONA Aina Angelin	L	26	ITASY	Miarinarivo	Miarinarivo I
20	ALIVE NOARIVONY Mendrika J.	V	21	ITASY	Miarinarivo	Analavory
21	RAZANAKOLONA Nirina JB	L	21	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ambalamirana
22	RASOLOARISOA Marie Julia	V	21	ITASY	Miarinarivo	Zoma-bealoka
23	RANDRIAMANAMPISOA Emmanuel	L	23	ITASY	Miarinarivo	Analavory
24	RAMAROLAHY Hajaniaina René	L	23	ITASY	Soavinandriana	Mananasy
25	RAHOLIMALALATIANA Viviane	V	18	ANALAMAN GA	Ankazobe	Ankazobe

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
26	MIRANIAINA Henintsoa William	V	19	VAKINANKA RATRA	Faratsiho	Faratsiho
27	MAMINIAINA Prisca	V	19	ITASY	Soavinandriana	Ampary
28	RAKOTONDRAZANANY Jimmy Aldin	L	20	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Tsiroanomandidy
29	MAHALINOSAININA Andrinimila Rivo	L	19	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Fiadanana
30	RAVOLASOA NIRINA Lydia	V	19	ITASY	Soavinandriana	Ambatoasana
31	RAFILIPOZAFY Nirinarinavalona	V	20	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Mahasolo
32	RASOLOARIMANANA Kantoniana E.	V	20	ITASY	Miarinarivo	Manazary
33	RAHARISONIRINA Oliniaina Salohy A.	V	21	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Maroharanana
34	RAMANAKOAVY Daniel	L	23	VAKINANKA RATRA	Betafo	Ambohimasina
35	RAFALIMIRADO Jean Bardy	L	22	ITASY	Soavinandriana	Antanetibe
36	RAHERINIRAINY Jean Maxime	L	21	ITASY	Soavinandriana	Ampefy
37	RAZANADRAFARA Evà Ruffine	v	21	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Tsararivotra
38	ROVAMALALA Veroniaina M. C.	V	22	ANALAMAN GA	Ankazobe	Mahavelona
39	NAMBININARISOA Manantsafidy	V	22	ITASY	Soavinandriana	Soavinandriana
40	RAZAFINDRASOA Marie Rose Pascaline	V	22	ITASY	Soavinandriana	Ankaranana
41	FENOMASINA Fidelson	L	21	ANALAMAN GA	Ankazobe	Ambohijatovo
42	RANDRIATSIFERANA M. Daniel	L	22	ITASY	Miarinarivo	Anosibe Ifanja
43	ANDRIANARIJAONA Nambininjanahary L. H.	L	21	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Fenomanana
44	TOKINANDRASANA Safidinirina	V	18	ITASY	Miarinarivo	Antanambao Nord
45	ANDRIANARISOA Tojo Andrianaina	L	17	ITASY	Miarinarivo	Est Hopital
46	LUCKA Jean Baptiste	L	19	ITASY	Soavinandriana	Soavinandriana
47	NIVOARILALA Marie Sylvia	V	18	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinondry
48	RAVAOARILALA Herinirina Olivia	V	20	AMORON'I MANIA	Ambositra	Anjoman'Ankona
49	RATINARIMANANA P. Elinah	V	24	ITASY	Miarinarivo	Est Hopital
50	MAMPITOVO Tefinjanahary	L	17	ITASY	Miarinarivo	Ampasambazaha
51	ANDONIAINA Evatiana Noeline	V	18	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Tsiroanomandidy

Lah	Anarana sy fanampiny	L / V	Taona	Faritra	Distrika	FKT/FIR
52	BRIANI Pascaline Julianna	V	20	ITASY	Soavinandriana	Est Hopital
53	TOVO ANDRIAMISAINA	L	20	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ambalamirana
54	RANDRIAMAMISOA	L	20	VAKINANKA RATRA	Faratsiho	Andranomiady
55	RAMANIVOARISOA Nadia	V	17	ITASY	Miarinarivo	Ambatomanjaka
56	RANDRIANJANAKA Andrinirina L. H.	L	20	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinondry
57	ANDRIAMBOAVONJY Faniriniaina Alfredo	L	20	ITASY	Miarinarivo	Ouest Hopital
58	RATSARAMIONONAMPY Clarine	V	20	ITASY	Miarinarivo	Ambatomanjaka
59	RAHARIVELONJANAHARY Tahiry N. L.	V	18	ITASY	Miarinarivo	Ouest Hopital
60	SOATENAINA Marie	V	20	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinondry
61	RANDRIAMANANTSOA Hasiniony Dora	L	21	BONGOLAV A	Fenoarivobe	Firavahana
62	RABEMANANTSOA Samson Philibert	L	22	ITASY	Miarinarivo	Analavory
63	RASENDRASOA Emelda	V	23	ITASY	Miarinarivo	Anosibe Ifanja
64	RAZAFIMAHATRATRA Andriamirado	L	18	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Sakay
65	TSIROFONANDRIAMBOLA Abraham	L	19	ITASY	Miarinarivo	Zoma-bealoka
66	ANDRIANANTENAINA Jean Michel	L	20	VAKINANKA RATRA	Antsirabe II	Talata Andravaka
67	RANIVOARISOA Fanjatiana Rodine	V	19	ITASY	Miarinarivo	Manazary
68	RAKOTOARISO Nomenjanahary H. H. S. W.	V	17	ITASY	Miarinarivo	Miarinarivo I
69	MAMITIANA Nickson	L	23	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankerana
70	RAKOTOARISOA Samuel	L	20	ANALAMAN GA	Manjakandriana	Ambatomanga
71	RAVATOHERY Fetra	L	25	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Amparihikambana
72	RANAIVONJANAHARY Jean Nicolas	L	28	AMORONI MANIA	Fandriana	Fandriana
73	RAKOTONDRAMANANA Tolotra	L	26	ANALAMAN GA	Tana renivohitra	lot II T 38 Besarety
74	RAZAFIMAHALEO Rivonandrianina	V	23	ANALAMAN GA	Tana renivohitra	lot VT Iter VB Andohaniato Ambohipo
75	RAHARISON Mbolatiana	V	28	ANALAMAN GA	Tana renivohitra	lot 04 FLY Mandroseza

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
76	RAZAFINDRALAMBO Henriette	V	60	HAUTE MATSIATRA	Fianarantsoa	Fianarantsoa
77	RAJAONARY Jean Robert	L	29	HAUTE MATSIATRA	Fianarantsoa	98AD/3602 Ankofafa
78	RANDRIANARISOA Anjanirina Jocelyn	L	26	AMORON'I MANIA	Ambositra	Ambositra
79	RAKOTOARISOA Andry	L	26	AMORON'I MANIA	Fandriana	Fandriana
80	RAKOTOMALALANANDRESY Navali	L	33	VAKINANKA RATRA	Faratsiho	Miandrarivo
81	RAFIDIMANANA Zo	V	28	ANALAMAN GA	Avaradrano	Ambohimangakely
82	ANDRIAMORASATA Rojo	L	24	ANALAMAN GA	Ambohidratrim o	047 AFII Mahitsy
83	AMBININTSOA Zo Safidy	V	24	ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazak a	CR Ambodimanga
84	VOLOLONIAINA Ony Felana	V	24	ANALAMAN GA	Tana V	IIS 78 C Anjanahary
85	RAJAONARIVONY Honoré	L	29	SOFIA	Bealanana	Antsiranana
86	RATSIMANDRESY Heriarivony O.	L	30	HAUTE MATSIATRA	Fianarantsoa	37AE/3602 Ankofafa
87	RASOAFARANIAINA Herinoro	V	35	ANALAMAN GA	Avaradrano	Ankadikely Ilafy
88	RAKOTOARISEHENO Fenosoa	L	30	ALAOTRA MANGORO	Amparafaravola	Amparafaravola
89	RAKOTONDRAMANGA Ony Nampoina	V	24	ANALAMAN GA	Anjozorobe	Anjozorobe
90	ANDRIANTSIFERANA Harifetra	L	24	ANALAMAN GA	Tana ville	Mahamasina
91	RAHARIMALALA Fanja	V	21	ITASY	Arivonimamo	Arivonimamo
92	RAHARIMALALA A. Sophie	V	19	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Mahasolo
93	Isah Tiffany ANDRIAMAHOLISOA	V	19	ANTSINANA NA	Toamasina I	Ampasimazava
94	RAZANAJATOVO Manoaribako Henintsoa	V	21	ANALAMAN GA	Antananarivo	Ambohidroa
95	ANDRIAMAHAFALY Toavina Finaritra	V	18	ANALAMAN GA	Ambohidratrim o	Fiadanana
96	RASOAHANITRINIAINA Sanda Anjara	V	27	ANALAMAN GA	Avaradrano	Anosibe
97	MAHOLISOA Lalatiana	V	19	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Ambatofotsy
98	RAFARAMALALA Edia Caroline	V	17	ANALAMAN	Anjozorobe	Ambongamarina

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
				GA		
99	FALINASOA Herimanana Chandrine	V	18	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Belavabary
100	RAKOTOMANANTSOA Harinaly	L	27	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Ambaniala Andranonahoatra
101	RAHARIFETRAMALALA Mihaly Saholy	V	19	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Ampitatafika
102	RAKOTOARIVELO Felana Maminiaina	V	17	ANALAMAN GA	Antananarivo	Ankazomanga
103	MIARY Manana Aminah	V	19	ATSINANAN A	Brickaville	Fanasana
104	RASOANANDRIANINA Hasina	V	22	ANALAMAN GA	Manjakandriana	Ambanitsena
105	RAFALIARIVONY Maminiaina Laryssa P.	V	20	ANALAMAN GA	Ambohidratrim o	Ambatolampy Tsimahafotsy
106	RANDRIANARISON Rivo Manitra	L	23	ANALAMAN GA	Ambohidratrim o	Antehiroka
107	RAHERIMALALA Lina	V	40	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Mahalavolona
108	RABESOA Jeannito	L	56	ANALANJIR OFO	Fenoarivo Atsinanana	FKT Amparatanana
109	RAVONINAHIDRAINY I.T.S Joséa	V	25	AMORONT MANIA	Ambositra	Imady Ambositra
110	RASOLOFOANDRIANINTSOA Tantely E	V	24	AMORONT MANIA	Ambositra	Ambositra
111	RAKETAMALA Heriasina	V	41	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Ampitatafika
112	NOMENJANAHARY Princesse	V	25	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Andoharanofotsy
113	RAHARILALA Fanirisoa Tatiana	V	29	ANALAMAN GA	Sadabe	Amboarakely
114	RANDRIAMANOHIISOA Mirana	V	26	ANALAMAN GA	Avaradrano	Ambatobe
115	RANDRIANIAINA Faline	L	28	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Ambatofotsy
116	HAJAVOLOLONA Haingotiana	V	18	ITASY	Soavinandriana	Antsapanimahazo
117	ANDRIANJAFINIAINA Christian	L	23	ANALAMAN GA	Ambohidratrim o	Manankasina Merimandroso
118	RATAHIANARIMANANA M. Faneva	V	25	ITASY	Arivonimamo	Ambohijafy Ambatomanga
119	ANDRIANOELISON Heriniaina	L	24	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Andoharanofotsy
120	RASOANAVONY Andonampoina	V	22	BETSIBOKA	Maevatanana	Andriba

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
121	RAKOTOJAONA Tsirava H.	L	22	VAKINANKA RATRA	Ambatolampy	Ambatolampy
122	RAMANISA Herijaona M. T.	L	20	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Tsiafahy
123	RIVOLALA Bezaka	H	36	ANALANJIR OFO	Fenerive Est	Fenerive Est
124	SARINDRA Lalaina	F	39	ANALANJIR OFO	Fenerive Est	Sambaina
125	RAVAOSOLO Hanitra Josiane Aimée	V	34	V7V	Andranovato	Manakara
126	ANDRIANJAFY Fenosoa Hobihirilaza	L	33	HAUTE MATSIATRA	Fianarantsoa	Ankazobe
127	RASOLO Vladis Gilbert	L	43	DIANA	Nosy be	Amborovy
128	RAKOTOASY Fanjaris	V	34	ITASY	Miarinarivo	Antanisoa
129	ANDRIANTSALAMA	L	41	AMORONI MANIA	Ambositra	Ilaka Centre
130	Ony	V	25	ANALAMAN GA	Atsimondrano	Itaosy
131	RAFARALAHY Tolotriniaina	L	39	ANALAMAN GA	Tana ville	67 ha
132	MAHAVITA Laurent	L	40	DIANA	Ambilobe	Antafiakasaka
133	TIANJARA Gervais	L	39	DIANA	Ambilobe	SIRAMA T/bao
134	MANANA Carolin	L	27	DIANA	Ambilobe	Amoronala
135	DAZA HARRY Volatiana T.R.	V	39	BOENY	Mahajanga I	Mangarivotra
136	IONJARIMALALA Donné Myriam	V	19	AMORONI MANIA	Ambositra	Tsiangy
137	RABEKOTONDRATOIA Ignace Donnat Anselme	L	19	ATSIMO ATSINANAN A	Vatomandry	Ilaka Est
138	MAMY L'Unwinnie Alexandra	V	18	DIANA	Nosy Be	Dzamandzar
139	FETY HERIMANAMPY Ronaldo	L	18	DIANA	Nosy be	Dzamandzar
140	RANDRIAMIHANTA Sandra Emma	V	21	DIANA	Nosy be	Madirokely
141	HOVA Nantotsy	V	18	DIANA	Nosy be	Dzamandzar Tanambao
142	BEZARA Patrice	L	20	DIANA	Nosy be	Dzamandzar Ampasy
143	RAZAFIARIVOLA Jessica	V	17	MENABE	Majunga I	Abattoire
144	MAHEFA	L	38	ANALAMAN GA	Ivato	Talatamaty
145	VELO Philibert	L	59	DIANA	Nosy be	CNAPS Dzamandzar
146	RABEARISON	L	55	DIANA	Nosy be	N°4 SUD Dzamandzar
147	MAHAVITA VITATOMBO	L	40	DIANA	Nosy be	Dzamandzar
148	RABENARIVONY Gorges	L	52	DIANA	Nosy be	Dzamandzar Usine
149	RAKOTOMBAHOAKA Liva	L	44	BONGOLAV	Tsiroanomandid	Soamahamanina

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
	Achille			A	y	
150	RAKOTOARINORO Patrick Olivier	L	43	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Soamahamanina
151	RANDRIAMAMONJY Harimino	V	36	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Anjanakazo
152	RAKOTONIRINA Raymond	L	42	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Morafeno
153	RAMANDASON Zakaria	L	38	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinakanga
154	ANDRIANANJARIVO Salohy Annie	V	35	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Ankadinakanga
155	RAZANATSIMBA Emilenne	V	37	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Andrefanigara
156	RANDRIANARISOA Robinson	L	46	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Tsarahonenana
157	RANDRIAMANGA Alfred	L	42	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Tsarahonenana
158	RAKOTONJATOVO Jean Fidele	L	43	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Soanafindra
159	DIMISOA Marie Jeanne	V	51	BONGOLAV A	Fenoarivobe	Ambohitromby
160	RAZAFINDRATSARA Martine	V	45	FENOARIVO BE	Fenoarivobe	Andranomirafy
161	RAHARINIRNA Pierette Elisa	V	42	FENOARIVO BE	Fenoarivobe	Ambohitromby
162	HANITRINIALA Santatrasoa	V	38	FENOARIVO BE	Fenoarivobe	Morafeno
163	ANDRIANARIVO Yves Douglas	L	22	V7V	Manakara	Mangarivotra
164	RAMAHAFIDSON Maheritiana Jedidia Israel	L	23	ANALAMAN GA	Ambohitrimanja ka	Mahitsy
165	RASOLOMALAZA Mireille	V	22	ANALAMAN GA	Ankazondandy	Anosy
166	RAHARIMALALA Miarintsoa Estelle	V	23	V7V	Manakara	Mangarivotra Ouest
167	RASOLOFONANDRASANA Zo	L	29	MANAKARA	Mangarivotra Est	Mangarivotra Est
168	RANOROSOA Francia	V	23	V7V	Manakara	Andriana
169	ANGELOT Augustin	L	25	V7V	Manakara	Mangarivotra Ouest
170	RASOANANTENAINA Sylvie	V	29	V7V	Manakara	Mangarivotra
171	RAJERISON Shamir	L	35	V7V	Manakara	Andriana
172	RANELISON Stawane Antonio	L	22	V7V	Manakara	Manakarabe
173	RAFALINIAINA Baly Ulrich Gaétan	L	25	V7V	Manakara	Andriana

Lah	Anarana sy fanampiny	L / V	Taona	Faritra	Distrika	FKT/FIR
174	RASOANIRINA Josiane Judith	V	21	V7V	Manakara	Ambalatsonjo
175	GENEVIEVE	V	25	V7V	Manakara	Ambalatsonjo
176	ANJARASOA Morandine Landricia	V	23	V7V	Manakara	Andranomainty
177	RAJAABELINA Bonita	V	19	V7V	Manakara	Ambalamanasa
178	RASAMBIARIVELO Jocepin Fabiola	L	20	V7V	Manakara be	Andranofasika
179	SOANOMENJANAHARY Marie Albertine	V	23	V7V	Manakara be	Manakarabe
180	RAKOTONDRA SOA Jenny Daniella	V	21	V7V	Manakara	Ankofafa
181	EMANOELA Tefinanahary Albertin	L	23	V7V	Manakara	Ambodiampaly
182	RANDRIANANDRAINA Rakotonirina	L	22	V7V	Manakara	Ankofafa
183	ANDRIANAMBININTSOA Roset Aubin	L	25	V7V	Manakara	Ambalamanasa
184	NIRINASOA Christine	V	23	V7V	Manakara	Andranovato Est
185	RAVONIAINA Casmir Romi	L	20	V7V	Manakara	Tanambao Ouest
186	BARSON Stephan	L	20	V7V	Manakara	Andriana
187	RASOAMAMPIONONA V. Patricia	V	34	V7V	Manakara	Maroalakely
188	RANDRIAMANJAKA Jean Etienne	L	20	V7V	Manakara	Maroalakely
189	SAMAHARIZAFY Annie Gastonnette	V	23	V7V	Manakara	Maroalakely
190	RANDRIANTSORY Hasina Jakoba	L	23	V7V	Manakara	Ambodiampaly
191	RASOANAIVO André	L	24	HAUTE MATSIATRA	Ambohimahaso a	Ambalakajaha Sud
192	JEAN DELOR	L	18	V7V	Manakara	Andriana
193	JEAN BRETON	L	18	V7V	Manakara	Andranovato Est
194	RABEARIMANANA Jean Christophe	L	26	HAUTE MATSIATRA	Ambohimahaso a	Ambalakajaha Sud
195	RANDRIAMAROJAONA Jeannot	L	54	ANALAMAN GA	Manjakandriana	Ambanitsena
196	RANDRIANIAINA Jean Eddy	L	32	V7V	Manakara	Andranovato Est
197	RAKOTOMAVONIRINA Mirana	V	28	ANOSY	Tolagnaro	Lycée Tanambao
198	CHARLOTTE	V	55	ANOSY	Tolagnaro	Amboanato
199	RASOAMAMPIONONA Thérèse	V	52	ANOSY	Tolagnaro	Ampasikabo
200	RASOLONDRAINY Herifidy	L	28	ANOSY	Tolagnaro	Amparihy
201	FARAVAVY Urène	V	25	ANOSY	Tolagnaro	Tanambao
202	FANDRESENA Perline	V	32	ANOSY	Tolagnaro	Bazarikely
203	RAZANADRAINY	L	29	ANOSY	Tolagnaro	Amparihy
204	FANOMEZANTSOA Sedera	L	32	ANOSY	Tolagnaro	Tanambao
205	RAZANAZAFITSALAMA Arison	L	35	ANOSY	Tolagnaro	Amboanato
206	DAMY HERIMANITRA	L	28	ANOSY	Tolagnaro	Amboanato

Lah	Anarana sy fanampiny	L / V	Taona	Faritra	Distrika	FKT/FIR
207	FARALAHY FREDERIC	L	25	ANOSY	Tolagnaro	Antaninarenina
208	MBOLA FRANCKLIN	L	40	ANOSY	Tolagnaro	Ampotatra
209	SAMBOLAHY ODILON	L	35	ANOSY	Tolagnaro	Amparihy
210	FANAMPINDRAINY	L	29	ANOSY	Tolagnaro	Bazarikely
211	ANDRY SOLOTIANA	L	43	ANOSY	Tolagnaro	Amboanato
212	MAHAVONJY EDDY	L	38	ANOSY	Tolagnaro	Antaninarenina
213	RATSIABAHANY François	L	43	ANOSY	Tolagnaro	Ampamakiambato
214	FANOMEZANA Jean de Dieu	L	36	ANOSY	Tolagnaro	Bazaribe
215	TSIFERANA MBOLATIANA	L	37	ANOSY	Tolagnaro	Ampasikabo
216	NOMENJANAHARY Elisa	V	45	ANOSY	Tolagnaro	Tanambao
217	RASOAMAMPIONONA Rosette	V	22	ANOSY	Tolagnaro	Bazarikely
218	MEVASOA Rollande	V	25	ANOSY	Tolagnaro	Amparihy
219	Miora SOAVELO	V	27	ANOSY	Tolagnaro	Antaninarenina
220	Yvette RASOANANDRASANA	V	24	ANOSY	Tolagnaro	Abattoire
221	RAHARIJAO Ghislain Nadège	L	19	ANOSY	Tolagnaro	Lanirano
222	RAVO Chrysologue	L	30	ANOSY	Tolagnaro	Amparihy
223	RAMAMPISOLONDRABAO Jean Baptiste	L	19	SUD OUEST	Toliara	Maninday
224	ANJARASOA Julianah	V	22	SUD OUEST	Toliara	Maninday
225	RADAVISY Iarisambatra	L	23	SUD OUEST	Toliara	Maninday
226	R. K. Safidy	V	24	HAUTE MATSIATRA	Isandra	Isandra
227	JAONARIVELO Peterson	L	22	SUD OUEST	Toliara	Maninday
228	R. T. Nambinina	V	27	SUD OUEST	Toliara	Maninday
229	Jean Crie Major	L	23	SUD OUEST	Toliara	Tsimenatse
230	RAKOTOARIVELO Christian	L	20	SUD OUEST	Toliara	Maninday
231	FIDSON Eric	L	19	SUD OUEST	Toliara	Mahavatse
232	NJAKATIANA Adoré Yolas	L	23	SUD OUEST	Toliara	Maninday
233	LAZASOA Lydia	V	19	V7V	Manakara	Andranofasika
234	RAZAFINIRINA Noelison Pascal	L	19	HAUTE MATSIATRA	Fianarantsoa	Ankofafa
235	ZAFIMASY M Georginah Lucie	V	19	Sud Est	Manambondro	Tanimena
236	RAZAFINDRIAMIADANARIVO Aimé Yves	L	19	V7V	Manakara	Mangarivotra
237	RAZAFIMAHEFA Marcel Segal	L	19	V7V	Manakara	Ambodivato
238	MARCO GILLIO	L	21	V7V	Manakara	Maroalakely
239	MAROVAVY Générine	V	21	V7V	Manakara	Andranondaro
240	HEIMIHAJA Kevin Racquin Manjella	L	22	V7V	Manakara	Andranovato Est
241	HARINIRINA Julianna Garcia	V	23	V7V	Manakara	Ambodiampaly
242	RAMBELOSON Ernest	L	24	Sud Est	Vangaindrano	Vohitrarivo
243	RAZAFINARIVO Mickaella	V	23	V7V	Manakara	Andriana

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
	Hanitriniaina					
244	ANJARASOA Mamode Christelle Sarah	V	23	V7V	Manakara	Andriana
245	VELONTIANA Faly Jean de l'Or	L	20	V7V	Manakara	Ambalamanasa
246	RAHERINJATOVO Herman J Fleuris	L	20	V7V	Manakara	Andranovato
247	RAKOTONIRINA Bernardin	L	24	V7V	Manakara	Ambalanakondro
248	RANDRIANANTENAINA Risson F.	L	19	V7V	Manakara	Ambalanakondro
249	ANDRIANARIMANANA Omer	L	21	HAUTE MATSIATRA	Fianarantsoa	Idanda
250	TAKIDY Michael	L	22	HAUTE MATSIATRA	Fianarantsoa	Ampitaikely
251	RANDRIAMPARANY Anicet	L	20	V7V	Manakara	Ambodiampaly
252	TONETTE	V	22	V7V	Lokomby	BEKATRA
253	RAFIAINANTSOA Jean Elysé	L	25	V7V	Manakara	Andriana
254	JEAN Flavien Kelly	L	29	V7V	Manakara	Maroalakely
255	RAHANGISOA Elisée	V	22	V7V	Marofarihy	Mangarivotra
256	ALPHONCINE Nadia RASOANANDRASANA	V	22	ANDROY	Androy	Cité Crane
257	RAZANASOA Jeanne Victoire	V	22	V7V	Vohipeno	Anjavidy
258	RAKOTONDRAZAKAHARISOA Maminiaina Roberlysé	L	25	HAUTE MATSIATRA	Fandriana	Andriana ambony
259	RAMAMONJISOA Olivier	L	25	V7V	Manakara	Andranovato
260	RAMANANARIVO Tantely Andrianambinina	L	25	V7V	Manakara	Andriana ambony
261	CRISTIN Jean Richard Celestin	L	24	Sud Est	Vangaindrano	Mahazoarivo
262	RANDRIAMANANA Jules	L	25	Sud Est	Farafangana	Vohilava
263	RABE Fulgence	L	36	V7V	Manakara	Ankofafa
264	TALATA Hervé	L	33	V7V	Manakara	Trou de Commissaire
265	RAMAROMISA Andry	L	30	V7V	Manakara	Ankofafa
266	RABETRANO Zatovo Feno Hery	L	53	ANALAMAN GA	Manjakandriana	Marovahona
267	RAMIARAMANANA Zo	L	41	V7V	Manakara	Andranovato
268	RALAY Theodore	L	32	V7V	Manakara	Andriana ambony
269	RAMANANTINA Zaitorine	V	19	V7V	Manakara	Mangarivotra Ouest
270	FEHIZORO Jospin	L	19	V7V	Manakara	Andranofasika
271	RAKOTONIRINA Soamilay	V	19	Amoron'i Mania	Manandriana	Manakarabe
272	MAHIASA Aristide	L	18	V7V	Manakara	Andriana
273	MANJAKA MIADANA Tsiresintosika	L	20	V7V	Manakara	Tanambao Ombimena
274	RAHERINANDRASANA Jean	L	23	Sud Est	Farafangana	Andranomainty

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
	Prosper					
275	NONO Florence	L	18	V7V	Manakara	Andranovato
276	RAKOTONIRINA Edmond	L	19	V7V	Manakara	Ambodimanga
277	RAKOTOVAO SOAMAMPIONONA Sandra	V	22	V7V	Manakara	Maroalakely
278	RAZAFINARIVO Guel	L	20	V7V	Manakara	Ambalafary G
279	RAHARIMALALA Mamitiana Esperé	V	23	V7V	Mananjary	Andriana
280	AVOTRANIRIVO Faneva	V	21	V7V	Vohipeno	Ambalafary G
281	HASINA Regian	V	23	V7V	Mananjary	Andriana
282	RAMANANKAVANA Herman	L	20	V7V	Manakara	Ambalafary G
283	DAOUD	L	19	V7V	Manakara	Andranofasika
284	RAMILIJAONA Henry	L	21	Sud Est	Farafangana	Andranomainty
285	RAZAFINDRAKOTO Emmanuel	L	33	V7V	Manakara	Maroalakely
286	RAKOTONDRAZAFY Fidison	L	24	V7V	Manakara	Ankofafa
287	DORICE	L	26	ANALANJIR OFO	Fenerive Est	Antsiatsiaka
288	LE-SAINT Jao Joseph Berthy II	L	23	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Moramanga
289	MAIVANANDRASANA Sambatra Patricia	V	25	ALAOTRA MANGORO	Amparafaravola	Tanambe
290	MANJARA Willy Angelo	L	25	ANTSINANA NA	Mahanoro	Mahanoro
291	MIARINANDRASANA Anja Faniry Santatra	V	25	ALAOTRA MANGORO	Amparafaravola	Amparafaravola
292	RABEFIRAISANA Jean Bosco	L	26	ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazak a	Ilafy
293	RABEMAHASOA Besuhanaka Couby	L	25	ANTSINANA NA	Brickaville	Anivorano Est
294	RAFANOMEZANTSOA Heriniaina Holy	V	23	ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazak a	Imerimandroso
295	RAKOTOARIVONY Rivotahina Manitra	L	27	ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazak a	Ambohitsitazana
296	RANALISOA Andrianantenaina Haja	L	25	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Moramanga
297	RANIVOARISOA Hantaniaina Ravaka	L	23	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Moramanga
298	RANIVOARISOA Noro Lalao	L	24	ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazak a	Bejofo
299	ROLIN Georger	L	26	ANALANJIR OFO	Mananara Nord	Mananara Nord
300	CLAUDIN Justin	L	27	BOENY	Majunga I	Antanimalandy

Lah	Anarana sy fanampiny	L / V	Taona	Faritra	Distrika	FKT/FIR
301	RAKOTONDRAVONY Tanjona Mihaja	L	27	BOENY	Majunga I	Ambalavato
302	RANDRIATIANA Norbert Roél	L	27	BOENY	Majunga I	Ambalanomby
303	RAZAFINDRAKOTO Hasina Baovola	V	45	BOENY	Majunga I	Majunga
304	RASOLOFOMANANA Flavien	L	34	BOENY	Majunga I	Majunga
305	RAHOELINARIVO Silisoa Fanja	V	23	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Moramanga
306	FANOMEZANA Zoé	L	27	ATSINANAN A	Toamasina I	Andranomadio
307	VOLAZARAFINDRAMANANA Hanta Marie	V	26	ATSINANAN A	Toamasina I	Tanamakoa
308	SYLVIA Isabelle	V	23	ANALANJIR OFO	Fenerive Est	Fenerive Est
309	BETSAROANA Soaniaina Fabricia	V	27	ANALANJIR OFO	Fenerive Est	Fenerive Est
310	RAHOVA Oniniaina Gabrielle	V	24	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Moramanga
311	ANDRIAMAHONONTSOA Herimalala	V	23	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Moramanga
312	HERITIANJANAHARY	V	24	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Moramanga
313	VEROTIANA Fanny	V	24	ALAOTRA MANGORO	Moramanga	Moramanga
314	TONY Jacques	L	27	SAVA	Antalaha	Moramanga
315	RANARIVELO José Alberto	L	32	BOENY	Majunga I	Antanimalandy
316	R. Minoarisoa Lalatiana	V	38	BOENY	Majunga I	Antanimalandy
317	AMABLE Jean Luc	L	37	BOENY	Majunga I	Ambalavato
318	RATIAISON Calvin	L	33	SOFIA	Befandriana Nord	A/la cité
319	RANARIVELO Symplises	L	30	BETSIBOKA	Maevatanana	Morafeno
320	RANAIVONJANAHARY Jean Nicolas	L	29	SAVA	Vohemar	Ampanefena
321	ANDRIAMPARANY H. C. Sylvain	L	34	BOENY	Majunga I	Antanamasaja
322	RAJOELIARISOA Hanta Virginie	V	30	BOENY	Majunga I	Mahatsinjo
323	RANDRIANARY Feno Edson	L	25	ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazak a	Imerimandroso
324	INDIAMIHHERINA Andry	L	24	ANALANJIR OFO	Fenerive Est	Vohilengo
325	RAKOTO Dimby	L	27	ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazak a	Antsararova
326	RAFIDIMANANJARA Paul Errot	L	24	ALAOTRA	Moramanga	Ambohidronono

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
				MANGORO		
327	BARY Zoara Paul	L	23	ANTSINANA NA	Toamasina I	Toamasina I
328	RAHARIMANESY Jean Odolin	L	23	ATSINANAN A	Mahanoro	Mahanoro
329	RAJOARIMANANA Fidson Pascal	L	26	ALAOTRA MANGORO	Amparafaravola	Ambodirano
330	ROSE Basillese	V	24	ANALANJIR OFO	Vavatenina	Vanatenina
331	JOSE	L	26	ANALANJIR OFO	Fenerive Est	Vohipeno
332	NENE Faustin	L	21	ANALANJIR OFO	Maroantsetra	Rzntabe
333	DEBIHASINA Liantsoa	V	22	SUD OUEST	Toliara	Maninday
334	SADAM	L	22	SUD OUEST	Toliara	Maninday
335	NDATA Albert	L	20	SUD OUEST	Toliara	Mitsinjo B
336	TOLOJANAHARY C.	L	23	SUD OUEST	Toliara	Maninday
337	Venance RAKOTOARISOA	L	19	SUD OUEST	Toliara	Maninday
338	ANTOINE	L	22	SUD OUEST	Toliara	Maninday
339	Alfred RAZAFINGOLEDA	L	27	SUD OUEST	Toliara	Maninday
340	ARINOLY Justin	L	21	SUD OUEST	Toliara	Mahavatse
341	ZAFITSIPY Odette	V	58	MELAKY	Maintirano	Andranovoribe
342	RABEASINORO Marcellin Arsene	L	56	MELAKY	Maintirano	Tanambao/SPM
343	HAIVONIRINA Gertrude V.	V	52	MELAKY	Maintirano	Andranovoribe
344	RANDIMBIMANANA Edmond	L	26	MELAKY	Maintirano	Tanambao/SPM
345	RAZANAMIANIA Be Romarisse	V	32	MELAKY	Maintirano	Tanambao/SPM
346	TSILOSA Gaston	L	56	MELAKY	Maintirano	Tanambao/SPM
347	RAZAFIMAHATRATRA Faratiana	V	35	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Tsiroanomandidy
348	RAMAMONJISOA Hantanirina	V	23	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Andrefanigara
349	RAZANAKINIARIMANANA B. Hubert	L	32	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Andrefanigara
350	RALISON François de Paul	L	49	BONGOLAV A	Tsiroanomandid y	Andrefanigara
351	BLAISE Pascal	L	25	ANALANJIR OFO	Soanierana Ivongo	Soanierana Ivongo
352	RAZAFINIRINA Johnson Xavier	L	25	ANTSINANA NA	Toamasina I	Antanambao V
353	MANITRA Olivier Morus	L	26	ALAOTRA MANGORO	Amboasary	Amboasary
354	RANDRIAMIHAJA Amade	L	25	ALAOTRA	Ambatondrazak	Ambohisarabe

<u>Lah</u>	<u>Anarana sy fanampiny</u>	<u>L / V</u>	<u>Taona</u>	<u>Faritra</u>	<u>Distrika</u>	<u>FKT/FIR</u>
	Bienvenue			MANGORO	a	
355	FLAVIEN	L	25	ANTSINANA NA	Brickaville	Brickaville
356	RASOLOMAHEFA Abraham H.	L	24	ALAOTRA MANGORO	Ambatondrazak a	Manankambahiny
357	RAMANDROSOMANANA J. Fabrice	L	26	V7V	Manakara	Antanambao
358	RATSARASOA Mihaja Henintsoa	V	26	BOENY	Marovoay	Ankazomborona

ANNEXE 3 : REPONSES DES INTERVIEWES

Tableau 1: CONNAISSANCE DES DIRIGEANTS SUCCESSIFS A MADAGASCAR PAR LES CITOYENS

DIRIGEANTS SUCCESSIFS A MADAGASCAR	REONDANTS								REONDANTS
Jules ANDRIAMHAZO	R358	R225	R284	R280	R331	R170	R12	R2	Tsy mamaly
Gabriel RAMANANTSOA	R108	R335	R290	R291	R183	R174	R120	R221	R169
Jean Louis ROBENSON	R113	R356	R294	R292	R198	R176	R130	R301	R237
Norbert Lala RATSIRAHONANA	R119	R259	R295	R293	R228	R186	R151	R103	R287
Général de GAULE	R199	R229	R144	R30	R250	R201	R154	R19	R353
Guy Willy RAZANAMASY	R114	R14	R269	R303	R286	R226	R155	R348	R42
Richard RATSIMANDRAVA	R111	R25	R325	R304	R338	R234	R156	R235	R55
ZAFY Albert	R133	R275	R76	R305	R84	R260	R160	R313	R56
Philibert TSIRANANA	R232	R88	R95	R306	R23	R282	R165	R227	R57
Didier RATSIRAKA	R252	R3	R98	R318	R101	R283	R167	R337	R75
Hery RAJAONARIMAMPIANINA	R80	R116	R109	R322	R158	R289	R168	R107	
Marc RAVALOMANANA	R219	R134	R11	R33	R202	R307	R17	R162	
Andry RAJOELINA	R299	R190	R110	R346	R21	R308	R180	R206	
	R121	R197	R112	R350	R224	R309	R184	R207	
	R181	R218	R118	R351	R243	R312	R187	R311	
	R285	R241	R266	R354	R27	R314	R188	R52	
	R34	R242	R268	R37	R270	R319	R189	R59	
	R175	R246	R276	R38	R272	R32	R191	R61	
	R222	R255	R281	R39	R277	R321	R192	R79	Tsy mahalala
	R302	R298	R296	R43	R334	R336	R194	R92	R233
	R217	R323	R31	R46	R47	R343	R195	R94	
	R279	R326	R339	R48	R51	R65	R204	R97	
	R29	R328	R340	R58	R77	R82	R210	R20	
	R297	R329	R349	R62	R93	R83	R211	R256	
	R173	R330	R36	R66	R122	R85	R212	R251	
	R223	R344	R41	R70	R149	R100	R22	R240	
	R316	R347	R44	R72	R150	R238	R230	R6	
	R333	R49	R143	R89	R152	R324	R236	R60	
	R148	R54	R216	R138	R18	R135	R249	R169	
	R258	R63	R244	R139	R182	R332	R253	R237	
	R171	R67	R264	R140	R185	R159	R254	R287	
	R15	R69	R288	R146	R193	R161	R261	R353	
	R265	R71	R300	R157	R220	R203	R262	R42	
	R153	R87	R315	R163	R257	R205	R267	R55	
	R45	R90	R317	R196	R231	R208	R271	R56	
	R53	R91	R320	R239	R8	R209	R274	R57	
	R73	R106	R342	R355	R7	R214	R278	R75	
	R74	R81	R345	R105	R117	R215	R28	R327	
	R147	R9	R35	R102	R123	R136	R245	R141	
	R166	R131	R352	R273	R132	R145	R310	R164	
	R5	R129	R357	R126	R137	R177	R86		
	R125	R1	R64	R247	R26	R179	R128		

	R142	R115	R96	R248	R263					
	R127	R172	R124							

Tableau 2 : VISIONS, OBJECTIFS, PLANS D' ACTIONS ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES DIRIGEANTS SUCCESSIFS

VISIONS, OBJECTIFS, PLANS D' ACTIONS ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT		RECONDANTS						RECONDANTS	
Fivoriana	R64	R264	R292					Lainga	R40
Propagandy	R110	R137	R159						R41
Mponina	R112	R146	R199						R42
Traikefa	R114	R162	R203						R43
Tombom-barotra	R344	R189	R13						R44
Sokajy ara-tsosialy	R223	R199	R40						R45
Kaominista	R333	R206	R149						R46
Tondro-zotra	R223	R207	R263						R47
Mpisoloky	R333	R212	R131						R48
Ny tanora	R173	R292	R103						R49
Ny firaisan-kina	R311	R33	R32						R5
ZAFY	R7	R283	R172						R344
Ny kibo	R32	R228	R282						R14
Politika	R257	R338	R310						R212
Rano	R282	R123	R124						
Menaka	R215	R139	R141						
Ny vidin'entana	R295	R140	R10						
Ny vary	R39		R260						
Mahantra	R193		R100						
Phillibert	R352		R52						
Ny fanjakana	R80		R244						
Ny asa	R358		R128						
Fanamorana	R134		R16						
RAJOELINA	R64		R266						
Ny lanja	R344		R119						
Ny vokatra	R81		R120						
Ny faritra afa-kaba	R98		R21						
Ny fahefa-mividy	R118		R271						
AGOA	R50		R64						
Andramena	R242								
Fian-kinan-doha amin'ny any ivelany	R223								
Ny fivan-kisana	R333								
Ny harena	R341								
Fanam-pariaham-pahefana	R134								
Ny fiompiana	R6								
Ny fiainana andavanandro	R256								
Ny firenena	R47								
Ny fanagasiana	R47								
Ireo fitaovana	R155								
Ny herin'aratra	R61								
Kolikoly									
Ny fahantrana									
Fambolena sy fiompiana	R1	R142	R128	R176	R101	R105		Ny tanjona	R276 R107
Ny raharaha any ivelany	R100	R143	R129	R177	R109	R279		Ireo faritra	R277 R116
Fampihavanana	R101	R145	R13	R178	R117	R127		Ny asa fanorenana	R278 R153
Ny lafiny ara-teknika	R102	R23	R130	R179	R119	R197		Ny fanovana	R 332 R174
Ny fiaraha-monina	R103	R147	R131	R18	R120	R29		Ny lalàm-panorenana	R288 R187
Ny mpamatsy entana	R104	R149	R132	R180	R122	R8		Ny fiarovam-pirenena	R289 R290
Sosialista	R105	R15	R134	R182	R123	R113		Tany	R294 R305
Kapitalista	R106	R150	R137	R183	R124	R103		Ireo foto-drafitr'asa	R303 R312
Ny fahefana	R107	R151	R140	R184	R135	R189		Ny fananan-tany	R307 R313
Ny drafitr'asa	R108	R152	R141	R185	R14	R21		Ny ara-toekarena	R342 R314
Ireo Faritany	R109	R153	R149	R186	R147	R211		Ny fahaleovan-tena	R346 R316
Ny fanalalahana	R110	R154	R15	R187	R172	R271		Ny fitsaboana	R347 R317
Fifanajana	R111	R155	R158	R188	R173	R99		Ny tanindrazana	R349 R320
Ny fikarohana	R112	R156	R160	R189	R177	R82		Ny fidinana ifotony	R350 R321
Demokrasia	R113	R157	R161	R19	R18	R225		Ireo toerana	R351 R322

MAGRO	R115	R158	R163	R190	R20	R230	Ny Fanovana	R358	R323
Fanampiana avy any ivalany	R116	R159	R166	R191	R202	R335	Tontolo ambanivohitra	R39	R325
Ny vatsim-pianarana	R117	R16	R168	R192	R219	R37	Ny fanavaozana	R4	R329
Ny fokontany	R119	R160	R170	R193	R220	R319	Ny lafim-piainana	R41	R336
Frantsa	R120	R161	R171	R194	R23		Ny sakafo	R43	R35
Grevy	R121	R163	R182	R195	R233		Ny tahiry	R44	R353
SIRAMA	R122	R164	R183	R196	R234		Ny fahasalamana	R48	R356
Omby	R123	R165	R184	R197	R244	R104	MAP	R49	R357
Teknisianina	R124	R166	R188	R198	R25	R157	Trano mora	R51	R38
Famantsiam-bola	R125	R167	R193	R20	R259	R159	Tsena mora	R62	R42
Fahalalahana	R126	R168	R195	R200	R264	R200	Fampanjakana ny demokrasia	R66	R45
Malagasy	R127	R169	R198	R201	R268	R201	Fanagasiana	R67	R47
Fitsinjaram-pahefana	R128	R17	R204	R202	R270	R203	Foko	R69	R54
RATSIRAKA	R129	R170	R205	R203	R273		Kantinina	R70	R56
RAVALOMANANA	R13	R171	R208	R204	R275	R108	Vahaolana	R73	R60
Toerana	R130	R172	R209	R205	R299	R138	Boky mena	R74	R71
Fahalalana onony	R131	R173	R210	R208	R300	R167	Ny ankizy	R75	R80
Mahaleo tena	R132	R174	R212	R209	R310	R5	TIM	R76	R87
AREMA	R133	R175	R213	R21	R311	R223	Ny mpiasam-panjakana	R77	R89
Antoko politika	R134		R215	R210	R326	R287	Rafitra	R78	R90
Entana mora	R135		R216	R211	R327	R315	Tinady	R79	R92
Faritra ambanivohitra	R136	R355	R221	R212	R328	R333	Fananan-tany	R80	R94
Fanofanana	R137	R278	R228	R213	R330	R6	Fahaleovan-tena		R81
Kaominina	R138	R279	R229	R214	R332	R1	HVM		R81
Revolisiona	R14	R28	R231	R215	R352		Tetezana		R82
Fampivoarana	R140	R281	R232	R216	R52	R328	Fanorenana		R83
Fokonolona	R141	R282		R217	R7	R329	Fampisiana		R84
Fampivoarana maintso	R114	R283	R2	R218	R72	R33	Ireo olana		R84
Indostria	R262	R285	R252	R219	R74	R330	Tsinjo lavitra		R85
TSIRANANA	R12	R286	R261	R22	R78	R331	Fitakiana		R86
Fitaovam-pianarana		R287		R220	R79	R332	Tsy nisy haban-tseranana		R86
Fametrahan-toerana	R144	R288	R11	R221	R88	R333	Toekarena		R96
Trano fonenana	R242	R289	R148	R223	R9	R335	Fampifamoivoizana		R97
Malagasy	R50	R29	R309	R225	R93	R336	Fampijoroana		R98
RAJAONARIMAMPIANINA	R243	R64	R31	R226	R259	R337	Fisondrotana		
Ireo paik'ady	R244	R66	R310	R227	R26	R338	Fanampiana		
Anjerimanotolo	R245	R67	R311	R228	R263	R339	Ireo mpiasa		
Madagascar	R246	R68	R312	R229	R264	R340	Fampidirana mpiasa		
Fotodrafitr'asa	R247	R69	R313	R23	R265	R341	Fanorenana		
Mpampianatra	R248	R7	R314	R230	R266	R342	Olompirenena		
EPP	R25	R70	R315	R231	R267	R343	Fananganana		
Hopitaly	R250	R71	R316	R232	R268	R344	Fiainan'ny sekoly		
Fanabeazana	R251	R72	R317	R233	R269	R346	Fanatsarana		
Fampiharana	R253	R87	R318	R234	R27	R347	Ny vahoaka		
Paysans	R255	R88	R319	R235	R270	R348	FRAM		
RATSIMANDRAVA	R256	R89	R32	R236	R271	R349	Karama		
Toeram-pivarotana	R257	R9	R320	R237	R272	R35			
Fandrodanana	R258	R92	R139	R260	R334	R340			
Tanjona	R10	R250	R114	R327	R345	R343			
Fahaleovan-tena	R39	R90	R321	R238	R273	R350			
Tetezamita	R4	R91	R322	R239	R274	R351			
Faritra rezionaly	Fanorenana	R257	R118	R241	R50	R348			
Ireo fanorenana	Fananganana	R258	R12	R53	R57	R354			
Fanovana	Boky mena	R263	R144	R54	R65	R36			
Fananganana	Fomba fijery	R265	R148	R55	R80	R40			
Fandriampahalemana	Fitakiana	R269	R162	R277	R56	R53			
Tany	Fanafoanana haban-tseranana	R285	R181	R354	R58	R58			
Fotodrafitr'asa	Ny toekarena	R286	R199	R93	R59	R59			
Fiadidiana ny fananan-tany	Fampifamoivoizana	R291	R2	R94	R6	R61			
Ekonomika	Fampijoroana	R292	R206	R95	R60	R63			
Fahaleovan-tena	Fampiakaranana	R293	R207	R323	R61	R68			
Fitsaboana	Fanoanana	R295	R222	R324	R62	R75			
Tanindrazana	Ireo mpiasa	R296	R224	R24	R63	R83			
Fidinana ifotony	Fampidirana mpiasa	R297	R242	R240	R96	R91			
Toerana	Fananganana	R301	R249	R275	R97	R95			
Fiovana	Ny olom-pirenena	R304	R252	R276	R98	R164			

Faritra ambanivohitra	Ny fananan-tany	R306	R302	R352	R99	R281			
Fanavaozana	Fiainan'ny sekoly	R308	R261	R353		R325			
Farim-piainana	Fanatsarana	R309	R262	R51		R111			
Sakafo	Ny mpiasam-panjakana	R318	R280	R52		R356			
Tahiry	Ankizy madinika	R324	R284			R357			
Fahasalamana	Karama	R338	R30			R358			
MAP	Ny vahoaka	R339				R36			
Trano mora	Ireo olana	R31				R37			
Tontolo ambanivohitra	Fanarenana					R38			
Fampanjakana ny demokrasia	TIM								
Fanagasiana	Tsena mora								
Ireo foko	Rafitra								
Kantinina	Ny tinady								
Vahaolana									

Tableau 3 : CLASSIFICATION DES ENQUETES SELON LEUR REPONSE SUR L'APPRENTISSAGE DES ERREURS DES DIRIGEANTS

APPRENTISSAGE DES ERREURS DES DIRIGEANTS	REpondants			APPRENTISSAGE DES ERREURS DES DIRIGEANTS	REpondants	
fanjanahana ankolaka ataon'ny vahiny	R53			haba eny amin'ny tsena	R133	R135
Fiankinan-doha amin'ny any ivelany	R245			Hetra	R230	R187
Ady ara-pitondrana	R223			Fandraisana mpiasa	R135	R272
	R333			Famerenana ireo tsy nety teo aloha	R51	R134
	R126			Fifandrafiana na dia misy aza fifanarahana	R139	R75
	R143			Tetezamita	R243	R70
	R173			Fahorian'ny vahoaka	R25	R121
	R311			Krizy	R275	R85
	R61			Tsy firaharahana ireo tantsaha	R238	R139
	R341			Fivorian'ireo mpitondra nifandimby	R65	R67
	R197			Fahafahana maneho hevitra	R159	R347
	R15			Fampiakarana karama	R203	R216
	R33			Fanagasiana	R288	R87
	R33			Paikady	R320	R168
	R265			Fanatsarana ireo fotodrafitr'asa	R128	R306
	R283			Fanamboarana otodrafitr'asa	R51	
				Fanovana ny lalam-panorenana	R243	
Fibabena troso	R322	R283	R219	Paik'ady maloto	R127	
Fanarahamaso reo foto-drafitrasa	R333	R284	R239	Antoko	R135	
Fiarovana ireo fananam-bahoaka	R337	R284	R299	Fiankinan-doha tsy ara-drariny	R54	
Fitsangatsanganana any ivelany	R343	R290	R308	Démokrasia	R69	
Fanagejana	R75	R8	R57	Fiarahamiasa amin'ny any ivelany	R130	
Sesitany	R352		R94	Fanovana matetika ny lalampanorenana	R190	
Fiakaran'ny vidim-piainana	R184		R249	Famerenana ireo hadisoana teo aloha	R246	
Izy rehetra	R287		R72	Fanavaozana paikady	R349	
Tsy fahaiza-mitantan'ireo mpitondra	R319		R77		R132	
Fahantrana	R157		R79		R107	
Tsy fandriampahalemana	R201		R134		R109	
Didy jadona	R162		R147		R111	
Fanatsarana ny lalàna	R206		R332		R121	
Kobaka ambava	R207		R10		R358	
Fanondranana tsy ara-dalàna	R39		R16			
Fitondrana ratsy tantana	R58		R33			
Famonoan'olona	R250		R34			
Fanonganam-panjakana	R222		R34			
Kolikoly	R302		R36			
Tsy firaharahana ny sasany	R8		R63			
Fitiavan-tena	R258		R99			
Fanararaotam-pahefana	R199		R179			
Mosary	R135		R181			
Fitrandrahana tsy ara-dalàna	R126		R187			
Fanodikodinam-bola	R143		R223			
Fanaovana ampihimamba	R225		R227			
Tsy fahaiza-mitondra	R335		R260			
Famarotana tany amin'ny vahiny	R147					
Tsy fanajana ny zon'olombelona	R170					
Grevy	R197					
Tsy fahatokisan'ny vahoaka						
Tsy fisin'ny tolotr'asa						
Tsy fahatokisana ny vahoaka						

TABLEAU 4 : ERREURS DES DIRIGEANTS

ERREURS DES DIRIGEANTS	REPONDANTS			ERREURS DES DIRIGEANTS	REPONDANTS	
Fanjanahana an-kolaka ataon'ny vazaha	R53			Haba hoan'ny tsena	R133	R135
Fiankinan-doha amin'ny any ivelany	R245			Hetra	R230	R187
Fifandrafesam-pahefana	R223			Fampidirana mpiasa	R135	R272
	R333			Fiverimberenana ny hadisoana	R51	R134
	R126			Fifandrafesana na misy aza ny tokony hifanarahana	R139	R75
	R143			Rafitra tetezamita	R243	R70
	R173			Mijaly ny vahoaka	R25	R121
	R311			Krizy	R275	R85
	R61			Tsy firaharahiana ny tantsaha	R238	R139
	R341			Fivoriana ireo filoha mifanesisesy	R65	R67
	R197			Fahafahana hiteny	R159	R347
	R15			Fampisondrotana karama	R203	R216
	R33			Ny fanagasiana	R288	R87
	R33			Fandaharana araky ny paik'ady	R320	R168
	R265			Fanavaozana ny lalàm-panorenana	R128	R306
	R283			Fanatsarana ireo foto-drafitr'asa	R51	R 243
Bokan'ny trosa	R322	R283	R219	Paik'ady tsy mazava	R127	
Fanaraha-maso ireo fotodrafitr'asa	R333	R284	R239	Sokajin'olona	R135	
Fiarovana ny fananam-bahoaka	R337	R284	R299	Fandanilanianam-poana tsy amim-piheverana	R54	
Fitsidihana any ivelany	R343	R290	R308	Demokrasia	R69	
Fampahoriana vahoaka	R75	R8	R57	Fifandrimbonana iraisam-pirenena	R130	
Fandosirana any ivelany	R352		R94	Fanovaovana tsy ankijanona ny lalàm-panorenana	R190	
Fihenana ny lanjam-bola	R184		R249	Fiverimberenana ny hadisoana	R246	
Ny rehetra	R287		R72	Fanavaozana ny paik'ady	R349	
famorona'asa	R319		R77		R132	
Fahantrana	R157		R79		R107	
Tsy fandriam-pahalemana	R201		R134		R109	
Tsy refesi-mandidy	R162		R147		R111	
Fanatsaran-dalana	R206		R332		R121	
Fampanan-tenana poakaty	R207		R10		R358	
Varo-maizina	R39		R16			
Fanjakana ratsy tatana	R58		R33			
Famonoana olona	R250		R34			
Fanonganam-panjakana	R222		R34			
Kolikoly	R302		R36			
Tsy firaharahiana ireo kilasy sosialy sasany	R8		R63			
Fitiavan-tena	R258		R99			
Fanam-param-pahefana	R199		R179			
Mosary	R135		R181			
Fitrandrahana tsy ara-dalàna	R126		R187			
Fanodikodinam-bolam-panjakana	R143		R223			
Fangoronan-tsamy irery ny tsena	R225		R227			
Tsy fahaiza-manaon'ny mpitondra	R335		R260			
Fitondran'olom-bitsy	R235		R266			
Fivarotana tanin-drazana amin'ny vahiny	R147					
Tsy fandriam-pahalemana	R356					
Tsy manaja ny zo maha-olona	R170					
Grevy	R197					
Tsy mivakiloha amin'ny vahoaka						
Ambany dia ambany						

Tableau 5: CONSEQUENCES DES MEMES ERREURS REPETEES PAR LES DIRIGEANTS

CONSEQUENCES DES MEMES ERREURS REPETEES PAR LES DIRIGEANTS	REPDONDANTS				CONSEQUENCES DES MEMES ERREURS REPETEES PAR LES DIRIGEANTS	REPDONDANTS	
fihenan'ny saram-pampianarana antsekoly	R147	R1	R140	R100			
fampandrosoana	R148	R86	R6	R104			
fampandrosoana ara-tsosialy	R158	R151	R153	R237	fahapotehan'ny firaisan-kina	R215	
fampandrosoana ara-toekarena	R159	R174	R45	R358	fahafahana hiteny	R295	
Tsy namaly	R161	R256	R245	R4	fiaraha-miasa tsara	R232	
fitiavan-tena	R164	R257	R53	R123	fitohanan'ny fiarakodia	R282	
fanatontoloana	R170	R311	R103	R120	fiveimeranan'ny hadisoana	R224	
tsy fahamarinantoeran'ny lalàmpanorenana	R171	R43	R190	R262	fivoarana eo amin'ny fahasalamana	R334	
krizy politika	R172	R7	R216	R220	fangaraharan'ny fitatanana	R77	
krizy indostrialy	R176	R109	R296	R254	filaminan'ny firenena	R146	
tany homena ny vahiny	R180	R160	R341	R300	fandanilaniam-poana ny vola	R90	
fanjanahana maoderina	R202	R166	R61	R258	fampihenana ny tsy fisian'asa	R142	
fangoronana samy irery ny tsenam-barotra	R203	R169	R327	R138	fikarokarohan'ny vahoaka	R125	
fiankinan-doha ara-politika	R205	R17	R281	R152	tsy firaharahiana ataon'ireo mpitondra	R157	
fihenambidin'ny ariary	R210	R175	R31	R189	fampihenana ny trosa	R201	
vono olona	R218	R178	R198	R212	fahapotehana anatin'ny vahoaka	R83	
tsy fahamarinantoerana politika	R226	R179	R122	R259		R38	
fijalian'ny vahoaka	R235	R182	R165	R292		R233	
fienan'ny toeran'i Madagasikara eo amin'ny laharana iraisam-pirenena	R24	R183	R302	R328		R29	
fahapotehan'ny fomba fisainana	R244	R185	R78	R44		R200	
fahapotehan'ireo fitaovana	R25	R186	R79	R98			
tsy fitoviana		R194	R80	R231			
fanajanonana ireo fotodrafitr'asa nataon'ny mpitondra teo aloha		R204	R82	R168			
fampidiran-trosa		R219	R85	R305			
fahantrana		R221	R87	R330			
fitrandrahana tsy manara-dalàna		R222	R88	R108			
fivoaran'ny tsy fananan'asa		R238	R89	R141			
tsy fahamarinan-toeran'ny firenena		R285	R91	R39			
tsy fandriam-pahalemana		R286	R92	R241			
krizy		R288	R96	R266			
fifandonana		R289	R99	R116			
fitomboan-karena hoan'ireo sokajim-piaraha-monina sasan-tsasany		R299	R228	R121			
kolikoly		R301	R93	R283			
famerenana indrainy ny lanja sy anjara-toeran'i Madagasikara eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena		R303	R95	R304			
fanonganam-panjakana		R306	R97	R340			
tsy fandrosoana		R308	R191	R60			
grevy		R312	R255	R128			
tsy fiovam-pitondrana		R316	R70	R177			
fiatsaram-belatsihy		R317	R145	R314			
tsy fahamarinan-toerana ara-bola		R320		R18			
fihenan'ny hari-karena faobe		R321		R197			
fangoronan-karena ataon'ny mpitondra		R324		R155			
krizy		R325		R22			
fahapotehan'ny firaisankina		R326		R47			
fahafahana hiteny		R329		R124			
fiaraha-miasa tsara		R33		R192			
fitohanan'ny fiarakodia		R331		R81			
fiveimeranan'ireo hadisoana		R332		R49			
fivoarana eo amin'ny fahasalamana		R352		R105			
fangaraharan'ny fitatanana		R353		R337			
fahapotehana amy samy sy ny vahoaka		R357		R62			
		R71		R260			

		R72		R278				
		R73		R279				
		R74		R28				
		R75		R129				
						fanatontoloana	R1	R104
						Tsy fanjarin'ny fotodrafitr'asa	R140	R237
						Krizy politika	R6	R358
						Krizy ara-toekarena	R153	R4
						Fanomezana tany ireo vahiny	R45	R123
						Fanjanahana amin'ny fomba modenra	R245	R120
						Fanaovana ampihimamba ny tsena	R53	R262
						Fiankinan-doha ara-politika	R103	R220
						Fihenana'ny sandan'ny ariary	R190	R254
						Vono olona	R216	R300
						Tsy filaminana ara-politika	R296	R258
						Fijalin'ny vahoaka	R341	R138
						Fihemorana'i Madagasikara eo amin'ny sehatra iraisampirenen	R61	R152
						Fahasimban'ny fomba fisainana	R327	R189
						Fahasimban'ny fitaova	R281	R212
						Tsy fitoviana	R31	R259
						Tsy fitoizana'ny asan'ireo mpitondra taloha	R198	R292
						Fitombon'ny trosoa	R122	R328
						Fahantrana	R165	R44
						Fitrandrahana tsy ara-dalana	R302	R98
						Fitombon'ireo tsy an'asa	R10	R231
						Fikorotanan'ny firenena	R130	R168
						Tsy fandriampahalemana	R133	R305
						Krizy	R118	R330
						Ady	R69	R108
						Fitombon'ny harenana'ny sasany amin'ny fomba tsy mendrika	R115	R141
						Kolikoly	R188	R39
						Mpitondra manangona harena	R208	R241
						Fanonganam-panjakana	R209	R266
						Tsy fandrosona	R211	R116
						Grevy	R291	R121
						Fitondrana ny eo ihany no eo	R345	R283
						Fiatsaram-belatsihy	R65	R304
						Fidangan'ny vidim-piainana	R253	R340
						Fidinan'ny PIB	R119	R60
							R3	R128
							R197	R314
								R18

TABLEAU 6: RAISONS DU NON RESPECT DES PAROLES DONNEES

RAISONS DU NON RESPECT DES PAROLES DONNEES	REPDONDANTS			RAISONS DU NON RESPECT DES PAROLES DONNEES	REPDONDANTS							
baikon'ny vahiny	R276	R107	R102	be loatra ireo vondrona mpifanandrina	R1	R142	R128	R176	R101	R105	R245	R11
fanerena iraisam-pirenena	R277	R116	R112	fahapotehana ara-toekarena	R100	R143	R129	R177	R109	R279	R250	R114
be loatra ireo vondrona mpifanandrina	R278	R153	R121	fanaovana tsinontsinona ny fiainam-bahoaka	R101	R145	R13	R178	R117	R127	R257	R118
be loatra ny programan'asa fanorenana fototra	R28	R174	R136	fanerena	R102	R146	R130	R179	R119	R197	R258	R12
ditra manoloana ny vahoaka	R288	R187	R143	fiankinan-doha amin'ny any ivelany	R103	R147	R131	R18	R120	R29	R263	R144
fahafahampon'ny vahoaka	R289	R290	R145	fitaka	R104	R149	R132	R180	R122	R8	R265	R148
ny fahatapahan'ny jiro	R294	R305	R146	fitiavan-tena	R105	R15	R134	R182	R123	R113	R269	R162
fahantrana	R303	R312	R150	ny tsy fahaiza-manao	R106	R150	R137	R183	R124	R103	R285	R181
fahapotehana ara-toekarena	R307	R313	R151	ny tsy faneken'ny mpamatsy vola	R107	R151	R140	R184	R135	R189	R286	R199
fahatapahan-jiro	R342	R314	R152	RAS	R108	R152	R141	R185	R14	R21	R291	R2
fanamparam-pahefana	R346	R316	R155	tsy ampy ny fifandraisana iraisam-pirenena	R109	R153	R149	R186	R147	R211	R292	R206
fiatraikan-kevitrin'ny mpanolo-tsaina	R347	R317	R156	tsy fahampian'ny famatsiam-bola	R110	R154	R15	R187	R172	R271	R293	R207
fanangonam-pahefana	R349	R320	R165	fanamparam-pahefana	R111	R155	R158	R188	R173	R99	R295	R222
fanaovana tsinontsinona ny fiainam-bahoaka	R350	R321	R169	tsy faha-mendrehana	R112	R156	R160	R189	R177	R82	R296	R224
finerena	R351	R322	R17	Pauvreté	R113	R157	R161	R19	R18	R225	R297	R242
tsy ampy fiaraha-miasa	R358	R323	R175	kolikoly	R115	R158	R163	R190	R20	R230	R301	R249
trangan-javatra tsy voahomana	R39	R325	R176	fitanana fahefana	R116	R159	R166	R191	R202	R335	R304	R252
tsy fahamatorana	R4	R329	R178	famerenana ireo fandanianana nandritra ny nifidianana	R117	R16	R168	R192	R219	R37	R306	
fanodikodinam-bolam-panjakana	R41	R336	R179	propagandy	R119	R160	R170	R193	R220	R319	R308	R261
fiankinan-doha amin'ny any ivelany	R43	R35	R180	fahafaham-pon'ny vahoaka	R120	R161	R171	R194	R23		R309	R262
Fiatraikan'ny hevitra'ny mpanolotsaina	R44	R353	R185	Tahotry ny ho voaongana	R121	R163	R182	R195	R233		R318	R280
fitaka	R48	R356	R186	fahamatorana	R122	R164	R183	R196	R234		R324	R284
fitanana fahefana	R49	R357	R19	fahamendrehana	R123	R165	R184	R197	R244	R104	R338	R30
fitiavan-tena	R51	R38	R190	ny fahakivian'ny vahoaka	R124	R166	R188	R198	R25	R157	R339	R302
tsy ampy fitiavan-tanindrazana	R62	R42	R191	fanaovana makiavelisma	R125	R167	R193	R20	R259	R159	R340	R334
fitondrn'olom-bitsy	R66	R45	R192	fiovan'ny toe-tsaina	R126	R168	R195	R200	R264	R200	R341	R34
fitroatroarana	R67	R47	R194	fitapitaka	R127	R169	R198	R201	R268	R201	R343	R345
kolikoly	R69	R54	R214	fitiavan-tena	R128	R17	R204	R202	R270	R203	R348	R50
lainga	R70	R56	R217	maro loatra ny olana vahana	R129	R170	R205	R203	R273		R354	R57
tsy miraharahina ny filan'ny vahoaka	R73	R60	R218	maro loatra ny olana vahana	R13	R171	R208	R204	R275	R108	R36	R65
makiavelisma	R74	R71	R22	paik'ady tsy voarindra	R130	R172	R209	R205	R299	R138	R40	R80
maro loatra ny olana vahana	R75	R80	R226	propagandy	R131	R173	R210	R208	R300	R167	R53	R56
ny fahasarotan'ny fitondrana	R76	R87	R237	tahotryny fikorontanan'ny firenena	R132	R174	R212	R209	R310	R5	R58	R58
ny fijalian'ny vahoaka	R77	R89	R238	tsy firaharahiana	R133	R175	R213	R21	R311	R223	R59	R59
ny tsy fahaiza-manao	R78	R90	R239		R134		R215	R210	R326	R287	R61	R6
ny tsy fahampian'ny famatsiam-bola	R79	R92	R24		R135		R216	R211	R327	R315	R63	R60
ny tsy faneken'ny mpamatsy vola	R80	R94	R240		R136	R355	R221	R212	R328	R333	R68	R61
paik'ady tsy voarindra tsara		R81	R241		R137	R278	R228	R213	R330	R6	R75	R62
be loatra ny programan'asa fanorenana fototra		R81	R243		R138	R279	R229	R214	R332	R1	R83	R63
ny fahasarotan'ny fitondrana		R82	R246		R14	R28	R231	R215	R352		R91	R96
ny fijalian'ny vahoaka		R83	R248		R140	R281	R232	R216	R52	R328	R95	R97
ditra manoloana ny vahoaka		R84	R251		R141	R282		R217	R7	R329	R164	R98
		R84	R255		R114	R283	R2	R218	R72	R33	R281	R99
		R85	R256		R262	R285	R252	R219	R74	R330	R31	R325
		R86	R26		R12	R286	R261	R22	R78	R331	R111	R326
		R86	R267		R244	R287		R220	R79	R332	R356	R327
		R96	R272		R144	R288	R11	R221	R88	R333	R357	R241
		R97	R274		R242	R289	R148	R223	R9	R335	R358	R53
		R98			R50	R29	R309	R225	R93	R336	R36	R54
					R243	R64	R31	R226	R259	R337	R37	R55
						R66	R310	R227	R26	R338	R38	R277
					R245	R67	R311	R228	R263	R339	R39	R354

						R246	R68	R312	R229	R264	R340	R4	R93
						R247	R69	R313	R23	R265	R341	R40	R94
						R248	R7	R314	R230	R266	R342	R41	R95
						R25	R70	R315	R231	R267	R343	R42	R323
						R250	R71	R316	R232	R268	R344	R43	R324
						R251	R72	R317	R233	R269	R346	R44	R24
						R253	R87	R318	R234	R27	R347	R45	R240
						R255	R88	R319	R235	R270	R348	R46	R275
						R256	R89	R32	R236	R271	R349	R47	R276
						R257	R9	R320	R237	R272	R35	R48	R352
						R258	R90	R321	R238	R273	R350	R49	R353
						R10	R91	R322	R239	R274	R351	R5	R51
					fahakivian'ny vahoaka	R254							
					fahamendrehana	R92							
					Tsy mamaly	R139							
					trangan-javatra tsy voahomana	R260							
					tsy ampy fiaraha-miasa	R290							
					tsy ampy fitiavan-tanindrazana	R291							
					tsy ampy ny fifandraisana								
					iraisam-pirenena	R10							
					tsy fahamatorana	R292							
					tsy faha-mendrehana	R293							
					tsy miraharaha ny filan'ny vahoaka	R294							
					fitapitaka	R295							
					fahamatorana	R52							
					fiovan'ny toe-tsaina	R260							
					maro loatra ny olana vahana	R139							

TABLEAU 7 : EXEMPLES DES PAROLES NON RESPECTEES DE DIRIGEANTS SUCCESSIFS

EXEMPLES DES PAROLES NON RESPECTEES DE DIRIGEANTS SUCCESSIFS	REPONDANTS							EXEMPLES DES PAROLES NON RESPECTEES DE DIRIGEANTS SUCCESSIFS	REPONDANTS	
fanorenana ny lisea Dzamandzary	R1	R173	R214	R273	R39	R154		Fanamboarana ny lalana RN10		
ady amin'ny fahantrana	R100	R174	R215	R274	R4	R155		Fanamboarana ny lalana RN44		
ady amin'ny kolikoly	R101	R175	R216	R275	R40	R156		Fanamboarana ny lalana RN8		
ady amin'ny mosary	R102	R176	R217	R276	R41	R157		Fanamboarana ny lalana RN9		
famoronan'asa	R103	R177	R218	R277	R42	R158		Fanamboarana kianja filalaovana		
Amélioration de la vie des jeunes	R104	R178	R219	R279	R43	R159		Fanamboarana port de NOSY BE		
demokrasia	R105	R179	R22	R280	R44	R160		Fanamboarana ny aéroport NOSYBE		
Fizarana 4L isatokatrano	R107	R180	R221	R282	R46	R162		Trano mora		
fahafahana	R108	R181	R222	R283	R47	R163		Fanamboarana ny Jiro Mahasolo		
famerenana ny nosin'i Madagasikara	R109	R182	R223	R284	R48	R165		CEG isaky ny commune		
fametrahana fotodrafitr'asa samy hafa	R11	R183	R225	R285	R49	R167		R124		
fampihenana ny fitotongan'ny lanjamb-bola	R110	R184	R226	R286	R5	R168		R141		
fampandrosoana ara-toekarena	R111	R185	R228	R287	R50	R169		R166		
fampandrosoana maharitra	R112	R186	R229	R288	R51	R17		R278		
fampandrosoana ny firenena	R113	R187	R23	R289	R53	R170		R28		
fampandrosoana ny sosialy	R114	R188	R230	R29	R54	R171		R290		
fampianarana maimaimpoana	R115	R189	R231	R291	R55	R172		R304		
fampianarana ny karama	R116	R19	R232	R292	R56			R314		
fampidirana mpampianatra	R117	R190	R233	R293	R58			R322		
fangaraharana	R118	R191	R234	R294	R59			R326		
fampitoviana ny mari-karama	R119	R192	R235	R295	R6			R331		
fanafody maimaimpoana	R12	R193	R236	R296	R60			R348		
fanamboarana ny SIRAMA	R120	R194	R237	R297	R61			R352		
fanamboarana ny tetezana Katsepy Mahajanga	R121	R195	R238	R298	R62			R68		
fanam-boaran-dalana	R122	R196	R239	R299	R63			R79		
fananganana indostria	R123	R197	R24	R30	R64			R92		
fananganana orinasa	R125	R198	R240	R300	R65					
fanatanterahana ny MAP	R126	R199	R241	R301	R66					
fanatsarana ny fanabeazana	R127	R2	R242	R302	R67					
fanatsarana ny fandriam-pahalemana	R128	R20	R243	R303	R69					
fanatsarana ny farim-piainana	R129	R200	R245	R305	R7					

TABLEAU 8: EXEMPLES DES PAROLES NON RESPECTEES DE DIRIGEANTS ACTUELS

EXEMPLES DES PAROLES NON RESPECTEES DE DIRIGEANTS ACTUELS	RECONDANTS						EXEMPLES DES PAROLES NON RESPECTEES DE DIRIGEANTS ACTUELS	RECONDANTS	
fanorenana ny lisea Dzamandzary	R1	R173	R214	R273	R39	R154	Construction de la route RN10		
ady amin'ny fahantrana	R100	R174	R215	R274	R4	R155	Construction de la route RN44		
ady amin'ny ko:likoly	R101	R175	R216	R275	R40	R156	Construction de la route RN8		
ady amin'ny mosary	R102	R176	R217	R276	R41	R157	Construction de la route RN9		
fahafahana	R103	R177	R218	R277	R42	R158	Construction des stades		
Amélioration de la vie des jeunes	R104	R178	R219	R279	R43	R159	Construction du port de NOSY BE		
demokrasia	R105	R179	R22	R280	R44	R160	Mis en place de CEG par commune		
Diminution du prix du riz	R106	R18	R220	R281	R45	R161	Construction d'un aéroport à NOSY BE		
Distribution d'un 4L par porte	R107	R180	R221	R282	R46	R162	Coût moins cher des maisons		
fitoviana	R108	R181	R222	R283	R47	R163	Jiro à Mahasolo		
famerenana ny nosin'i Madagasikara	R109	R182	R223	R284	R48	R165	R92		
fametrahana fotodrafitr'asa samy hafa	R11	R183	R225	R285	R49	R167	R124		
famoronan'asa	R110	R184	R226	R286	R5	R168	R141		
fampandrosoana ara-toekarena	R111	R185	R228	R287	R50	R169	R166		
fampandrosoana maharitra	R112	R186	R229	R288	R51	R17	R278		
fampandrosoana ny firenena	R113	R187	R23	R289	R53	R170	R28		
fampandrosoana ny sosialy	R114	R188	R230	R29	R54	R171	R290		
fampianarana maimaimpoana	R115	R189	R231	R291	R55	R172	R304		
fampianarana ny karama	R116	R19	R232	R292	R56		R314		
fampidirana mpampianatra	R117	R190	R233	R293	R58		R322		
fampiherana ny fitotongan'ny lanjamb-bola	R118	R191	R234	R294	R59		R326		
fampitoviana ny mari-karama	R119	R192	R235	R295	R6		R331		
fanafody maimaimpoana	R12	R193	R236	R296	R60		R348		
fanamboarana ny SIRAMA	R120	R194	R237	R297	R61		R352		
tetezana Katsepy Mahajanga	R121	R195	R238	R298	R62		R68		
fanam-boaran-dalana	R122	R196	R239	R299	R63		R79		
fananganana indostria	R123	R197	R24	R30	R64				
fananganana orin'asa	R125	R198	R240	R300	R65				
fanatanterahana ny MAP	R126	R199	R241	R301	R66				
fanatsarana ny fanabeazana	R127	R2	R242	R302	R67				
fanatsarana ny fandriam-pahalemana	R128	R20	R243	R303	R69				
fanatsarana ny farim-piainana	R129	R200	R245	R305	R7				
fanatsarana ny fiainan'ny malagasy	R13	R201	R246	R306	R70				
fanatsarana ny lalana Ambilobe-Vohémar	R131	R202	R247	R307	R71				
fanatsarana ny toeran'ny tsena	R134	R203	R248	R308	R72				
fanenjarahana ireo trafika	R135	R204	R25	R309	R73				
fanenjarahana ny raharaha air force one	R136	R205	R250	R31	R74				
fanenjarahana ny raharaha andramena	R137	R206	R251	R310	R75				
fangaraharana	R138	R207	R252	R311	R76				
fanomezana tablette hoan'ny sekoly	R139	R208	R254	R312	R77				
fanorenana ny lalam-pirenena faha 5	R14	R209	R255	R313	R78				
fanorenana ny lalam-pirenena faha-6	R140	R21	R256	R315	R8				
fanorenana ny lalam-pirenena faha-7	R142	R211	R257	R316	R80				
fanorenana ny lalana Sambava	R143	R212	R258	R317	R81				
fanorenana ny tetezana Ankify-Nosy Be	R144	R213	R259	R318	R82				
fanorenana sekoly	R145	R344	R26	R319	R83				
fiarovana ny vahoaka	R146	R345	R261	R32	R84				
fifanekena ENF	R147	R346	R262	R320	R85				
filaminana ara-politika	R148	R347	R263	R321	R86				
fitantanana tsara	R149	R349	R264	R323	R87				
fitaovam-pianarana maimaimpoana	R15	R35	R265	R324	R88				
tsy firaharahiana	R150	R350	R267	R325	R89				
fizarana fiara tsy mataho-dalana isam-baravarana	R151	R355	R268	R328	R9				
hopitaly	R152	R356	R269	R329	R90				
orin'asan'ny voatabia Analavory	R153	R357	R27	R33	R91				
Tsy misy ambara	R351	R358	R271	R330	R95				
	R353	R36	R272	R332	R96				
	R354	R37	R338	R333	R97				
	R342	R340	R339	R335	R98				
	R343	R341	R34	R336	R99				
							Fanatsarana ny fiainan'ny mpampianatra	R10	R253

								Fanavaozana ny JIRAMA	R130	R260
								Antony maro	R132	R266
								Rano madio syfidiovna	R16	R270
								Tsy fiankinan-doha avy any ivelany	R164	R3
								Fanafarana entana maro	R227	R327
								Herinaratra an-tanandehibe	R244	R337
								Fanafoanana ny déléstage	R249	R38
									R57	R52
									R93	R94

TABLEAU 9 : LA POSSIBILITE DE CORRIGER LES DIRIGEANTS

Fihenan'ny lanjam-bola	R75	R342			R64	R332	
Ny rehetra	R348	R62			R377	R336	
Ny tsy fahaiza-manaon'ny mpitondra	R68	R355			R302	R340	
Fahantrana	R285	R356			R303	R341	
Tsy fandriam-pahalemana	R288	R357			R305	R346	
Tsy refesi-mandidy	R289	R37			R307	R353	
Fanatsaran-dalana	R29				R309		
Fampanan-tenana poakaty							
Varo-maizina							
tsy misy ambara	R27			Fanjakana ratsy tantana	R226	R320	R311
	R277			Famonoana olona	R231	R321	R313
				Fanonganam-panjakana	R233	R55	R316
				Kolikoly	R238	R61	R317
				Tsy firaharahiana ireo kilasy sosialy sasany	R24	R66	R318
				Fitiavan-tena	R245	R71	R32
				Fanamparam-pahefana	R247	R74	R300
				Mosary	R254	R75	R105
				Fitrandrahana tsy ara-dalàna	R255	R76	
				Fanodikodinam-bolam-panjakana	R26	R78	
				Fangoronan-tsamy irery ny tsena	R269	R82	
				Fitondran'olom-bitsy	R27	R83	
					R274	R89	
					R276	R90	
					R297	R97	
					R298	R98	
					R30	R134	

TABLEAU 10: CATEGORIE DES INDIVIDUS SELON LEUR AVIS SUR LES MAUVAISES PRATIQUES DES DIRIGEANTS

MAUVAISES PRATIQUES DES DIRIGEANTS	REONDANTS							REONDANTS
Maro ireo tsy fanarahan-dalàna	R10	R187	R345	R269	R148	R170		Tsy mamaly
Fanamparam-pahefana	R100	R188	R346	R27	R149	R171		R1
Manaiky noho ny tahotra sao dia voaongana	R101	R189	R347	R270	R15	R172		R145
Famitahana na fisolokiana	R102	R190	R348	R271	R150	R174		R161
Tsy manana saina sy fahavonovana hihaino	R103	R191	R349	R272	R151	R177		R166
Mpanampatra fahefana	R104	R192	R35	R273	R152	R179		R169
Fanovaovana sy fanolosoloana ny lalàm-panorenana	R105	R193	R350	R274	R153	R18		R173
Fiaraha-miasa iraisam-pirenena	R106	R194	R352	R275	R154	R180		R175
Fifandonana na fifandiram-pahefana	R107	R195	R354	R276	R155	R181		R176
Fanaovana kolikoly	R108	R196	R355	R277	R156	R182		R178
Fitsikerana ny fiasan'ny governemanta teo aloha	R109	R197	R356	R278	R157	R183		R186
Ny momba ny fitsinjaram-pahefana	R111	R198	R358	R279	R158	R184		R19
Be demagozia	R112	R199	R36	R28	R237	R185		R205
Fiankinan-doha be loatra amin'ny any ivelany	R113	R2	R37	R280	R238	R257		R219
Fandanim-bola tsy ampihevarana	R114	R20	R38	R281	R239	R258		R222
Fanodikodinam-bolam-panjakana	R115	R200	R39	R282	R24	R259		R226
Tsy refesi-mandidy	R116	R201	R4	R283	R240	R26		R233
Manao lalao lafi-roa sy mivadi-badika	R117	R202	R40	R284	R241	R260		R288
Manana zom-pirenena roa na maro	R118	R203	R41	R285	R242	R262		R289
Tia tena tafahoatra	R119	R204	R43	R286	R243	R263		R299
Fanafoanana sy faniliana ny mpanohitra	R12	R206	R44	R287	R244	R264		R302
Mampidi-trosa ny firenena	R120	R207	R45	R29	R245	R265		R304
Fangoronan-karena tafahoatra	R121	R208	R46	R290	R246	R266		R307
Fanaovana hosoka	R122	R209	R47	R291	R73	R267		R311
Tsy fitovian-tsaranga	R123	R21	R48	R292	R74	R268		R313
Ratsy fitantanana ny raharaham-bahoaka	R124	R210	R49	R293	R75	R162		R314
Mandainga na mamitaka	R125	R211	R5	R294	R8	R163		R317
Fahavendranana manoloana ny hafetsen'ny vahiny	R126	R212	R50	R295	R80	R164		R320
Tsy mandray mpiasa afa-tsy ny havana sy fianakaviana	R127	R213	R51	R296	R81	R165		R321
Tsy miraharaha ny olom-pirenena	R128	R214	R52	R297	R82	R167		R324
Manitsakitsaka ny lalàm-panorenana	R129	R215	R53	R298	R83	R168		R328
Tsy fanajana ny zo sy fahafahana hiteny	R13	R216	R54	R3	R84	R17		R330
Fitondran'olom-bitsy	R130	R217	R55	R30	R85	R250		R336
Tsy mitana ny teny nomena	R131	R218	R56	R300	R339	R251		R351
Mpanavakavaka	R132	R22	R57	R301	R327	R252		R353
Varo-maizina	R133	R220	R58	R303	R329	R253		R357
Fivarotana tanindrazana amin'ny vahiny	R134	R221	R59	R305	R33	R254		R42
Mangalatra	R135	R223	R6	R306	R331	R255		R71
	R136	R224	R60	R308	R332	R256		R76
	R137	R225	R61	R309	R333	R90		R77
	R138	R227	R62	R31	R334	R92		R78
	R139	R228	R63	R310	R335	R93		R79
	R14	R229	R64	R312	R337	R94		R89
	R140	R23	R65	R315	R338	R95		R91
	R141	R230	R66	R316	R16	R98		R96
	R142	R231	R67	R318	R160	R99		
	R143	R232	R68	R319	R247	R340		
	R144	R234	R69	R32	R248	R341		
	R146	R235	R7	R322	R249	R342		
	R147	R236	R70	R323	R25	R343		
	R88		R72	R325	R86	R344		
	R9			R326	R87	R159		
Tsy manaja ny zon'olombelona	R11	R97						
Ny mpitandro filaminana tsy manaraka ny hetahetan'ny vahoaka	R261							

TABLEAU 11: CLASSIFICATION DES INDIVIDUS SELON LEUR OPINION SUR LES RAISONS ET CONSEQUENCES DES MAUVAISES PRATIQUES DES DIRIGEANTS

RAISONS ET CONSEQUENCES DES MAUVAISES PRATIQUES	REONDANTS					RAISONS ET CONSEQUENCES DES MAUVAISES PRATIQUES	REONDANTS
Fanamparam-pahefana	R10	R142	R210	R262	R311	Tsy manana ambara	R336
Tsy manaja	R100	R143	R211	R263	R312	R1	R339
Be afera maloto	R101	R144	R212	R264	R315	R109	R340
Tsy fisian'asa be loatra	R102	R146	R213	R265	R316	R145	R351
Fanjanahana maoderina	R103	R148	R214	R266	R318	R160	R353
Fifandiran'ny samy mpitondra	R104	R149	R215	R267	R319	R161	R357
Afera maizina sy kolikoly	R105	R15	R218	R268	R32	R165	R42
Fanonganam-panjakana	R106	R150	R22	R269	R322	R166	R50
Matahotra ny ho voaongana	R107	R151	R220	R27	R323	R170	R52
Mora kivy	R108	R152	R221	R270	R325	R172	R59
Miankin-doha loatra	R11	R153	R223	R271	R326	R175	R60
Tsy milamina ny governemanta	R111	R154	R224	R272	R327	R176	R71
Potikan'ny firenena	R113	R155	R227	R273	R329	R178	R76
Tsy mampandroso afa-tsy ny toeram-piaviany fotsiny ny mpitondra	R114	R156	R228	R274	R331	R179	R77
Fanam-param-pahefana tafahoatra	R115	R157	R229	R275	R332	R181	R78
Variana amin-javatra hafa fa tsy ny firenena	R116	R158	R23	R276	R333	R183	R79
Fitiava-tena	R117	R159	R230	R277	R334	R184	R89
Mampidi-trosa ny firenena	R118	R16	R231	R278	R337	R185	R91
Fangoronan-karena	R119	R162	R232	R279	R338	R186	R92
Fandaniana ireo harena	R12	R163	R234	R28	R34	R187	R93
Vono olona	R120	R164	R235	R280	R341	R188	R96
Tsy firaharahiana ny mponina	R121	R167	R237	R281	R342	R189	R110
Tsy mivaky loha amin'ny fiainan'ny vahoaka	R122	R168	R238	R282	R343	R19	R112
Tsy miraharaha ny hadisoana vitan'ny teo aloha fa mamerina ihany	R123	R17	R239	R284	R344	R204	R131
Manao zavatra tsy voafaritra mazava tsara	R124	R171	R24	R287	R345	R205	
Tsy fahaiza-manaon'ireo mpitarika	R125	R173	R240	R29	R346	R219	
Tsy fitovian-tsaranga	R126	R174	R241	R290	R347	R222	
Manjaka ny tsy fandriam-pahalemana	R127	R177	R243	R291	R348	R225	
Be fialonana	R128	R18	R245	R292	R349	R226	
Tsy misy famatsiam-bola	R129	R180	R246	R293	R35	R233	
Tsy misy fialam-boly	R13	R182	R247	R294	R350	R236	
Tsy ampy fifaneraserana	R130	R190	R248	R295	R352	R242	
Tsy manana fahavononana	R132	R191	R249	R296	R354	R244	
Ratsy fitatanana	R133	R192	R25	R297	R355	R283	
Ratsy fitondra	R134	R193	R250	R298	R356	R285	
Tsy mihevitra ny mponina	R135	R194	R251	R3	R358	R286	
Manovaova ny politikam-pitatanana	R136	R195	R252	R30	R36	R288	
Tsy manaja ny rafitry ny governemanta	R137	R196	R253	R300	R37	R289	
Tsy fisian'ny mangaraharana	R138	R197	R254	R301	R38	R299	
Olom-bitsy no mitondra	R139	R198	R255	R303	R39	R302	
Manery	R14	R199	R256	R305	R4	R304	
Fahantrana mihoa-pampana	R140	R2	R257	R306	R40	R307	
Mahantra ny firenena	R141	R20	R258	R309	R41	R308	
Tsy mihevitra afats'izay hahalany	R57	R200	R259	R31	R43	R310	
Tsy misy vinavinam-pandrosoana aratoekarena	R58	R201	R26	R86	R44	R313	
Propagandy	R6	R202	R260	R87	R45	R314	
Manavakakava-bolo-koditra	R61	R203	R261	R88	R46	R317	
Tsy mahavalisoa	R62	R206	R69	R9	R47	R320	
Mihena ny fanondranana entana makany ivelany	R63	R207	R7	R90	R48	R321	
Mijaly ny vahoaka	R64	R208	R70	R94	R49	R324	
Be fakam-panahy	R65	R209	R74	R95	R5	R328	

Fifandrahesana ara-poko	R66	R21	R75	R97	R51		R33	
Mireharehana sy mpidoka tena	R67	R85	R8	R98	R53		R330	
Manitsakitsaka ny lalàna	R68	R83	R80	R99	R54		R335	
		R84	R81	R82	R55			
					R56			
Tsy misy fitsin-jaram-pahefana	R147							
Fahavoazana hoan'ny firenena	R73							
Mivarotra tanin-razana amin'ny vahiny								

TABLEAU 11 : GENRE DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITE NECESSAIRES POUR LES DIRIGEANTS

Madagascar	R323		Livre	R161
			ENAM	R79
				R164
				R79
Teolojia	R101		Governemanta	R67
Etika (éthique)	R61		Ny rehetra	R132
Ireo olana	R83		Filoham-pirenena sy ny vahoaka	R107
Zo sy Lalàna	R79			R109
Fandraharahana	R134			R111
Sosiolojia	R147			R121
Ny zava-miseho	R332			R358
Toekarena	R10			
Ny zavatra ilaina	R16			
	R33			
	R34			
	R34			

TABLEAU 12 : DETERMINATION DU PREMIER RESPONSABLE DE LA PAUVRETE

I Frantsa	R275	R319	R267			R271	R290	
Ireo vazaha vahiny	R257	R32	R272		Ny rehetra	R121	R163	R182
Ny mponina sy ny Filoham-pirenena	R223	R320	R86		Ny Filoham-pirenena sy ny vahoaka	R122	R164	R183
Ny Filoha sy ny olom-pirenena	R82	R246	R96			R123	R165	R184
Ny Filohan'ny repoblika	R83	R248	R86			R124	R166	R188
Ny vahoaka sy ny Filohan'ny repoblika	R84	R251				R125	R167	R193
Ny Filoham-pirenena	R84	R255				R233		R205
Ireo mpamatsy vola	R85	R256						
FMI, BM, UE, ONU		R26						
Ny mponina	R244	R66	R310			R221	R260	
Ny manam-pahaizana sy ny vahoaka ary ny governemanta	R245	R67	R311		Ny Filoham-pirenena sy ny governemanta		R290	
Ny governemanta	R246	R68	R312				R291	
Ny Filoha	R247	R69	R313				R10	
Ny vahoaka	R248	R7	R314				R292	
	R25	R70	R315				R293	
	R250	R71	R316				R294	
	R251	R72	R317				R295	
	R253	R87	R318					
	R255	R88	R 259					
	R256	R89						
	R221	R9	R225					

TABLEAU 13 : DROITS DE L'HOMME BAFOUES A CAUSE DE LA PAUVRETE

Fahafahana	R49	R314		Ny fisainana ara-moraly	R97	R25	
Zom-pirenena	R318	R315		Moraly	R255	R250	
Malagasy	R319	R316		Zo ara-kolotsaina	R256	R251	
Ireo lova	R32	R317		Fahantrana		R253	
				Fitrandrahana ny harem-pirenena			R153
				Ireo Tany			R95

TABLEAU 14 : CONVERGENCE DES SOUHAITS, ASPIRATION, REVES DES DIRIGEANTS ET DES MALGACHES

Ny fividianana	R49	R80	R271		Ny fitomboan-karena	R297	R250	
Afrique	R44	R353	R185			R243	R64	R31
Fanalehibeazana	R48	R356	R186			R244	R66	R310
Fambolena sy fiompiana	R49	R357	R19			R245	R67	R311
Fanatsarana	R51	R38	R190			R246	R68	R312
Fitiavana	R62	R42	R191			R247	R69	R313
Ny vola	R66	R45	R192			R248	R7	R314
	R67	R47	R194			R25	R70	R315
	R69		R214				R71	
Fahendrena	R23	R265	R341		Ny soa	R153	R54	R316
Salama	R230	R266	R342		Fako	R70	R56	R217
Karama	R231	R267	R343			R73	R60	R218
Fahasalamana	R232	R268	R344			R74	R71	R22
Fanavotana	R233	R269	R346			R75		R226
Fandriam-pahalemana	R234	R27	R347					
Sosialy	R235	R270	R348					
Fiaraha-monina	R236		R349					
Hetahetam-po								
Firaisan-kina								
Lalan-kivoahana								
Miroso								

TABLEAU 15: CLASSIFICATIONS DES INDIVIDUS SELON LEURS REPONSES SUR LE PROBLEME FONDAMENTAL DE LA PAUVRETE DU PEUPLE MALGACHE

LE PROBLEME FONDAMENTAL DE LA PAUVRETE DU PEUPLE MALGACHE	REONDANTS					LE PROBLEME FONDAMENTAL DE LA PAUVRETE DU PEUPLE MALGACHE	REONDANTS	
Fanonganam-panjakana	R117	R338				Fifandonana	R308	R134
Famotehana ireo drafitr'asa na foto-drafitr'asa	R14	R343				Ambany dia ambany ny vidin'ny voankazo sy legioma	R334	R15
Fanamparam-pahefana ataon'ny governemanta	R148	R346				Fanovana matetika ny mpitondra	R341	R16
Fanabeazana ny ankizy	R21	R63				Ny zava-misy iainan'ny firenena		R170
Tsy fahampian'ny fitaovana enti-miasa	R228	R66				Ny tsy fahalalana ny zava-misy marina		R171
Tsy manana fahavononana hanao zavatra	R264					Miankin-doha loatra amin'ny vahiny amin'ny asa fampiharana		R259
Mijery fotsiny ny hadisoana ataon'ireo mpitondra	R271					Tsy fahampian'ny tinady		R265
						Fitantanana tsy mahomby		R266
						Fandikan-dalàna		R307
Tsy ampy ny karama	R1	R142	R193	R248	R312	Fifandonam-pahefana	R101	R8
Tsy fahaizan-taratasy	R10	R143	R194	R249	R313	Famerana ny tsena voarara	R18	
Fiovaovan'ny toetr'andro	R100	R144	R195	R25	R314		R258	

LE PROBLEME FONDAMENTAL DE LA PAUVRETE DU PEUPLE	REpondants					LE PROBLEME FONDAMENTAL DE LA PAUVRETE DU PEUPLE	REpondants	
Maro ny tsy an'asa	R102	R145	R196	R251	R315	Maro loatra ny zaza ateraka	R26	
Ny fihetsika	R103	R146	R197	R252	R316	Kevoka sy mpidoka-tena	R268	
Kolikoly	R104	R147	R198	R253	R317	Fampitoviana ny vola vahiny	R276	
Fitiavan-tena	R105	R149	R199	R254	R318		R325	
Fangoronan-karena	R106	R150	R2	R255	R319		R358	
Toe-tsaina tsy tia karokaroka	R108	R151	R20	R256	R32			
Fampanantenana poakaty ataon'ny mpitondra	R109	R152	R200	R257	R320			
Mosalahy sy kamo	R11	R153	R201	R260	R321			
Tsy misy afa-tsy ny hahazoana ny haninkohanina anio ihany	R110	R154	R202	R261	R322			
Tsy fahalalana ny marina	R111	R155	R203	R262	R323			
Tsy fitoviana	R112	R156	R204	R263	R324			
Krizy ara-bola sy toekarena	R113	R157	R205	R267	R326			
Tsy fandriam-pahalemana	R114	R158	R206	R269	R327			
Tsy fandraisana andraikitra	R115	R159	R207	R27	R328			
Tsy fisian'ny fifampiresahana eo amin'ny mpitondra sy ny vahoaka	R116	R160	R208	R270	R329			
Tsy ampy famantsiam-bola	R118	R161	R209	R272	R33			
Diso safidy amin'izay ho mpitondra	R119	R162	R210	R273	R330			
Fomba fisainana	R12	R163	R211	R274	R331			
Fanatontoloana	R120	R164	R212	R275	R332			
Fahatahorana ireo mpitondra	R121	R165	R213	R277	R333			
Ny politikam-panjakana	R122	R166	R214	R278	R335			
Olana eo amin'ny tsena	R123	R167	R215	R279	R336			
Tsy manan-kavaly	R124	R168	R216	R28	R337			
Fanjana ny fomban-drazana	R125	R169	R217	R280	R339			
Ny rindran-damina ampiharin'ny governemanta	R126	R17	R218	R281	R34			
Ireo zotram-pifandraisana	R127	R172	R219	R282	R340			
	R128	R173	R22	R283	R342			
	R129	R174	R220	R284	R344			
	R13	R175	R221	R285	R345			
	R130	R176	R222	R286	R347			
	R131	R177	R223	R287	R348			
	R132	R178	R224	R288	R349			
	R135	R179	R225	R289	R35			
	R136	R180	R226	R29	R350			
	R137	R181	R227	R290	R351			
	R138	R182	R229	R291	R352			
	R139	R183	R23	R292	R353			
	R140	R184	R230	R293	R354			
	R141	R185	R231	R294	R355			
	R301	R186	R232	R295	R356			
	R302	R187	R233	R296	R357			
	R303	R188	R234	R297	R36			
	R304	R189	R235	R298	R37			
	R305	R19	R236	R299	R39			
	R306	R190	R237	R3	R4			
	R309	R191	R238	R30	R40			
	R31	R192	R239	R300	R41			
	R310	R71	R24	R57	R42			
	R311	R72	R240	R59	R43			
	R86	R73	R241	R6	R44			
	R87	R74	R242	R60	R45			
	R88	R75	R243	R62	R46			
	R89	R76	R244	R64	R48			
	R90	R77	R245	R65	R49			

	R92	R78	R246	R67	R5			
	R93	R79	R247	R68	R50			
	R94	R80	R54	R69	R51			
	R95	R81	R55	R7	R52			
	R96	R82	R56	R70	R53			
	R97	R83	R99					
	R98	R85						

TABLEAU 16: REPARTITION DES INDIVIDUS SELON LEURS REPONSES SUR LE PROBLEME FONDAMENTAL PREOCCUPANT LES DIRIGEANTS

LE PROBLEME FONDAMENTAL PREOCCUPANT LES DIRIGEANTS	REpondants						LE PROBLEME FONDAMENTAL PREOCCUPANT LES DIRIGEANTS	REpondants	
Fampanantenana poakaty sy lainga	R1	R152	R21	R256	R342	R8	Tsy manan-kevitra	R311	R109
Fanamparam-pahefana	R10	R153	R210	R257	R343	R80	Fanodikodinana ny volam-panjakana	R312	R116
Fanafoanana ny trosan'ny governemanta teo aloha	R100	R154	R211	R258	R345	R81	Fahafahana	R315	R131
Miandry ny ezaky ny vahoaka	R101	R157	R212	R259	R346	R82	Fanerena avy any ivelany	R316	R135
Fiaraha-miasa amin'ny any ivelany	R102	R158	R213	R26	R347	R84	Fikatsahana ny fampandrosoana	R319	R137
Fanjanahana ankolaka ataon'ny vahiny	R103	R159	R214	R260	R348	R87		R32	R145
Fifandirana eo amin'ny samy mpitondra	R104	R16	R215	R261	R349	R88		R320	R146
Kolikoly	R105	R160	R216	R262	R350	R89		R324	R156
Tahotry ny tsy hanam-pahefana	R106	R161	R218	R263	R352	R9		R325	R162
Krizy	R107	R163	R219	R264	R354	R90		R326	R168
Miankina amin'ny any ivelany	R108	R164	R22	R265	R355	R91		R330	R169
Diplomasia	R11	R165	R220	R266	R356	R92		R332	R173
Fitiavan-tena	R110	R166	R221	R267	R358	R93		R333	R174
Fangoronan-karena	R111	R167	R222	R269	R36	R94		R336	R175
Fitiavam-bola	R112	R17	R224	R27	R37	R95		R339	R178
Tsy firaharahiana ny filan'ny vahoaka	R113	R170	R225	R270	R38	R97		R340	R186
Tsy fahaiza-manao	R114	R171	R227	R271	R39	R98		R351	R19
Tsy misy famatsiam-bola	R115	R172	R228	R272	R4	R99		R353	R192
Tsy fahaiza-mitantana	R117	R177	R229	R273	R40	R308		R357	R194
Tsy firaharahiana	R119	R179	R23	R274	R41	R309		R42	R199
Tsy fahaizana Politika	R12	R180	R230	R275	R43	R31		R48	R200
Maka tahaka ny mpitondra teo aloha	R120	R182	R231	R276	R44	R314		R60	R206
Varina mivahiny any ivelany fotsiny	R121	R183	R232	R277	R45	R317		R72	R207
Manao varo-maizina	R122	R184	R234	R278	R46	R318		R73	R217
Mirehareha sy midera tena	R124	R185	R235	R279	R49	R322		R74	R223
	R125	R188	R236	R28	R5	R323		R83	R226
	R126	R189	R238	R281	R50	R327		R96	R233
	R127	R190	R239	R284	R51	R328		R289	R237
	R128	R191	R24	R285	R52	R329		R297	R253
	R13	R193	R240	R286	R53	R331		R3	R280
	R130	R195	R241	R287	R54	R334		R30	R282
	R132	R196	R242	R29	R55	R335		R305	R288
	R133	R197	R243	R291	R56	R337		R306	

	R134	R198	R244	R292	R57	R338			R310	
	R136	R20	R245	R293	R58	R34				
	R138	R201	R246	R294	R59	R341				
	R139	R202	R247	R295	R6	R67				
	R14	R203	R248	R296	R61	R69				
	R141	R204	R249	R298	R62	R7				
	R142	R205	R25	R299	R63	R70				
	R143	R208	R250	R300	R65	R71				
	R144	R209	R251	R301	R66	R75				
	R148	R15	R254	R302	R303	R78				
	R149	R150	R255		R304	R79				
		R151			R307					
Matahotra ny ho fehezin'ny lalàna	R118	R283								
Ny fananana iombonana	R123	R290						Ireo fanampiana iraisam-pirenena	R147	R68
Ny tsy fananan'asa	R140	R313						Ireo mpamatsy vola	R155	R76
Ny fanabeazana	R176	R321						Fifandonan-kevitra	R18	R77
Fidedahana	R187	R33						Ny lalàna iraisam-pirenena	R2	R35
		R85						Ny fomba fisainana	R252	R129
		R86						Fatahorana ny vahiny	R268	
								Ny fivavahana	R344	
								Ny paika enti-miady	R47	
								Fanitsakitsahana ireo lalàna	R64	

TABLEAU 17: LA REPARTITION DES INDIVIDUS SELON LEURS REPOSES SUR LE GENRE DE COMPTE-RENDU QUE LE DIRIGEANT DOIT APPORTER A SON PEUPLE

LE GENRE DE COMPTE-RENDU QUE LE DIRIGEANT DOIT APPORTER A SON PEUPLE			REpondants						LE GENRE DE COMPTE-RENDU QUE LE DIRIGEANT DOIT APPORTER A SON PEUPLE	REpondants		
Fitantanana maharitra	R276	R165	R26	R215	R103	R315	R357		Mpitondra mendrika	R177	R345	R282
Mpanarahan-dalàna	R225	R167	R163	R295	R104	R123	R42		Manana fahafaha-mihaino	R1	R346	R284
Tsy manan-kevitra	R238	R169	R117	R141	R107	R220	R49		Fahaiza-mitantana	R10	R347	R286
Mpanome fahalalahana	R335	R178	R225	R64	R108	R221	R54		Fahaiza-mitondra	R102	R348	R287
Manaja ny zon'olombelona	R107	R183	R238	R81	R109	R300			Manana paik'ady mazava	R105	R350	R29
Mahay mampitovy	R112	R186	R26	R3	R110	R105	R12		Tsy misy izany	R106	R355	R290
Fitondrana voarindra	R103	R188	R276	R153	R111	R152	R262		Mahafehy ny kaonty	R11	R358	R292
Mahay mitantana	R128	R190	R171	R63	R128	R184	R62		Mampanjaka ny demokrasia	R115	R38	R295
Mahafa-po ny olom-pirenena	R108	R189	R335	R343	R112	R157	R113		Mahalala tsara ny mponina	R113	R36	R293
Fanjakana tsara tantana	R110	R19	R170	R45	R117	R161	R342		Mandray ny hevitra ny olom-pirenena	R114	R37	R294
Mamome lanja ny hevitra ny olom-pirenena	R131	R191	R308	R9	R131	R187	R124		Mpahay toekarena	R116	R39	R296
Mahafehy ny	R144	R192	R309	R39	R144	R201	R140		Mahay mitsinjara	R118	R4	R297

toekarena												
Mpitondra revolisiona	R145	R193	R333		R145	R205	R217		Manao ny zavatra rehetra hoan'ny fampandrosoana	R119	R40	R3
Mahay mihaino	R146	R194	R132		R146	R212	R297		Mahay miahny ny olona	R12	R41	R30
Manan-karena	R158	R195	R34	R247	R158	R213	R75		Fahaiza-mandrindra fitondrana	R120	R43	R300
Manana fahafahana	R160	R196	R80	R302	R160	R286	R150		Manana fahafahana	R121	R44	R301
Olona mangarahara	R162	R197	R4	R23	R162	R293	R155		Mpanome fahalalahana	R122	R45	R302
Manaja ny lalàna	R344	R202	R151	R260	R163	R319	R350		Mendrika	R123	R46	R304
Olo-mendrika	R227	R204	R168	R273	R165	R348	R41		Mpanara-dalàna	R124	R47	R306
Fitantanana maharitra	R337	R206	R20	R279	R167	R44	R47		Manaja ny zo maha-olona	R125	R48	R308
Mpanara-pitsipika	R129	R207	R234	R284	R169	R68	R341		Olo-manan-kaja	R126	R5	R309
Tsotra	R130	R211	R242	R29	R175	R121	R257		Mpampivoatra	R127	R50	R31
Manana paik'ady	R133	R218	R270	R84	R178	R173	R126		Manan-katao	R129	R51	R310
Mpiaro	R136	R219	R292	R8	R183	R176	R143		Mahafa-po ny olona	R13	R52	R311
Manao zay rehetra hampandroso	R142	R231	R301	R119	R186	R208	R310		Mpiaro	R130	R53	R312
Mahafantatra ny mponina	R159	R236	R306	R251	R188	R209	R149		Azo iaraha-monina	R132	R55	R315
Demokraty	R17	R237	R43	R114	R189	R214	R40		Olon'ny mangarahara	R133	R56	R318
Mahay mitondra	R181	R241	R50	R95	R19	R228	R355			R134	R57	R319
Olona manaja ny hafa	R198	R246	R55	R156	R190	R239	R358			R135	R58	R32
Azo ifandraisana	R200	R283	R91	R48	R191	R244	R277			R136	R59	R320
Tsy manan-kavaly	R203	R288	R222	R111	R192	R282	R25			R137	R6	R323
Fitondrana manahaka ny an'i Etazonia	R216	R289	R100	R177	R193	R294	R271		Lalàm-panorenana voapetraka tsara	R138	R61	R327
Lalàm-panorenana mety tsara	R249	R291	R101	R1	R194	R311	R275		R252	R139	R62	R328
Mahay mitatam-bola	R253	R298		R10	R195	R32	R327		R35	R14	R63	R329
Fitondrana toin'ny any Amerika	R259	R299	R224	R36	R196	R338	R61		R2	R140	R64	R331
Tsy misy izany	R296	R303	R115		R197	R52	R27			R141	R65	R333
	R312	R305	R323		R202	R66	R331			R142	R66	R334
	R70	R307	R118		R204	R137	R122			R143	R67	R336
	R223	R313	R229	R125	R206	R210	R138			R147	R68	R337
	R13	R314	R235	R21	R207	R24	R154			R148	R7	R338
	R134	R316	R334	R232	R211	R254	R22			R149	R70	R339
	R14	R317	R346	R245	R218	R255	R250			R15	R72	R34
	R166	R321	R164	R248	R219	R347	R272			R150	R74	R341
	R179	R322	R278	R261	R231	R67	R328			R151	R75	R342
	R180	R324	R28	R53	R236	R74	R46			R152	R77	R343
	R182	R325	R37	R56	R237	R82	R58			R153	R78	R344
	R185	R326	R106	R78	R241	R148	R77			R154	R8	R180
	R226	R33	R7	R87	R246	R267	R83			R155	R80	R181
	R240	R330	R199	R147	R283	R266	R102			R156	R81	R182
	R263	R332	R329	R120	R285	R172	R49			R157	R82	R184
	R264	R340	R72	R90	R288	R230	R54			R159	R83	R185
	R281	R349	R256	R269	R289	R135	R60			R16	R84	R187
	R304	R351	R6	R57	R291	R258	R69			R161	R87	R198
	R31	R352	R5	R15	R298	R116	R71			R164	R9	R199
	R318	R353	R127	R265	R299	R18	R73			R166	R90	R20
	R336	R354	R16	R330	R303	R268	R76			R168	R91	R250
	R38	R356	R174	R274	R305	R243	R79			R17	R95	R251
	R59	R357	R339	R11	R307	R51	R85			R170	R249	R253
	R351	R42	R345	R2	R313	R139	R86			R171	R25	R254
	R352	R85	R175	R233	R314	R280	R88			R172		R255
	R353	R86	R285	R35	R316	R30	R89			R173		R256

	R354	R88	R104	R988	R317	R60	R92			R174		R257
	R356	R89	R100	R287	R321	R69	R93			R176		
	R332	R92	R101	R290	R322	R71	R94			R179		
	R340	R93	R988	R320	R324	R73	R96			R18		
	R349	R94	R99	R99	R325	R76	R97					
		R96	R109	R252	R326	R79						
		R97			R33							

TABLEAU 18: CLASSIFICATION DES INDIVIDUS SELON LEURS AVIS SUR LES CAUSES POUSSANT LES DIRIGEANTS A NE PAS FAIRE DES COMPTE-RENDUS

CAUSES POUSSANT LES DIRIGEANTS A NE PAS FAIRE DES COMPTE-RENDUS	REPONDANTS								CAUSES POUSSANT LES DIRIGEANTS A NE PAS FAIRE DES COMPTE-RENDUS	REPONDANTS
Ny hetahetan'ny vahoaka	R127			R237	R214	R98	R39		Ny tsy fifanarahana-kevitry ny mpitondra	R256
Ny tatitra momba ireo fivoriana	R129	R85	R117	R264	R298	R210	R40			R6
Fifanakalozan-kevitra amin'ny any ivelany	R13	R9	R337	R129	R251	R295	R94			
Fifandraisana amin'ny any ivelany	R130	R90	R221	R341	R215	R249	R5			
Ny momba ireo harena ankibon'ny tany	R132	R94	R63	R342	R49	R211	R257			
Ny momba ny ara-bola	R133	R97	R223	R274	R216	R45	R198			
Ny tena zava-misy	R134	R98	R101	R80	R217	R126	R12			
Ny tena marina	R135	R312	R68	R81	R232	R113	R293			
Ireo zava-bita	R136	R105	R266	R343	R299	R114	R111			
Ireo sakana isan-karazany	R137	R237	R3	R275	R56	R115	R43			
Ireo vonoan'olona	R138	R238	R30	R161	R3	R230	R263			
Ireo tanjona tiana ho tratrarina	R139	R239	R52	R273	R218	R25	R234			
Ireo paik'adim-pampandrosoana	R14	R24	R304	R219	R135	R309	R2			
Fampanarahana manaraka ny vanim-potoana ireo lalàna Valona	R140	R240	R104	R157	R30	R267	R20			
Fanatanterahana ireo hetahetampon'ny olom-pirenena	R141	R241	R132	R159	R300	R31	R201			
Ny karaman'ny filohampirenena	R142	R242	R50	R16	R301	R296	R203			
Ny toerana misy ara-piaraha-monina	R143	R300	R134	R236	R302	R130	R205			
Ny momba ireo harena ankibon'ny tany	R148	R309	R66	R10	R67	R46	R112			
Ireo vono olona	R149	R31	R48	R101	R119	R297	R208			
Ireo tanjona tiana ho tratra	R15	R220	R127	R102	R243	R334	R125			
Ny zava-bita	R152	R114	R118	R103	R244	R212	R224			
Ny paika entina hampandrosoana ny firenena	R153	R115	R133	R104	R248	R221	R97			
Ny karaman'ny Filoha	R156	R119	R139	R108	R251	R24	R21			
Fanaovana tatitra momba ireo fivoriana	R154	R117	R136	R106	R249	R213	R244			
Fanatanterahana ny sitrakin'ny vahoaka	R155	R118	R138	R107	R25	R47	R209			
Ny fepetra misy ny fiaraha-monina	R157	R12	R14	R110	R252	R62	R248			
Ny fifandraisana amin'ny any ivelany	R159		R120	R140	R111	R253	R108	R44		
Ny toe-bola	R16		R121	R141	R112	R254	R18	R51		
Ny zava-misy	R161		R122	R142	R113	R255	R13	R52		
Ny tena marina	R164		R123	R7	R278	R257	R37	R56		
Ireo olana sy sakatsakana isankarazany	R165		R124	R143	R279	R258	R240	R57		
Fampanarahana ny vanimpotoana ireo lalàna	R166		R125	R148	R28	R259	R180	R59		
	R168		R126	R149	R280	R26	R292	R61		

	R17	R345	R268	R308	R260	R260	R62		
	R170	R82	R120	R281	R262	R181	R63		
	R171	R346	R15	R282	R263	R241	R65		
	R172	R85	R310	R32	R264	R110	R66		
	R173	R26	R72	R284	R265	R242	R67		
	R174	R318	R253	R348	R266	R90	R68		
	R179	R121	R269	R29	R267	R188	R7		
	R18	R164	R262	R333	R268	R123	R72		
	R180	R22	R270	R170	R269	R243	R77		
	R181	R347	R57	R220	R270	R124	R8		
	R188	R265	R254	R23	R271	R189	R80		
	R189	R227	R222	R102	R272	R34	R81		
	R198	R9	R271	R291	R273	R341	R82		
	R2	R238	R258	R122	R274	R342	R83		
	R20	R165	R311	R35	R275	R343	R311		
	R201	R276	R222	R171	R276	R345	R318		
	R203	R166	R77	R51	R278	R346	R32		
	R205	R168	R103	R172	R279	R347	R333		
	R208	R17	R252	R239	R28	R348	R334		
	R209	R228	R152	R173	R280	R35	R337		
	R21	R229	R312	R174	R281	R37	R338		
	R210	R23	R8	R179	R282	R39	R339		
	R211	R230	R255	R65	R284	R40	R302		
	R212	R232	R310	R228	R29	R43	R304		
	R213	R233	R106	R233	R291	R44	R306		
	R214	R234	R301	R153	R292	R45	R308		
	R215	R235	R229	R61	R293	R46	R272		
	R216	R236	R235	R154	R295	R47	R10		
	R217	R223	R306	R155	R296	R48	R34		
	R218	R224	R259	R156	R297	R49	R338		
	R219	R227	R59	R107	R298	R5	R339		
	R22				R299	R50			
Tsy manan-kevitra	R4	R1	R60	R358	R202	R225	R353	Tatitra momba ireo fiofanana	R151
Ny toerana misy ny governemanta	R1	R100	R64	R38	R204	R226	R354	Fifandraisan'ny mpitondra sy ny vahoaka	R245
Ny tsy fifanarahan'ny mpitondra	R116	R105	R69	R4	R206	R231	R355	Ny fepetra iainan'ny governemanta	R294
Ny fifandraisan'ny vahoaka sy ny mpitondra	R128	R109	R70	R41	R207	R246	R356		R36
Tatitra momba ireo fihofanana	R131	R11	R71	R42	R225	R247	R357		R53
Ny fifanakalozana amin'ny any ivelany	R144	R116	R73	R54	R226	R250	R358		
Ny hevitra ny vahoaka	R145	R128	R74	R55	R231	R261	R38		
	R146	R131	R75	R58	R246	R27	R41		
	R147	R137	R76	R60	R247	R277	R42		
	R150	R144	R78	R64	R250	R283	R54		
	R158	R145	R79	R69	R261	R285	R55		
	R160	R146	R84	R70	R27	R286	R58		
	R162	R147	R86	R71	R277	R287	R344		
	R163	R150	R87	R73	R283	R288	R349		
	R167	R158	R88	R74	R285	R289	R350		
	R169	R160	R89	R75	R286	R290	R351		
	R175	R162	R91	R76	R287	R303	R352		
	R176	R163	R92	R78	R288	R305	R353		
	R177	R167	R93	R79	R289	R307	R354		
	R178	R169	R95	R83	R290	R313	R355		
	R182	R175	R96	R84	R303	R314	R356		
	R183	R176	R99	R86	R305	R315	R357		
	R184	R177	R11	R87	R307	R316	R331		
	R185	R178	R109	R88	R313	R317	R332		
	R186	R182	R100	R89	R314	R319	R335		
	R187	R183	R245	R91	R315	R320	R336		
	R19	R184	R294	R92	R316	R321	R340		
	R190	R185	R53	R93	R317	R322	R327		
	R191	R186	R36	R95	R319	R323	R328		

	R192	R187	R151	R96	R320	R324	R329		
	R193	R19	R256	R99	R321	R325	R33		
	R194	R190	R6	R336	R322	R326	R330		
	R195	R191	R200	R340	R323	R327	R195		
	R196	R192	R202	R344	R324	R328	R196		
	R197	R193	R204	R349	R325	R329	R197		
	R199	R194	R206	R350	R326	R33	R199		
			R207	R351	R331	R330	R200		
				R352	R332				

TABLEAU 20 : CATEGORISATION DES INDIVIDUS SELON LEURS OPINIONS SUR LA DEFINITION DE BONNE GOUVERNANCE

DEFINITION DE BONNE GOUVERNANCE	REONDANTS							DEFINITION DE BONNE GOUVERNANCE	REONDANTS		
Fitantanana maharitra	R276	R165	R26	R215	R103	R315	R357	Mpitondra mendrika	R177	R345	R282
Manaja fitsipika	R225	R167	R163	R295	R104	R123	R42	Mahay mihaino	R1	R346	R284
Tsy mahavaly	R238	R169	R117	R141	R107	R220	R49	Tsara fitantanana	R10	R347	R286
Mamaly ny fanirian'ny olom-pirenena	R335	R178	R225	R64	R108	R221	R54	Fanjakana tsara tantana	R102	R348	R287
Manaja ny zo maha-olona	R107	R183	R238	R81	R109	R300		Tsara paik'ady	R105	R350	R29
Mahay mitsinjara	R112	R186	R26	R3	R110	R105	R12	Tsy misy izany	R106	R355	R290
Fitondrana voarindra	R103	R188	R276	R153	R111	R152	R262	Mahay mitantana kaonty	R11	R358	R292
Fanjakana tsara tantana	R110	R19	R170	R45	R117	R161	R342	Manaiky ny hevitra ny olom-pienena	R114	R37	R294
	R108	R189	R335	R343	R112	R157	R113	Mihaino ny mponina	R113	R36	R293
Fahaiza-mitantana	R128	R190	R171	R63	R128	R184	R62	Demokraty	R115	R38	R295
Manome lanja ny fanam-pahankevitra ny vahoaka	R131	R191	R308	R9	R131	R187	R124	Ekonomista	R116	R39	R296
Ekonomista	R144	R192	R309	R39	R144	R201	R140	Tsy miangatra	R118	R4	R297
Mampivoatra	R145	R193	R333		R145	R205	R217	Manao ny fomba rehetra hoamin'ny fampamandrosoana	R119	R40	R3
Afaka mihaino	R146	R194	R132		R146	R212	R297	Tsara fanahy	R12	R41	R30
Manana	R158	R195	R34	R247	R158	R213	R75	Fanjakana voarindra tsara	R120	R43	R300
Tsy voageja	R160	R196	R80	R302	R160	R286	R150	Tsy voateritery	R121	R44	R301
Mangarahara	R162	R197	R4	R23	R162	R293	R155	Mpanafaka	R122	R45	R302
Manaja lalàna	R344	R202	R151	R260	R163	R319	R350	Mendrika	R123	R46	R304
Mendrika	R227	R204	R168	R273	R165	R348	R41	Manara-dalàna	R124	R47	R306
Fitantanana maharitra	R337	R206	R20	R279	R167	R44	R47	Mitandro ny zon'olombelona	R125	R48	R308
Manara-pitsipika	R129	R207	R234	R284	R169	R68	R341	Mpanaja olona	R126	R5	R309
Généreux	R130	R211	R242	R29	R175	R121	R257	Révolutionnaire	R127	R50	R31
Bonne stratégie	R133	R218	R270	R84	R178	R173	R126	Riche	R129	R51	R310
Sécurisé	R136	R219	R292	R8	R183	R176	R143	Satisfaction des citoyens	R13	R52	R311
Fait tout pour le développement	R142	R231	R301	R119	R186	R208	R310	Transparent	R130	R53	R312
Connaissant la population	R159	R236	R306	R251	R188	R209	R149	Sociable	R132	R55	R315
Démocrate	R17	R237	R43	R114	R189	R214	R40		R133	R56	R318
Bon dirigeant	R181	R241	R50	R95	R19	R228	R355		R134	R57	R319
Respectueux	R198	R246	R55	R156	R190	R239	R358		R135	R58	R32
Sociable	R200	R283	R91	R48	R191	R244	R277		R136	R59	R320
RAS	R203	R288	R222	R111	R192	R282	R25		R137	R6	R323

Bonne constitution	R216	R289	R100	R177	R193	R294	R271	Bonne constitution	R138	R61	R327
Comptable	R249	R291	R101	R1	R194	R311	R275	Gouvernance identique à celle des USA	R139	R62	R328
Cela n'existe pas	R253	R298		R10	R195	R32	R327	R35	R14	R63	R329
	R259	R299	R224	R36	R196	R338	R61	R2	R140	R64	R331
	R296	R303	R115		R197	R52	R27	R252	R141	R65	R333
	R312	R305	R323		R202	R66	R331		R142	R66	R334
	R70	R307	R118		R204	R137	R122		R143	R67	R336
	R223	R313	R229	R125	R206	R210	R138		R147	R68	R337
	R13	R314	R235	R21	R207	R24	R154		R148	R7	R338
	R134	R316	R334	R232	R211	R254	R22		R149	R70	R339
	R14	R317	R346	R245	R218	R255	R250		R15	R72	R34
	R166	R321	R164	R248	R219	R347	R272		R150	R74	R341
	R179	R322	R278	R261	R231	R67	R328		R151	R75	R342
	R180	R324	R28	R53	R236	R74	R46		R152	R77	R343
	R182	R325	R37	R56	R237	R82	R58		R153	R78	R344
	R185	R326	R106	R78	R241	R148	R77		R154	R8	R180
	R226	R33	R7	R87	R246	R267	R83		R155	R80	R181
	R240	R330	R199	R147	R283	R266	R102		R156	R81	R182
	R263	R332	R329	R120	R285	R172	R49		R157	R82	R184
	R264	R340	R72	R90	R288	R230	R54		R159	R83	R185
	R281	R349	R256	R269	R289	R135	R60		R16	R84	R187
	R304	R351	R6	R57	R291	R258	R69		R161	R87	R198
	R31	R352	R5	R15	R298	R116	R71		R164	R9	R199
	R318	R353	R127	R265	R299	R18	R73		R166	R90	R20
	R336	R354	R16	R330	R303	R268	R76		R168	R91	R250
	R38	R356	R174	R274	R305	R243	R79		R17	R95	R251
	R59	R357	R339	R11	R307	R51	R85		R170	R249	R253
	R351	R42	R345	R2	R313	R139	R86		R171	R25	R254
	R352	R85	R175	R233	R314	R280	R88		R172		R255
	R353	R86	R285	R35	R316	R30	R89		R173		R256
	R354	R88	R104	R988	R317	R60	R92		R174		R257
	R356	R89	R100	R287	R321	R69	R93		R176		
	R332	R92	R101	R290	R322	R71	R94		R179		
	R340	R93	R988	R320	R324	R73	R96		R18		
	R349	R94	R99	R99	R325	R76	R97				
		R96	R109	R252	R326	R79					
		R97			R33						

TABLEAU 21 : CLASSIFICATION DES INDIVIDUS SUIVANT LES REPNSES QU'ILS ONT DONNES
SUR LA DIFFERENCE ENTRE DIRIGEANTS ET SIMPLES CITOYENS

LA DIFFERENCE ENTRE DIRIGEANTS ET SIMPLES CITOYENS	REPNANTS			LA DIFFERENCE ENTRE DIRIGEANTS ET SIMPLES CITOYENS	REPNANTS		
Fandraisana anjara eo amin'ny fampandrosoana	R34	R107	R180	Mpitondra manaja vahoaka	R329	R90	R118
Vahoaka ambany lalàna	R247	R108	R181	Mpitondra mahafehy tena	R33	R91	R119
Fahalalana maneho hevitra	R248	R109	R182	Mpitondra olo-mendrika	R330	R95	R12
Zo	R25	R11	R183	mpitondra diplomate	R332	R96	R120
Mpitondra, ivon'ny fampandrosona	R250	R110	R184	Mpitondra matotra	R333	R97	R121
Mpitondra olom-banona	R71	R111	R185	Mpitondra manatanteraka	R335	R98	R122
Mpitondra mahay mihaino	R77	R112	R186	Mpitondra mpamitaka		R188	R123

Lainga	R81	R113	R187	Mpitondra mahay			R125
Mpitondra modely	R273	R114	R188	Fitiava-tenan'ireo mpitondra			
Mpitondra eo ambony lalana	R232	R221	R282	Mpitondra, sosotenan'ny vahoaka			
Mpitondra vitsy an'isa	R654	R222	R283	Vahoaka mpifidy			
Tsy fitovian'ny mpitondra sy ny entina				Mpitondra hendry			
Antanatoham-pahefana	R90	R235	R231	Mpitondra voafidy	R278	R139	R352
Herin'ireo mpitondra	R327	R222	R123	Mpitondra mpampaory	R28	R322	R314
Mpitondra mpitarikar	R746	R332	R312	Tombotsoa iombonana	R290	R326	
Mpitondra marina	R324	R322	R653		R304	R331	
Mpitondra mibaiko	R23	R53	R215			R348	
Fandraisana andraikitr'ireo mpitondra	R64	R95					
Vahoaka manaiky ny tenin'ny mpitondra	R224	R212					
Mpitondra mamaly ny hetahetan'ireo vahoaka	R432						
Lalana	R453						
Fananana							
Hatsaram-panahy							
Tsy namaly							

TABLEAU 22 : REPARTITION DES INDIVIDUS ENQUETES SUIVANT LEURS REPONSES A PROPOS DU TEMPS ET LE GENRE DE PREPARATION ET EXPERIENCES REQUIS AVANT DE GOUVERNER

TEMPS ET LE GENRE DE PREPARATION ET EXPERIENCES REQUIS AVANT DE GOUVERNER	REPDANTS		TEMPS ET LE GENRE DE PREPARATION ET EXPERIENCES REQUIS AVANT DE GOUVERNER	REPDANTS	
Ny toekarena	R164	R356	Mpandresy	R76	R222
Fampifamoivoizana	R113	R357	Azo ahitsy	R106	R226
Fampijoroana	R118	R37		R289	R231
Fampiakarana	R90	R41		R29	R233
Fanoanana	R97	R42		R297	R238
Fampidirana mpiasa	R98	R47		R298	R24
Fananganana	R134	R53		R30	R245
Ny olom-pirenena	R105	R55		R300	R247
Fanorenana	R197	R61		R302	R254
Fiainan'ny sekoly	R20	R66		R303	R255
Fanatsarana	R204	R71		R305	R26
Ny mpiasam-panjakana	R217	R74		R307	R269
Ny vahoaka	R218	R75		R309	R27
Ireo olana	R220	R76		R311	R274
Fanarenana		R78		R313	R276
Vinavinana-kevitra maharitra		R82		R316	R280
Mampiaiky		R83			R285
Fomba fisainana		R89			R288
			Fampiharana	R56	R131
			Ny mpifaninana	R317	R150
			Fomba ny fiaina	R318	R155
			Fomba ny fisainana	R32	R160
			Manaja olona	R320	R163
			Dokotera amin'ny siansa	R321	R165

			politika		
			Mahajoro sy matanjaka	R323	R167
			Mahavita asa tsara	R324	R169
			Mampiatra fahefana	R325	R171
				R328	R173
				R329	R175
				R330	R178
				R332	R179
				R336	R180
				R340	R182
				R341	R185
				R346	R186
				R353	R19
				R355	R194
					R196

TABLEAU 23 : NECESSITE DES DIRIGEANTS DE SUIVRE DE FORMATION ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITE, EN PLEIN MANDAT

Paik'ady tsy mazava	R323		Kolikoly	R164	R258
			Tsy firaharahiana ireo kilasy sosialy sasany	R79	R199
			Fitiavan-tena	R147	R135
				R356	R126
				R170	R143
				R197	R225
					R335
					R235
Fandanilaniam-poana tsy amim-piheverana	R61		Fanam-param-pahefana	R85	
Fifandrimbonana iraisam-pirenena	R101				

TABLEAU 24: MUTUALITE ENTRE PEUPLE, ENTRE DIRIGEANTS ET PEUPLE

MUTUALITE ENTRE PEUPLE, ENTRE DIRIGEANTS ET PEUPLE	REPONDANTS				MUTUALITE ENTRE PEUPLE, ENTRE DIRIGEANTS ET PEUPLE	REPONDANTS							
Kolikoly	R100	R154	R245	R46	Fanampiana ara-pianarana	R113	R251	R53					
Fanampiana raha misy hai- trano	R104	R155	R248	R47	Fidinan'ny vidim-bary	R121	R254	R57					
Fanampiana iadiana amin'ny hanohanana	R122	R159	R252	R54	Fitiavan-tena	R123	R26	R58					
Fanampiana iadiana amin'ny fahantrana	R124	R162	R257	R56	Fikarakarana haingana ireo taratasy ara-panjakana	R132	R266	R66					
Fihenam-bidy ireo voankazo sy legioma	R125	R164	R258	R62		R14	R267	R90					
Fampandrosoana	R126	R177	R272	R63		R140	R276	R96					
Fanomezana kits scolaires	R136	R184	R281	R7		R156	R278	R98					
Kobaka am-bava	R138	R187	R287	R8		R158	R28	R99					
Vono olona	R141	R199	R290	R95		R16	R284	R36					
Fahasamihafana eo amin'ny mpitondra sy ny entina	R142	R2	R294	R333		R17	R293						
Tsy fandriampahalemana	R143	R203	R297	R342		R181	R296						
Tsy fahampian'ny asa	R146	R206	R302	R343		R198	R324						
Tsy fisian'ny fampiaofanana arak'asa	R149	R207	R315	R358		R202	R328						
USAID	R15	R214	R319	R37		R213	R338						
	R150	R22	R322	R40		R244	R34						
	R230	R222	R329	R41		R249	R346						
	R231	R223	R24			R250	R356						
Tsy fahampian'ny famatsina ara-bola	R11	R275			Fanararaota-pahefana	R1	R120	R165	R169	R308	R255	R233	
Fanampiana amin'y loza voajanahary	R127	R282			BNGRC	R10	R128	R166	R170	R309	R256	R234	
Fanatsarana ny tontolon'ny fampianarana	R129	R299			Fanonganam-panjakana	R101	R13	R167	R171	R310	R259	R235	
Fanatsarana ny tontolon'ny fahasalamana	R133	R301			Fanampiana atakalo vato- pifidianana	R102	R130	R168	R172	R311	R260	R236	
Fampiakarana ny hetra	R139	R312			Fidinana ifotony	R105	R131	R6	R173	R316	R263	R237	
Fampiherana ny saram- pianarana	R174	R313			Fanimbana foto-drafitrasa	R106	R134	R60	R178	R317	R264	R238	
Fiarahamiasan'ny mpitondra sy vahoaka	R175	R314			Didy jadona	R107	R135	R61	R179	R318	R265	R239	
Fifaninana	R176	R32			Diploma	R108	R137	R64	R18	R320	R268	R240	
Fifandiram-pahefana	R219	R331			Rano fisotro madio	R109	R144	R65	R180	R321	R269	R241	
Fananganana fotodrafitr'asa	R221	R339			fampianarana	R110	R145	R67	R182	R323	R27	R242	
Fananganana hopitaly	R23	R35			Fanofanana ny tanora	R111	R147	R68	R183	R325	R270	R243	
Fanamboaran-dalana	R247				Fiakaran'ny vidin-tsolika	R112	R148	R69	R185	R326	R271	R246	
Fiakaran'ny karama	R25				Fiakaran'ny vidim-piainana	R114	R151	R70	R186	R327	R274	R253	
Fotodrafitr'asa	R261				Fiainam-bahoaka atao tsinotsinona	R115	R152	R71	R188	R33	R277	R49	
Fampiasamboram-bola	R273				Tsy fanajana ny zon'olombelona	R116	R153	R72	R189	R330	R279	R5	
					Fahantrana	R117	R157	R73	R19	R332	R280	R50	
					Tahotra fidirana biraom- panjakana	R118	R160	R74	R190	R334	R283	R51	
					Tsy namaly	R225	R161	R75	R191	R335	R285	R52	
					Harena	R226	R163	R76	R192	R336	R286	R55	
					Karaman'ny mpampianatra tsy voaloha	R227	R39	R77	R193	R337	R288	R215	
					Tsy fahampian'ny karama	R228	R4	R78	R194	R340	R289	R216	
						R229	R42	R79	R195	R341	R29	R217	

						R232	R43	R80	R196	R344	R291	R218
						R21	R44	R81	R197	R345	R292	R220
						R210	R45	R82	R20	R347	R295	R224
						R211	R307	R83	R200	R348	R298	R88
						R212	R94	R84	R201	R349	R3	R89
						R305	R97	R85	R204	R350	R30	R9
						R306	R354	R86	R205	R351	R300	R91
						R353	R355	R303	R208	R352	R357	R92
								R304	R209		R38	R93

ANNEXE 4 : SEFAFI

Le SeFaFi : L'Observatoire de la Vie Publique (*Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena*) est une organisation créée en février 2001 sous l'égide du CNOE avec l'appui technique et financier de la Fondation Friedrich Ebert (FFE) pour rendre plus opérationnel l'un des axes d'activité de cette association, à savoir l'observation de la vie publique.

Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Les membres qui composent le SeFaFi sont des experts pluridisciplinaires. Ils étaient au nombre de 15 en 2001 :

- Solonavalona ANDRIAMIHAJA
- Jeaninne RAMBELOSON RAPIERA
- Gatien HORACE
- Odon RAVELOSON
- Christian NTSAY
- Edilbert RAZAFINDRALAMBO
- Céline RABEKORIANA
- Adelson RAZAFY
- Bruno RABENILAINA
- Hadj Bachir Adehame SOUDJAY
- Henri RAHARIJAONA
- Sylvain URFER
- Jean Eric RAKOTOARISOA
- Aristide VELOMPANAHAY
- Madeleine RAMAHOLIMIHASO

Membre de la société civile, politiques, le SeFaFi s'adresse aux citoyens malgaches, aux autres entités de la société civile, aux opérateurs économiques, aux partis politiques, aux tenants du pouvoir, aux instances internationales représentées à Madagascar.

Il adopte comme méthode de travail l'observation, l'analyse, l'information, l'interpellation, les recommandations, et au besoin la pression, pour une meilleure pratique de la démocratie et de l'État de droit.

Les experts membres du SeFaFi échangent des réflexions au cours de réunion périodiques, et, entre ces réunions, par téléphone, fax ou courrier électronique. Ils peuvent inviter d'autres personnalités à étoffer leurs réflexions. Les échanges peuvent s'élargir à des ateliers à caractère régional, national ou international.

RÉSULTATS MADAGASCAR

Inscrits	7 839 268
Votants	4 826 156
Taux de participation	61,56%
Blancs & Nuls	335 609
Suffrages exprimés	4 490 547

RÉSULTATS PAR RÉGION

Résultats Région ALAOTRA-MANGORO

Inscrits	398
	613
Votants	252
	877
Taux de participation	63,44
	%
Blancs & Nuls	18 532
Suffrages exprimés	234
	345

Résultats Région AMORON'I MANIA

Inscrits	251 618
Votants	165 319
Taux de participation	65,70%
Blancs & Nuls	11 555
Suffrages exprimés	153 764

Résultats Région ANALAMANGA

Inscrits	1 540 392
Votants	937 090
Taux de participation	60,83%
Blancs & Nuls	53 550
Suffrages exprimés	883 540

Résultats Région ANALANJIROFO

Inscrits	347 860
----------	---------

Votants 232 324

Taux de participation 66,79%

Blancs & Nuls 18 046

Suffrages exprimés 214 278

Résultats Région ANDROY

Inscrits 203 004

Votants 133 995

Taux de participation 66,01%

Blancs & Nuls 9 886

Suffrages exprimés 124 109

Résultats Région ANOSY

Inscrits 222 042

Votants 134 461

Taux de participation 60,56%

Blancs & Nuls 9 508

Suffrages exprimés 124 953

Résultats Région ATSIMO-ANDREFANA

Inscrits 387 980

Votants 233 125

Taux de participation 60,09%

Blancs & Nuls 10 489

Suffrages exprimés 222 636

Résultats Région ATSIMO-ATSINANANA

Inscrits 251 278

Votants 137 009

Taux de participation 54,52%

Blancs & Nuls 7 678

Suffrages exprimés 129 331

Résultats Région ATSINANANA

Inscrits 183 328

Votants 185 668

Taux de participation 9,10%

Blancs & Nuls 15 653

Suffrages exprimés 160 015

Résultats Région BETSIBOKA

Inscrits 108 414
Votants 69 967
Taux de participation 64,54%
Blancs & Nuls 5 624
Suffrages exprimés 64 343

Résultats Région BOENY

Inscrits 697
Votants 671
Taux de participation 6,29%
Blancs & Nuls 1 266
Suffrages exprimés 56
296

Résultats Région BONGOLAVA

Inscrits 189 252
Votants 119 787
Taux de participation 63,29%
Blancs & Nuls 9 281
Suffrages exprimés 110 506

Résultats Région DIANA

Inscrits 249 090
Votants 146 574
Taux de participation 58,84%
Blancs & Nuls 8 562
Suffrages exprimés 138 012

Résultats Région HAUTE MATSIATRA

Inscrits 418 903
Votants 249 226
Taux de participation 59,49%
Blancs & Nuls 21 364
Suffrages exprimés 227 862

Résultats Région IHOROMBE

Inscrits	102
	307
Votants	55 973
Taux de participation	54,71
	%
Blancs & Nuls	4 196
Suffrages exprimés	51 777

Résultats Région ITASY

Inscrits	301 359
Votants	204 163
Taux de participation	67,75%
Blancs & Nuls	16 779
Suffrages exprimés	187 384

Résultats Région MELAKY

Inscrits	94 078
Votants	52 140
Taux de participation	55,42%
Blancs & Nuls	2 924
Suffrages exprimés	49 216

Résultats Région MENABE

Inscrits	197 063
Votants	113 754
Taux de participation	57,72%
Blancs & Nuls	6 800
Suffrages exprimés	106 954

Résultats Région SAVA

Inscrits	300 488
Votants	182 212
Taux de participation	60,64%
Blancs & Nuls	8 102
Suffrages exprimés	174 110

Résultats Région SOFIA

Inscrits	392 794
Votants	265 629

Taux de participation 67,63%

Blancs & Nuls 14 022

Suffrages exprimés 251 607

Résultats Région VAKINANKARATRA

Inscrits 702 569

Votants 456 083

Taux de participation 64,92%

Blancs & Nuls 43 794

Suffrages exprimés 412 289

Résultats Région VATOVAVY-FITOVINANY

Inscrits 399 165

Votants 231 218

Taux de participation 57,93%

Blancs & Nuls 17 998

Suffrages exprimés 213 220